

APERÇU
DES
RELATIONS INTERNATIONALES
DE
L'EMPIRE CHINOIS

THÈSE DE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

*Soutenue devant la Faculté de Droit de Paris,
le 27 Janvier 1920*

PAR
HYACINTHE TOMASINI

JURY D'EXAMEN :

*Président..... M. WEISS.
Professeur..... M. PILLET.
Agrége..... M. BASDEVAUT.*

POITIERS
IMPRIMERIE MARC TEXIER
7, RUE VICTOR-HUGO, 7

1920

Thèse
Paris
1920.

APERÇU

DES

RELATIONS INTERNATIONALES

DE

L'EMPIRE CHINOIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

83776

APERÇU
DES
RELATIONS INTERNATIONALES
DE
L'EMPIRE CHINOIS

THÈSE DE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

*Soutenue devant la Faculté de Droit de Paris,
le 27 Janvier 1920*



PAR

HYACINTHE TOMASINI

JURY D'EXAMEN :

Président..... M. WEISS.
Professeur..... M. PILLET.
Agrégé..... M. BASDEVAUT.

POITIERS
IMPRIMERIE MARC TEXIER
7, RUE VICTOR-HUGO, 7

1920

INTRODUCTION

Les événements qui se sont déroulés en Chine pendant ces vingt dernières années ont mis en lumière l'importance que pouvait revêtir un jour pour l'Europe la question d'Extrême-Orient. La République Chinoise est à elle seule aussi peuplée que l'Europe entière. Son évolution intéresse le quart de l'humanité et les problèmes qu'elle soulève sont pour nous préoccupés au premier chef en raison des capitaux que nous avons engagés en Chine et des relations de voisinage que nous entretenons avec ce grand Etat. Il nous aurait paru utile de consacrer notre modeste travail à donner un aperçu de la situation internationale de la jeune République asiatique. Mais, ayant été aux armées pendant quatre années, nous nous voyons dans l'obligation de restreindre l'ampleur que nous voulions donner à notre sujet. Nous nous contenterons d'examiner les relations internationales de l'Empire Chinois, laissant de côté la période qui va de 1911 à nos jours.

Nous tenons à exprimer dès le début de notre ouvrage la grande reconnaissance que nous avons pour notre cher Maître et Président, M. André Weiss, Membre de l'Institut, Professeur de Droit International à la Faculté de Droit de Paris, pour l'honneur qu'il nous a fait en présidant notre thèse. Nous associerons à cet hommage le nom de M. Henri Cordier, Membre de l'Institut, Professeur à l'Ecole des Langues Orientales vivantes, aux savants ouvrages duquel nous devons

de précieux enseignements et une abondante documentation.

Nos remerciements iront enfin à tous ceux qui nous ont aidé à mener à bien notre étude et plus particulièrement à M. Jean Rodes, dont les encouragements et les conseils ne nous ont jamais fait défaut et ont grandement facilité notre tâche.

Nous adressons aussi, au début de ce travail, un souvenir ému à la mémoire de notre bon maître, M. Fernand Farjenel, professeur au Collège Libre des Sciences sociales, qui a guidé notre choix et nous a donné de bien précieuses leçons.

APERÇU
DES
RELATIONS INTERNATIONALES
DE L'EMPIRE CHINOIS

PREMIÈRE PARTIE

MŒURS ET INSTITUTIONS DU PEUPLE CHINOIS

Nous estimons indispensable, avant d'aborder de plain-pied la matière capitale de notre sujet, une revue rapide des mœurs et des institutions du peuple chinois. C'est ainsi, du reste, que nous avons procédé dans nos investigations et nous avons été surpris de constater, à mesure qu'elles progressaient, la clarté que prenaient dans notre esprit certains faits incompréhensibles pour un esprit d'occidental, grâce à la connaissance des fondements de la Société Chinoise et de ses traits caractéristiques.

Nous nous étendrons surtout au cours de cette étude préliminaire sur les caractères de la famille chinoise qui est la cellule originaire et fondamentale de cette Société. Son organisation patriarcale a contribué pour beaucoup à maintenir la société chinoise dans la forme archaïque qu'elle n'a abandonnée que récemment.

Cette première partie de notre essai comprendra trois chapitres, à savoir :

CHAPITRE I. — *Historique et généralités.*

CHAPITRE II. — *Organisation de l'Empire.*

CHAPITRE III. — *Organisation de la République.*

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE ET GÉNÉRALITÉS

TITRE I^{er}.

Origine du peuple Chinois.

La civilisation chinoise est très ancienne, puisque contemporaine des civilisations chaldéenne et assyrienne. La plupart des sinologues s'accordent à reconnaître que son berceau a été sur les rives du Tigre et de l'Euphrate. L'hypothèse selon laquelle le peuple chinois serait né parmi les peuplades aborigènes qui habitaient les bassins des grands fleuves, tels que le Hoang-Ho et le Yang-Tsé-Kiang, est généralement écartée aujourd'hui. Il est presque hors de doute que la Chine actuelle est la création de tribus occidentales qui, au moment des grands mouvements des peuples de Mésopotamie entre les 3^e et 2^e millénaires avant notre ère, se sont dirigées vers l'Est et sont arrivées jusque dans le vaste territoire qu'elles ont occupé en Asie en refoulant ou en réduisant en esclavage les tribus sauvages qu'elles rencontraient devant elles.

Il est extrêmement intéressant de savoir quelles raisons ont été invoquées en faveur de cette dernière hypothèse.

Edouard Blot (1) tire argument d'un chapitre du Chou-King, le livre sacré par excellence, où il est question de travaux d'irrigation et d'aménagement du sol prescrits par les premiers Empereurs dans la direction de l'Orient.

Cette opinion reprise par certains auteurs, contestée par d'autres, ne paraît guère convaincante.

Un professeur de philologie indo-chinoise à l'University College de Londres, M. Terrien de la Couperie (2), trouve sa

(1) *Journal asiatique*, août-septembre 1842.

(2) TERRIEN DE LA COUPERIE. — Western origin of the Early Chinese Civilisation from 2300 B. C. to 200 A. C.; or chapters on the Elements derived from the old civilisation of West Asia in the formation of the ancient chinese culture.

conviction dans les ressemblances qu'offrent certains vieux caractères d'écriture chinois et assyriens. Mais, ainsi que l'écrit M. Farjenel (1), « quelque curieux que soient ces rapprochements ils constituent un fil bien tenu lorsqu'il s'agit d'établir par ce seul moyen la filiation d'un grand peuple ». Cet auteur préfère se référer aux analogies que présentent la civilisation chinoise et la civilisation des anciens peuples tirant leur origine de la souche Assyro-Chaldéenne. Il arrive ainsi à des résultats capables de fonder une conviction sérieuse. Il établit d'abord des rapprochements suggestifs dans le domaine religieux ; ainsi la religion des ancêtres de tous temps pratiquée par les Chinois l'a été aussi dans les Républiques antiques de Grèce et de Rome ; de même que ces deux derniers peuples et ainsi, que la plupart des peuples du bassin méditerranéen, les Chinois ont divinisé certaines forces matérielles de la nature dominées toutes par un Etre suprême, tel que Zeuss ou Jupiter, qu'ils dénomment le Chang Ti. Comme eux, les Chinois ont toujours cru à l'immortalité de l'âme et à la nécessité du sacrifice pour racheter les fautes des humains et attirer sur eux la bienveillance des forces occultes qui peuplent le Ciel.

On employait les mêmes victimes pour les grands sacrifices ; ceux-ci se faisaient de la même manière et beaucoup de cérémonies du Culte public rappelaient celles des anciens peuples de l'Occident.

Dans un autre domaine, celui de l'architecture, M. Farjenel fait remarquer que la construction des palais princiers, des temples, des demeures particulières affectait la même forme à Rome, en Grèce et en Chine, et que la disposition des appartements était la même jusque dans ses plus petits détails. L'atrium romain et le mégaron grec revivent dans le tang chinois qui continue à conserver son caractère de temple familial et qui se retrouve dans la plupart des maisons chinoises (2).

D'autre part, la conception de la vie familiale est à peu près la même à Rome et en Chine. Dans les deux civilisations les principaux actes de la vie humaine, tels que l'initiation de

(1) F. FARJENEL. — *Le peuple chinois : ses mœurs et ses institutions.*

(2) C'est là que sont placées sur un autel les tablettes sacrées des ancêtres et que se célèbrent toutes les cérémonies.

l'adolescent à la vie publique, les fiançailles, le mariage, etc., sont soumis aux mêmes règles.

Tous ces traits permettent de conclure que le peuple chinois fut constitué par des tribus qui, entre les 3^e et 2^e millénaires avant Jésus-Christ, émigrèrent de Mésopotamie emportant avec elles les racines d'une civilisation déjà vieille qui se retrouvent chez tous les peuples de même origine.

L'état pastoral des premières tribus a été suivi comme chez tous les peuples par l'état agricole, quand les tribus se sont fixées sur le sol qu'elles cultivaient. Puis ces tribus se sont groupées et ont constitué des principautés, des royaumes et enfin l'Empire. Celui-ci, tel qu'il existait hier encore, datait de l'an 230 avant Jésus-Christ; il fut fondé alors par un prince de l'Etat de Tsin qui réunit sous son sceptre les peuples des huit royaumes qui habitaient la Chine. Mais ce ne fut là qu'une reconstitution politique analogue à celles qui, beaucoup plus tard, se sont produites en Occident en intéressant des territoires moins vastes et des populations moins nombreuses. Aux premiers temps de leur histoire, les tribus chinoises étaient, en effet, sous la domination, tout à la fois temporelle et spirituelle d'un Empereur, Ti, qui était en même temps le grand pontife de la nation; puis la féodalité succéda à cet Etat quasi unitaire qui renaquit enfin au III^e siècle avant notre ère pour se perpétuer tel jusqu'à nos jours.

Mais, malgré les changements politiques, les fondements de la Société chinoise sont demeurés les mêmes à travers les siècles et il nous suffira de jeter un coup d'œil rapide sur chacune de ses institutions principales pour en avoir une image fidèle.

TITRE II. — De la famille.

Un trait caractéristique de cette société est la forme patriarcale qu'elle n'a pas encore entièrement abandonnée : c'était, à cet égard, une société primitive que les progrès de la civilisation ont quelque peu modifiée mais qui était, jusqu'à ces dernières années, demeurée identique dans son essence. A la base se trouve la famille, Kia, des temps antéhistoriques avec, à la tête, le paterfamilias de l'ancienne Rome (Kia-Tchang) dont les pouvoirs sur sa gens sont absolus; mais, tandis qu'en Occident, l'autorité du chef de famille découle de la conception

que l'on se fait du droit naturel de paternité, elle tire sa source, en Chine, du sentiment religieux. Le père est à la fois le chef et le prêtre du groupement familial; c'est lui qui est le dépositaire du culte des aïeux, et qui sacrifie à leurs mânes aux dates fixées par les livres sacrés dont les formules mystiques se transmettent pieusement de génération en génération. Le Kia comprend toutes les personnes de même sang, de même nom (Sing), c'est-à-dire tous les descendants d'une souche commune qui honorent les mêmes ancêtres. A eux s'ajoutent les femmes légitimes ou concubines, les serviteurs et les esclaves. La parenté étroite est limitée aux descendants d'un même trisaïeul; elle était exclusivement agnatique (1). Mais la communauté du culte plus que les liens du sang forme la famille (2). Celle-ci apparaît comme un groupement homogène absorbant entièrement la personnalité individuelle de chacun de ses membres. L'individu ne compte pas; seul prend figure et compte dans la société le groupement familial auquel il appartient. Ceci explique l'autorité absolue reconnue au père de famille et justifie le principe de solidarité illimitée de tous les membres de la famille longtemps admis en Chine, à l'égard de la loi.

Le père de famille a droit de vie et de mort sur ses enfants (3). Il est le maître du patrimoine du Kia qu'il gère et administre à son gré. Mais il n'est pas tenté d'abuser de son autorité parce qu'il sait qu'elle ne lui est donnée que pour être employée au bien commun de la famille et qu'il est responsable devant les ancêtres de l'usage qu'il en fera (4).

(1) A la fin de l'Empire, une loi avait créé une parenté cognatique, mais elle n'avait qu'un simple caractère cérémonieux.

(2) Il s'agit, bien entendu, du culte des ancêtres; mais, outre celui-ci, chaque famille a des cultes spéciaux envers quelques dieux de la nature physique (Lutins, nymphes, etc...); de plus, rares sont les Chinois qui ne pratiquent pas une religion d'origine étrangère (bouddhisme, taoïsme, islamisme, christianisme, etc...). La propagation de celles-ci a été possible parce que la religion nationale chinoise, le culte des ancêtres, n'a pas le caractère d'exclusivité qui est le fondement des autres croyances philosophiques.

(3) Et il ne se faisait pas faute d'user de ce droit, puisque, hier encore, l'infanticide était de pratique courante. Des lois publiées au XVIII^e siècle l'interdisaient bien, mais les mœurs retardaient sur les lois et les magistrats fermaient les yeux. En pratique, les filles seules étaient mises à mort, lors de leur naissance, souvent même sur une vaste échelle, puisqu'il a été établi que dans certaines provinces pauvres le nombre des filles mises à mort a atteint parfois 40 à 45 o/o des naissances (*Superstition, crime et misère en Chine*, Dr MATIGNON). Cependant ce fléau était atténué depuis la venue des Européens, les filles étant conservées pour servir d'aliment à la prostitution.

(4) A sa mort, cette autorité, véritable patriapotestas du droit romain, passe à

Cette croyance vivace dans l'âme de tout Chinois, cette idée de la solidarité familiale suffisent à empêcher le père de famille d'abuser de ses droits sans limites. Sans limites ! ce n'est pas là le vrai mot, parce que dans chaque famille existe aujourd'hui encore un Conseil des anciens qui, dans les cas graves, donne son avis au paterfamilias. Cette assemblée était aussi, sous l'Empire, un tribunal domestique jugeant et condamnant les membres de la famille ayant manqué à leurs devoirs. Au premier rang de ces manquements dans l'intérieur du Kia se plaçaient naturellement les atteintes au respect, à l'obéissance que l'on doit à ses parents, au père en particulier. Dès leur jeune âge les enfants apprennent à lui obéir, à le vénérer et à se soumettre aveuglément à ses ordres. Tant qu'il vit, ils demeurent sous sa tutelle et ne sont émancipés, aussi vieux soient-ils, que lorsque le père meurt (1). D'autre part, son caractère sacerdotal le rapproche de ces demi-dieux que sont les ancêtres avec lesquels, seul de toute la famille, il peut communiquer grâce aux paroles rituelles qu'il prononce lors des sacrifices qu'il leur offre. On conçoit que dans ces conditions le père soit considéré comme un personnage sacré par tous les membres de la famille. Aussi est-il vénéré par ses enfants qui « n'osent pas le regarder en face » et qui, à plus forte raison, n'oseraient pas lui désobéir ou lui manquer de respect. Le coupable ne tarderait pas à expier son crime par une cruelle bastonnade pouvant parfois entraîner la mort. Si, fait extrêmement rare dans les annales chinoises, un fils tuait son père, il était découpé vif et mourait dans des souffrances atroces. La seule intention de parricide valait la décapitation.

Remarquons que sous l'ancien régime, à moins de plainte formelle de la part des parents, les magistrats n'intervenaient pas dans ces sortes d'affaires, qui étaient réglées en toute indépendance par la collectivité familiale. La loi prescrivait bien cependant aux magistrats de poursuivre et de condamner les

son fils aîné légitime ou concubinaire et en leur absence au fils adoptif de son choix ou au fils posthume que lui donnera sa famille. Dans ces deux derniers cas, le successeur doit être un agnat de proche parenté, toujours de même nom, afin qu'il ait dans sa lignée des ancêtres communs avec celui auquel il succède.

(1) Depuis la Révolution tous les citoyens jouissent de l'égalité civile. Un fils majeur est donc émancipé de plein droit, mais dans beaucoup de provinces, chez le peuple surtout, les mœurs, sur ce point encore, continuent à avoir le pas sur la Loi.

parents qui frappaient à mort leurs enfants, mais comme la plupart des lois chinoises celle-ci aussi demeurerait lettre morte.

Dans chaque famille est tenu à jour, de façon scrupuleuse, une manière de journal et de registre d'état civil appelé le livre généalogique grâce auquel on peut prouver la parenté et la filiation. On y enregistre les naissances, les décès et tous les événements intéressant la famille. Il renferme aussi les récits des hauts faits et des vertus des aïeux et a un caractère éminemment religieux, puisqu'on en lit des passages dans les cérémonies cultuelles et qu'il rend sensibles les liens religieux, les seuls qui comptent en Chine, unissant les descendants des mêmes ancêtres.

Ainsi la famille de l'ancien régime nous apparaît comme un véritable petit Etat renfermant tous les éléments d'une société complète. Elle avait son chef, son patrimoine, sa religion particulière, son temple, son tribunal. Elle s'administrait elle-même et n'était tenue vis-à-vis de l'autorité publique qu'à un minimum de prestations laissant subsister intactes son indépendance et son autonomie. C'est là une des causes, la principale peut-être, de l'extrême faiblesse du pouvoir central dans l'Empire du Milieu.

D'après la loi, tous les membres d'une même famille auraient dû habiter sous le même toit. Mais cela n'a pas été longtemps possible avec l'accroissement de la population et le développement de la civilisation : les descendants d'un même ancêtre se sont donc séparés du Kia originel pour en former d'autres indépendants. Mais ils sont toujours rattachés à la souche commune par le culte que tous rendent aux mêmes aïeux. Ils entretiennent à frais communs un temple familial, et au-dessus de l'autorité particulière de chaque Kia Tchang se place l'autorité du chef de clan (réunion de familles de même sang), qui doit obligatoirement être consulté dans les cas graves.

On conçoit qu'avec une constitution du groupement familial telle qu'elle a été décrite, le mariage n'ait pas été considéré en Chine de la même façon qu'en Occident. Pour les Chinois, il n'est pas le point de départ d'une nouvelle famille et a pour but, non d'assurer la satisfaction personnelle des deux époux, qui le plus souvent ne se sont jamais vus avant le mariage, mais bien « par le moyen de l'union de deux familles de différents noms, d'assurer, d'une part, le service du

temple des ancêtres et d'autre part de continuer (dans ce but) la succession des générations » (1). Il serait intéressant d'étudier à fond le mariage chinois, fécond en enseignements de toutes sortes, mais cette étude dépasserait le cadre de ce modeste ouvrage. Néanmoins, nous ne pouvons omettre d'énumérer ses principaux caractères.

L'âge requis pour se marier est de vingt ans pour les hommes et de quatorze ans pour les femmes. Deux personnes de même *sing*, de même nom patronymique, c'est-à-dire qui ont un ancêtre commun, aussi éloigné soit-il, ne peuvent contracter mariage. Cet empêchement est plus rigoureux qu'il ne le paraît à première vue, parce que, par suite du régime patriarcal dans lequel se sont maintenues les familles, les noms patronymiques sont demeurés peu nombreux. On les évalue à 456 pour une population de plus de 400 millions d'habitants. Le mariage est interdit aux prêtres du Tao et aux moines bouddhistes; de même une personne libre ne peut se marier avec une esclave, un fonctionnaire avec une femme comédienne ou musicienne, un magistrat avec toute femme soumise à sa juridiction. (Ces divers empêchements n'existent plus depuis la Révolution.)

Les fiançailles sont l'acte préliminaire et obligatoire du mariage. Elles ont un caractère religieux et produisent des effets juridiques. Si on les rompt sans motif on s'expose à des peines sévères. Les contractants sont toujours les ascendants des fiancés qui n'ont pas voix au chapitre par suite de la dépendance extrême des enfants vis-à-vis de leurs géniteurs. Ceux-ci ne s'abouchent jamais directement, mais ont recours aux bons offices d'intermédiaires dont le Ministère est pour ainsi dire obligatoire pour toutes espèces de contrats. Quand il est procédé à un contrat de mariage, il ne peut avoir pour objet que les personnes des deux conjoints et non leurs biens. D'ailleurs, la dot est inconnue en Chine; il est cependant d'usage chez les riches de donner à la fille qui se marie le mobilier de son salon et de sa chambre à coucher. Le fiancé, par contre, est tenu de faire des cadeaux à la famille de la femme. On les appelle « biens rituels » et leur acceptation tient lieu de contrat écrit. Notons ce trait curieux des mœurs chinoises : les

(1) Traduction Legge Oxford, 1885, *Liki*, p. 428.

fiançailles d'enfants encore à naître, dont la pratique n'a pas encore complètement disparu dans certaines provinces.

Le mariage a un caractère essentiellement religieux ; aussi l'annonce-t-on aux ancêtres dans les formes solennelles minutieusement réglées par les livres sacrés. Il a pour effet de soustraire la femme à l'autorité de ses dieux domestiques qu'elle abandonne solennellement. Désormais, elle fera partie du Kia de son mari ; elle honorera ses ancêtres et elle sera tenue vis-à-vis de ses beaux-parents aux mêmes devoirs de respect et d'obéissance absolue que lui-même.

L'autorité du mari est presque absolue sur la femme. Les mœurs et les anciennes lois lui reconnaissaient le droit de correction manuelle et même celui de vendre son épouse en cas de misère et de famine. Sa personnalité juridique absorbait entièrement celle de sa femme à laquelle la loi, tout autant que les mœurs, faisaient une situation très inférieure. Il arrivait cependant que, parfois, la femme, grâce à son intelligence ou à sa beauté, conquérât un grand ascendant sur son mari, mais c'est là une chose considérée comme dégradante et qu'un Chinois n'avouera jamais aujourd'hui encore.

Sous l'Ancien Régime, la subordination de la femme était poussée si loin que l'on accordait au mari le droit de la répudier. La loi limitait bien à un certain nombre de cas déterminés ce pouvoir exorbitant du mari, mais en pratique il était presque absolu. Néanmoins, malgré l'extrême rigueur de la loi chinoise à l'égard de la femme, il lui était reconnu le droit d'intenter l'action en divorce contre son mari, lorsqu'elle avait lieu de croire que la séparation lui serait agréable ; c'était plutôt alors un divorce par consentement mutuel, d'ailleurs admis par le code. L'action en divorce était encore accordée au cas de sévices graves de la part du mari, si celui-ci était atteint de la lèpre depuis le mariage, s'il commettait un crime, en cas de guerre ou de famine et enfin si le contrat de fiançailles contenait de fausses indications quant à la personnalité du mari.

La femme n'avait aucun droit dans l'ancienne société chinoise ; elle n'avait que des devoirs. Le principal était celui de donner à son mari un héritier mâle, pour perpétuer le culte des ancêtres. Si le mari atteignait l'âge de quarante ans, sans en avoir reçu, la femme devait lui chercher une concubine

dans une famille pauvre, mais honnête. Les passions humaines ont dénaturé le sens de cette coutume et il n'est pas rare de rencontrer, même aujourd'hui, dans la classe aisée, des hommes ayant des enfants mâles de leur femme légitime, et possédant une ou plusieurs concubines. C'est ce qui a fait dire à certains auteurs que les Chinois pratiquent la polygamie, mais c'est là une erreur.

L'adultère du mari est donc considéré comme légal. Il n'en est pas de même de celui de la femme, qui est réprimé avec la dernière rigueur. La raison en découle du caractère spirituel du mariage considéré plutôt comme une union des âmes que des corps. La femme est, en effet, impure par suite de l'adultère et elle devient impropre à engendrer des enfants, capables de rendre un culte efficace aux aïeux. Aussi la loi reconnaît-elle au mari le droit de tuer sa femme surprise en flagrant délit. Au cas où il aurait préféré la traduire devant le magistrat, celui-ci la condamnait à une forte bastonnade et à être vendue comme esclave.

A l'heure actuelle même, l'inégalité de droits des deux époux se manifeste d'une façon frappante au cas de décès de l'un d'eux. L'homme ne porte le deuil qu'une année et il peut se remarier quand bon lui semble. La femme, au contraire, doit porter le deuil pendant trois années et, si la loi lui reconnaît le droit de se remarier à l'expiration de son deuil, elle n'use généralement pas de cette faculté. Les veuves et les jeunes filles qui demeurent fidèles à la mémoire de leur époux ou de leur fiancé défunt jouissent d'une grande considération. Souvent elles étaient récompensées de leur fidélité par un diplôme constatant leur vertu dont l'honneur rejaillissait sur toute la famille. Quand elles se suicidaient pour ne pas se séparer de l'homme dont elles avaient embrassé le culte familial, leur acte était considéré comme un trait de haute vertu.

La veuve ne quitte pas la famille de l'époux défunt ; elle lui appartient corps et biens et ce sont ses beaux-parents qui mèneront les pourparlers et recevront les « biens rituels » en cas de remariage.

Le caractère religieux du mariage est encore rendu sensible par la persistance de la vieille coutume du « mariage posthume », que contractent souvent les familles distinguées pour leurs enfants défunts.

L'épouse posthume entre alors par le culte dans une nouvelle famille qui fera figurer son nom sur le livre généalogique et transportera son corps dans le champ familial où repose l'époux défunt. Le mariage posthume se célèbre aussi entre une personne morte et une vivante. Il produit les mêmes effets au point de vue cultuel. Si c'est la femme qui est vivante, elle ne peut plus se remarier, mais l'homme peut et doit contracter un nouveau mariage, parce qu'il est nécessaire qu'il ait des héritiers pour perpétuer le culte familial.

Soulignons en passant que le mariage avec les Européens, « les diables de la mer », n'est pas encore entré dans les mœurs. La femme qui le contracte quitte ainsi la grande famille chinoise et abandonne ses dieux domestiques sans espoir d'en retrouver d'autres pareils chez son époux.

Elle renie les traditions, les croyances de tous ses ancêtres et son acte est tenu pour une trahison.

Tels sont, brièvement résumés, les traits dominants de la famille chinoise. Nous en retiendrons surtout son caractère essentiellement religieux, l'étendue des droits de son chef en raison du sacerdoce dont il est investi, la situation inférieure faite à la femme, la large solidarité de tous ses membres, et enfin l'intervention minimum des pouvoirs publics sur son développement.

Chacun de ces caractères est allé sans cesse en s'atténuant, surtout au cours du dernier siècle. Le seul qui ait persisté jusqu'à la veille de la Révolution sans subir d'amoindrissement est l'indépendance quasi absolue de la collectivité familiale à l'égard de l'autorité publique.

Mais la République ayant pour tâche d'organiser la grande masse amorphe qu'est le peuple chinoissaura s'attacher à multiplier les contacts des pouvoirs publics avec les citoyens et à leur faire admettre, à la longue, la reconnaissance de l'idée nationale qui, depuis de longues années, s'était effacée de leur esprit.

TITRE III. — Des personnes.

Comme toutes les anciennes civilisations, la civilisation chinoise classait les personnes dans deux grandes catégories : celles qui sont libres et celles qui ne le sont pas. La première catégorie, de beaucoup la plus nombreuse, était constituée par

les *Lang* (dignes) et la seconde par les *Tsien* (viles). Etaient *Lang* tous les Chinois à l'exception des esclaves et des serviteurs loués ; ceux-ci recouvraient leur liberté à l'expiration de leur contrat de louage.

Cette distinction s'est maintenue jusqu'à la révolution, qui, comme on le sait, a proclamé l'égalité civile de tous les citoyens ; mais, ainsi que nous le verrons par la suite, la condition des *Tsien* était fort différente de celle que nous avons coutume de voir faire aux esclaves dans les autres pays.

Section première. — Les Lang.

L'homme libre jouissait de la plénitude des droits que lui reconnaissaient la loi et les mœurs. Il pouvait devenir chef de famille, avoir des concubines et des esclaves, être anobli, exercer une fonction publique et, après sa mort, sa tablette était placée à côté de celle de ses aïeux sur l'autel du temple familial. D'autre part, la loi pour les mâles, tout au moins, interdisait qu'on le mît en vente.

La jouissance de ces diverses prérogatives constituait pour les Chinois le critère de la liberté. Nous avons vu du reste que celle-ci était largement restreinte au profit du père de famille. Dans l'organisation première de la société chinoise, le père de famille conçoit et exige en vertu du caractère sacré dont il est revêtu, que tous, dans le cercle de son autorité, s'inclinent devant elle, aussi il est naturellement porté à admettre qu'il est tenu au respect de l'autorité publique qui, à ses différents degrés, a le caractère patriarcal et sacré, fondement de la sienne propre.

Dans la grande famille qu'est la société chinoise il se croit astreint aux mêmes devoirs que le sont ses fils dans celle dont il est le chef. Il se soumettra sans difficulté aux édits du prince, quels qu'ils soient, parce qu'ils ne peuvent être inspirés que par le souci du bien public et de la religion. Ne sont-ce pas ses sentiments qui lui dictent toutes ses décisions, à lui, *Kia-Tchang*, dans l'intérieur de sa famille ? Comme le père est responsable du bonheur de ses enfants envers ses ancêtres, le prince, *Fou Mou*, père-mère de tout le peuple, est garant de son bien-être envers les ancêtres de la nation et le Seigneur suprême, le Ciel, source de son pouvoir. Il est de son devoir de veiller à ce qu'il se conduise en conformité des traditions et

des vieilles croyances que ses aïeux lui ont léguées. Aussi tout un arsenal de lois archaïques réglait minutieusement les rapports des individus dont les moindres actes publics étaient enfermés dans un réseau étroit de prescriptions surannées. Par le fait, aucune liberté véritable n'était laissée aux régnicoles. Mais déjà longtemps avant la Révolution ces textes démodés n'étaient plus que faiblement observés. Cependant on se gardait bien de les abroger explicitement, afin de montrer au peuple que le semblant de liberté dont il jouissait était une simple tolérance du prince dont les droits demeuraient intacts.

Les siècles se succédant aux siècles, les Chinois avaient perdu de vue les principes théoriques qui leur commandaient le respect de l'autorité publique ; celle-ci, avec les changements de dynasties, les révolutions de palais et les rebellions de vassaux ambitieux à réprimer, s'était peu à peu désintéressée de son peuple qui s'était développé, depuis quelques certaines d'années absolument en dehors de l'influence gouvernementale. Les populations n'avaient à faire qu'au magistrat qui, la plupart du temps, ne manifestait sa présence qu'au moment de la perception des impôts.

De sorte que la Chine apparaissait à la veille de la Révolution comme un agrégat de groupes d'individus placés côte à côte, sur un territoire immense, mais n'étant reliés entre eux par aucune communauté d'aspirations nationales ou politiques.

La constitution même du groupement familial, contraire à l'idée de liberté, avait atrophié chez le Chinois l'esprit critique et développé, au contraire, celui de soumission. Les masses ignorantes se contentant de peu, n'ayant pour ainsi dire aucun rapport avec les pouvoirs publics, en étaient arrivées, à la longue, à s'en désintéresser complètement, parfois même à ignorer leur existence ou leur utilité. On s'explique qu'une telle mentalité ait été hostile à l'éclosion du sentiment de liberté dans le cœur des Chinois. Ceux-ci ne pouvaient songer à réclamer des droits qu'ils ignoraient, des libertés dont ils ne pouvaient apprécier la grandeur et la dignité. Les lettrés eux-mêmes, tout imbus des vieilles doctrines, n'avaient que mépris pour nos démocraties dont le principe : la souveraineté du peuple, était pour eux une erreur sacrilège.

Aussi tous les droits que nous considérons comme sacrés

étaient-ils annihilés. Libertés de réunion, d'association, de la presse, de la pensée, de la religion, etc..., ne pouvaient exister chez un peuple aussi peu conscient de sa propre personnalité. Toutes étaient étroitement réglementées par des textes minutieux. Pourtant, l'une d'entre elles, la liberté d'association, existait à l'état embryonnaire en ce sens que les associations étaient tolérées par l'autorité publique qui ne leur reconnaissait aucune capacité juridique et pouvait les dissoudre à son gré (1).

On conçoit, en particulier, que la liberté religieuse ne pouvait être admise que tant que les doctrines professées par les fidèles n'allaient pas à l'encontre de celles, archaïques, qui maintenaient intacte l'organisation de la société chinoise, telle qu'elle était établie depuis des siècles.

Il n'en n'était pas ainsi du christianisme et de l'islamisme qui auraient pu, s'ils s'étaient propagés sur une vaste échelle, porter des coups redoutables aux principes fondamentaux d'où l'autorité à tous ses degrés tirait sa source. Aussi ces deux religions ont été violemment persécutées ; les chrétiens, au nombre d'un million environ, n'ont obtenu droit de cité qu'en 1899 (2), et les musulmans, contre lesquels le gouvernement a mené une guerre d'extermination pendant plus de vingt ans, au milieu du siècle dernier, n'ont dû qu'à leur ardent fanatisme et à leur nombre considérable, plus de vingt millions, de voir leur religion tolérée depuis quelques années.

Les *lang*, personnes prétendues libres, ne l'étaient donc que d'une façon tout à fait relative. Parmi eux, deux catégories d'individus, les nobles et les magistrats, jouissaient cependant de prérogatives plus étendues. Toutes deux avaient droit à un costume particulier et à de certains honneurs. De plus les nobles et les magistrats jouissaient d'un privilège exorbitant : les lois, en cas de manquement à leurs prescriptions, ne leur étaient applicables qu'après une décision spé-

(1) Les Chinois, par suite de la cohésion du groupement familial qui développe chez eux l'esprit d'association, sont naturellement portés à former des sociétés. Celles-ci sont fort nombreuses et il en est de tout genre, de mendiants, de voleurs même. Mais les plus florissantes ont toujours été les corporations marchandes. Elles ont influé sur le cours des affaires et la vie économique du pays et parfois, en pratiquant la grève et le boycottage, elles se sont dressées menaçantes devant les mandarins trop rapaces.

(2) BARD. — *Les Chinois chez eux* (appendice). Edit. du 16 mars 1899.

ciale de l'Empereur qui évoquait l'affaire et la jugeait au fond.

La noblesse comprenait les personnes apparentées à la famille impériale, les descendants des précédentes dynasties et les personnes ayant rendu de grands services à l'État et anoblies par un décret du prince. Elle se répartissait en neuf classes : héréditaire, elle allait en décroissant par la transmission successorale. Ainsi un titre de duc s'éteignait au 26^e degré et un titre de la dernière classe s'éteignait à la première génération. Depuis la disparition de la féodalité (230 avant J.-C.) les nobles ne possédaient plus de fiefs, cependant les personnages apparentés à l'Empereur percevaient les revenus de certains domaines qui leur étaient donnés en apanages.

Les magistrats étaient anoblis du fait de leur charge et jouissaient des mêmes privilèges que les nobles pendant l'exercice de leurs fonctions.

Section II. — Les Tsién.

La seconde classe de personnes de la société chinoise était constituée par les tsien ou personnes viles qui comprenaient les serviteurs loués et les esclaves. La seule différence entre ces deux catégories d'individus était que les premiers pouvaient quitter leur maître à leur gré et ils recouvraient alors leur qualité de *lang*, tandis que les seconds étaient, ainsi que leurs descendants, en sujétion leur vie durant, et ne pouvaient en sortir que par l'affranchissement. La condition de l'esclave était très douce par suite du caractère patriarcal des mœurs chinoises. Il était considéré comme un membre inférieur de la famille et son état de servitude, son incapacité juridique lui étaient rendus moins sensibles, par ce fait que les propres enfants de son maître ne jouissaient guère de plus de droits que lui. En principe, il vivait sous le même toit que son maître, mais parfois il pouvait avoir un domicile séparé pour exercer un métier dont il partageait le bénéfice avec son maître. Il participait, dans tous les cas, au culte familial et était enterré aux frais de la famille à laquelle il appartenait, non loin des tombeaux des maîtres ; mais après sa mort on ne le gratifiait pas d'une tablette dans le temple des aïeux.

La Loi et les mœurs ont toujours poussé à l'affranchissement ; aussi, à la veille de la Révolution, les esclaves mâles étaient fort peu nombreux. L'esclave avait le droit de consti-

tuer un pécule pour se racheter ; il pouvait même être affranchi sans aucune compensation par son maître quand il remplissait avec zèle et dévouement le service qui lui était confié. Signalons enfin que lorsqu'un esclave était tué par son maître pour un motif futile, sa femme et ses enfants pouvaient être affranchis par une sentence du magistrat.

L'affranchi et sa descendance jusqu'à la 4^e génération étaient considérés comme *Tsien*. Ils étaient encore tenus au respect des anciens maîtres dont ils devaient solliciter l'avis avant de prendre une décision importante relativement à leurs affaires ou à leur famille. Ce n'est qu'à la 4^e génération que les descendants de l'affranchi devenaient tout à fait indépendants vis-à-vis des anciens maîtres et qu'ils jouissaient du droit de se présenter aux concours ouvrant la carrière mandarinale, ce qui constituait la principale prérogative des *lungs*. Pour nous résumer, nous insisterons sur la conception rudimentaire de l'idée de liberté chez la grande masse du peuple chinois et son dédain des affaires publiques. Les événements de ces dernières années, favorisés par la politique étrangère du Gouvernement qui froissait l'instinct particulariste des Chinois cultivés, n'ont pu se développer que grâce à la volonté tenace, au prosélytisme éclairé d'une minorité d'hommes énergiques ayant lu nos philosophes du xviii^e siècle et imbus de nos doctrines quant à l'essence de la souveraineté. Mais l'apathie populaire due à un long atavisme et à l'indifférence naturelle du Chinois pour les questions politiques est loin d'avoir disparu. Elle est fortement ébranlée sans doute, mais bien des années s'écouleront encore avant que les couches profondes du peuple prennent conscience de leurs droits imprescriptibles et sacrés à la liberté et apprécient à leur juste valeur les conquêtes de la Révolution.

CHAPITRE II

ORGANISATION DE L'EMPIRE

On s'explique par ce qui précède que l'organisation autocratique de l'Empire chinois ait pu durer sans se modifier plus longtemps que chez les autres peuples (1). Cet autocratisme était tempéré, il est vrai, par la faiblesse du Pouvoir souvent impuissant à se faire obéir. Mais théoriquement l'Empereur était un souverain absolu pouvant disposer à son gré des biens et de la vie de ses sujets. Les rébellions, les révoltes qui parfois éclataient dans le peuple étaient dirigées non contre son autorité reconnue par tous comme légitime, mais plutôt contre les exactions de ses agents. Son pouvoir était de droit divin; il tenait son mandat directement du ciel et tout son art pour gouverner devait consister à en interpréter les volontés. Chacun de ses actes, chacune de ses décisions étaient censés inspirés par le Chang Ti, le Seigneur du Ciel, dont il avait le culte exclusif au nom de toute la nation. Comme le père, le prince devait au sacerdoce dont il était investi de voir son autorité acceptée par l'unanimité du pays. L'exercice du Pontificat suprême suffisait à légitimer son pouvoir, quelle que fut la dynastie chinoise, mandchoue ou mongole, à laquelle il appartenait.

C'était le représentant du Ciel sur la terre, le trait d'union vivant entre le Chang-Ti et les mortels. Ce caractère essentiellement religieux justifiait l'étendue des droits qui lui étaient reconnus. Il administrait la nation à son gré, comme le père sa famille, ne concevant d'autres barrières à ses volontés que les enseignements célestes qu'il avait pour mission d'interpréter.

(1) Des tentatives de réforme se succédèrent à partir de 1894, mais elles ne devaient donner que des résultats insignifiants. Voir à ce sujet MAYBON, *la Politique chinoise*, RODES, *la Chine et le mouvement constitutionnel*, et la *Revue Jaune de Bruxelles* du 15 janvier 1912.

ter. Toute souveraineté résidait en sa personne sacrée et il cumulait à ce titre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire que nous sommes habitués à voir exercer par des organes distincts.

Cependant l'Empereur avait généralement un très haut sentiment de sa responsabilité. Il se tenait comme responsable du bonheur de son peuple vis-à-vis du Ciel, et lorsqu'une calamité s'abattait sur la nation, elle lui était imputable ; peut-être avait-il omis quelque rite dans les cérémonies sacrées, peut-être avait-il, même à son insu, manqué à ses devoirs et le Ciel manifestait sa colère (1).

L'Empereur était assisté de trois organes dont toutes les décisions étaient soumises à son approbation. En fait, ces organes centraux ne formulaient que des avis et c'était toujours l'Empereur, qui, dans toute sa puissance, faisait, en dernier ressort, prévaloir sa volonté. Le premier de ces organes était la *Cour des Censeurs*, qui se composait de 76 membres recrutés au concours. Chaque censeur pouvait agir indépendamment de ses collègues et pouvait demander à l'Empereur de rapporter tel décret ou telle mesure qu'il jugeait inopportune. Mais il ne le faisait « qu'en s'exposant à la mort » — telle était la formule employée — et l'Empereur demeurait libre de sa décision. La Cour des Censeurs pouvait recevoir des pétitions, et les soumettre à l'Empereur avec son avis sur la suite à donner, elle jouissait aussi d'un certain droit d'initiative en ce sens qu'elle pouvait appeler l'attention du prince sur la nécessité de certaines réformes et sur les abus de ses fonctionnaires. Mais les censeurs ne jouissaient d'aucun pouvoir de contrôle proprement dit ; ce n'étaient guère plus que des conseillers révocables au gré du souverain, nullement tenu de se conformer à leurs avis.

Au-dessus de la Cour des Censeurs, et plus près de l'Empereur, se trouvait le *Grand Conseil* composé des plus hauts dignitaires de l'Empire. Le nombre de ses membres variait de 4 à 7. Il détenait la réalité du pouvoir en préparant le travail du souverain qui n'agissait jamais sans le consulter.

Enfin, venaient en troisième lieu les *Ministères* au nombre

(1) Pour l'apaiser le souverain faisait une confession publique de ses fautes. Ceci eut lieu, en particulier, pour l'Empereur Koang Siu en 1901, après l'Insurrection des Boxeurs.

de dix, gérés par des fonctionnaires sous la dépendance extrême du Grand Conseil.

Le vaste Empire chinois était divisé en 22 provinces (1) et trois colonies (2). Les provinces se subdivisaient elles-mêmes en Préfectures et Sous-Préfectures et les colonies en cercles ou résidences. A la tête de chaque province était un gouvernement, vice-roi, qui jouissait par délégation du souverain des mêmes pouvoirs que lui dans l'étendue du territoire soumis à sa juridiction. Les Préfectures et les Sous-Préfectures étaient administrées par des Magistrats (préfets et sous-préfets) qui concentraient dans leurs personnes toutes les attributions administratives, financières et judiciaires. Ces magistrats étaient seuls en contact direct avec le peuple et c'étaient eux les véritables administrateurs du pays (3).

Devant parfois déboursier des sommes considérables pour obtenir leur charge, ces magistrats, révocables au gré du Gouverneur, devaient entretenir sa faveur par des présents coûteux. Ils étaient ainsi naturellement conduits à pressurer le peuple et à faire argent de tout. De fait, la corruption était érigée en système, et il a été rare de rencontrer dans aucun temps et dans aucun pays administration plus gangrenée, fonctionnaires plus vénaux que ceux qui, sous l'ancien régime, présidaient au développement de quatre cent millions d'individus.

L'argent nécessaire au fonctionnement des services publics était demandé à des impôts directs et indirects. La seule manifestation appréciable de la première catégorie était l'impôt foncier ; dont le montant pour chaque province avait été fixé, en 1712, par l'empereur Kanghi, qui promit à son peuple que quelque fût l'accroissement de la population, cet impôt ne pourrait être augmenté par ses successeurs. C'était un impôt de répartition payé par les communes au prorata de leur population et des biens immobiliers de chaque habitant. Il était

(1) Petchili, Moukden, Girin, Hélonkiang, Kiansou, Anhoéi, Kiangsi, Tsékiang, Fonkien, Houpé, Yunann, Hounan, Chantoung, Honan, Chansi, Chensi, Kansou, Sinkiang, Setchouan, Kouantoung, Kouangsi, Koetchéou.

(2) Mongolie, Thibet, Tsinhai. Ces colonies jouissaient d'une large autonomie. Elles étaient administrées par des résidents qui étaient en fait presque indépendants à l'égard de la Cour.

(3) La seule condition à remplir pour être nommé magistrat était d'être pourvu d'un grade universitaire : bachelier, licencié ou docteur. Mais, en fait, ces places étaient vendues aux enchères aux Lettrés.

payable en argent ou en riz décortiqué. Les frais de perception étaient à la charge du contribuable, qui recevait du collecteur une quittance pouvant servir à l'occasion de titre de propriété.

Les impôts indirects étaient constitués par le monopole de la vente du sel, des taxes sur les animaux domestiques, les boissons fermentées, l'indigo et certaines industries, les droits de douanes intérieures et maritimes (1).

En fait, les gouverneurs de provinces et leurs sous-ordres avaient toute latitude quant aux taux des impositions. La Cour ne leur réclamait que les sommes nécessaires au paiement des dépenses qui se soldaient à Pékin ; le surplus leur appartenait.

Comme on le voit, le système financier était très défectueux et favorisait les abus et les prévarications de toutes sortes. Il semble que si le Gouvernement s'était préoccupé de le réorganiser sur des bases empruntées aux pays d'Occident, toutes les réformes propres à faciliter le relèvement du pays s'en seraient naturellement découlées. Songeons, en effet, que la Chine a plus de quatre cent millions d'habitants, que l'agriculture et le commerce y ont toujours été en honneur, et nous comprendrons que des impôts, même minimes, mais justement répartis, eussent pu produire les ressources considérables nécessaires à la réorganisation du pays. Mais, outre les vieux Chinois, hostiles en principe à toute réforme contraire à leur esprit traditionnel, la diplomatie européenne ne demandait qu'à voir persister le vieil état de choses qui permettait aux premiers de jouir d'avantages sociaux et aux puissances de recueillir des bénéfices que les uns et les autres n'auraient plus trouvés dans un état organisé à la moderne.

Ainsi, le vieil Empire chinois, tiraillé entre les aspirations réformatrices des nouvelles générations éduquées en Europe et les tendances conservatrices des privilégiés de l'ancien Régime, qu'accompagnaient les vœux de la plupart des nations étrangères, continuait à poursuivre sa destinée à travers les siècles avec les mêmes fondements, les mêmes institutions dont il avait été doté depuis plus de deux mille ans. Cet ana-

(1) Les douanes intérieures ont été supprimées le 5 septembre 1902 à la suite d'un traité conclu avec l'Angleterre. Les douanes maritimes étaient et sont encore administrées par les Européens.

chronisme ne pouvait raisonnablement se perpétuer indéfiniment. Un jour ou l'autre, l'Empire chinois devait fatalement s'adapter à la vie moderne par l'évolution ou la Révolution. On a essayé d'abord du premier mode, mais mollement et de mauvaise foi. La révolution aura-t-elle réussi dans sa tâche ? L'avenir le dira.

CHAPITRE III

ORGANISATION DE LA RÉPUBLIQUE (1)

TITRE I^{er}. — Historique.

Avant d'examiner l'organisation de la République chinoise telle qu'elle résulte de la Constitution provisoire du 15 mars 1912 encore en vigueur, nous passerons rapidement en revue les efforts faits par la dynastie déchue pour instaurer en Chine un régime constitutionnel.

La guerre que la Chine soutint contre le Japon en 1894 et qui se termina par la victoire de ce dernier coûta à la Chine l'île Formose cédée au vainqueur et quelques points stratégiques occupés par les puissances européennes. Cette guerre malheureuse impressionna vivement le pays et démontra aux esprits éclairés l'insuffisance des vieilles institutions pour permettre à la Chine de tenir dans le monde le rang auquel sa population et l'étendue de son territoire lui donnaient droit. La nécessité de réformes ne fut plus douteuse. Le parti qui les préconisait, composé d'hommes imbus d'idées nouvelles et admirateurs des méthodes occidentales, réussit après de nombreuses tentatives à arriver au pouvoir. En 1898 l'Empereur *Kuang-Siu* s'entoura d'hommes de ce parti et par les réformes qu'ils firent réaliser on pouvait prévoir que la Chine serait arrivée à se moderniser en évitant peut-être la Révolution et les guerres civiles qui en furent la suite (2).

(1) Quoique notre étude s'arrête à la fin de l'Empire, nous croyons utile de noter dans ce chapitre les principales caractéristiques de la République chinoise, résultat du mouvement révolutionnaire que nous examinons rapidement dans la dernière partie de ce travail.

(2) MAYBON. — *La Politique chinoise*. RODES. — *La Chine et le mouvement constitutionnel*.

Malheureusement leur règne ne dura que cent jours ; la réaction ayant, à sa tête l'impératrice Tsési triompha des réformateurs. L'Empereur fut emprisonné, ses conseillers des Cent jours condamnés et leurs chefs *Kang-You-Wei* et *Liang-Chi-Chao* durent chercher un refuge au Japon, d'où ils continuèrent à mener une active campagne en faveur de la monarchie constitutionnelle.

A côté de ces réformateurs partisans de la monarchie existait le parti du docteur *Sun-Yat-Sen*, dit de l'« Union jurée », véritable société secrète ayant pour but le renversement de la dynastie et la proclamation de la République. Alors que les réformateurs des Cent jours étaient hostiles à une Révolution sanglante, les membres de l'Union jurée l'estimaient inévitable. Leur parti était essentiellement un parti d'action qui, depuis 1895, fomenta plus de dix insurrections. L'épilogue onéreux de la crise des Boxeurs aggrava l'impopularité du Régime et concilia au parti révolutionnaire de nombreuses sympathies dans la classe moyenne. Dès lors les mouvements, les soulèvements populaires devinrent inquiétants et la Cour, pour apaiser l'ire menaçante des révolutionnaires, fut acculée à promettre des réformes.

Pour les réaliser, en connaissance de cause, l'Impératrice Tsési envoya en Europe, au début de 1906, une délégation de cinq commissaires pour étudier les constitutions des pays d'Occident. C'était là une concession importante aux idées nouvelles. Le parti réformateur s'en réjouit et en augura les réformes attendues ; l'« Union jurée », au contraire, la considéra comme une diversion dangereuse susceptible d'endormir le ressentiment populaire ; aussi un de ses membres n'hésita-t-il pas à lancer des bombes sur la mission envoyée en Europe. Quand, deux années après, les commissaires furent de retour dans leur pays, trois édits furent promulgués. Le premier promettait une constitution libérale, le second créait un bureau de réformes constitutionnelles, le troisième, enfin, du 25 août 1908, adoptait le plan réformateur (1) proposé par ce bureau et annonçait la convocation d'un Parlement pour la neuvième année qui suivrait ce décret, c'est-à-dire pour 1916. En attendant que le parlement se réunisse il était établi des conseils

(1) Jean RODES. — *La Chine et le mouvement constitutionnel*.

provinciaux à raison d'un par province et un Sénat provisoire pour tout l'Empire.

Les Conseils provinciaux étaient élus par les provinces proportionnellement à leur population et au nombre de suffrages exprimés. L'élection était à deux degrés et y participaient les citoyens âgés de vingt-cinq ans et répondant à certaines conditions de cens ou de capacité (1). Réunis en octobre 1909, la plupart des Conseils provinciaux entrèrent bientôt en conflit avec les gouverneurs des provinces qui se refusèrent à admettre leur contrôle. Beaucoup de conseillers démissionnèrent, l'agitation populaire s'accrut et la Cour, pour apaiser l'opinion publique, dut infliger des blâmes sévères aux gouverneurs fautifs. Quoique défense fût faite aux Conseils provinciaux de s'entretenir des questions de politique générale, ils les mirent au premier rang de leurs préoccupations et, en 1910, ils déléguèrent quelques-uns de leurs membres à Pékin pour se constituer en Assemblée permanente à l'effet d'obtenir la convocation anticipée du Parlement. Leurs efforts, appuyés par ceux convergents du Sénat provisoire, eurent comme conséquence le décret du 5 novembre 1910 qui avançait de trois années la convocation du Parlement, 1913 au lieu de 1916. Mais les délégués des provinces ne se tinrent pas pour satisfaits et réclamèrent la convocation immédiate. Devant cette obstination intransigeante, la Cour, pour imposer silence aux Conseillers, dut se résoudre à dissoudre leur assemblée illégale et en faire expulser *manu militari* les membres de la Capitale (janvier 1911). Ceux-ci, revenus dans leurs provinces, rendirent compte de l'échec de leur mission, le mécontentement populaire, habilement entretenu par des propagandistes éprouvés, fut à son comble et on pouvait dès lors prévoir que de graves événements ne tarderaient pas à se faire jour.

Le Sénat provisoire devait fonctionner de 1910 à 1916, et procéder à diverses réformes administratives et financières dont l'urgence se faisait de plus en plus sentir. Il comprenait deux cents membres, dont une moitié était nommée par l'Empereur, et l'autre par les Conseils provinciaux dont les choix devaient être homologués par les gouverneurs. Le Sénat provi-

(1) TSIN-TAF. — *Le pouvoir législatif en Chine.*

soire se réunit le 3 octobre 1910 et, malgré sa composition plutôt conservatrice, il ne devait pas tarder à s'ériger en champion des idées nouvelles et à réclamer avec des droits plus étendus la convocation immédiate du Parlement. Dès les premières séances il lutta ardemment contre le Grand Conseil, dont il réclama la suppression et le remplacement par un Cabinet responsable. Il alla plus loin et le mit en accusation devant l'Empereur, mais sa demande ne fut pas retenue. Il préparait un nouveau rapport plus sévère lorsque, pour empêcher son élaboration, le régent prononça la clôture de la session. Pour pallier le mauvais effet de cette mesure sur l'esprit public, le Régent promit la convocation du Parlement pour l'année suivante (1912) et établit un cabinet responsable devant le trône (décret du 8 mai 1911). C'étaient là de minces concessions qui n'apaisèrent pas l'opinion publique. Les Sénateurs, s'en faisant les interprètes, demandèrent à différentes reprises une session extraordinaire pour l'examen des questions mongole et birmane et des emprunts. Le Régent, excédé par ces tentatives d'immixtion de la part du Sénat dans les questions de politique générale, prit contre lui un décret en juillet 1911, qui restreignait notablement ses pouvoirs.

Le Sénat provisoire se réunit de nouveau en octobre 1911, mais la Révolution ayant déjà commencé, la plupart des Sénateurs élus démissionnèrent et rejoignirent leurs mandants pour participer avec eux à la lutte à main armée. Ne comptant plus que des membres nommés par la Cour, le Sénat perdit alors toute autorité et toute confiance. Sur les ordres des généraux du Nord, il vota une charte constitutionnelle dénommée « les dix neuf articles de confiance » (2 novembre 1911). La Cour lui prêta serment de fidélité, mais il était trop tard. La Révolution se développait ; une Assemblée républicaine se constituait à Hankéou, proclamait la République et votait le 3 décembre 1911 une Constitution provisoire. Conformément à celle-ci, les délégués des provinces se réunirent le 19 décembre 1911 en une Assemblée provisoire, dont le premier acte fut d'élire le Dr *Sun Yat-Sen* Président de la République. La dynastie mandchoue abandonnée par la plupart de ses partisans se résolut à abdiquer, et, le 15 février 1912, le nouveau Président de la République *Yuen-Che-Kai*, en faveur duquel

le docteur *Sun-Yat-Sen* s'était retiré, prit les rênes du nouvel Etat (1).

La Constitution provisoire du 3 décembre 1911 fut remplacée par celle du 15 mars 1912 qui constitue réellement la charte républicaine de l'Etat chinois. Elle a bien été abrogée par la Constitution dictatoriale du 1^{er} mai 1914, mais celle-ci cessa d'être en vigueur à la mort de *Yuen-Che-Kai*, et un ordre de son successeur, le président *Li-Yuan-Hong*, en date du 29 juin 1916 décida que l'Etat chinois serait de nouveau régi par la Constitution républicaine du 15 mars 1912.

TITRE II. — La République d'après la Constitution du 15 mars 1912.

Nous examinerons donc sommairement l'organisation de la République chinoise, telle qu'elle résulte de la Constitution provisoire du 15 mars 1912 complétée ultérieurement par plusieurs lois, entre autres celle du 10 août 1912 relative à l'organisation du Parlement et celle du 5 octobre 1913 relative au mode d'élection du Président et du Vice-Président de la République.

Section première. — Les citoyens.

Les vieilles théories gouvernementales en honneur en Chine depuis des milliers d'années furent toutes renversées d'un seul coup. L'absolutisme en disparaissant fit s'effondrer les principes qui étaient à la base même de la société chinoise. « Le pouvoir souverain appartient au peuple tout entier », dit la Constitution (art. 2). Dès lors, l'essence même du Gouvernement étant déplacée, il est naturel que la condition des régnicoles se trouve modifiée. Et elle le fut, en effet, dans un sens très démocratique. La Constitution prévoit expressément que tous les citoyens sont libres et égaux en droits sans distinction de races, de clans ou de religions. Les libertés dont ils jouissaient auparavant par simple tolérance des pouvoirs publics sont sanctionnées par la Loi. La liberté individuelle

(1) Pour tout ce qui concerne l'histoire de la Révolution, consulter le livre très documenté de M. Farjanel : *A travers la Révolution Chinoise*,

n'est plus soumise à l'arbitraire de l'autorité ; la propriété privée est reconnue et garantie ; les libertés de parole, de la presse, de réunion, d'association, de religion, le droit de pétition aux assemblées sont inscrits dans un texte positif. Quelle différence avec l'Ancien Régime où chacun de ces attributs capitaux de la liberté individuelle était si étroitement réglementé !

Section II. — Le Parlement.

Les pouvoirs gouvernementaux ne sont plus concentrés par un seul et même organe comme cela était sous l'Empire. La Loi Constitutionnelle consacre à chacun d'eux un chapitre spécial. Il est à remarquer que le chapitre ayant trait au législatif est placé avant celui traitant de l'exécutif. Et, de fait, d'après la Constitution provisoire de 1912, le pouvoir exécutif est nettement dominé par le pouvoir législatif. Celui-ci est le principal rouage de l'Etat. Il est confié à deux assemblées : le Sénat et la Chambre des députés. Le Sénat comprend 274 membres élus de la façon suivante :

1^o 220 Sénateurs élus par les Conseils provinciaux à raison de dix Sénateurs pour chacune des vingt-deux provinces de la République ;

2^o 40 Sénateurs élus par les trois anciennes colonies de l'Empire, à raison de vingt-sept Sénateurs par les collèges électoraux de la Mongolie, dix par ceux du Thibet et trois par le collège électoral du Tsinhai.

3^o 8 électeurs élus par l'Association centrale d'éducation ;

4^o 6 électeurs élus par les Chinois résidant à l'étranger.

Les 220 Sénateurs de la première catégorie sont élus au troisième degré, puisque les Conseils provinciaux sont issus d'un suffrage à deux degrés. Ceux des anciennes colonies sont élus par la noblesse et le clergé réunis en un collège au chef-lieu du cercle électoral. Leur élection apparaît donc comme du second degré, par suite de la sélection des électeurs. Les huit sénateurs de la troisième catégorie sont élus aussi au second degré, l'Association centrale d'éducation étant une assemblée de savants et de lettrés élus pour trois ans par leurs collègues. Enfin, les six sénateurs de la dernière catégorie sont élus par les délégués des Chambres de Commerce chi-

noises à l'étranger : là encore c'est une élection à deux degrés.

Peuvent être élus sénateurs tous les Chinois du sexe masculin âgés de trente ans et jouissant de leurs droits civils et politiques. Sont inéligibles, les condamnés ayant perdu ces mêmes droits, les faillis non réhabilités, les aliénés, les illettrés, les fumeurs d'opium, les fonctionnaires de toutes les branches, les étudiants et les ministres de toutes les religions.

Ajoutons que les Sénateurs sont élus pour six ans et se renouvellent par tiers tous les deux ans.

La Chambre des députés comprend un nombre variable de membres élus par les provinces proportionnellement à leur population, à raison d'un député par huit cent mille habitants. A noter toutefois que chaque province doit être représentée par un minimum de dix députés et que les trois anciennes colonies élisent autant de députés que de sénateurs.

La Chambre élue en 1913, d'après le dernier recensement et les statistiques servant à répartir l'impôt foncier, comprenait 596 membres.

Les cas d'éligibilité et d'inéligibilité sont les mêmes que pour les sénateurs avec cette seule différence que l'âge requis pour être élu député n'est que de 25 ans. Les députés sont élus à deux degrés pour une période de trois ans au bout de laquelle la Chambre se renouvelle intégralement.

Sont électeurs tous les Chinois du sexe masculin âgés de 21 ans ayant un domicile réel de deux ans dans le cercle électoral et figurant sur les listes électorales. Pour être inscrit sur celles-ci le citoyen doit en outre satisfaire à une des conditions suivantes : 1^o posséder un diplôme de fin d'études d'une école primaire supérieure ; 2^o avoir une instruction équivalente à celle des élèves sortant de l'école primaire ; 3^o posséder une propriété immobilière de 1250 francs (1) ; 4^o payer un impôt direct d'au moins cinq francs par an.

Enfin sont privés du droit de vote de façon permanente les condamnés ayant perdu leurs droits civils, les faillis non réhabilités, les aliénés, les illettrés, les fumeurs d'opium et, tant que durent leurs fonctions, les militaires des armées de terre et de mer, les fonctionnaires de la justice et de la police et les ministres de tous les cultes.

(1) Pour les anciennes colonies où la richesse principale est constituée par les troupeaux la propriété mobilière d'une telle somme suffit à concéder l'électorat.

Comme on le voit, les Chinois ont su résister, à l'encontre des Russes, à l'emballement qui, au moment de l'avènement d'une démocratie, pousse les détenteurs du pouvoir dans la voie démagogique.

Instruits par l'expérience des nations occidentales et tenant compte des caractères particuliers au peuple chinois, les organisateurs de la République ont hésité, malgré leur esprit libéral, à doter du premier coup l'ensemble de leurs concitoyens de la pleine capacité politique. Ils ont exigé d'eux, tant pour l'électorat que pour l'éligibilité, des conditions témoignant la capacité ou l'intérêt aux affaires publiques, choses nécessaires au bon fonctionnement des institutions politiques d'un pays et dont le suffrage purement universel n'a nul souci.

Les pouvoirs des deux chambres sont très étendus et embrassent tous les domaines de l'activité gouvernementale. Réunies en Congrès elles peuvent reviser la Constitution et élire le Président et le Vice-Président de la République. Séparément, elles jouissent de prérogatives dont quelques-unes constituent de véritables empiétements sur le pouvoir exécutif. Elles ont l'initiative et le vote des lois et du Budget ; elles peuvent recevoir des pétitions et soumettre au Gouvernement des résolutions. Le choix des ministres et des diplomates doit avoir leur approbation. Chacune des deux chambres peut questionner, interpeller les ministres et les mettre en accusation. Toutes deux ont le droit de contrôler les fonctionnaires, de l'ordre administratif en particulier. La guerre ne peut être déclarée et tous traités conclus qu'après leur vote conforme. Elles ont enfin le droit de mettre le Président de la République en accusation. Les Chambres élisent leurs bureaux et elles se réunissent et se séparent sans l'intervention du chef de l'Etat, qui ne jouit ni du droit d'ajournement, ni de celui de dissolution. Sans vouloir entrer dans la critique approfondie de la loi constitutionnelle, remarquons toutefois la gravité de cette dernière disposition qui devait fatalement amener le Coup d'Etat le jour où le Parlement s'est trouvé en conflit avec le Président.

Section III. — L'exécutif

Le Président de la République est élu par les deux Chambres réunies en Congrès. Outre les conditions d'éligibilité

requis pour les membres du Parlement, il doit justifier de l'âge de quarante ans et d'un séjour de dix ans sur le territoire de la République. C'est le chef de l'Etat et à ce titre il nomme les ministres, reçoit et accrédite les ambassadeurs, conclut les traités, déclare la guerre et signe la paix ; il nomme et destitue les fonctionnaires, commande aux armées de terre et de mer, jouit du droit de grâce et d'amnistie. Mais l'exercice de ces droits est soumis à l'observation de la loi, qui dans la plupart des cas exige l'intervention du Parlement.

Le Président partage avec lui le droit d'initiative parlementaire et, en fait, seuls sont retenus les projets de loi émanant du Gouvernement. Les lois, pour être exécutoires, doivent être promulguées par le chef de l'Etat, qui, dans le délai de dix jours de la transmission du texte voté par les Assemblées légiférantes, peut leur demander une nouvelle délibération. Mais ce droit de veto suspensif est rendu illusoire par le pouvoir qu'a le Parlement de refuser de ratifier le choix des ministres et de les renverser quand ils veulent suivre une politique contraire aux vœux de la majorité. Les ministres doivent, en effet, contresigner tous les actes du Président de la République dont ils partagent les responsabilités. Comme eux, le Président peut être mis en accusation par l'une ou l'autre des deux Chambres. Il est alors jugé par un Tribunal composé de neuf membres de la Cour Suprême de Justice désignés à cet effet par leurs collègues.

Ajoutons qu'en même temps que le Président est élu un Vice-Président de la République, appelé à le remplacer au cas où pour une cause quelconque il ne pourrait continuer ses fonctions.

Telles sont esquissées à larges traits les institutions fondamentales de la République chinoise. Encore perfectibles certes, elles apparaissent cependant comme capables de permettre au pays de progresser dans la voie de la civilisation. On serait fondé à en douter en considérant les événements qui se sont déroulés en Chine depuis la convocation du Parlement, mais leur responsabilité est moins imputable aux institutions elles-mêmes qu'aux hommes chargés d'en assurer le fonctionnement, et, à certains égards, à l'influence étrangère.

DEUXIÈME PARTIE

RELATIONS INTERNATIONALES DE L'EMPIRE CHINOIS

Il est loin de notre esprit de vouloir entreprendre dans le cadre modeste de cet essai l'historique détaillé et la critique approfondie des relations internationales de l'Empire chinois. Nous nous contenterons simplement de passer en revue les principales manifestations du contact de la Chine avec les autres Puissances, afin d'en démêler les principes directeurs.

La Chine a vécu isolée et en dehors des relations diplomatiques européennes jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle. Elle n'est entrée dans le concert des Puissances qu'à la suite des deux expéditions franco-anglaises de 1858 et de 1860, qui l'ont obligée à quitter son « splendide isolement » pour se mêler plus intimement à la vie internationale.

Cependant l'esprit conservateur des Chinois, leur conception particulière des rapports d'Etat à Etat, leur haine des étrangers devaient être la source de nombreux conflits que la diplomatie fut parfois impuissante à résoudre.

Nous marquerons dans cette seconde partie les grandes étapes de l'évolution des relations internationales de la Chine depuis 1858 jusqu'aux derniers jours de l'Empire.

Nous ne négligerons pas toutefois de jeter un coup d'œil rétrospectif sur les efforts déployés par les Européens à travers les siècles précédents pour amener l'établissement de relations permanentes commerciales ou autres entre la Chine et les nations d'Occident.

Cette seconde partie sera divisée en cinq chapitres, à savoir :

CHAPITRE I^{er} — *Relations internationales de l'Empire chinois antérieurement à 1858.*

CHAPITRE II. — *Les expéditions de Chine de 1858 et de 1860.*

CHAPITRE III. — *La politique chinoise de 1860 à 1871.*

CHAPITRE IV. — *La politique chinoise de 1871 à 1895.*

CHAPITRE V. — *La politique chinoise de 1895 à 1911.*

CHAPITRE PREMIER

RELATIONS INTERNATIONALES DE L'EMPIRE CHINOIS ANTÉRIEUREMENT A 1858

Les historiens et les géographes de l'antiquité ne nous ont laissé que de rares descriptions de la Chine. Les auteurs chinois mentionnent à diverses reprises le nom de l'Empire romain, mais, de quelque côté que nous tournions nos investigations, il appert que la Chine a été pendant très longtemps ignorée du monde occidental. Les Grecs, ainsi que le prouve le journal de voyage du marin *Alexandre* relaté par *Ptolémée*, imaginaient bien qu'un vaste Empire existait du côté où le soleil se lève ; les Romains, d'autre part, procédaient à des trocs avec les Chinois par l'entremise des Parthes, mais des relations permanentes ne s'établirent que vers le xvi^e siècle entre les deux mondes occidental et oriental.

Cependant, longtemps avant cette époque, les Européens avaient essayé de pénétrer en Chine soit pour y répandre leurs idées religieuses, soit pour s'y créer des débouchés commerciaux. Nous traiterons séparément ces deux points de vue dans un titre distinct.

TITRE I^{er}. — Pénétration européenne par le christianisme.

La première importation du christianisme en Chine paraît dater du vii^e siècle. Elle est due à une secte schismatique appelée nestorienne, du nom de son créateur *Nestorius*, patriarche de Constantinople au iv^e siècle. Protégée d'abord par les Empereurs cette doctrine se répandit et fit de nombreux adeptes ; mais elle fut finalement condamnée, ses fidèles furent massacrés, ses églises détruites et au xiv^e siècle elle avait complètement disparu.

An même moment, c'est-à-dire vers 1293, arrivait à Pékin un franciscain du nom de *Jean de Monte-Corvino*. Il y créa les missions catholiques de Chine et s'attacha à diffuser sa religion dans les masses chinoises. Bientôt rejoint par plusieurs évêques envoyés par le Pape *Clément V* pour le seconder dans sa propagande, *Jean de Monte-Corvino* réussit à s'insinuer dans les bonnes grâces de la Cour et à créer trois églises catholiques, une à Pékin et deux à Zayton. On pouvait croire, dès lors, que le christianisme était définitivement implanté en Chine et qu'il serait l'occasion de rapports plus étroits entre ce pays et les nations d'Occident. Il n'en fut rien cependant. Dès le milieu du xiv^e siècle, de grandes rébellions se firent jour en Chine contre l'Empereur. Des massacres épouvantables s'en suivirent. Tout ce que la dynastie régnante protégeait devait être emporté avec elle ; les chrétiens furent du nombre, et, en 1369, on peut dire que le christianisme n'avait plus aucune racine en Chine. Dès que la nouvelle de ce désastre parvint à Rome, le pape *Urbain V* envoya treize, puis soixante franciscains pour continuer l'œuvre de *Monte-Corvino* ; mais ils n'arrivèrent jamais à destination et périrent sans doute dans les steppes de l'Asie centrale.

Pour donner une idée de la faveur en laquelle la dynastie mongole des *Yuân*, détrônée en 1368, tenait les chrétiens, rappelons que l'Empereur *Chounn-Ti* avait envoyé au pape *Benoît XII* une ambassade qui fut reçue à Avignon en 1336, avec les plus grands honneurs. Mais cette ambassade devait être sans lendemain. La dynastie des *Ming*, qui s'empara du Trône chinois en 1368, fit table rase de tout ce qui avait bénéficié de la faveur de la dynastie précédente. Les chrétiens furent dispersés ou exterminés, et deux siècles plus tard, lorsque le jésuite *Ricci* vint s'établir en Chine, il ne trouva aucun vestige, aucun souvenir des premières missions catholiques.

Avant de parler de l'œuvre du *Père Ricci*, qui fut féconde en résultats, nous signalerons l'établissement des Jésuites à Macao en 1562. Les Portugais établis dans cette ville depuis 1557 favorisèrent cet établissement dans l'espoir que les Jésuites réussiraient à essaimer dans tout l'Empire et à faciliter ainsi leur commerce. De fait, les Jésuites ne tardèrent pas à s'insinuer sur plusieurs points, et, à la fin du xvi^e siècle, nous les trouvons établis à *Tchaoking-Fou*, *Chao-Tcheou*, *Nantchang*-

Fou et Nankin. Enfin ils parvinrent à la capitale en l'année 1600. La mission qui s'y établissait était dirigée par le *Père Mathieu Ricci*, homme habile et instruit. Grâce à ses qualités personnelles et à des présents adroitement distribués, il sut gagner la confiance de l'entourage de l'Empereur, qui se trouva accrue par les services que lui et ses collègues rendirent aux lettrés en perfectionnant leurs méthodes astronomiques et en développant leurs connaissances géographiques. Les Jésuites purent ainsi propager leur religion et faire des prosélytes parmi toutes les classes de la société chinoise. En 1630 nous trouvons même un ministre chrétien du nom de *Sâ-Koangki* : c'est dire les progrès réalisés par le christianisme à cette époque. Mais, si, à force d'habileté et de savoir faire, les Jésuites avaient obtenu de voir leur propagande tolérée à la capitale, il n'en fut pas de même dans les provinces. Le martyrologe est long des missionnaires et des chrétiens qui ont payé leurs croyances de leur vie. Les persécutions sévissaient violentes dans l'intérieur du pays. Les mandarins locaux, indépendants en fait du pouvoir central, toléraient ou réprimaient les doctrines chrétiennes selon leur bon plaisir. A la capitale même, les ennuques qui avaient accaparé le pouvoir pendant les dernières années de la dynastie des *Ming* ignoraient officiellement les missionnaires et ne firent rien pour protéger leur propagande. La réaction devait être plus violente à l'avènement de la dynastie mandchoue en 1644. Le christianisme fut pros crit, les chrétiens massacrés et défense fut faite à tout Chinois de se convertir à la religion chrétienne. Pourtant, grâce à des prodiges d'intelligente diplomatie, les Jésuites avaient réussi à se maintenir à Pékin. Ils obtinrent en 1670 que les missionnaires pourraient de nouveau se rendre dans les provinces, à la condition qu'ils consacraient leur activité à des œuvres charitables sans chercher à propager leurs doctrines parmi les indigènes.

Fidèles à leurs habituelles méthodes, les Jésuites n'avaient garde de heurter de front les croyances fondamentales à la base de la religion nationale, le culte des Ancêtres. Ils s'accommodaient de sa pratique par leurs nouvelles recrues et cette considération leur permit d'obtenir de l'Empereur, en 1692, un premier édit de tolérance. Mais, en 1717, le Général *Tchann-Nang*, commandant les troupes du Koang-Tong, s'étant plaint

de la multiplication des chrétiens et de leurs églises, l'Empereur prit un édit qui révoquait celui de 1692. Dès lors les persécutions recommencèrent de plus belle ; elles acquirent une violence inouïe, après 1742, date à laquelle le pape *Benoît XIV* condamna les méthodes jésuitiques en décidant qu'à l'avenir les missionnaires devraient prêter serment de considérer comme idolatrique tout hommage rendu à *Confucius* et aux Ancêtres. On appliquait alors aux missionnaires et aux chrétiens les lois existantes contre les sectes perverses dans lesquelles se recrutaient les auteurs de troubles et de rébellions. Dans la seconde moitié du *xviii*^e siècle de nombreux missionnaires furent mis à mort un peu partout dans tout l'Empire. La mort de l'Empereur *Kao-Tsong* survenue en 1796 mit un frein à ces excès sanguinaires ; mais la religion chrétienne n'en continuait pas moins à être considérée comme pernicieuse et dangereuse pour l'Etat, ainsi que le prouve un édit de 1805 qui renouvelle l'interdiction formelle de toute propagande chrétienne, soit par la parole, soit par la plume. On alla même plus loin, et en 1814 un édit impérial prescrivait de mettre à mort tout missionnaire rencontré dans les provinces et de déporter tout chrétien qui refusait d'abandonner sa religion. Ce fut le signal de nouveaux massacres et de nouvelles persécutions. Le traité de Nankin signé avec les Anglais en 1842 apporta une amélioration à la situation des missionnaires, en disposant dans un article additionnel, que tout missionnaire capturé à l'intérieur du pays ne serait plus jugé, comme cela se pratiquait jusque-là, par les autorités chinoises, mais serait remis au Consul de sa nation le plus rapproché. En 1845, enfin, le représentant de la France, *M. de Lagrené*, obtenait la faculté pour les missionnaires de construire des églises dans les cinq ports ouverts au commerce européen, mais il ne put décider le gouvernement chinois à autoriser la propagande de la religion chrétienne dans l'intérieur du pays. Ces mesures ne mirent pas un terme aux persécutions. L'attention des nations européennes devait être de nouveau appelée sur la situation des chrétiens lors de la signature des traités postérieurs de 1858. Nous en dirons quelques mots au cours du chapitre suivant.

Pour l'instant, retenons de cette rapide analyse que le christianisme fut impuissant, malgré le zèle et les efforts de

ceux qui le véhiculèrent en Chine, à établir des rapports permanents entre ce pays et les nations occidentales. Le commerce, au contraire, devait aboutir à ce résultat et son développement devait marcher de pair avec celui des relations internationales.

TITRE II. — Pénétration européenne par le commerce.

Longtemps avant l'ère chrétienne des courants commerciaux existaient entre l'Asie et l'Europe. Les Parthes tiraient de la Chine des soieries et des porcelaines qu'ils cédaient aux peuples grecs et romains en échange de coraux, de byssus, d'étoffes de lin, d'amiante, etc.... Tout le commerce se faisait à dos de caravanes, et les Parthes qui gagnaient gros à ce trafic en avaient le monopole.

L'Empereur *Marc Aurèle Antonin* ayant déclaré la guerre aux Parthes envoya contre eux le général *Cassius-Avidius*, qui s'empara de Séleucie et de Ctésiphon et saccagea ces deux entrepôts du commerce asiatique (165). Dès lors le commerce par caravanes cessa presque complètement, et, pour y suppléer, des navigateurs Syriens, qui desservaient déjà la ligne Aléana-Ceylan, prolongèrent celle-ci par le Golfe de Bengale et le Détroit de Malacca et parurent pour la première fois en 166, dans les mers de Chine. Mais la route maritime étant longue, périlleuse, et peu rémunératrice, ce commerce ne se développa pas beaucoup. Les Turcs et les Persans, qui avaient remplacé les Parthes comme courtiers dans les transactions entre l'Empire Grec et la Chine, tiraient de grands profits du commerce de la soie. Les Empereurs de Byzance essayèrent de s'affranchir de ces intermédiaires onéreux et dans ce but ils signèrent des traités avec les Homérites de l'Yemen et les Ethiopiens (531) pour les engager à leur procurer de la soie par la voie maritime. Efforts stériles ! Le commerce par caravanes reprenait avec plus d'activité et enrichissait les Turcs et les Persans. Cette rivalité commerciale entre les deux peuples fut cause des guerres, à la suite desquelles la Perse tomba entre les mains des Arabes, alliés des Turcs (637).

Les Arabes poussèrent des pointes hardies jusqu'aux confins

de la Chine, rendant peu sûres les routes suivies par les caravanes. Celles-ci périclitèrent, tandis qu'au contraire le commerce maritime reprenait avec plus d'activité. Il était entièrement entre les mains des Arabes, dont les vaisseaux arrivaient nombreux à Canton, port où s'effectuaient toutes les transactions avec l'Occident. Mais, en 879, un rebelle, du nom de *Hoang-Tchao*, saccagea la ville et porta ainsi à son commerce un coup dont elle ne devait se relever que plusieurs siècles plus tard.

Notons qu'en 1081 et 1092 des Grecs de Constantinople se présentèrent à la Cour de Pékin se donnant comme ambassadeurs, mais il est permis de croire que c'étaient de simples marchands qui s'étaient parés de ce titre afin d'en imposer. Dans tous les cas nous ne trouvons jusqu'à cette époque aucune tentative de la part des Gouvernements européens pour entrer en relations avec la Chine. Les marchands européens, des Grecs pour la plupart, qui arrivaient dans ce pays étaient livrés à eux-mêmes, privés de toute direction supérieure et de toute protection de la part de leurs pays. Simplement préoccupés de leurs intérêts particuliers ils ne songèrent pas à agir sur l'esprit public et à préparer ainsi la voie à des relations politiques suivies entre la Chine et les nations occidentales.

On ne peut que regretter en particulier, qu'au XIII^e siècle le fameux *Marco-Polo* ne fit rien dans ce sens. L'histoire des *Polo* est connue : c'étaient trois marchands vénitiens qui résidèrent en Chine pendant une trentaine d'années. L'un d'eux, *Marco*, jouissait de toute la confiance de l'empereur *Koulibai*, qui le nomma même son conseiller particulier. Il est vrai qu'à cette époque toute l'Asie centrale était en état de perpétuelle ébullition par les luttes incessantes que se livraient Turcs, Mongols, Tartares et Chinois. D'autre part, l'Europe était elle-même troublée par des guerres qui l'empêchaient de tourner les yeux vers les débouchés d'Extrême Orient, et enfin nous savons que la politique internationale était encore à courtes vues et que le côté économique des relations entre les peuples échappait presque entièrement aux divers gouvernements.

Mais la découverte de la route du Cap de Bonne-Espérance en 1486 allait ouvrir des horizons nouveaux aux Puissances maritimes de l'Europe. Chacune d'elles devait chercher à développer son commerce en Chine et à obtenir des facilités pour le trafic de ses nationaux. Les Portugais, bientôt suivis

par les Hollandais, furent les premiers qui s'attachèrent à mettre en exploitation le vaste champ de ressources qu'était la Chine. La France et l'Angleterre ne devaient pas tarder non plus à entrer dans cette voie, où les rejoignirent, dans le courant des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, la plupart des nations européennes. Parallèlement à l'expansion maritime vers l'Orient se produisait, à partir du ^{xvi}^e siècle, une pénétration par voie de terre de la part des Russes. Nous examinerons dans une section distincte les efforts déployés par chacune des nations européennes pour entrer en relations avec l'Empire du Milieu et les résultats qu'elles ont obtenus.

Section I — Relations avec les Portugais.

Après la découverte de la route du Cap de Bonne-Espérance effectuée en 1486 et en 1497 par leurs compatriotes *Barthélemy Diaz* et *Vasco de Gama*, les Portugais se hâtèrent d'envoyer des flottilles de caravelles dirigées par des hommes actifs et audacieux, afin de reconnaître les mers orientales et d'y développer le commerce national. Dès 1510 *Albuquerque* s'empara de Goa ; l'année suivante il s'installait à Malacca et poussait quelques croisières dans les mers de Chine, mais sans dépasser la côte orientale de l'Annam. Ce n'est qu'en 1516 que le premier vaisseau portugais mouilla dans le port de Canton. C'était là un simple voyage de découverte, aussi la caravelle portugaise ne séjourna que peu de temps dans les eaux chinoises et se hâta de rejoindre Goa. Les rapports du capitaine, *Raphael Pérestrello*, qui la commandait ayant été favorables, le Gouvernement de Goa envoya l'année suivante à Canton une flottille de quatre vaisseaux, commandés par *Fernand d'Andranda*, et chargés de marchandises et de produits d'Europe et des Indes qui devaient être échangés contre de la soie et des porcelaines. Un ambassadeur, *Thomas Pirès*, s'était joint à l'expédition dans le but de négocier avec les Chinois un traité de commerce au nom de son roi. Les mandarins locaux, flattés par les cadeaux que les Portugais leur distribuaient avec abondance, leur réservèrent le meilleur accueil. Ils avertirent la Cour de leur arrivée, et l'année suivante, en 1518, *Thomas Pirès* se mettait en route pour la capitale. Quand il y parvint, en 1519, il trouva le Gouvernement animé des

meilleures dispositions à son égard, tant à cause des rapports élogieux des mandarins cantonnais que des présents qu'il était chargé de remettre à l'Empereur au nom du roi de Portugal. Il est à croire que *Pirès* aurait obtenu un traité de commerce favorable aux intérêts de son pays, si certaines circonstances malheureuses n'avaient contrecarré sa mission. Ainsi, pendant qu'il était en train de négocier, arriva à Pékin un envoyé du sultan de Bantan, qui raconta à qui voulait l'entendre que les Portugais s'introduisaient, sous couleur de commercer, dans les pays qu'ils voulaient conquérir à main armée. Il citait en exemple Goa et Malacca et il prédisait le même sort aux ports chinois où l'on permettrait aux Portugais de s'établir. Sur ces entrefaites, la lettre adressée par le roi de Portugal à l'Empereur venait d'être traduite par un interprète musulman. Le ton en fut jugé insolent, parce que le Souverain d'Occident traitait le fils du Ciel de pair à égal et l'appelait son frère. Ajoutons enfin qu'une nouvelle flottille portugaise, sous les ordres de *Simon d'Andranda*, était venue rejoindre à Canton celle qui y était déjà mouillée, après s'être livrée dans les eaux chinoises à des actes de piraterie. Il s'en fallut de peu, quand toutes ces choses furent connues, que *Pirès* ne fût mis à mort avec ses compagnons. On se contenta de le renvoyer aux mandarins de Canton, qui reçurent l'ordre de faire évacuer le port par les vaisseaux étrangers. La chose était déjà faite, quand *Pirès* y arriva. Des rixes sanglantes survenues entre les Chinois et les marins Portugais avaient obligé les autorités à expulser *manu militari* les étrangers de la ville et du port. On devine que la réception de l'ambassadeur portugais ne fut pas aussi chaleureuse que la précédente. On le soumit à la torture avec ses douze compatriotes qui l'avaient suivi à Pékin. Quelques-uns d'entre eux furent les victimes des bourreaux ; les autres furent déportés à l'intérieur du pays et on n'a jamais pu savoir exactement quel a été leur sort.

Cette première tentative des Portugais pour entrer en relations avec les Chinois avorta donc complètement. Cependant, les rapports des deux capitaines *d'Andranda* ayant fait ressortir les profits que l'on pourrait retirer du commerce avec la Chine, les Portugais envoyèrent en 1522 une nouvelle flottille armée à Canton pour s'emparer de la ville. Elle ne put y réussir : les Portugais furent battus. Un de leurs vaisseaux

fut coulé, un second capturé et les autres ne durent leur salut qu'à la fuite.

Ne pouvant rien obtenir par la diplomatie et par la violence les Portugais eurent recours à un moyen qui déjà, de ce temps-là, échouait rarement auprès des Chinois. C'est de la corruption que nous voulons parler : plaie redoutable qui gagnait déjà l'Empire et qui devait le conduire à sa perte. Les Portugais achetèrent donc les Mandarins cantonnais, et avec leur complicité ils se mirent à pratiquer la contrebande sur une vaste échelle : l'île de Sancian en devint le principal entrepôt.

Par la suite, et toujours avec l'appui des autorités locales intéressées aux bénéfices que réalisaient les Portugais, ceux-ci fondèrent deux factoreries à Liampo dans le Tché-Kiang et à Tcheng-Tchéou dans le Fou-Kien. Ces établissements paraissent dater de 1528, et, au début du moins, semblent ignorés du pouvoir central. Pourtant, un document de l'époque (1), rédigé par un censeur, met en garde l'Empereur contre l'envahissement progressif des Portugais, mais la Cour avait d'autres soucis. Ses forces s'usaient contre les Tartares qui ravageaient le Nord du pays et les Japonais qui, renouvelant les exploits des Normands, saccageaient les villes du littoral. Aussi les Portugais, jouissant d'une sécurité relative, s'enhardirent jusqu'à fortifier les points sur lesquels ils s'étaient établis en fraude. Quand ces travaux de défense furent terminés, les Portugais pensèrent pouvoir se passer du concours des autorités locales et leur supprimèrent toute participation dans leurs bénéfices. De plus, ils se livrèrent vis-à-vis des indigènes à des exactions et à des abus sans scrupules qui devaient amener bientôt les Chinois à se révolter contre les « Barbares étrangers ». Cela eut lieu en 1545 et en 1549 : les établissements Portugais de Tché-Kiang et du Fou-Kien furent enlevés de force et incendiés ; leurs occupants massacrés et les marchandises entreposées détruites, ou pillées. Ce désastre n'arrêta pas la contrebande qui se poursuivit d'une façon très active, mais elle était cependant gênée par suite de la difficulté éprouvée par les Portugais pour entreposer leurs marchandises après la destruction de leurs factoreries. Aussi les Portugais cherchèrent-ils de nouveau à acquérir une base terrestre pour leurs

(1) L. WIEGER, S. J. — Textes historiques, p. 2034.

transactions. Ils y réussirent en 1557, date à laquelle nous les trouvons établis à la pointe de la presqu'île de Macao, à l'entrée de l'estuaire de Canton. Il est permis de penser que cet établissement se fit avec la connivence des autorités locales soudoyées ; le fait est qu'en peu d'années Macao connut une très grande prospérité. Mais, tout le commerce se faisait en fraude ; l'entrée de Canton était interdite aux Portugais, et, détail curieux, pour mieux se préserver du contact des étrangers, les Chinois avaient construit un mur élevé, barrant l'isthme de Macao, percé seulement d'une porte unique, fermée la nuit et gardée le jour par un mandarin.

N'ayant pu empêcher les Portugais de s'établir sur leur territoire, les Chinois s'inclinèrent devant le fait accompli ; mais ils résolurent d'en tirer profit. En 1582 un arrangement survint entre le Gouvernement chinois et les Portugais par lequel ceux-ci se voyaient reconnaître le droit de s'établir à Macao moyennant une rétribution annuelle de 500 taëls (1). En même temps deux douanes, l'une chinoise, l'autre portugaise étaient installées à Macao. Bien entendu, les commerçants portugais bénéficièrent d'exemptions de droits propres à favoriser leur trafic au détriment des autres commerçants européens. Nous verrons par la suite que les Hollandais surtout supportèrent malaisément cet état de choses et entrèrent souvent en conflit avec les Portugais, qui mettaient tout en œuvre pour conserver le quasi monopole de fait qui leur était dévolu pour le commerce de la Chine avec l'étranger.

Signalons que les Portugais prirent, dans la première moitié du xvii^e siècle, une part active à la résistance opposée aux Mandchoux, par la dynastie régnante des *Ming*. En 1647 et en 1649 ils avaient fourni aux Chinois 300 soldats européens avec des officiers et de l'artillerie ; mais cette aide fut inutile. Nous savons, en effet, que les Mandchoux réussirent à se débarrasser des derniers représentants de l'ancienne dynastie et à conserver le trône jusqu'à la Révolution de 1911. Nous avons été amenés à ne pas passer sous silence cette intervention des Portugais dans les affaires intérieures du pays, parce qu'elle fut l'occasion d'une ambassade en Europe. En 1651, en effet, l'Impératrice douairière députa au pape *Innocent X* le Jésuite *Boym* pour demander l'aide de l'Europe contre les Mandchoux.

(1) Le taël vaut actuellement environ 4 francs.

Cette mission eut lieu à l'instigation des Portugais, mais elle demeura sans résultats.

Entre temps, les Portugais avaient obtenu l'autorisation de trafiquer à Canton ; mais ils se la virent retirer en 1662. Quelques années plus tard, en 1670, une ambassade spéciale envoyée dans ce but à Pékin obtint, grâce aux habituels moyens de corruption, que le commerce avec Canton soit de nouveau autorisé.

En 1727 une nouvelle ambassade dirigée par *Meneses* fit confirmer à ses compatriotes les privilèges dont ils jouissaient à Macao. Mais tous les efforts des Portugais pour obtenir un traité de commerce en bonne et due forme demeurèrent stériles. Il répugnait aux Chinois d'admettre les Européens, les Portugais, en particulier, à traiter avec eux sur le pied d'égalité, et, d'autre part, il faut avouer que les exactions des Portugais vis-à-vis des populations avec lesquelles ils étaient en contact n'étaient pas pour prévenir en leur faveur les autorités du pays. Cet esprit de rapine et de cupidité, qui fut une des principales causes d'animosité des Chinois contre les Portugais, ne devait pas être sans leur causer des difficultés avec les autres étrangers, qui, à leur tour, voulaient pénétrer en Chine pour s'y tailler leur part dans le commerce de ce pays. Nous verrons par la suite que les Hollandais et les Anglais, en particulier, qui eurent le plus à souffrir des manœuvres des Portugais de Macao, furent obligés d'en venir aux armes pour faire valoir leurs justes doléances.

Quoi qu'il en soit, les autres nations européennes ne manquèrent pas de faire une concurrence redoutable au commerce portugais. L'importance de Macao avait beaucoup diminué au ^{xix}^e siècle, lorsque, en 1842, les Anglais firent proclamer port libre la baie de Hong-Kong. Pour empêcher que les transactions ne soient canalisées par les Anglais vers ce nouveau port ouvert au commerce européen, les Portugais s'empressèrent de supprimer leurs douanes de Macao en 1846. Les douanes chinoises elles-mêmes furent supprimées en 1849, malgré l'opposition du gouvernement chinois. Ces mesures tardives ne devaient jamais rendre à Macao son ancienne prospérité, d'autant plus que les ports s'ouvraient plus nombreux au commerce sur tous les points de la côte. La suppression des douanes chinoises par l'autorité portugaise fut cause d'un con-

flit qui ne fut définitivement résolu qu'en 1887. Signalons cependant qu'à partir de 1849 les Portugais cessèrent de verser au Trésor chinois la redevance annuelle qu'ils lui payaient depuis le xvi^e siècle pour l'occupation de Macao. Les Chinois, d'autre part, se refusèrent à reconnaître les consuls portugais. Les choses demeurèrent en l'état jusqu'en 1887, époque à laquelle intervint un traité de commerce qui réglait ce différend.

Section II. — Relations avec les Hollandais.

Les Hollandais, qui, depuis 1601, étaient établis à Java, s'installèrent au Japon en 1611 et à Batavia en 1619. Ils devaient être naturellement amenés à chercher un point d'appui sur la côte chinoise entre Batavia et le Japon. Les difficultés rencontrées par les Portugais les dissuadèrent de tenter un établissement en Chine. Il faut ajouter, du reste, que par leurs manœuvres auprès des autorités chinoises, les Portugais firent tout ce qui était en leur pouvoir pour s'opposer à l'installation de ces nouveaux concurrents sur le territoire chinois. Aussi, autant pour se venger des Portugais que pour monopoliser en leur faveur les douanes de Macao qui lésaient leur commerce, les Hollandais attaquèrent en 1612 le port de Macao dans le but d'y substituer leur domination à celle portugaise. Cette tentative échoua. Les Hollandais s'établirent alors aux îles Pescadores et à Formose et ils furent ainsi maîtres de toutes les passes commandant les eaux chinoises. Tout le monde dut compter avec eux, et ils exercèrent pendant bien longtemps une véritable mainmise sur tout le commerce des nations européennes avec la Chine. Malgré ces avantages de fait, dont ils jouissaient par suite de leur établissement sur les principaux points de la route maritime de Chine, les Hollandais cherchèrent à différentes reprises à obtenir un traité de commerce leur assurant les mêmes privilèges qu'aux Portugais pour le trafic avec les indigènes. C'est ainsi qu'en 1653 un ambassadeur nommé *Schede* vint négocier avec les mandarins de Canton, mais sans aboutir à des résultats appréciables. Deux années plus tard, une nouvelle ambassade hollandaise, dirigée par *Goyez* et *Keyser*, fut envoyée à Pékin. Les ambassadeurs y furent reçus comme les envoyés d'un Etat tributaire, venus

à la Cour, pour rendre hommage au « Fils du Ciel » et on leur accorda la permission d'apporter leur tribut une fois tous les huit ans. Notons en passant ce trait singulier de la mentalité chinoise, dont elle ne s'est pas encore départie complètement à l'heure actuelle. Pour les Chinois, il n'y avait qu'une seule nation souveraine : la leur ; toutes les autres étaient considérées comme des vassales peuplées par des barbares inférieurs et incultes. Cette considération éclaire d'un jour plus vif les relations que, jusqu'à une époque récente, les Chinois eurent avec les Européens. Il ne pouvait être question pour le gouvernement céleste de traiter sur la base d'égalité avec les autres pays. Ceux-ci étaient de simples sujets auxquels on pouvait accorder des concessions, des faveurs toujours révoquables au gré du souverain du monde : l'Empereur de Chine.

Pour en revenir aux Hollandais, mentionnons un document intéressant de l'année 1717. C'est une lettre du général *Tchann-Nang* à l'Empereur, dont nous avons déjà parlé précédemment (1). Voici le passage concernant les Hollandais : « Les « Hollandais sont les plus méchants et les plus intraitables de « tous les hommes. Semblables à des tigres et à des loups féroces, ils jettent l'effroi partout. Dès qu'ils ont abordé à « quelque terre, ils cherchent les moyens de s'en rendre maîtres. « Leurs vaisseaux sont à l'épreuve des tempêtes. Chacun porte « au moins cent canons. Personne ne peut leur résister. Il sera « trop tard pour remédier à ce mal si on ne s'y prend pas à « temps. Il me paraît nécessaire de leur faire livrer tous leurs « canons avant de leur permettre d'entrer dans un port, et de « garder ces instruments jusqu'à leur départ. Jusqu'à ce qu'ils « soient corrigés de leurs manières barbares et féroces, ce sera « le seul moyen de nous maintenir dans la paix (2). »

Cette pièce curieuse, qui se passe de commentaires, nous en dit long sur les « méthodes de commerce » employées par les Hollandais. La brutalité, les exactions à l'égard du peuple, la force contre les autorités, tels étaient les moyens employés par ceux-ci, dignes émules des Portugais, pour inspirer aux Chinois le désir de nouer des relations plus étroites avec les nations d'Occident. L'étude de cette période explique que les

(1) Voir page 37.

(2) L. WIEGER, S. J. Textes historiques, page 2070.

Chinois s'y soient montrés rebelles et que l'hostilité des masses contre les Européens ait persisté jusqu'à nos jours.

Le commerce des Hollandais connut au xviii^e siècle une grande prospérité, mais il ne devait pas tarder à être concurrencé avec vigueur par le commerce anglais. Il ne fut l'occasion d'aucun fait important pouvant retenir notre attention jusqu'en 1863, date à laquelle la Hollande obtint enfin un traité de commerce avec la Chine. Nous en réservons l'étude pour un chapitre suivant,

Section III. — Relations avec les Anglais.

En 1604, *Jacques I^{er}*, roi d'Angleterre, accorda à *sir Edward Michelborne* « la permission de faire le commerce au Cathay, Chine, Japon, Corée et Cambodge ». Cet acte marque la première date du commerce de l'Angleterre avec la Chine. Dans le courant du xvii^e siècle plusieurs Compagnies se formèrent pour exploiter le trafic de l'Extrême-Orient. Elles acquirent bientôt une grande prospérité, et malgré les difficultés soulevées par les autorités chinoises et les Portugais, le pavillon anglais ne devait pas tarder à flotter en maître incontesté dans les mers de Chine. Dès 1637, une flottille commandée par le capitaine *Weddel* explora la rivière de Canton, malgré l'opposition des Portugais de Macao. Ceux-ci, ainsi que nous l'avons vu dans les pages précédentes, incitaient les autorités chinoises à empêcher les Européens de s'établir ou de pénétrer plus avant dans le territoire chinois. D'ailleurs, les actes de piraterie auxquels se livraient les vaisseaux européens dans les eaux chinoises et jusque dans le port de Canton édifiaient les Chinois sur la manière dont les Européens entendaient le commerce.

Pourtant, petit à petit, les Compagnies anglaises réussirent à obtenir des mesures locales qui leur permettaient de trafiquer avec les indigènes. Cela n'alla pas sans peine et la liste est longue des incidents qui survinrent entre les Anglais d'une part et les Chinois et les Portugais d'autre part, au sujet des prétentions des Compagnies anglaises à développer leur commerce en Chine. Notons, en 1644, l'arrivée à Macao du navire anglais *Hinde*, auquel les Portugais firent arbitrairement payer des droits énormes dans le but de décourager les tentatives de concurrence des Compagnies anglaises. Accordons aussi

une mention aux efforts infructueux faits par celles-ci, pendant tout le ^{xviii}^e siècle pour établir des factoreries aux Chousan, à Tai-Wan, à Canton, etc...

Le ^{xviii}^e siècle est rempli aussi par la persistance de ces efforts qui demeurèrent sans résultats et par une série d'incidents dont nous citerons les principaux, pour mieux montrer l'état d'esprit des Chinois de l'époque à l'égard des Européens, des Anglais en particulier.

En 1742, un vaisseau anglais commandé par le commodore *Anson* mouilla dans le port de Canton pour réparer des avaries qui l'empêchaient de continuer sa route. Ce ne fut qu'après des pourparlers laborieux et l'emploi d'arguments monétaires que l'on permit au commodore *Anson* de demeurer dans le port, juste pendant le temps nécessaire pour réparer son navire. En 1762, l'ambassadeur *Flint* fut jeté en prison, où il resta pendant trois années, pour avoir osé essayer d'aller à Pékin présenter à la Cour les doléances de ses nationaux. En 1773, un Anglais du nom de *Scott* fut pendu pour un prétexte futile ; — en 1774, la même peine était infligée à un marin anglais pour avoir causé involontairement la mort d'un Chinois.

La situation devenait intolérable. L'Angleterre, tout occupée par les questions coloniales et les rivalités européennes, ne pouvait se résoudre à déclarer la guerre à la Chine. Cependant pour amener une amélioration dans le traitement réservé à ses nationaux, *Georges III* se décida à envoyer en 1792 une ambassade à Pékin. Elle fut confiée à *Lord Macartney*, qui était chargé de demander l'autorisation de commercer aux îles Chousan, à Ning-Po et à Tien-tsin, la faculté d'établir un entrepôt à Pékin et enfin la réduction des droits de transit entre Macao et Canton, à défaut de leur suppression. *Lord Macartney* passa une année en Chine sans avoir pu obtenir la moindre satisfaction. Malgré tout, le commerce anglais qui portait surtout sur l'opium se développait dans de grandes proportions. Il devenait de plus en plus nécessaire aux exportateurs d'avoir des entrepôts sur le sol chinois. La diplomatie ayant été impuissante à les leur obtenir, on décida une expédition armée. Elle eut lieu en 1802 contre Macao, mais les Portugais la repoussèrent. Renouvelée en 1808 par l'Amiral *Drury*, elle connut le même échec.

Mais Albion est tenace : c'est là sa moindre qualité. Elle ne tarda pas à revenir à la charge, mais cette fois avec des moyens plus politiques. En 1816 donc, une nouvelle ambassade, dirigée par *Lord Amherst*, arriva à Pékin pour renouveler les desiderata formulés par *Lord Macartney*. Mais la Chine était alors en pleine crise de xénophobie et de persécutions sanglantes contre les chrétiens ; aussi l'ambassadeur anglais fut congédié dès son arrivée à la capitale.

Entre temps les Anglais avaient fini par établir un entrepôt d'opium à Macao ; mais des incidents surgissaient chaque jour entre les mandarins locaux et les représentants des compagnies anglaises au sujet du trafic de la « drogue ». Ils devaient finir par amener la guerre entre les deux pays. Ce fut la guerre dite « d'opium », de laquelle nous dirons quelques mots.

Il faut savoir que l'opium fut importé de l'Inde par les Anglais sur le sol chinois dans le courant du xvii^e siècle comme médicament. Mais les Chinois apprirent bientôt à le fumer et son commerce acquit une extension considérable. En 1820, les Anglais en introduisaient en Chine plus de quarante mille caisses par an. Ce commerce faisait sortir du pays une grande quantité d'argent et c'est cela surtout que les autorités chinoises déploraient plutôt que l'immoralité de l'usage du stupéfiant. Aussi, dès le début du xix^e siècle, les édits, les circulaires, les proclamations se firent sans cesse plus nombreuses et plus impérieuses pour faire renoncer les Chinois à leur triste habitude. Mais ce vice était favorisé par les marchands « hong », fermiers du trafic avec les Européens, auxquels il rapportait beaucoup d'argent. Les mandarins cantonnais, malgré leur apparente hostilité, se faisaient payer leur complicité par les « hong » et ne mettaient pas d'obstacles au commerce de l'opium.

Les Anglais, de leur côté, ne faisaient rien pour y mettre un terme à cause des profits, qu'ils réalisaient. Tout le monde paraissait donc d'accord sur l'opportunité du trafic de l'opium. Cependant, les excès des mandarins et la cupidité des marchands « hong » devaient amener, à son sujet, un conflit armé entre les deux pays.

Nous avons vu qu'à la fin du xviii^e siècle les Anglais avaient réussi à établir un entrepôt à Macao ; mais pour s'exonérer

des droits élevés que prélevaient les douanes portugaises et chinoises pour le transit entre Macao et Canton, les commerçants anglais établirent des entrepôts flottants d'opium sur des navires appelés *Receiving Ships* stationnés à demeure dans les baies de l'estuaire de Canton. Le marchand anglais établi à Canton ou à Macao délivrait un bon au marchand « hong », qui faisait prendre livraison au *Receiving-Ship* de la quantité d'opium qui y était portée.

Les marchands « hong » formaient une corporation jouissant du monopole du commerce avec étrangers ; aussi les Anglais devaient-ils subir leurs conditions avec d'autant plus de raisons qu'ils se livraient à un commerce illicite. Les mandarins locaux ne manquaient jamais, d'autre part, de manifester aux commerçants britanniques la plus grande animosité, soit par des saisies arbitraires, soit par des mesures vexatoires concernant leur amour propre et leur dignité. Des fonctionnaires anglais envoyés à Canton, dès 1834, pour essayer d'établir un *modus vivendi* plus supportable, et malgré la promesse de supprimer la contrebande de l'opium par leurs nationaux, ne purent arriver à aucun arrangement. Dès lors les choses s'envenimèrent. Les mandarins chinois ayant confisqué, en 1839, pour 50 millions de francs d'opium, le vendirent à des contrebandiers au lieu de le détruire comme ils en avaient convenu avec le représentant du gouvernement anglais. La guerre était inévitable. Elle fut déclarée par l'Angleterre à la fin de l'année 1839 pour « obtenir réparation des injures reçues et des garanties sérieuses pour l'avenir », ainsi que l'exposait *Lord John Russell* au Parlement de Londres.

Les hostilités commencées le 7 janvier 1841 furent une suite de succès pour les troupes britanniques : Hong-Kong, Tinghai, Ning-Po, Tseu-Hi, Amoy, etc..., furent successivement enlevées aux Chinois. Le 9 août la flotte britannique était concentrée devant Nankin et se préparait à attaquer la ville. C'est alors que parurent deux négociateurs *I-Li-Pou* et *Ki-Ying* se disant envoyés par le Gouvernement chinois pour traiter des conditions de paix. Après quelques jours de négociations un traité fut signé à Nankin le 29 août 1842. Les Anglais obtenaient entière satisfaction sur tous les points. L'île de Hong-Kong leur était cédée en toute propriété ; une indemnité de 21 millions de dollars leur était promise pour frais de guerre et

pour prix de l'opium indûment saisi en 1839. La corporation des « marchands hongs » cessait d'exister et enfin cinq ports : Canton, Amoy, Ning-Po, Fou tchéou et Chang-Haï étaient ouverts au commerce européen.

Comme on le voit, le traité de Nankin marque une étape capitale dans la voie de pénétration européenne en Chine.

Les Anglais se hâtèrent de déclarer « port libre » leur nouvelle colonie de Hong-Kong. Le commerce de Macao et de Canton en fut durement atteints. Nous savons que cette mesure amena les Portugais à supprimer les douanes de Macao. De plus les Anglais se préoccupèrent d'organiser activement leurs établissements consulaires dans les cinq ports ouverts, à Chang-Haï, en particulier.

Nous verrons par la suite que le traité de Nankin fut en butte à l'opposition du gouvernement chinois et qu'une nouvelle expédition, de concert avec la France, devait être nécessaire en 1858 pour en obtenir le respect et l'observation loyale.

Section IV. — Relations avec les Français.

La France ne s'occupa que très tard de nouer des relations commerciales avec la Chine. Il existait bien une Compagnie des Indes depuis le xvi^e siècle, mais son activité était limitée au commerce avec l'Inde et les Moluques. Le 25 septembre 1660 fut créée par lettres patentes de *Louis XIV* une Compagnie de Chine qui fusionna bientôt, en 1664, avec la Compagnie des Indes. Celle-ci, du reste, ne fit pas des efforts sérieux pour développer son commerce en Chine et elle céda son privilège à une Société *Jourdan, de la Coulange et C^{ie}*, qui établit les premières factoreries françaises à Canton en 1698. Enfin, une troisième Compagnie fut créée en 1714 ; mais le commerce français en Chine n'acquît quelque extension qu'à partir de 1719, époque à laquelle les trois Compagnies de commerce asiatique furent réunies en une seule.

Signalons qu'en 1699 *Louis XIV* envoya une mission à Canton pour conclure un accord commercial. Elle obtint la liberté pour les commerçants français de trafiquer et de s'établir dans cette ville, mais elle ne put obtenir l'autorisation d'y établir un consulat. Ceci n'eut lieu qu'en 1776, et encore ce consulat devait-il disparaître pendant la période révolution-

naire. Il ne fut définitivement rétabli que par le Gouvernement de *Charles X*, en 1829. En somme, pendant une période d'une trentaine d'années, le gouvernement français se désintéressa presque complètement des intérêts de ses nationaux dans l'Empire chinois ; — leur protection fut assurée par les Missions catholiques, par celle de Pékin surtout, qui malgré l'apathie du Gouvernement français, intervinrent souvent d'une manière efficace pour sauvegarder les intérêts des commerçants de leur pays.

Après le traité anglais de Nankin de 1842, le premier ministre *Guizot*, inquiet de l'influence que prenait l'Angleterre en Extrême-Orient, résolut d'envoyer en Chine une mission diplomatique pour obtenir des avantages similaires. Elle fut confiée à *M. de Lagrené*, qui signa un traité, le 24 octobre 1844, à Whampoa, avec le plénipotentiaire chinois *Ki-Ying*, l'un des négociateurs du traité de Nankin. Il était stipulé que les Français pourraient, dans les cinq ports ouverts, bâtir ou établir, pour leur usage : maisons, magasins, églises, hôpitaux, hospices, écoles, cimetières, sur les emplacements qui seraient choisis de concert entre l'autorité chinoise et le consul. Il était spécifié de plus que les Français pourraient circuler librement autour des ports ouverts et que les mandarins veilleraient à ce qu'ils ne soient pas maltraités dans leurs personnes ou dans leurs biens par les indigènes. Enfin, il était convenu qu'à l'avenir les tribunaux français seraient seuls compétents pour juger les Français ayant commis des crimes ou des délits sur le territoire chinois.

Mais, ainsi que cela eut lieu pour le traité anglais, les Chinois ne purent se résoudre à appliquer loyalement le traité français. Quelques années plus tard l'emploi de la force devait être nécessaire pour les y contraindre. Ce fut l'objet de l'expédition de 1858, à laquelle participa aussi l'Angleterre et que nous étudierons dans un chapitre suivant.

Section V. — Relations avec les Russes.

Quoique les relations de la Russie avec la Chine soient plus anciennes que la plupart de celles que nous venons de passer en revue, nous les avons réservées pour un paragraphe postérieur, parce qu'elles ont un caractère différent. En premier lieu, elles se différencient des autres, parce que la pénétration

russe en Chine se fit par la voie terrestre, et en second lieu elles eurent autant pour but de développer le commerce moscovite en Chine que de réaliser, au détriment de ce pays, des agrandissements territoriaux au profit de l'Empire des Tsars.

L'expansion russe vers l'Orient commença sous le règne d'*Ivan IV le Terrible*, qui, par la conquête de Kazan en 1552 et d'Astrakhan en 1554, prépara la domination du tsar sur les contrées avoisinant la mer Caspienne. Les cosaques du Don, fuyant devant les Russes, passèrent en Sibérie et conquièrent ce pays jusqu'à l'Obi sur les Tartares, tributaires de la Cour de Pékin. Mais, incapables de se maintenir dans les pays conquis, ils appelèrent les Russes à leur secours qui achevèrent à leur profit la conquête de la Sibérie. En 1587 ils fondèrent Tobolsk et en 1632 ils créèrent Iakoustsk, mettant ainsi la dernière main à leur établissement définitif dans ces régions. On peut dire qu'en 1636, époque à laquelle les Russes firent leur première apparition sur les rives de l'Amour, ils étaient maîtres de toute la Sibérie jusqu'à la mer d'Okhotsk. Rêvant d'étendre leurs conquêtes vers le Sud, les Russes construisirent de 1648 à 1651 plusieurs forts sur les bords de l'Amour. Albasine fut fondée à la même époque sur la rive nord du fleuve. Les habitants d'Albasine se livraient à des incursions fréquentes sur les territoires situés de l'autre côté de l'Amour et troublaient la paix de ces régions. Pour éviter que les relations entre la Russie et la Chine ne souffrissent de cet état de choses, le tsar *Alexis Mikhaelowitz* envoya une ambassade à Pékin en 1653 pour régler les incidents survenus depuis quelques années à la frontière des deux pays. Mais les Russes d'Albasine n'en continuèrent pas moins à traverser le fleuve et à se livrer à des actes de brigandage sur le territoire chinois. D'autre part la présence des Russes dans ces parages gênait l'arrivage à la Cour des tributs des peuplades qui les habitaient; aussi l'irritation était-elle grande à Pékin. Pour l'apaiser le Tsar *Alexis* y envoya une seconde ambassade. Elle était dirigée par *Nicolas Spatar Milesco*, qui put se convaincre *de visu* que les Chinois n'étaient pas décidés à laisser les Russes persister dans leurs agissements à la frontière. Aussi *Milesco* s'efforça-t-il à son retour à Albasine de mettre en garde ses compatriotes contre les dangers qu'ils faisaient courir à la paix entre les deux pays en se livrant à

des explorations et au pillage sur l'Amour et les territoires qui le bordaient. Ces conseils ne furent pas écoutés. La Chine se trouva donc amenée à déclarer la guerre à la Russie. Les hostilités commencées en 1684 furent terminées par le traité de Nertchinsk, signé le 27 août 1689 dans la ville de même nom, qui avait été fondée par les Russes en 1658. Avant de parler du traité, signalons qu'au cours des hostilités la ville d'Albasine avait été enlevée et rasée par les Chinois, en 1685; les Russes qui y avaient été capturés, une centaine environ avec leur pope, furent transportés à Pékin, où, conservant leurs mœurs et leur religion, ils se développèrent et formèrent une communauté qui subsiste encore.

Le traité de Nertchinsk est le premier qui ait été signé par la Chine avec une puissance européenne. La date en est à retenir, parce qu'elle marque une des grandes étapes de l'expansion russe en Extrême-Orient. Les Russes restituaient aux Chinois les territoires situés au nord de l'Amour et compris entre ce fleuve et la chaîne de montagnes qui va du lac Baïkal à la mer d'Okhotsk, mais ils obtenaient une délimitation officielle des frontières et enfin, avantage inestimable, la liberté de circuler et de faire le commerce en Chine pour tous leurs nationaux munis d'un passeport en règle.

En 1692 une ambassade dirigée par l'Allemand *Everard Isbrand* arrivait à Pékin avec une brillante escorte et de riches présents pour demander l'autorisation de fonder un couvent russe à la Capitale. Cette autorisation fut refusée et l'Ambassadeur dut remporter la lettre du tsar qu'il était chargé de remettre à l'empereur, parce que le nom de *Pierre le Grand* y précédait celui de *Kang-Hi*.

Notons que depuis cette époque, une caravane de marchands russes arrivait presque chaque année pour faire le commerce à Pékin.

L'insuccès de la mission de *Isbrand* n'avait donc pas porté atteinte aux relations amicales entre les deux pays. Ce qui nous le prouve encore, c'est qu'en 1712 une ambassade chinoise envoyée par *Kang-Hi* aux Tartares Tourgoutes sur les bords de la Mer Caspienne traversa à deux reprises le territoire russe et reçut le meilleur accueil de la part du Gouverneur de Sibérie.

Mais l'inconduite des marchands russes qui venaient à la

Capitale ne tarda pas à indisposer le Gouvernement chinois, qui, vers 1716, leur interdit l'accès de la ville ; une nouvelle ambassade sous la direction de *Léon Ismaïlov* fut dépêchée à Pékin (1720) pour faire revenir les autorités chinoises sur cette décision si préjudiciable aux intérêts russes. *Ismaïlov*, habile diplomate et brillant officier, obtint de nouveau la libre circulation des caravanes russes vers Pékin. Un Suédois de sa suite, *Lange*, qui avait fait déjà de nombreux voyages à la capitale, reçut la permission d'y demeurer comme consul de Russie après le départ de l'Ambassadeur. Mais, en 1722, il dut quitter la ville, sans doute à cause de nouveaux désordres créés par les marchands russes. Ceux-ci, en effet, excitaient au plus haut point par leur sans gêne et leur brutalité la colère des Chinois. Peu s'en fallut que la guerre n'éclatât de nouveau, et seule la mort de l'Empereur *Kang-Hi* put l'éviter.

En 1725, une ambassade dirigée par le comte *Vladislavitch* se mit en route pour Pékin avec la mission officielle d'annoncer à l'Empereur de Chine l'accession au Trône de Russie de *Catherine I^{re}*, mais en réalité pour obtenir de nouveaux avantages territoriaux et commerciaux. Quoique le comte *Vladislavitch* ne put aller jusqu'à Pékin, il conclut à Kiachta, le 21 octobre 1727, un traité qui accordait à la Russie une rectification de frontière avantageuse et établissait la liberté de circulation pour les caravanes. Signalons, à propos de ce traité, que, quoique à cette époque les persécutions contre les chrétiens fussent très violentes, les Russes obtinrent (art. 5.) l'autorisation de bâtir une église à Pékin. Ceci s'explique par ce fait que dans le texte chinois du traité les Russes se qualifiaient de bouddhistes et appelaient leur église une pagode. Ce détail suggestif, peu important par lui-même, contribue cependant à nous révéler le fond de la manière de procéder des Russes dans leur marche envahissante sur le territoire chinois. Ils avaient saisi de bonne heure la psychologie de la mentalité chinoise et ils mettaient à profit les leçons de l'expérience. En 1656, l'ambassadeur envoyé à Pékin par *Alexis I^{er}* n'avait pu rien obtenir, parce qu'il avait refusé de se prosterner en signe de vassalité devant le trône de l'Empereur. Désormais, les Russes comprirent que le plus sûr moyen d'obtenir des résultats efficaces était de flatter la manie des Chinois, qui se considéraient comme les suzerains du monde entier. Aussi,

dans toutes les lettres envoyées par le Tsar à l'Empereur de Chine, sauf pourtant dans celle dont était porteur *Isbrand* en 1692, le nom du monarque chinois précédait toujours celui du Tsar ; de plus les présents offerts au Fils du Ciel par le Souverain russe étaient présentés comme de respectueux tributs offerts en signe d'hommage par une nation vassale ; enfin, les ambassadeurs se soumettaient, par ordre, à toutes les cérémonies humiliantes et à toutes les prostrations qu'on exigeait d'eux. Pour mieux faire ressortir le caractère de l'attitude vraiment politique adoptée par la Russie, notons aussi la mission confiée à *Vladislavitch*, qui devait annoncer à l'Empereur de Chine la mort de *Pierre le Grand* et l'avènement de sa veuve, absolument comme si la Russie, vassale de la Chine, était tenue de faire connaître à celle-ci les changements de règne.

Le traité de Kiachta a été la base des relations entre la Chine et la Russie pendant tout le XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e. Il a permis aux Russes de s'établir d'une manière prépondérante dans la région de l'Amour et de développer d'une façon continue leur commerce dans les provinces du nord de la Chine et à la Capitale.

Après 1727, des malentendus, des incidents surgirent encore maintes fois entre les deux pays ; la guerre fut même sur le point d'éclater à plusieurs reprises ; mais toujours, l'appréciation exacte de la psychologie chinoise sut inspirer aux Russes les moyens de résoudre les différends à l'amiable.

Depuis cette date, les ambassades russes se succédèrent assez nombreuses à Pékin. Citons les principales : celles de *Kropotiv* (1768), de *Golovkine* (1805) et de *Timkovski* (1820), qui contribuèrent à maintenir intacts les privilèges accordés aux Russes et à aplanir les difficultés surgies entre les deux pays. Mentionnons aussi l'arrivée à Canton, en 1805, de l'Amiral russe *Krusenstern*, qui essaya vainement de conclure un accord commercial avec les autorités locales.

Le 16 mai 1858 enfin, après un siècle et demi de constants efforts et d'habile diplomatie, la Russie se voyait céder en toute propriété la rive gauche de l'Amour. Ce fut l'objet du traité d'Aigouün, que les Russes surent obtenir en mettant à profit la période critique que traversait, à ce moment, le Gouvernement chinois.

Ce traité fut suivi un mois après par un traité de commerce

signé à Tien-Sin le 13 juin 1858. Nous en réservons l'étude pour le chapitre suivant.

Section VI. — Relations diverses.

La plupart des nations occidentales suivirent de bonne heure l'exemple de celles dont nous venons d'examiner les relations, mais leur influence fut d'une importance secondaire. Il faut en excepter cependant les Etats-Unis d'Amérique, qui, dès le *xviii^e* siècle, suivirent d'une manière attentive les progrès réalisés par les autres puissances dans leur pénétration en Chine. Leur commerce dans ce pays se développa très rapidement et fit bientôt une concurrence redoutable à celui des nations européennes. Deux dates à retenir en ce qui concerne les relations américaines avec la Chine : 1784, époque de la création du premier consulat des Etats-Unis à Canton et le 3 juillet 1844 qui marque le couronnement des efforts américains par l'obtention d'un traité de commerce rédigé sur le modèle du traité anglais de Nankin.

Depuis, les intérêts américains en Chine ont été sans cesse en se développant et le souci de leur protection devait amener le gouvernement des Etats-Unis à suivre avec plus de vigilance encore les progrès accomplis par les autres pays. En 1858, après la première expédition franco-anglaise, le traité de Wanghia de 1844 fut remplacé par celui de Tien-Sin, qui admettait les Etats-Unis au bénéfice des avantages conquis par la France et l'Angleterre, les armes à la main. Nous en dirons quelques mots dans le chapitre suivant.

Peu de choses à dire sur les relations de la Chine avec les autres Puissances européennes. Mentionnons cependant que les Danois et les Espagnols commerçaient à Canton dès 1630. Au *xviii^e* siècle nous trouvons une Compagnie prussienne, la Compagnie d'Emden, dont les affaires connurent quelque prospérité.

Mais ce n'est que dans la seconde moitié du *xix^e* siècle que ces diverses nations conclurent des traités de commerce assurant à leurs nationaux les garanties indispensables pour leur permettre de développer leur trafic.

Le rôle joué par la suite par le Japon dans les affaires de Chine nous oblige à dire quelques mots de ses relations avec

ce pays antérieurement à 1858. Elles sont très complexes et leur historique détaillé dépasserait le cadre de cet essai. Notons cependant que les premiers contacts de nation à nation eurent lieu dès le ^{vi}^e siècle de notre ère. En 631, en effet, les historiens chinois signalent une ambassade japonaise venue à la Cour pour nouer des relations amicales. Ce qui est à retenir, c'est que les Mongols qui avaient asservi toute l'Asie ne purent avoir raison du Japon qui se refusa toujours à reconnaître la prétendue suzeraineté de la Chine et à lui payer tribut. A partir du ^{xiii}^e siècle, les Japonais profitant de la guerre civile qui régnait en Chine à l'état endémique firent de nombreuses incursions sur le territoire chinois, pillant les villes et massacrant ou enlevant leurs habitants. En 1592, première guerre avec la Chine au sujet de la Corée. Les Japonais, battus par les Chinois, durent regagner leurs îles. Il devait en être autrement quatre siècles plus tard.

En somme, les deux pays ne vécurent jamais en trop bonne intelligence; des divergences d'intérêts les séparèrent de bonne heure, dont l'acuité n'allait cesser de s'accroître et de persister jusqu'à nos jours.

Nous en avons ainsi terminé avec cette revue des relations internationales de la Chine antérieurement à 1858. Quoique rapidement menée elle nous a permis de mettre en lumière les efforts déployés par les Européens pour pénétrer dans le pays et l'opposition apportée par les Chinois à la réalisation de leurs projets. De plus, nous en retiendrons le caractère singulier que le Gouvernement chinois se faisait des autres peuples, tous considérés comme tributaires de rang inférieur. C'est un facteur dominant de toute la politique chinoise qui devait faire ressentir au Gouvernement chinois comme une vive humiliation les concessions que sa faiblesse le mettait en demeure d'accorder aux Européens, à l'encontre desquels la haine et les griefs ne devaient cesser de s'accumuler et de s'accroître. On en trouve de nombreux exemples dans les explosions de la colère populaire contre les chrétiens et les Européens. Les pages qui vont suivre montreront que cet état d'esprit n'a pas été atténué par le temps et que la rancune est encore vivace dans l'âme des Chinois contre les « barbares d'Occident », qui ont semé dans la Chine ancestrale les ferments de révolte contre les doctrines sacrées qui, depuis des siècles, présidaient à ses destinées.

CHAPITRE II

LES EXPÉDITIONS DE CHINE DE 1858 ET 1860

Il n'entre pas dans notre dessein de faire ici l'histoire détaillée des deux expéditions franco-anglaises de 1858 et de 1860. Nous renvoyons pour cela aux deux volumes que l'éminent sinologue M. *Henri Cordier* a publiés sur la question (1) et qui donnent sur ces épisodes les détails les plus minutieux. Nous dirons cependant quelques mots des causes qui les motivèrent, mais notre attention sera plus particulièrement retenue par les résultats qui en furent la conséquence.

Nous diviserons ce chapitre en deux titres correspondant à chacune des deux expéditions.

TITRE I^{er}. L'Expédition de Chine de 1858.

Nous avons vu, au cours du précédent chapitre, que les Anglais et les Français avaient obtenu les uns en 1842, les autres en 1844 des traités propres à favoriser leur expansion en Chine. Ils avaient obtenu, en particulier, l'ouverture de cinq ports importants au commerce européen, la faculté pour les Européens de s'établir dans ces ports et enfin l'assurance que les autorités chinoises ne feraient rien pour mettre obstacle au développement de leur commerce. Ces concessions constituaient une large brèche au traditionnalisme de la Chine dont l'esprit conservateur était opposé à tout progrès des Occidentaux. Mais ceux-ci n'étaient pas disposés à s'en contenter; les Chinois, d'autre part, les estimaient excessives; aussi de nouveaux conflits étaient à prévoir.

Les Européens, représentés en l'occurrence par les Anglais

(1) HENRI CORDIER, — *L'expédition de Chine de 1857-1858, histoire diplomatique. L'expédition de Chine de 1860, histoire diplomatique.*

et les Français, rêvaient d'obtenir accès dans les ports du nord et à la capitale; de plus, poussés à la fois par leurs intérêts et l'humiliation que leur infligeait le Gouvernement chinois en refusant d'entrer en relations diplomatiques avec eux, ils ambitionnaient de traiter désormais directement avec ce Gouvernement lui-même et non avec un vice-roi provincial ou de quelconques plénipotentiaires, comme cela avait eu lieu jusque là. La solidarité d'intérêts de la France et de l'Angleterre, qui n'avait cessé de se développer et avait reçu une confirmation éclatante en Europe au moment de la guerre de Crimée, donnait à penser qu'une action commune de ces deux pays contre la Chine ne tarderait pas à se produire. Il s'agissait de trouver un prétexte pour intervenir. La Chine ne devait pas manquer de le fournir. Les Chinois, en effet, vivant repliés sur eux-mêmes n'avaient aucune connaissance du monde extérieur et des progrès réalisés par les Européens. Nous savons qu'ils les considéraient comme des peuples tributaires, des êtres de rang inférieur qu'ils méprisaient plus qu'ils ne redoutaient. Les avantages qu'ils avaient été obligés de leur accorder étaient estimés par les Chinois comme extorqués par la violence par des vassaux rebelles et il paraissait juste de les en priver toutes les fois que les circonstances le permettaient. Or aucun abîme séparant les peuples n'est plus profond, plus difficile à franchir que celui résultant des préjugés de race. Les Célestes n'ont rien fait avant une époque récente — et encore la chose est très discutable — pour se débarrasser de ceux qu'ils nourrissaient à l'égard des Européens. C'est cette mentalité toute particulière qui permet de saisir la physionomie des événements qui se sont déroulés en Chine au sujet des Européens, à l'époque que nous étudions, et plus tard jusqu'à la période contemporaine.

La conception rudimentaire que les Chinois se faisaient des obligations découlant des traités est explicable par la haute idée qu'ils avaient d'eux-mêmes et le mépris dans lequel ils tenaient les Européens. A ces causes, que nous pourrions qualifier d'ethniques, il nous faut ajouter un facteur purement psychologique tenant à ce que la notion du « sacré » fait totalement défaut dans l'âme du Chinois. Il est avéré, toute son histoire est là pour le prouver, que le Chinois, même dans les arrangements particuliers, n'a aucun respect pour la

parole donnée ni pour sa signature. Il se considère comme dégagé de toute obligation, dès qu'ont disparu les raisons qui l'avaient conduit à contracter ou à se lier. Il était certain qu'avec un tel état d'esprit chez les gouvernants les traités signés à Nankin et à Whampoa seraient violés à la première occasion.

De fait, les nations ayant conclu des traités avec la Chine, en 1842 et 1844, c'est-à-dire, la France, l'Angleterre et les Etats-Unis ne purent obtenir des concessions de terrains pour l'établissement de leurs nationaux qu'en un seul des cinq ports ouverts à leur commerce, à Chang-Haï. D'autre part, malgré les clauses impératives des traités signés, les autorités locales et en particulier le vice-roi des deux Koang continuaient à molester les Européens de toutes façons ; enfin, les chrétiens étaient continuellement persécutés sur tout le territoire de l'Empire en dépit des promesses officielles du Gouvernement Chinois et des représentations des consuls étrangers à ce sujet. Les sentiments de xénophobie des Chinois se donnèrent libre cours et d'une manière ouverte, à partir de 1856. A cette époque la révolte couvait dans les Indes ; les Chinois n'étaient pas sans le savoir et ils espéraient pouvoir en profiter pour réduire enfin à la raison les « Barbares d'Occident ». En attendant, les attentats se multiplièrent. Le 28 février 1856, un missionnaire français, l'abbé *Chapdelaine*, était exécuté dans le Kouang-Si avec des raffinements de cruauté. Le 8 octobre de la même année un navire britannique « l'Arrow » était arbitrairement saisi à Canton et son équipage incarcéré. Ces deux prétextes étaient suffisants pour motiver une intervention des gouvernements anglais et français. Pendant que ceux-ci se concertaient, l'incendie des factoreries étrangères de Canton, allumé par la populace le 12 décembre 1856 avec la connivence du vice-roi, précipita les événements. La France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à la Chine. Diverses causes retardèrent l'ouverture effective des hostilités. La principale est que la révolte des Cipayes, qui venait d'éclater dans les Indes, ne laissait à la disposition du gouvernement anglais qu'un nombre insuffisant de soldats ; d'autre part, la France n'était pas très enthousiaste pour une opération militaire. On essaya donc d'obtenir satisfaction sans recourir aux armes. Les ministres anglais et français, *Lord*

Elgin et *Baron Gros*, auxquels les représentants de la Russie et des Etats-Unis prêtèrent leurs concours, entamèrent des négociations avec le vice-roi de Canton en vue d'exiger le respect des traités et la réparation des dommages causés par l'incendie des factoreries. Ces tentatives de conciliation échouèrent. Entre temps, la révolte des Cipayes ayant été étouffée, les troupes anglaises arrivaient nombreuses, ainsi que celles françaises que *Napoléon III* avait fini par accorder. Après une nouvelle sommation au vice-roi de Canton, rejetée comme les précédentes, la parole fut donnée au canon. Le bombardement de Canton commencé le 28 décembre 1857 amena quelques jours plus tard la capitulation de la ville. Le vice-roi fut arrêté par les troupes alliées. Le Gouvernement de Pékin, effrayé, essaya d'arrêter les hostilités. Des pourparlers furent tentés à Chang-Haï le 26 février et à Tien-Tsin le 24 avril 1857. Ils ne donnèrent aucun résultat. Les Alliés se décidèrent alors à une action plus énergique : l'embouchure du Pei-Ho fut forcée, les forts de Ta-Kou enlevés et enfin la ville de Tien-Tsin fut occupée par les troupes franco-britanniques, le 20 mai 1858. Après ces événements les envoyés chinois *Kouei-Liang* et *Houa-Cha-Na* comprirent que toute résistance serait brisée. Ils se résignèrent donc à traiter. Du 13 au 27 juin 1858 quatre traités furent signés à Tien-Tsin par les deux plénipotentiaires chinois avec les représentants de la Russie, des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France. Nous dirons quelques mots de chacun d'eux, mais comme ils sont, à quelques légères variantes près, du même modèle, nous n'examinerons d'une manière détaillée que celui concernant notre pays.

Section I. — Traité russe du 13 juin 1858.

L'envoyé russe, *l'Amiral Poutiatine*, avait suivi avec intérêt les diverses phases du conflit. Inquiète à juste titre des progrès réalisés par la France et l'Angleterre et des projets d'expansion dont elles faisaient montre, la Russie amena les deux plénipotentiaires chinois à conclure un traité pour sauvegarder ses intérêts. Ce document comprenant douze articles fut signé à Tien-Tsin le 13 juin 1858. Il admettait la Russie au bénéfice des avantages accordés aux nationaux anglais et

français et dont la liste était arrêtée entre les plénipotentiaires chinois et les ministres européens au moment de la signature du traité de Nankin ayant trait à l'ouverture de cinq ports et à la protection des Européens et des chrétiens.

L'article 2 du traité russe mérite d'être analysé tout spécialement. Il a trait aux relations futures entre les deux Etats. Nous savons que pour arriver à leurs fins les Russes entretenaient dans l'esprit du Gouvernement chinois l'erreur qu'il professait en se figurant que les nations étrangères, la Russie en particulier, étaient des nations vassales et tributaires. Le peu de cas que le gouvernement chinois faisait des gouvernements des autres pays nous est révélé d'une manière éclatante par l'absence de toutes relations diplomatiques entre la Chine et les autres Puissances. Les questions concernant les nationaux des pays qui avaient accès sur le territoire chinois par la voie maritime étaient traitées et résolues en toute indépendance par les vice-rois des provinces du littoral, tandis que les questions intéressant la Russie, pays limitrophe de la Chine, étaient confiées à une sorte de bureau, le *Li-Fan-Yuen*, qui avait aussi dans sa compétence le contrôle des affaires du Thibet et de la Mongolie, colonies de l'Empire chinois. On sent ce que cette situation avait d'humiliant pour la Russie, qui était ainsi assimilée, au point de vue international, à ces deux régions peuplées de tribus plus ou moins primitives. L'expédition franco-anglaise ayant été couronnée de succès, la Russie jugea que le moment était venu d'abandonner son ancienne politique d'apparente soumission aux fantaisies du gouvernement chinois et d'amener celui-ci à une compréhension plus saine des rapports entre Etats souverains. Si le plénipotentiaire russe ne réussit pas dans cette dernière tâche, il obtint néanmoins une satisfaction appréciable par les stipulations renfermées dans l'article 11 du traité du 13 juin 1858. Dans un premier alinéa l'ancien droit acquis à la Russie « d'expédier des envoyés à Pékin toutes les fois que le gouvernement russe le juge nécessaire » est explicitement confirmé. Le second alinéa enfin marque une révolution complète dans les relations entre les deux Etats. Ce texte est ainsi conçu : « Le gouvernement russe et le gouvernement chinois communiqueront entre eux, non plus comme autrefois par l'intermédiaire du Sénat et du *Li-Fan-Yuen*, mais par l'intermédiaire du

ministre des Affaires étrangères de Russie et du premier membre du Conseil suprême de l'Empire ou principal ministre, sur la base d'une parfaite égalité ». Par là, le gouvernement chinois paraissait renoncer à sa croyance séculaire de la suprématie de la Chine sur les autres nations, la Russie en particulier. Mais, au fond, il ne considérait ce texte que comme une nouvelle humiliation infligée par les Barbares : les événements subséquents allaient bien le montrer.

Section II. — Traité américain du 18 juin 1858.

Ce traité comprend trente articles reproduisant le fond des traités anglais et français. Notons qu'il marque l'ouverture de deux nouveaux ports : Swatow et Taïwan en plus des cinq déjà ouverts.

Section III. — Traité anglais du 26 juin 1858.

Le traité anglais diffère peu du traité français ; nous n'essayerons donc pas de l'analyser minutieusement. Notons cependant les principales stipulations qui ont trait aux relations diplomatiques futures, entre les deux Etats, à la liberté du culte et à l'ouverture de sept nouveaux ports : Tchen-Kiang sur le Yang-Tseu, Hankéou, Nieou-Tchang (Mandchourie), Tang-Tchéou (Chan-Toung), Taïwan (Formose), Swatow (Kouang-Toung) et Kioung-Tchéou (Hainan). Enfin, il était convenu dans un article supplémentaire que les troupes anglaises évacueraient Canton après le paiement d'une indemnité de deux millions de tael pour dommages et intérêts et une indemnité équivalente pour frais de guerre.

Section IV. — Traité français du 27 juin 1858.

Le traité français en 42 articles fut signé à Tien-Tsin, le 27 juin 1858, par le représentant de la France, *Baron Gros* et les deux plénipotentiaires chinois *Kouei-Liang* et *Houa-Cha-Na*. Il constitue le type des conventions conclues à Tien-Tsin à la même époque par la Russie, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France. Son étude détaillée donnera donc une vue nette de ce qu'étaient ces conventions, de leur caractère, des avantages qu'elles valaient aux Européens et des effets que ceux-ci

pouvaient en espérer. Nous la ferons précéder de l'exposé des vues générales qui ont présidé à l'élaboration et la signature des traités.

L'allure générale des traités de Tsien-Tsin, de celui qui nous occupe en particulier, nettement favorable à la France, suggère naturellement un rapprochement avec les capitulations accordées par la Turquie aux Puissances européennes. Le caractère unilatéral de celles-ci se retrouve dans les premiers. Marquons cependant que si le texte des traités de 1858 nous rappelle en beaucoup d'endroits celui des capitulations turques, l'esprit en est entièrement différent. Les Turcs, en effet, étaient des conquérants établis sur les provinces conquises sans se fusionner aux populations aborigènes qu'ils opprimaient. Ils devaient considérer comme naturel d'accorder le régime de faveur, objet des capitulations, aux nationaux des peuples amis qui venaient habiter les territoires soumis à leur domination. Les faits, du reste, confirment cette manière de voir, puisque ce fut en 1535 que les premières capitulations furent accordées à la France, alors alliée du « Grand Seigneur ». Mais, à mesure que le concept de la souveraineté nationale prenait corps et se développait chez les gouvernants, les Turcs devaient ressentir comme une atteinte à leurs droits et une humiliation le régime d'exception établi en faveur des étrangers. La faiblesse du gouvernement turc l'a laissé persister jusqu'à nos jours ; mais nous savons qu'au cours de la guerre mondiale la Turquie a profité des événements pour supprimer en bloc toutes les capitulations accordées par les gouvernements précédents.

En Chine les choses en allaient différemment. Dans ce pays, les Mandchoux, au contraire des Turcs, étaient loin d'opprimer les populations qu'ils avaient vaincues. D'autre part, il s'était formé depuis des siècles un embryon de sentiment national basé sur la communauté de mœurs et de religion et surtout sur la haine instinctive que professent les autochtones contre l'étranger, l'*Hostis*, le Barbare de race différente. Eu égard à ces considérations, nous comprenons que le gouvernement chinois ne se soit résigné à signer des traités comme ceux de 1858 que poussé par une impérieuse nécessité. Les succès faciles des Alliés lui avaient démontré que toute résistance serait vaine : le pays, d'autre part, était en proie à l'anarchie et à la guerre civile. Il paraissait donc opportun de

se débarrasser, à n'importe quel prix, du danger constitué par a guerre étrangère pour pouvoir consacrer entièrement à la répression des troubles intérieurs les forces dont disposait le gouvernement impérial. C'est dans cet état d'esprit que les envoyés chinois entreprirent les négociations au mois de juin 1858. Mais ils avaient, comme leur gouvernement, l'arrière pensée que les engagements pris ne seraient pas observés et qu'ils ne devaient constituer qu'un leurre propre à désarmer les Européens. Un délai d'une année était laissé pour l'échange des ratifications. Quand ce moment serait venu, la roue aurait tourné et les Chinois pensaient être en mesure de s'opposer par la force aux prétentions des Européens. Pour l'instant, la tâche principale des négociateurs chinois était d'arrêter les hostilités et de gagner du temps, quitte à accorder pour cela, aux Européens toutes les concessions qu'ils demandaient. En fait, les négociations furent faciles et ne traînèrent pas en longueur. Les Chinois, soumis en apparence, accueillirent toutes les demandes formulées par les Alliés, sauf une, cependant, celle de l'établissement de ministres à la capitale, dont la présence à Pékin eût été une humiliation trop vive pour la Cour et le peuple.

Les Européens étaient persuadés au contraire que la « terreur de leurs armes » produirait un effet salutaire sur le gouvernement chinois et que les traités de Tien-Tsin seraient loyalement observés. Nous verrons par la suite que les ministres étrangers, sauf peut-être l'envoyé russe, très averti des mœurs chinoises en matière de politique étrangère, se sont lourdement trompés. Une nouvelle expédition devait être rendue nécessaire, deux années plus tard, pour obtenir la ratification officielle des traités et l'exécution des stipulations qu'ils renfermaient.

Après cette utile digression nous pouvons passer à l'examen détaillé du traité du 27 juin 1858.

Remarquons tout d'abord que, comme dans les traités conclus en 1842 et en 1844, le nom du souverain d'Occident précède celui de l'Empereur de Chine. Le temps a marché depuis qu'une lettre du tsar fut refusée par le Fils du Ciel, parce que son nom suivait celui de l'empereur de Russie.

Selon l'usage, l'article 1^{er} stipule « qu'il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre les deux Etats ». Un second para-

graphe dispose que les sujets des deux Empires « jouiront tous également dans les Etats respectifs des Hautes Parties contractantes d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés ».

Les articles II, III, IV et V ont trait aux relations diplomatiques entre les deux Etats. Nous relevons dans le texte de l'article II « qu'à l'exemple de ce qui se pratique chez les nations d'Occident » la Chine admet la nécessité, « pour maintenir la paix », d'accueillir les agents diplomatiques étrangers. Par cette disposition de portée générale, la Chine paraissait se ranger définitivement dans l'application des règles du droit international européen. C'eût été là une grande étape d'accomplie qui eût évité bien des conflits futurs. Malheureusement, elle ne devait l'être que sur le papier. Pour la rendre effective il aurait fallu que soit changée de fond en comble la mentalité des Chinois à l'égard des Européens. Cela ne pouvait être l'affaire d'un simple trait de plume mais seulement le résultat d'une longue éducation. D'ailleurs, malgré leur insistance, les plénipotentiaires européens ne purent obtenir la résidence fixe à la capitale. Il est convenu, cependant, dans le traité que nous étudions, que les ambassadeurs français pourront se rendre à la capitale toutes les fois que des affaires importantes les y appelleront. Mais sans anticiper sur ce que nous relaterons par la suite, signalons, dès à présent, que, en 1859, c'est-à-dire un an après la signature du traité de Tien-Tsin, les ministres anglais et français furent accueillis à coups de canon par les forts de la barre du Pei-Ho, lorsqu'ils voulurent se rendre à Pékin pour l'échange des ratifications des traités signés à Tien-Tsin. Les missions temporaires à la capitale sont donc autorisées par le gouvernement chinois. De plus, celui-ci s'engageait à autoriser la résidence permanente à Pékin des ambassadeurs français, au cas où ce droit serait reconnu à l'une quelconque des nations ayant un traité avec la Chine.

Enfin, dans le même ordre d'idées, l'Empereur des Français s'engageait par mesure de réciprocité à recevoir à sa Cour avec les honneurs et les prérogatives dus à leur rang les agents diplomatiques « qu'il plaira à S. M. l'empereur de Chine d'accréditer en France ». C'était là une clause purement platonique, parce que l'état actuel du gouvernement chinois ne per-

mettait pas d'augurer la réalisation prochaine de cette éventualité.

Vu la conception rudimentaire que les Chinois se faisaient de leurs devoirs envers les ambassadeurs des Puissances en relations avec eux, il était utile de stipuler que les agents diplomatiques jouiraient des privilèges et des immunités reconnus par le droit des gens.

Cette préoccupation a inspiré un paragraphe spécial de l'article II ainsi conçu : « leur (des agents diplomatiques) personne, leur famille, leur maison et leur correspondance seront inviolables et ils pourront prendre à leur service les employés, courriers, interprètes, serviteurs, etc. : qui leur sont nécessaires ».

Il est stipulé dans l'article III que la langue française sera adoptée pour les communications officielles entre les représentants des deux gouvernements ; cependant, par mesure transitoire, et pour faciliter le service, le texte français sera accompagné d'une traduction chinoise jusqu'à ce que le gouvernement chinois ait à sa disposition des interprètes pouvant écrire et parler correctement le français. En cas de dissidence dans l'interprétation à donner au texte d'une convention, rédigée comme il est dit ci-dessus, en langue française et en langue chinoise, ce sera le texte français qui devra prévaloir.

L'article IV règle les correspondances officielles entre les autorités et les fonctionnaires des deux Empires. Le principe est qu'elles doivent être réglées suivant les rangs et les positions respectives des correspondants et sur la base de la réciprocité la plus absolue. En particulier, les simples particuliers français ou chinois ne pourront s'adresser directement aux autorités. Le Français devra soumettre obligatoirement sa « représentation » à son consul qui jugera de l'opportunité de la transmettre à l'autorité chinoise ; de même celle-ci devra au préalable instruire la requête d'un de ses nationaux avant de la présenter au consul français. Nous pouvons rapprocher de cette disposition celle contenue dans l'article 35 qui oblige les sujets français qui auraient à formuler une réclamation contre un Chinois à exposer d'abord leurs griefs au consul. Mais il est stipulé que lorsque ce sera un sujet chinois qui a à se plaindre d'un Français, il doit en référer non au mandarin mais au Consul français, qui, dans les deux cas, s'efforcera d'arranger

l'affaire à l'amiable. Au cas où il n'y réussirait pas, il requerrait l'assistance du fonctionnaire chinois pour trancher le différend selon l'équité.

Notons qu'il ne paraît pas y avoir contradiction entre les propositions renfermées dans les articles 4 et 35. Le premier vise les réclamations d'ordre général, tandis que le second a trait aux conflits pouvant s'élever entre particuliers.

Les articles 32, 33, 34, 36, 38 et 39 ont prévu les diverses difficultés pouvant surgir dans la suite par le fait des individus ainsi que les solutions à y apporter. L'article 32 stipule que si des « matelots ou autres individus » désertent des navires français, l'autorité chinoise, sur réquisition du consul ou du capitaine, devra faire « tous ses efforts pour découvrir et restituer sur-le-champ » les fugitifs aux autorités françaises. Mais la réciprocité n'est qu'imparfaitement admise, puisque, au cas de déserteurs chinois, l'autorité chinoise doit faire la preuve de leur culpabilité avant d'en obtenir la restitution.

L'article 33 dispose que « quand des matelots descendront à terre, ils seront soumis à des règlements de discipline spéciale qui seront arrêtés par le consul et communiqués à l'autorité locale, de manière à prévenir autant que possible toute occasion de querelle entre les marins français et les gens du pays ». Mais, au cas où quelque rixe ou quelque querelle éclaterait entre Français et Chinois, l'article 38 prévoit que les Chinois coupables seront recherchés et punis par l'autorité locale selon les lois du pays, tandis que les Français seront arrêtés et poursuivis à la diligence du consul et conformément aux lois françaises. D'ailleurs, comme cela était prévu dans les capitulations, l'extraterritorialité des lois françaises est la règle. Elle est expressément inscrite dans le texte de l'article 38, « le principe étant, y est-il dit, que pour la répression des crimes et délits commis par eux en Chine les Français seront constamment régis par les lois françaises ». Cette dérogation au droit des gens était très sage, parce que, ainsi que nous l'avons vu dans la première partie de cet essai, le système judiciaire chinois n'offrait pas les garanties nécessaires à la sauvegarde des droits et des intérêts des individus. Comme corollaire de l'article 38, l'article suivant précise que l'autorité chinoise n'a à intervenir en aucune manière dans les contestations pouvant s'élever

entre Français ou entre Français et étrangers sur le territoire de l'Empire.

L'article 37 dispose que la solidarité entre commerçants est abolie. On se rappelle que cette clause était inscrite dans tous les traités de capitulations.

Il nous a été permis, au cours de cette rapide revue des articles ayant trait au règlement des conflits pouvant surgir du fait de la présence des sujets français sur les territoires chinois, d'entrevoir l'importance dévolue au rôle du consul. L'article 5 qui accorde au Gouvernement français le droit d'établir des agents consulaires, dans chacun des ports ouverts définit ainsi leurs attributions : « Servir d'intermédiaires entre les autorités chinoises et les négociants et les sujets français, et veiller à la stricte observation des règlements stipulés. » Ce rôle étendu se trouvait naturellement élargi du fait que les consuls étaient les seuls représentants officiels des intérêts français sur le territoire de l'Empire.

L'article 6 rappelle que les cinq ports de Canton, Chang-Haï, Ning-Po, Amoy et Fou-Tchéou sont déjà ouverts au commerce étranger. A ceux-ci sont ajoutés les ports de Kioung-Tchéou, Swatow, Taïvan, Tang-Tchéou, Tamsoui et Nanking. Remarquons que les quatre premiers figuraient déjà dans le traité anglais qui énumérait de plus les ports de Nieou-Tchouang, Tchen-Kiang et Hankéou. En somme, quatorze ports se trouvaient, au total, ouverts au trafic européen.

Les articles 7 et 8 ont trait à la liberté de circulation reconnue aux Français sur tout le territoire de l'Empire, pourvu qu'ils soient munis de passeports rédigés en français et en chinois délivrés par le Consul et visés par les autorités chinoises. L'article 10, reproduisant l'esprit de l'article 22 du traité de Whampoa de 1844, est à citer en entier. Il est ainsi conçu : « Tout Français, qui, conformément aux stipulations de l'article « 6 du présent traité, arrivera dans l'un des ports ouverts au « commerce étranger, pourra, quelle que soit la durée de son séjour, y louer des maisons et des magasins pour déposer ses « marchandises ou bien affermer des terrains et y bâtir lui-même des maisons et des magasins.

« Les Français pourront de la même manière établir des « églises, des hôpitaux, des hospices, des écoles et des cimetières. Dans ce but, l'autorité locale, après s'être concertée

« avec le Consul, désignera les quartiers les plus convenables
« pour la résidence des Français et les endroits dans lesquels
« pourront avoir lieu les constructions précitées.

« Le prix des loyers et des fermages sera librement débattu
« entre les parties intéressées et réglé autant que faire se pour-
« ra, conformément à la moyenne des prix locaux. Les autori-
« tés chinoises empêcheront leurs nationaux de surfaire ou
« d'exiger des prix exorbitants, et le Consul veillera, de son
« côté, à ce que les Français n'usent pas de violence ou de
« contrainte pour forcer le consentement des propriétaires. Il
« est bien entendu, d'ailleurs, que le nombre des maisons et
« l'étendue des terrains à affecter aux Français dans les ports
« ouverts au commerce étranger ne sont point limités et qu'ils
« seront déterminés d'après les besoins et les convenances
« des ayants-droit. Si des Chinois violaient ou détruiraient
« des églises ou des cimetières français, ils seraient punis sui-
« vant toute la rigueur des lois du pays ».

Les diverses clauses de cet article confirment le droit des Français de s'établir dans les ports ouverts. Ils pourront, sur des emplacements (concessions) choisis de concert par le consul et les autorités locales et loués par les propriétaires chinois, construire toutes sortes d'édifices, y compris ceux religieux. Mais remarquons que, conformément à la croyance millénaire qui considère comme un sacrilège la vente à des étrangers d'une parcelle du territoire national, ces terrains ne sont que loués aux Européens, le sol demeurant toujours la propriété des possesseurs chinois.

De plus l'art. 11 prévoit que dans les ports ouverts les Français pourront engager à leur service toute catégorie de personnel ainsi qu'apprendre le chinois et enseigner le français et autres langues étrangères. Ils pourront acheter toutes sortes de livres chinois et vendre sans obstacle des livres français. L'article 12 établit l'inviolabilité des propriétés de toute nature appartenant à des Français,

L'article 13 établit la liberté du culte et abroge « tout ce qui a été précédemment écrit, proclamé ou écrit, en Chine, par ordre du Gouvernement, contre le culte chrétien ».

Désormais « aucune entrave ne sera apportée par les auto-
« rités de l'Empire au droit, qui est reconnu à tout individu en
« Chine, d'embrasser, s'il le veut, le christianisme et d'en sui-

« vre les pratiques sans être passible d'aucune peine infligée « par la Loi ». Mais ces stipulations n'avaient qu'une valeur objective, parce que les mœurs chinoises, religieuses et rituelles ne pouvaient s'accommoder de la pratique du christianisme, considéré jusqu'alors comme une doctrine perverse. Les événements postérieurs ne devaient cesser, du reste, d'apporter de fréquents démentis aux engagements du Gouvernement chinois à ce sujet.

Les articles 14 à 26 réglementent minutieusement le commerce, la navigation et les droits de douanes.

Les articles 9 et 27 ont trait au tarif douanier. Le premier de ces articles stipule que toutes les améliorations de tarif accordées à une autre Puissance s'appliqueront *ipso facto* à la France ; le second décide que le tarif douanier annexé aux traités pourrait être révisé de sept années en sept années et que dans l'intervalle le montant des droits de douanes et la nomenclature des marchandises figurant au tarif ne pourraient être modifiés par le Gouvernement chinois. Cependant, si celui-ci voulait augmenter le nombre des articles réputés contre bande ou monopole il ne le pourrait qu'après entente préalable avec le Gouvernement français. Le 4^e alinéa de l'article 27 renferme d'une manière explicite la clause de la nation la plus favorisée. Ce passage est ainsi rédigé : « A l'égard du tarif, aussi bien que « pour toute stipulation introduite ou à introduire dans les « traités existants ou qui seraient ultérieurement conclus, il « demeure bien et dûment établi que les négociants et en « général tous les citoyens français en Chine auront droit tous « jours et partout au traitement de la nation la plus favorisée. »

L'article 28 s'occupe de la répression de la contrebande.

Par l'article 29 la France obtient le droit « de faire stationner un bâtiment de guerre dans les ports principaux de l'Empire où sa présence serait jugée nécessaire ». Ces bâtiments de guerre de même que les navires de commerce seront reçus en amis (art. 30) dans tous les ports de la Chine où ils se présenteront. Remarquons qu'il ne s'agit pas dans ces deux articles seulement des ports ouverts, mais de tous les ports de l'Empire. Cette clause était plus que toute autre attentatoire à la souveraineté de la Chine, puisqu'elle permettait l'occupation par des vaisseaux de guerre étrangers de tout point du littoral, mais en fait ceux-ci ne stationnèrent de façon permanente que

dans les ports ouverts où leur présence était des plus utiles pour la protection de nos intérêts et pour faciliter l'exercice de l'autorité consulaire. L'art. 31 prévoit qu'en cas de guerre entre la Chine et une tierce Puissance le commerce de la France avec les belligérants serait libre à moins de blocus effectif. L'art. 40 fixe un délai de 12 années, à partir de l'échange des ratifications, pour la révision du traité. Le second paragraphe de cet article, qui n'est inséré dans aucun autre traité conclu par la Chine avec les Puissances, est d'une importance capitale et est ainsi conçu : « Toute obligation non insérée expressément dans la présente convention ne saura être imposée aux consuls ou aux agents consulaires non plus qu'à leurs nationaux, tandis que, comme il a été stipulé, les Français jouiront de tous les droits, privilèges, immunités et garanties quelconques qui auraient été accordés par le Gouvernement chinois à d'autres Puissances. »

L'article 41 prévoit, pour ménager l'amour-propre chinois, un accord supplémentaire pour régler les réparations demandées par le Gouvernement français pour les incidents ayant donné naissance au conflit entre les deux Empires.

L'article 42 et dernier dispose que les ratifications du traité seraient échangées à Pékin dans le délai d'une année, à compter du jour de la signature. Il était stipulé, en outre, que la plus grande publicité serait donnée au traité dans toutes les provinces de l'Empire par les soins du Gouvernement chinois.

L'accord supplémentaire prévu par l'article 41 a été signé le même jour, 27 juin 1858, à Tien-Tsin. Il comprenait six articles, par lesquels le Gouvernement chinois s'engageait à révoquer les mandarins coupables du meurtre de l'abbé *Chapdelaine*, à indemniser les sujets français ayant eu des pertes lors de l'incendie des factoreries de Canton, le 8 décembre 1856, et enfin à payer à la France une indemnité de guerre de 15 millions de francs. Comme on le voit, la France obtenait pleine et entière satisfaction. Les buts que les gouvernements alliés s'étaient proposés en décidant l'intervention étaient atteints, sauf pourtant en ce qui concernait l'établissement des missions permanentes à la capitale. Mais si les traités de Tien-Tsin n'ont pu enregistrer ce résultat, ils le préparaient et un avenir prochain devait le réaliser.

Titre II — L'expédition de Chine en 1860.

Nous nous sommes étendus longuement, dans les pages précédentes, sur la mauvaise foi apportée par le Gouvernement chinois dans la conclusion des traités de Tien-Tsin. Rappelons qu'il ne leur attribuait aucune valeur et qu'il était fermement décidé à ne pas les observer. En premier lieu les Alliés avaient stipulé, dès le début des traités, que l'amitié serait désormais la base des relations entre la Chine et les Puissances signataires des traités. D'autre part, il avait été stipulé que la plus grande publicité serait donnée à ces documents ; or, voici de quelle manière le gouvernement chinois entendait le respect de ces deux clauses. Le 25 juillet 1858, un mois à peine après la signature des traités de Tien-Tsin, « la Gazette de Pékin » publiait un édit impérial pour faire savoir au peuple que « les barbares ayant osé venir sur leurs vaisseaux jusqu'à Tien-Tsin, *Kouei-Liang* et *Hou-Cha-Na* leur avaient fait une réprimande affectueusement sévère qui les avait décidés à s'en aller ».

Ce curieux document révélait le véritable esprit du Gouvernement chinois. Il prouvait que les succès militaires des Alliés ne l'avaient pas amendé et il laissait prévoir que les Européens n'étaient pas encore au bout de leurs difficultés.

Quelques jours après la publication de cet édit, le vice-roi des deux Koang appelait son peuple aux armes et mettait à prix la tête du consul anglais, *M. Parker*. Le plénipotentiaire britannique, *Lord Elgin*, s'empressa naturellement de protester contre cette violation des récents traités. Selon son habitude, le gouvernement de Pékin fit de nouvelles promesses fallacieuses aux ministres étrangers et publia de « faux décrets » pour désapprouver l'attitude hostile du vice-roi des deux Koang. Mais, et nous insistons particulièrement sur cette idée, dont la justesse n'a pas encore été démentie par les événements, les Chinois n'attribuent pas la même valeur objective que les Occidentaux aux documents officiels et aux engagements résultant soit des traités, soit de textes législatifs ou administratifs, tels que les lois et les décrets. Sans revenir sur les considérations générales que nous avons développées dans les pages précédentes, nous ne perdrons pas de vue cette disposition particulière de la mentalité chinoise pour voir sous leur vrai jour les faits historiques dont nous abordons l'examen au cours de

cet essai. Retenons que d'après le Gouvernement chinois il pouvait y avoir de « faux traités » (le traité de Nankin de 1842 n'était pas autrement qualifié par les autorités impériales) et de « faux décrets » uniquement destinés à donner le change aux Européens et dont on comptait bien ne jamais poursuivre l'exécution. On se rappelle que l'article 42 du traité de Tien-Tsin arrêta que les ratifications devaient être échangées dans le délai d'une année à compter de la date de la signature. Conformément à cette clause, les ministres anglais et français, *Sir Bruce* et M. de *Bourboulon* arrivèrent à la mi-juin 1859 à l'embouchure du Pei-Ho dans l'intention de le remonter jusqu'à la Capitale. Le fleuve se trouva barré par des chaînes et des lignes de pieux. Une populace armée s'étant opposée à toutes les tentatives faites pour parlementer, les ambassadeurs résolurent de forcer l'entrée du fleuve. La flottille anglo-française avait déjà forcé les deux premières barrières, lorsque les forts de Ta-Kou ouvrirent un feu meurtrier sur les navires alliés. Force leur fut de revenir en arrière et de retourner à Chang-Haï, d'où ils étaient partis. Après ce bel exploit, le décret suggestif, dont nous citons les principaux passages, fut promulgué à la date du 5 juillet, ouvrant ainsi les yeux aux ministres étrangers sur les sentiments réels du Gouvernement chinois à l'égard des Européens. « Les barbares anglais « s'étant révoltés, et les barbares français s'étant joints à eux « pour mal faire, le crime de ces deux nations mérite plus « que la mort. Les conseillers nous poussent à faire montre « de sévérité, à tirer si fort sur les rênes que leur perversité « sauvage soit réfrénée efficacement. Depuis 1841, ces barbares nous cherchent querelle et nous accablent d'avanies. « Cependant, l'Empereur défunt, plein de charité pour tous les « hommes venus de loin, n'a pas pu se décider à les châtier, « comme il en avait le droit. Il leur permit de faire le commerce « dans cinq ports, et leur donna de l'argent pour les satisfaire. « Les bienfaits dont il combla ces étrangers furent très considérables. Si ceux-ci avaient eu quelque conscience, ils auraient « su bon gré à l'Empereur de ses bontés, auraient tâché de « gagner leur vie en paix, auraient accommodé leurs différends « à l'amiable avec les autorités locales. Loin de là !... ils se sont « montrés insubordonnés et méchants à l'extrême. Ces gens- « là sont pour notre pays un venin qui le tue. Ils empiètent

« sur nos frontières et commettent toutes sortes d'horreurs.
« Si nous montrions notre puissance, en un moment nous aurions
« pulvérisé ces fantoches. — Mais nous nous souvenons que
« c'est par la bonté et la libéralité que nos ancêtres ont civilisé
« et enrichi les tribus sauvages. Si donc ces barbares changent
« de conduite et rentrent dans l'ordre nous les traiterons avec
« bénignité. Mais s'ils s'obstinent dans leur perversité et conti-
« nuent à montrer des exigences insensées, nous les anéantirons,
« si bien qu'il ne restera pas un seul rejeton de leur race (1). »
En même temps les persécutions contre les missionnaires et les
chrétiens reprenaient avec plus de vigueur. Les traités signés
à Tien-Tsin restaient donc lettre morte et une attitude éner-
gique devenait nécessaire de la part des gouvernements anglais
et français pour en obtenir le respect. Dès que Londres et
Paris furent au courant des événements qui s'étaient succédé
depuis le mois de juin 1859, l'indignation fut générale et on
s'empressa de renvoyer en Chine, avec des troupes, les deux
négociateurs des traités, *Lord Elgin* et le *Baron Gros*. Au
mois de mars 1860, les deux Puissances adressèrent un ulti-
matum à l'Empereur. Le vice-roi de Nankin conserva le docu-
ment et écrivit à son souverain que « les barbares lui avaient
« remis une lettre si extravagante et si insolente qu'il ne pou-
« vait la lui envoyer ». Dès lors la guerre était inévitable. Elle
fut déclarée, le 8 avril 1860, par la France et l'Angleterre.
Quelques jours après (21 avril), les îles Chusan étaient occu-
pées par les Alliés, tandis que les préparatifs de l'expédition
étaient activement menés à Chang-Haï. Les corps expédition-
naires des deux Puissances, commandés par les généraux *Sir*
Hope Grant et *Cousin de Montauban*, débarquèrent à l'embou-
chure du Pétang le 1^{er} août 1860. Leurs succès furent rapides
et décisifs. Le 12 août le camp tartare de Sinn-Heue tombait
entre leurs mains, Tong-Kou était enlevé le lendemain et les
forts de Takou étaient pris d'assaut le 21 août. L'occupation
de Tien-Tsin s'en suivit le 24 du même mois. Poursuivant leur
marche en avant, les colonnes alliées se dirigeaient vers Toun-
g-Tchéou sur la route de la capitale, lorsque les Chinois deman-
dèrent à parlementer (18 septembre 1860). C'était là un odieux
guet-apens pour donner le temps au général chinois d'enve-

(1) Textes historiques. — L. Wieger, S. J. p., 2105.

lopper les troupes alliées. Ce projet échoua, mais les parlementaires, au nombre de trente-sept, furent retenus prisonniers : deux furent décapités, dix-huit autres devaient succomber par la suite aux mauvais traitements. Les troupes alliées, enflammées par cet exemple de la trahison de l'ennemi, lui infligèrent quelques jours après (21 septembre 1860) une sanglante défaite à Palikao, à une dizaine de kilomètres à peine de la capitale. Celle-ci fut investie à son tour et elle capitula le 13 octobre 1860. Les pourparlers commencèrent aussitôt, mais le *prince Koung*, frère de l'Empereur, paraissait vouloir les faire traîner en longueur. Pour le décider à plus de célérité, Lord *Elgin* fit incendier, le 18 octobre, une des résidences de l'Empereur, le Palais d'Été, qui avait été mis au pillage quelques jours avant. Il avertissait en même temps le prince *Koung* que le Palais de Pékin subirait le même sort dans la journée du 23 octobre, si à cette date les négociations n'avaient pas abouti. L'effet de cette menace fut instantané et mit un terme aux procédés dilatoires du négociateur chinois. Celui-ci se décida à signer, le 24 octobre 1860, à Pékin, une convention avec le représentant de l'Angleterre et le lendemain une convention analogue avec le représentant de la France.

Par ces conventions, les textes des traités de Tien-Tsin étaient solennellement ratifiés. De plus, la France et l'Angleterre obtenaient de nouveaux avantages.

En premier lieu, les Puissances obtenaient la résidence fixe d'agents diplomatiques à la capitale; en outre, l'indemnité de guerre stipulée par le traité de Tien-Tsin était portée de 15 à 60 millions de francs pour chacune des deux Puissances alliées; les victimes du guet-apens du 18 septembre étaient largement indemnisées. En plus de ces satisfactions accordées aux deux Alliés, l'Angleterre se voyait céder en toute propriété une bande du littoral en face de Hong-Kong et la France obtenait la promesse que tous les établissements (églises, cimetières, etc....) autrefois confisqués aux chrétiens leur seraient restitués par l'intermédiaire du ministre de France.

Signalons que, comme en 1858, les représentants de la Russie et des Etats-Unis avaient suivi attentivement le développement des phases du nouveau conflit. Le premier, *Général Ignatiev*, avait devancé les Alliés près du Gouvernement chinois. Celui-ci, pour prix de ses conseils, lui accorda le 14 no-

vembre 1860, un traité qui donnait à la Russie la propriété des territoires conquis entre l'Ousouri et la mer qui, depuis le traité d'Aigoun du 16 mai 1858, étaient possédés en commun par les deux Empires. Le second, *général Ward*, obtint la ratification du traité américain de 1858.

Comme conclusion à ce chapitre nous retiendrons le rôle glorieux joué par la France et l'Angleterre, nations auxquelles revient l'honneur d'avoir préparé une ère nouvelle, pour les relations entre la Chine et les Puissances d'Occident. Désormais, les principaux ports de l'Empire étaient ouverts au trafic européen ; la circulation était permise sur tout le territoire de l'Empire, sous la seule réserve que les voyageurs fussent munis de passeports, et enfin la présence des ministres étrangers à Pékin allait contribuer efficacement à faire respecter les traités. L'année 1860 marque donc une grande étape de l'évolution de la Chine dans le domaine des relations diplomatiques. Le Droit des gens est officiellement reconnu ; ses règles sont admises, en principe, par le Gouvernement du Céleste Empire. Peu importait les sentiments secrets et les arrières pensées des Chinois à ce sujet ; l'essentiel était que des garanties sérieuses fussent acquises aux Européens pour développer leur commerce et leur pénétration dans le pays. Or, ce résultat a été atteint grâce à la France et à l'Angleterre. Enregistrons-le et réservons pour le chapitre suivant l'examen des faits et des incidents auxquels donnèrent lieu l'application des Conventions de 1860.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE CHINOISE de 1860 à 1871

Les dix années qui se sont écoulées de 1860 à 1871 ont vu se développer les relations commerciales et diplomatiques entre la Chine et les différents Etats européens. Elles ont été marquées par la conclusion de nombreux traités et par l'accession de la plupart des Puissances aux avantages précédemment obtenus par les quatre nations jouissant de traités.

L'attitude du Gouvernement chinois a décelé à maintes reprises l'hostilité qu'il n'a cessé d'entretenir contre les Européens. Leur présence en Chine n'a pas cessé d'être considérée comme une humiliation et un « venin pour le pays », pour employer l'expression d'un édit impérial du 5 juillet 1859. En somme, la mentalité chinoise n'a subi, au cours de ces dix années, aucune modification appréciable : de nombreux incidents l'ont prouvé ainsi que le « Mémoire » de 1871 qui décelait le véritable état d'esprit du Gouvernement chinois à l'époque. Cependant, sa faiblesse extrême l'a obligé à adopter une nouvelle politique basée sur l'inviolabilité des traités. La pression continue des ministres étrangers à la capitale y a beaucoup contribué et a su arracher à l'esprit conservateur de la Cour le minimum de garanties indispensables au commerce et à la sécurité des nationaux européens.

Après un coup d'œil d'ensemble sur la situation de l'Empire chinois pendant la période envisagée, nous passerons en revue les événements saillants qui se sont produits au cours de ces dix années.

TITRE I. — Situation de l'Empire chinois — Directives politiques.

En 1860, l'Empire chinois traversait une des heures les plus sombres de son histoire. Ses armées à organisation archaïque venaient d'être battues par les Alliés ; sa flotte n'exis-

taient pas et ses finances étaient dans le plus triste état. D'autre part, l'anarchie était à son comble dans tout le pays : les Taï-Ping (longs cheveux) qui poursuivaient le renversement de la dynastie manchoue occupaient Nanking et mettaient en coupe réglée les provinces du Kiang ; les musulmans du Yunann étaient en révolte et ceux du Kan-Sou et des Tien-Chan brûlaient de les imiter ; le Chang-Toung enfin était ravagé par des bandes de pirates, les « Nien Fei », que les mandarins, faute de forces suffisantes, ne pouvaient réduire à la raison. Le pays, en pleine décrépitude, avait à sa tête un Empereur, *Hien-Foung*, absolument incapable et irréductiblement hostile aux Européens.

Le pays courait aux abîmes et les jours de la dynastie manchoue paraissaient comptés. Mais un homme, le *Prince Koung*, frère de l'Empereur, qui avait assumé la réalité du pouvoir au moment de l'approche des Alliés de la capitale, devait rétablir la situation.

Le prince *Koung* eut, dès le début de sa prise de possession du pouvoir, une vision nette des intérêts réels de son pays. Il comprit qu'il était urgent, pour sauver la dynastie, d'apaiser les Européens et de détourner le péril intérieur constitué par les rébellions aggravées pendant les guerres contre les Alliés. Par les Conventions de Pékin de 1860 il réalisa la première partie de sa tâche. Il se tourna alors résolument du côté des rebelles, en vue d'extirper la révolte. Pour ce faire, le concours des Européens lui parut indispensable. La supériorité de leurs méthodes ayant été clairement démontrée par les deux expéditions qu'ils avaient entreprises contre la Chine, le *Prince Koung* n'hésita pas à y faire appel pour son œuvre de relèvement du pays et de réorganisation de l'armée, de la flotte et du service des Douanes qui fournissait à l'Empire le plus clair de ses revenus.

Mais si le *Prince Koung* recourait ainsi aux Européens, il serait osé de conclure que sa sympathie leur était acquise. Cet homme d'Etat, en effet, ne s'était pas dépouillé des préventions que les Célestes entretenaient, depuis le début de leur histoire, contre les peuples de races différentes ; mais les circonstances étaient telles qu'elles lui imposaient de cacher ses vrais sentiments, en attendant le jour prochain, espérait-

il, où la Chine serait assez forte pour se passer du concours étranger et rejeter les Européens à la mer.

Jusqu'alors il convenait de leur faire bonne figure, de respecter les traités signés, en évitant toutefois de laisser les étrangers s'implanter trop profondément dans le pays, de façon à ne pas compromettre le succès du plan de délivrance prochaine qui était dans l'arrière-pensée du Gouvernement chinois. Telle est schématiquement esquissée toute la politique de ce Gouvernement pendant la période que nous étudions. Les faits que nous examinerons au cours de ce chapitre la mettront en évidence.

Nous savons qu'antérieurement à 1860 la Cour de Pékin ignorait officiellement les gouvernements étrangers. Ceux-ci étaient juridiquement considérés comme des tributaires, et, partant, il n'était point concevable pour les Chinois que l'on pût entretenir avec eux des relations autres que celles de suzerain à vassaux. Leurs demandes étaient considérées comme de respectueuses suppliques, leurs présents comme des tributs et les guerres qu'ils faisaient à la Chine comme des rébellions repréhensibles contre l'autorité universelle et légitime de l'Empereur. Aussi, il n'existait à Pékin aucun organe central ayant dans son ressort les relations avec « les Barbares ». Les affaires les concernant étaient laissées soit à la discrétion des vice-rois des provinces maritimes (1), soit à la compétence du Li-Fan-Yuen, manière d'office colonial, en ce qui concernait la Russie. Les traités de Tien-Tsin avaient apporté une grande amélioration à cette situation par le droit reconnu aux agents diplomatiques étrangers de se rendre à la Capitale pour traiter les affaires importantes. Mais quand ils furent autorisés à y demeurer de façon permanente et que leurs contacts avec le gouvernement impérial devaient être fréquents, et pour ainsi dire quotidiens, il était nécessaire de créer un organe central pour connaître des relations avec les Puissances étrangères. C'eût été là, du reste, un acte de bonne politique qui aurait convaincu les Ministres étrangers des nouvelles dispositions amicales du Gouvernement chinois. Ces considérations ame-

(1) Mais, comme, en pratique, les étrangers n'avaient guère à faire qu'à Canton, c'est le vice-roi de cette ville qui traitait les questions les intéressant. Ce fonctionnaire avait également dans sa compétence les affaires concernant le pays tributaire d'Annam.

nèrent le *Prince Koung* à créer, le 19 janvier 1861, un ministère des Affaires étrangères (Tsoung-li-Yamen), composé de plusieurs membres, sous la présidence du *Prince Koung* lui-même.

Cette innovation fut bientôt suivie par l'installation des Légations à Pékin, qui eut lieu le 25 mars pour la France, le 26 mars pour l'Angleterre et le 8 juillet pour la Russie ; quant au ministre des Etats-Unis il ne devait s'installer à la capitale que dans le courant du mois d'août 1862.

Fidèle au programme qu'il s'était tracé le *Prince Koung* entreprit la pacification du pays, parallèlement à la réorganisation de l'armée, à la création de la flotte et à la refonte des Douanes. Dans ces diverses entreprises, les Européens lui prêtèrent un précieux appui.

A. *Pacification du pays.* — Il n'entre pas dans notre plan de décrire longuement l'historique des rébellions qui désolaient la Chine à l'époque. Il nous suffira d'indiquer que deux grands mouvements insurrectionnels, celui des Taï-Ping et celui des musulmans prenaient une extension croissante et risquaient d'engloutir la dynastie mandchoue. Le premier de ces deux mouvements commencé en 1854 prit fin en 1864 par la prise de Nankin et le massacre de cent mille rebelles (1). Les troupes impériales furent secondées dans la répression de cette révolte par des officiers anglais et français qui organisèrent des corps mixtes composés de Chinois et d'Européens et dont l'intervention dans la lutte fut décisive. La répression de la révolte des musulmans, à laquelle les corps mixtes prirent également une part active, était achevée dans le Yunnan vers 1870 ; mais le foyer du Turkestan chinois était encore en pleine effervescence à cette époque et il fallut encore plusieurs années au Gouvernement pour en venir à bout. Dans cette partie de l'Empire les choses se compliquaient par le fait du voisinage de la Russie, dont les intérêts se trouvaient menacés par les troubles survenus dans le pays limitrophe. Des difficultés surgirent entre les deux Etats et peu s'en fallut que la guerre n'éclatât. Nous reviendrons sur ces incidents sino-russes dans le chapitre suivant ; nous ne faisons ici que les mentionner.

A ces deux grandes rébellions il faut ajouter les ravages causés dans plusieurs provinces, le Chantoung particulièrement, par des bandes de pirates appelés Nien-Fei. Là encore, des

(1) L. WIERGER, S. J. — Textes historiques, p. 2117.

officiers européens organisèrent les troupes chinoises chargées de les réduire. Après 1854 le gouvernement tenta contre eux un grand effort qui, vers 1870, fut couronné de succès par la dispersion des bandes malfaisantes.

En somme, on peut dire qu'en 1870 les grandes rébellions qui avaient fait courir de sérieux dangers à la dynastie mandchoue étaient maîtrisées et que le pays était purgé des pirates dont il ne restait plus que quelques bandes isolées et peu importantes.

Comme nous venons de l'indiquer succinctement, les Européens, les Anglais et les Français principalement, furent à cette occasion d'un utile secours aux troupes impériales, soit qu'ils les aient organisées, soient qu'ils les aient encadrées et menées au combat (1) ; mais quoique l'instinct civilisateur et le désir de sauver la dynastie aient, dans la plupart des cas, seuls guidé la conduite des Européens dans ces circonstances, la dynastie mandchoue ne leur en avait aucune reconnaissance et leur eût réservé un sort pareil à celui des rebelles massacrés par milliers, si elle n'avait eu à la fois conscience de leur force et de sa faiblesse.

B. Réorganisation militaire. — Outre les camps d'instruction, où sous la direction d'officiers européens les troupes chinoises s'initiaient aux perfectionnements des méthodes de guerre, il fut créé deux arsenaux pour la fabrication d'armes, de munitions et les constructions navales. Par suite de difficultés d'ordre intérieur, les camps d'instruction eurent une durée éphémère. Le dernier et le plus important, celui de Chang-Haï, dirigé par les Anglais, fut disloqué en 1873. Néanmoins ils avaient rendu de grands services en donnant une instruction technique suffisante aux contingents chinois envoyés contre les rebelles.

Les deux arsenaux créés en 1865 (arsenal du Kiang-Nan) et en 1866 (arsenal de Fou-Tchéou) existent encore et n'ont cessé de prospérer. Le premier a été établi avec la collaboration des Américains, le second avec celle d'officiers français. Celui-ci, de beaucoup plus important, « est spécialement un ensemble « de chantiers et d'ateliers affectés à des constructions navales « et ayant, comme annexe, une usine métallurgique construite

(1) Pour tout ce qui concerne les rébellions, voir HENRI CORDIER, *Histoire des relations de la Chine*, tome I, p. 168 à 246.

« pour le laminage du fer en barres et en tôles. Le but qu'on a eu en vue en le créant a été de fournir aux Chinois une marine de guerre et de transport, de leur instruire des sujets capables de construire et de conduire ces navires et enfin de tirer parti des richesses métalliques, notamment celles de fer, que possède la province de Fo-Kien » (1).

Comme on le voit l'arsenal de *Fou-Tchéou* est une école pour les jeunes Chinois autant qu'un atelier de construction. Pour compléter l'éducation donnée aux élèves, des missions d'instruction furent organisées en Europe. La première arriva en France en 1877, et ses membres furent répartis entre les grandes usines métallurgiques et écoles professionnelles françaises.

Avant l'établissement des arsenaux, le *prince Koung* se rendant compte de la lacune que constituait l'absence d'une flotte de guerre pour la défense de l'empire, voulut en créer une dans le plus bref délai. Aussi, dès 1862, il envoyait en Angleterre *Lay*, sujet anglais et inspecteur général des douanes chinoises, avec mission d'acheter huit navires armés pour le compte du Gouvernement chinois. *Lay* réussit dans ses démarches, mais le *prince Koung* ayant voulu donner le commandement en chef de la flotte à un de ses compatriotes, au lieu de le confier à un officier anglais, le capitaine *Osborn*, comme il avait été précédemment convenu, les contrats passés par *Lay* furent annulés et les huit navires renvoyés en Angleterre à la fin de l'année 1863.

C. *Réorganisation du service des Douanes.* — En 1854, les rebelles ayant occupé la ville de Chang-Haï, les fonctionnaires impériaux des douanes abandonnèrent leur poste. Il ne se trouvait dès lors plus aucune institution qualifiée pour percevoir les prix de douanes sur les marchandises importées. Après de laborieux pourparlers avec le Tao-Taï (Préfet) de Chang-Haï, les consuls étrangers conclurent avec celui-ci, en 1854, un arrangement aux termes duquel les droits de douanes seraient perçus par des fonctionnaires européens sous le contrôle des représentants des trois Puissances à traités, c'est-à-dire la France, l'Angleterre et les Etats-Unis. La nouvelle douane commença à fonctionner le 13 juillet 1854. Cette expérience ayant démontré mathématiquement au Gouvernement

(1) PROSPER GIGUEL. — *L'arsenal de Fou-Tchéou; ses résultats*, p. I.

chinois combien ses fonctionnaires le volaient, il se décida à appliquer le même système à Canton, en octobre 1859. Le *prince Koung* le généralisa et l'étendit à tous les ports ouverts, de sorte qu'à la fin de l'année 1864 il y avait quatorze bureaux de douanes ouverts et administrés par les Européens.

Il est bon de savoir que les recettes provenant de la perception des droits de douanes constituaient, alors comme aujourd'hui, la principale source de revenus du gouvernement chinois. En 1899 elles atteignaient déjà plus de 100 millions et depuis elles n'ont cessé de s'accroître. Notons aussi que les recettes des douanes ont servi de garantie à la plupart des emprunts contractés dans la suite par le gouvernement chinois.

TITRE II. — Relations avec les Puissances signataires des traités de Tien-Tsin.

La politique suivie par les quatre Puissances signataires des traités de Tien-Tsin de 1858 pendant la période que nous étudions fut d'obtenir de la nation chinoise le respect des clauses qu'ils renfermaient. La France, l'Angleterre et les Etats-Unis exercèrent leurs efforts du côté des concessions dans les ports ouverts, les avantages commerciaux et la protection de leurs nationaux. La France assumait en outre la protection des chrétiens et le règlement des incidents nombreux survenus à leur sujet avec les autorités chinoises. Quant à la Russie, elle se préoccupa surtout de protéger et d'élargir sa frontière asiatique, ainsi que de développer son commerce dans le Nord de la Chine et en Mandchourie où elle rêvait de s'installer.

Notons, dès le début de cette étude, que le Gouvernement chinois sut souvent profiter de l'opposition d'intérêts entre les diverses Puissances quant aux avantages commerciaux pour réduire ses concessions au strict minimum. Celles-ci ne furent obtenues qu'après de sérieuses difficultés occasionnées par le mauvais vouloir du Gouvernement chinois, qui ne se résolvait à donner satisfaction aux demandes des ministres étrangers qu'à la dernière extrémité et aussi, il faut l'avouer, par les visées ambitieuses de l'Angleterre qui rêvait d'établir son hégémonie commerciale dans l'Empire chinois. Nous examine-

rons successivement dans des paragraphes distincts les faits importants qui ont marqué les relations du Gouvernement chinois avec chacune des quatre Puissances.

Auparavant nous dirons quelques mots des concessions dans les ports ouverts. Qu'entend-on par concession ? Le mot lui-même évoque l'idée de privilège, et en effet elles en constituent un exorbitant au droit des gens. Une concession est une étendue de territoire avoisinant un port ouvert au trafic européen et dont les limites sont fixées de concert entre le consul et les autorités chinoises. Les terrains qui la composent sont loués à perpétuité à la nation étrangère moyennant le paiement d'une indemnité. Le caractère du contrat est évident. C'est un bail et par suite la propriété du sol demeure toujours aux ayants-droit primitifs. Le Gouvernement chinois veille d'ailleurs à ce que la clause « Long Tsou » (location perpétuelle) soit inscrite dans tous les contrats de concessions.

Mais, et c'est là ce qui constitue une particularité *sui generis*, le territoire ainsi loué aux Européens jouit de l'extraterritorialité la plus absolue. Ceux-ci en règlent l'administration et le développement en toute indépendance, sans que l'autorité chinoise puisse y apporter un trouble de n'importe quelle nature.

En principe les concessions européennes sont voisines les unes des autres dans la même ville ; mais dans la plupart des cas elles conservent chacune leur autonomie et sont administrées par des corps composés de notables sous la haute direction du Consul.

Les premières concessions paraissent avoir été accordées à Chang-Haï, en 1846, aux Anglais, en exécution du traité de Nankin ; les Français obtinrent la leur dans la même ville la même année et les Américains en 1848. Depuis, les concessions n'ont cessé de se multiplier et on en compte aujourd'hui dans plus de 50 ports.

On comprend aisément qu'avec la mentalité que nous connaissons aux Chinois il ne devait pas toujours être facile aux Européens d'obtenir d'une manière effective dans les ports ouverts les concessions accordées par les traités. Outre ces difficultés tenant au Gouvernement lui-même, il faut ajouter celles dérivant des autorités locales et des particuliers propriétaires du sol. Dans un autre ordre d'idées nous signale-

rons l'opposition que devait rencontrer l'octroi de concessions à d'autres Puissances dans les ports où il y en avait déjà d'établies. L'Angleterre, en particulier, pour éviter la concurrence des commerçants français, s'employa de son mieux pour mettre obstacle en 1863 à la concession française de Tché-Fou.

Mais, malgré les difficultés de toute nature, les diverses Puissances européennes ont réussi par la suite à obtenir toutes, dans quelques ports ouverts, des concessions de terrains pour l'établissement de leurs nationaux.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'Angleterre et le Japon tiennent la tête de ces établissements, suivis de près par les Etats-Unis et l'Allemagne, qui distancent la France, la Russie et les autres nations d'assez loin.

Ces notions succinctes sur les concessions ayant été développées, nous pouvons passer à l'examen des relations de la Chine avec chacune des Puissances, en commençant par notre pays.

Section I. — Relations avec la France.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'octroi des concessions françaises par le Gouvernement chinois. Signalons cependant que, dès le mois de juin 1861, nous nous voyons accorder la concession de Tien-Tsin, bientôt suivie par une convention relative au local affecté à notre Consulat de Canton. En 1863, nous obtenions des concessions à Tché-Fou et à Takou; la première, malgré la vive opposition de l'Angleterre; d'autres concessions nous furent accordées par la suite dans la plupart des ports ouverts.

Notre attention sera surtout retenue par les négociations relatives aux missions catholiques, l'expédition de Corée de 1866 et le massacre de Tien-Tsin qui faillit amener un nouveau conflit entre la France et la Chine.

A. Les Missions Catholiques — Convention Berthémy.
— La tradition reconnaissait à la France, depuis la mission de Jésuites envoyée à Pékin par *Louis XIV*, un droit de protection sur les missionnaires. Si la Russie et l'Angleterre s'étaient maintenues en Chine par la force et le commerce, la France devait surtout le prestige dont elle jouissait à la Cour de Pékin, à l'intérêt qu'elle portait au christianisme. Ce droit de protection fut officiellement reconnu en 1844 (Traité de Whampoa, art. 22) par l'autorisation accordée aux Français

de construire, dans les ports ouverts, des églises qui seraient protégées contre les attentats des Chinois par les autorités et les lois du pays. De plus, à la même époque, le ministre français, *M. de Lagrené*, grâce à son influence personnelle sur l'un des deux plénipotentiaires Chinois, sut en obtenir un rapport favorable aux chrétiens, qui leur valut un édit impérial du 28 décembre 1844 tolérant leur religion et arrêtant les persécutions.

Nous avons vu précédemment que l'art. 13 du traité de Tien-Tsin établissait la liberté de culte pour les chrétiens et accordait aux missionnaires la liberté de propagande à l'intérieur du pays sous la seule réserve qu'ils aient satisfait aux obligations concernant les passeports et décrites dans l'article 8 du même traité.

L'art. 6 de la Convention de Pékin du 25 octobre 1860 stipulait enfin que « les établissements religieux et de bienfaisance, qui ont été confisqués aux chrétiens pendant les persécutions dont ils ont été les victimes, seront rendus à leurs propriétaires par l'entremise de S. E. le Ministre de France en Chine, auquel le Gouvernement Impérial les fera délivrer, avec les cimetières et les autres édifices qui en dépendaient ».

L'application littérale de cette clause était pratiquement impossible. Elle aurait, en effet, causé un bouleversement général du cadastre chinois et aurait de plus nécessité des recherches très longues pour découvrir les établissements, qui, depuis le commencement des persécutions, au XVIII^e siècle, avaient été confisqués aux chrétiens. Aussi le ministre de France, *M. Berthémy*, successeur de *M. de Bourboulon*, ne songea-t-il pas à réclamer au Gouvernement chinois la stricte exécution de l'art. 6 de la Convention de Pékin. Il prit pour tâche de sauvegarder nos intérêts légitimes tout en s'efforçant d'éviter que d'inutiles froissements ne vinssent porter ombrage à nos relations avec les Chinois. Dans ce but, le ministre de France employa ses efforts en vue d'obtenir non la restitution des anciens établissements, mais des facilités pour en bâtir de nouveaux. Ces négociations furent couronnées de succès en 1865, et aboutirent à la promulgation d'un édit impérial, dont les principales clauses sont contenues dans une lettre que le Tsoung-Li-Yamen adressait, le 20 février 1865, au ministre de

France. Cette lettre est généralement qualifiée de « Convention Berthémy » du nom du ministre à qui elle était adressée. Le Tsoung-Li-Yamen faisait savoir au ministre de France que « à l'avenir, si les missionnaires français vont acheter des « terrains ou des maisons dans l'intérieur du pays, le vendeur — tel ou tel (son nom) — devra spécifier, dans la rédaction de l'acte de vente, que sa propriété a été vendue « pour faire partie des biens collectifs de la mission catholique, « de la localité. Il sera inutile d'y inscrire les noms des missionnaires ou des chrétiens ». De cette façon, la mission catholique considérée comme personne morale devenait seule propriétaire des biens achetés; les contrats de vente se trouveraient ainsi facilités parce que ce n'était plus des missionnaires, des étrangers, qui deviendraient propriétaires d'une partie du sol chinois, mais bien une association où les sujets chinois étaient en majorité, la mission étant constituée par l'ensemble des missionnaires et des fidèles indigènes.

Mais une circulaire officielle secrète ayant ensuite prescrit aux mandarins de s'assurer par une sorte d'enquête *de commodo et incommodo* des avantages et des inconvénients des achats de terrains par les missions catholiques, la fondation de nouveaux établissements devint très difficile, les mandarins hostiles aux chrétiens profitant de l'enquête pour terroriser le vendeur et mettre l'embargo sur ses biens. De nouvelles négociations devaient être entreprises par les successeurs de M. Berthémy pour remédier à cet état de choses. Elles aboutirent le 14 avril 1895, date où fut envoyée aux vice-rois et gouverneurs de provinces une lettre circulaire, dont nous extrayons ce passage, qui mettait fin aux difficultés que rencontraient les missionnaires pour l'achat de nouveaux terrains : « Le vendeur n'aura ni à aviser les autorités locales de « son intention de vendre, ni à demander au préalable leur « autorisation. »

B. *L'Expédition de Corée.* — Dans le courant du mois de mars 1866, onze missionnaires français qui évangélisaient la Corée furent mis à mort sur l'ordre du Gouvernement coréen. Après que notre ministre à Pékin, M. de Bellonet, se fut assuré que le Gouvernement chinois, auquel la Corée était rattachée depuis longtemps par des liens de vassalité, renonçait à se prévaloir de ses droits et à assumer la responsabilité

de l'outrage fait à nos nationaux, une expédition fut décidée pour obtenir réparation de ces massacres. Elle fut confiée à l'*Amiral Roze* et échoua complètement. Les navires français durent rejoindre leurs bases sans avoir obtenu d'autre résultat que la destruction de Kang-Hoa.

L'échec de cette expédition devait se répercuter fâcheusement sur l'attitude du Gouvernement chinois à l'égard de la France, dont les ministres ne jouirent plus que d'une autorité limitée à la Cour de Pékin. Les incidents nombreux qui précédèrent le massacre de Tien-Tsin révèlent le peu d'empressement apporté par le Gouvernement chinois à éviter les coups dans les relations qu'il entretenait avec notre pays. Ceci était dû pour beaucoup à l'échec de l'expédition de 1866 et aussi, il faut l'avouer, à l'inertie de notre Gouvernement, qui, le 10 septembre 1869, adressait à notre ministre à Pékin cette dépêche qui était tout un programme : « Je ne vois pas la nécessité d'engager pour le moment l'affaire des lettres de créance (1). En ce qui concerne la Corée, renfermez-vous dans une attitude d'abstention complète. Quant à la protection de nos nationaux évitez avec soin tout ce qui pourrait créer des complications. » C'était, en agissant ainsi, rendre leur tâche difficile à nos ministres, dont les doléances n'avaient de chances d'être admises que si le gouvernement chinois était convaincu que nous serions prêts à les appuyer par la force. Cette politique si peu conforme à la mentalité chinoise eut son épilogue dans le courant de l'année 1870, avec le massacre de Tien-Tsin.

C. *Massacre de Tien-Tsin.* — Le massacre de Tien-Tsin avait été précédé par de multiples affaires religieuses surgies dans toutes les provinces de la Chine et dont voici les principales :

1^o Affaires de Kouang-Toung. — En octobre 1868 un missionnaire, *M. Verchère*, était arrêté ; en août 1868 un autre missionnaire faillit être assassiné ; le 24 décembre 1868, dans le district de Louéi-tchéou, l'*abbé Delavay* était blessé, sa chapelle détruite et des chrétiens massacrés. Au mois de juillet 1869, enfin, une chrétienne était torturée sous prétexte qu'elle exerçait la magie sur de jeunes enfants, leur arra-

(1) Le prince KOUNG, sous prétexte que l'Empereur était encore mineur, s'était toujours refusé à faire accorder une audience aux ministres étrangers pour la remise de leurs lettres de créance. Cette solennité n'eut lieu que le 20 juin 1873.

chant les yeux, la moelle des os, « même l'âme » pour en faire des remèdes (1).

2^o Affaire du Se-tchouen. — Les abbés *Mabileau* et *Rigaud* furent massacrés l'un, le 29 août 1865, l'autre, le 2 janvier 1869. Ce second meurtre fut accompagné de troubles sérieux dans le département de Yéou-yang-tchéou, au cours desquels de nombreux chrétiens furent massacrés et leurs maisons incendiées (2).

3^o Affaire de Kouéi-tchéou. — Le 14 juin 1869, destruction des établissements chrétiens de Tuen-y-fou et arrestation de l'abbé *Gilles*, qui succombait quelques jours après aux mauvais traitements (3).

4^o Affaire du Chan-si. — Le gérant de l'ambassade de France, *M. de Rochechouart*, s'étant rendu dans le Chan-si pour y visiter une mission de franciscains, faillit être assassiné au cours de son voyage (1869) (4).

5^o Affaire du Hounan. — Une proclamation était mise en circulation dans cette province au mois de septembre 1869 dans le but d'exciter la population contre les étrangers et les chrétiens (5).

6^o Affaire du Kiang-nang. — Pillage des demeures des missionnaires de Ngan-king et de Kien-tée (novembre 1869) (6).

Afin de régler ces diverses questions, le chargé d'affaires de France, *M. de Rochechouart*, décida de se rendre lui-même sur les lieux. Il quitta donc Pékin dans le courant du mois de novembre 1869 et arriva à Chang-Haï le 1^{er} décembre. De là il remonta le cours du Fleuve Bleu accompagné de quatre vaisseaux de guerre. Quelques jours après il était à Nanking où il obtenait satisfaction des autorités de la ville, ainsi qu'une proclamation du vice-roi des deux Kiang, destinée à être affichée dans les principales villes et exhortant les populations au respect des chrétiens sous menace de peines sévères (7).

Ceci fait, *M. de Rochechouart* poursuivit sa route dans le but de remonter le Fleuve Bleu jusqu'à la province de Set-

(1) HENRI CORDIER, déjà cité, I, p. 329.

(2) id. p. 335.

(3) id. p. 331.

(4) id. p. 340.

(5) id. p. 336.

(6) id. p. 341.

(7) Voir le texte intéressant de cette proclamation dans HENRI CORDIER, déjà cité, t. I, p. 342 et suivantes.

chouen ; mais arrivé à Hankeou il reçut une lettre du vice-roi des deux Hou affirmant que les affaires du Setchouen avaient été réglées grâce à nos consuls. Dès lors, notre ministre ne poursuivit pas son voyage et remonta à Pékin par la voie du Honan et du Chan-Si. Mais, selon la coutume, les fonctionnaires chinois, ceux de Ngan-King en particulier, ne se hâtèrent pas, une fois que le ministre était parti, ainsi que les vaisseaux de guerre qui l'accompagnaient, d'exécuter les promesses qu'ils lui avaient faites quant à l'indemnisation des victimes et la restauration des immeubles détruits. La corvette française « Le Coetlogon » devait être envoyée quelques mois après (mars 1870) jusque devant Ngan-King, pour rappeler leurs promesses aux mandarins qui s'exécutèrent enfin, sous la menace des canons.

Ces incidents que nous venons d'énumérer donnent une idée de l'état d'esprit général en Chine à l'époque. Les populations, souvent encouragées par leurs mandarins, traduisaient par des actes les sentiments secrets de la Cour, à l'égard des Européens et des chrétiens considérés comme leurs satellites. Les missionnaires, en particulier, étaient en butte à toutes sortes de vexations et d'outrages, parce qu'on les accusait de préparer l'occupation du pays par les étrangers. Pour mieux surexciter les passions populaires et ameuter l'opinion contre eux et les chrétiens, on faisait courir sur leur compte toutes sortes de légendes que la simplicité populaire accueillait avec faveur. On les accusait principalement de voler les enfants pour les torturer et de se livrer à des pratiques de sorcellerie pour attirer les malheurs sur les Chinois. Le placard du Hounan que nous signalons plus haut est un recueil suggestif des crimes dont on chargeait les chrétiens. Citons-en le dernier article, qui résume les griefs que les populations nourrissaient contre eux et tous les étrangers en général. L'auteur anonyme s'exprime ainsi : « Les « barbares pervers, vagabonds, religieux, faisant du commerce sous la protection des traités, s'échappent par fraude « aux autorités impériales. Ils ne peuvent pas être examinés « aux passes et aux barrières ni arrêtés par les mandarins, « quoique au fond de leurs misérables cœurs ils soient vraiment avec les bandits sans loi. Ceux qui sont engagés pour « répandre la religion dans toutes les directions sont les espions « de ces voleurs (1) ».

(1) Placard du HOUNAN de septembre 1866. (HENRI CORDIER, déjà cité, I, p. 340.)

Il est certain qu'une telle propagande, sur laquelle les autorités fermaient les yeux et que le gouvernement ne désapprouvait que contraint et forcé, ne devait pas tarder à amener l'explosion de la colère populaire contre les étrangers. Un des principaux meneurs, *Tchen-Kouojouei*, qui haïssait les Européens à mort, avait préparé le massacre des chrétiens de Nanking pour le 11 juin 1870. Mais la fermeté du vice-roi *Ma Sin-Yi*, qui devait payer de sa vie son intervention contre les projets de *Tchen*, fit avorter le complot. *Tchen-Kouojouei* partit alors pour Tien-Tsin, où le 21 juin 1870 éclata une émeute au cours de laquelle l'église et le consulat français furent incendiés et vingt et un Européens massacrés, parmi lesquels le consul de France, *M. Fontanier*, le chancelier *M. Simon* et l'interprète *M. Thomassin*.

Les troubles localisés dans la concession française se seraient sans doute étendus aux autres concessions européennes de la ville si des secours n'avaient été envoyés en toute hâte pour tenir les Chinois en respect.

Les vrais instigateurs de ces massacres furent, avec *Tchen*, les deux fonctionnaires locaux, le Tché-fou *Tchang-Kouang Tsao* et le Tché-Hien *Liéou-Tié*. Nous verrons par la suite que le gouvernement ne sévit que mollement contre eux, se contentant de punir quelques comparses secondaires pour donner satisfaction aux Européens.

Dès que la nouvelle des événements de Tien-Tsin parvint à la capitale, les ministres étrangers adressèrent au prince *Koung* une note collective (24 juin 1870), dont l'allure quelque peu comminatoire provoqua un édit impérial (28 juin 1870) qui admettait la culpabilité du Tché-Fou et du Tché-Hien et chargeait d'une enquête le vice-roi du Tché-li, *Tseng Kouo Fan*. Celui-ci arriva à Tien-Tsin le 8 juillet 1870. Son premier acte fut de suspendre de leurs fonctions les deux mandarins coupables, puis il commença son enquête qui se termina par un rapport à la suite duquel les deux mandarins furent dégradés et exilés, vingt Chinois condamnés à mort et vingt-cinq autres exilés. Il était accordé 250.000 taëls d'indemnités au ministre de France pour les familles des victimes et la restauration des établissements détruits. De plus, le Gouvernement chinois désignait *Tchoung-Héou* pour porter en France ses excuses officielles pour le massacre de Tien-Tsin. Ces diverses

mesures sont contenues dans plusieurs décrets datés du 15 octobre 1870.

En somme, on peut dire que dans cette affaire, la France n'obtenait satisfaction qu'à demi. Notre ministre, *M. de Rochechouart*, appuyé par ses collègues du Corps diplomatique, avait réclamé la mise à mort des trois meneurs, le Tché-Fou, le Tché-Hien et *Tchen Kouojouei*. Ce dernier fut mis hors de cause par le *Prince Koung* ; quant aux deux autres ils perdaient leurs charges. Le châtiment aurait dû être plus complet. Ce fut un échec que de ne pouvoir l'obtenir.

Nous avons vu, au cours de cette brève étude, que la situation de nos ministres en Chine avait été des plus délicates. Les affaires religieuses avaient absorbé le meilleur de leur activité pendant les dix premières années de leur séjour à la capitale ; néanmoins, nos postes consulaires s'étaient multipliés, nos établissements commerciaux développés, mais à ce point de vue l'Angleterre et les Etats-Unis surent accroître dans une toute autre mesure la large part d'influence qu'ils exerçaient déjà dans l'Empire Chinois.

Avant d'examiner la politique de ces deux nations, nous dirons quelques mots de l'Ambassade de *Tchoung-Heou*. Il était chargé de présenter les excuses de son Gouvernement à la France et de négocier en outre au sujet des missionnaires un projet de règlement en 8 articles destiné à remplacer l'article 13 du traité de Tien-Tsin. Les négociations n'aboutirent pas sur ce point ; le Gouvernement français, appuyé par les Gouvernements étrangers, s'étant montré absolument réfractaire à voir modifier dans un sens rétrograde, comme le proposait le *Prince Koung*, la situation faite aux missionnaires. Il fut question aussi entre *Tchoung* et notre Gouvernement de l'audience impériale que les ministres à Pékin n'avaient encore pu obtenir. Le principe en fut admis et elle ne devait pas tarder à devenir un fait accompli. Nous nous contentons d'indiquer ces points : situation des missionnaires et audience impériale. Nous y reviendrons plus longuement au cours des pages suivantes.

Section II. — Relations avec l'Angleterre.

Le commerce anglais en Chine acquit bientôt une grande extension. Les ministres anglais à la capitale s'employèrent avec efficacité à lui obtenir des facilités propres à lui permettre d'atteindre un grand développement. Pour donner une idée de l'importance qu'il avait, signalons que le budget anglais de l'année 1865-1866 prévoyait l'établissement de 14 postes consulaires en Chine, sans compter Pékin. De plus, le gouvernement anglais avait créé à Chang-Haï, par un ordre en Conseil du 9 mars 1865, une Cour suprême pour la juridiction en Chine et au Japon. C'est dire à quel point s'était développée la pénétration anglaise dans l'Empire du Milieu. Celle-ci était favorisée par le voisinage de la Compagnie anglaise de l'Hindoustan et par l'établissement des Anglais, à Rangoon et dans le Pégou, dans le courant de l'année 1852.

Notons aussi que, dès 1861, l'Angleterre avait essayé de mettre la main sur les Douanes chinoises, ce qui lui aurait valu une influence très grande sur toutes les côtes de l'Empire. Ce dessein échoua, mais l'administration supérieure des Douanes fut confiée à un haut fonctionnaire anglais et à un personnel en grande partie britannique.

Pendant la période de 1861 et 1871 les principaux faits marquants à retenir dans les relations sino-britanniques sont le règlement des incidents causés par les attentats dirigés contre les missions protestantes anglaises et les négociations relatives à la révision du traité de Tien-Tsin qui ont abouti à la signature de la Convention *Alcock* du 23 octobre 1869.

A *Les missions protestantes*. — Contrairement aux missions catholiques, les missions protestantes sont d'origine assez récente. Il semble que le premier de leurs établissements ait été fondé à Canton par la « London Missionary Society », dans le courant de l'année 1808. Cet exemple fut bientôt suivi par de nombreuses sociétés anglaises : la « British and Foreign Bible Society », la « Church of England Missionary Society » et la « China Inland Mission ». Celle-ci ne commença ses opérations en Chine qu'en 1862, mais elle supplanta toutes les autres et elle acquit bientôt un grand développement. A ces missions anglaises il convient d'ajouter les établissements

de la société hollandaise, « *Nederlandoshe Zendelingge nootschap* », dont le premier fut créé en 1827, et ceux de la Société américaine, « *American Board of commissioners for Foreign missions* », dont le premier date de 1830.

Comme les missionnaires catholiques, les missionnaires protestants furent en butte à l'hostilité des mandarins et de la populace due tant à leur qualité de barbares qu'aux bruits tendancieux que l'on entretenait dans les masses du peuple au sujet des pratiques de leur religion. Les principaux incidents réglés par la voie diplomatique furent ceux de Yang-Tchéou, de Taïwan et de Fou-Tchéou. Voici quelques détails sur chacun d'eux, que nous empruntons à l'ouvrage déjà cité de M. Henri Cordier (1) :

1^o Affaire de Yang-Tchéou : — Au mois de juin 1868, le Rév. *Hudson Taylor* fonda un établissement de sa mission « *La China Inland Mission* » à Yang Tchéou. Les Lettrés de la localité croyant avoir affaire à des catholiques venus de Tien-Tsin décidèrent la destruction de la mission. Leur propagande amena la populace à piller et à incendier l'établissement protestant le 22 août 1868. Après des pourparlers qui durèrent jusqu'au mois de novembre, le consul anglais de Chang Haï finit par obtenir, — grâce à la présence d'un navire de guerre devant Nanking, — une indemnité de 2. 000 taëls.

2^o Affaire de Taïwan — Au commencement d'avril 1868, les chapelles catholiques et protestantes que la « *Presbyterian Mission Church* » avait établies à Taïwan, furent détruites. A la même époque une maison de commerce anglaise *Ellis et Co* ayant acheté pour six mille piastres de camphre, se voyait confisquer sa marchandise sous prétexte qu'elle était propriété impériale. Au mois de juin, un agent européen d'une maison anglaise *Tait et Co* était poignardé. Le Tao Taï de Taïwan, non content de rejeter les réclamations des consuls, leur annonçait qu'il allait user de plus de rigueur à l'égard des Européens. Cette attitude menaçante décida le consul anglais à faire occuper par les équipages des navires de guerre le Fort Zélandia et la ville d'Amping, port de Taï-Wan-Fou (21 novembre 1868), ce qui amena les Chinois à composition. Des indem-

(1) Henri CORDIER, déjà cité, I, p. 227 et suivantes.

nités furent accordées aux missionnaires et aux commerçants lésés.

3^e Affaire de Fou-Tchéou : — Dans le courant de l'année 1869 un missionnaire anglais ayant acheté un terrain à Fou-Tchéou, la populace, excitée par les Lettrés, voulut l'empêcher d'en prendre possession. Mais là encore l'énergie du consul anglais sut aplanir l'incident. L'inévitable gun-boat, « Le Janus » en la circonstance, vint mouiller dans la baie de Fou-Tchéou, ce qui facilita grandement les négociations du consul et permit au missionnaire de jouir de son bien.

Notons enfin que des incidents nombreux surgissaient sur tous les points de l'Empire, lorsque des missionnaires anglais voulaient acheter des terrains pour y bâtir leurs établissements. Ces difficultés auraient été plus aisées à surmonter, si les Anglais s'étaient occupés d'obtenir une Convention analogue à la Convention *Berthémy*, mais la diplomatie britannique, appuyée par les forces navales qui stationnaient dans les mers de Chine, a concentré ses efforts plutôt vers le développement du commerce national en Chine que vers la pénétration religieuse dans le pays. Les missionnaires jouissaient du droit commun et ils trouvaient toujours la protection des consuls et des navires de guerre lorsque leurs droits étaient lésés.

B. *Convention Alcock*. — L'article 27 du traité anglais de Tien-Tsin était ainsi conçu : « Il est convenu que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes peut demander une nouvelle révision du Tarif et des articles commerciaux de ce Traité au bout de dix ans ; mais si aucune demande n'est faite d'une part ou de l'autre dans les six mois à la fin des dix premières années, alors le Tarif restera en force pendant dix années de plus, comptées de la fin des dix années précédentes et il en sera ainsi à la fin de chaque période de dix années. »

L'ambassadeur britannique, *Sir Rutherford Alcock*, fut chargé par son gouvernement d'obtenir, conformément à cet article, une revision avantageuse des articles commerciaux du traité de Tien-Tsin. *Sir Alcock*, voulant s'entourer de toutes les garanties désirables avant d'entamer les négociations, demanda, dès l'année 1868, aux résidents anglais et même étrangers les observations que pouvait leur suggérer le texte à reviser et les améliorations qu'il serait souhaitable d'y apporter. Les Chambres de commerce anglaises établies en Chine, les rési-

dents étrangers, les missionnaires donnèrent au ministre anglais des indications précises sur la voie dans laquelle il devait s'engager dans ses négociations avec le Gouvernement chinois. Ainsi que le rappelle *M. Henri Cordier*, « le principal point signalé à l'attention du ministre anglais par la Chambre de commerce de Chang Haï est l'esprit rétrograde avec lequel le traité de Tien-Tsin est interprété par le Gouvernement Chinois depuis la suppression de la révolte des Taï Ping, et en particulier son article 12, relatif à la résidence à l'intérieur du pays, mais en résumé toute révision du traité devait tendre moins à l'acquisition de nouveaux privilèges qu'à la confirmation et à l'extension de ceux déjà accordés ». C'était là la note générale des réponses fournies à *Sir Alcock*.

Après de longues et difficiles négociations, l'Ambassadeur anglais signa à Pékin avec les plénipotentiaires chinois un traité en 16 articles daté du 23 octobre 1869. A ce traité étaient annexés dix règlements et un tarif douanier. Nous ne l'examinerons que très succinctement en ses principaux points, d'autant plus qu'il ne devait pas être ratifié par le Gouvernement britannique.

Par ce traité, la Chine obtenait le droit de nommer des consuls dans tous les ports des possessions britanniques (art. 2); deux nouveaux ports Wen Tchéou et Wou-Hou étaient ouverts au commerce, tandis que le port de Kioung Tchéou, ouvert en 1858, serait désormais fermé. Les autres articles ont trait aux droits d'entrée et de transit des marchandises.

Dans la conclusion de cet accord, *Sir Alcock* semble avoir été plutôt préoccupé par le souci de maintenir la balance égale entre les deux Etats contractants que par le désir d'assurer des avantages unilatéraux aux nationaux anglais. La clause relative aux consuls chinois souleva particulièrement de vives protestations. Citons celle élevée par *M. Hugh M. Matheson*, Président du Comité des négociants intéressés dans les affaires de Chine, qui s'exprimait ainsi dans un mémoire adressé, le 10 février 1870, au Foreign Office : « Accorder à la Chine la nomination réciproque des Consuls est simplement suivre un principe évident d'usage international et a, par conséquent, beaucoup d'apparence de justice, mais l'idée de faire de telles nominations n'est guère de celles qui seraient venues spontanément à l'esprit d'un indigène et sa réalisation peut être la

« source de maux sérieux... Un consul chinois sera à peine
« acceptable pour nos autorités coloniales et à Hong-Kong plus
« particulièrement, les auteurs de ce mémoire peuvent à peine
« douter que ceux qui sont responsables du gouvernement
« et du bien-être de la colonie pourront montrer péremptoire-
« ment combien cette mesure pourra affecter sa prospérité.
« Un mandarin chinois établi à Hong-Kong ou dans les autres
« colonies comme consul doit probablement moins protéger
« et aider que taquiner ses compatriotes et leur faire payer
« des droits, servi comme il le serait, par le fait que leurs
« parents et leurs relations sont sur le continent et à portée
« des fonctionnaires chinois. »

D'une façon générale, le texte tout entier, sauf pourtant l'article 3 nettement favorable aux Anglais — fut critiqué par les commerçants anglais dont les desiderata avaient été en grande partie négligés par le négociateur. Cette attitude hostile des principaux intéressés fit que le Gouvernement britannique se refusa à ratifier la Convention *Alcock*. Elle n'a donc qu'une valeur documentaire. Le traité de Tien-Tsin continua d'être en vigueur et les efforts de la diplomatie anglaise dans les années suivantes devaient tendre à en obtenir le respect et l'observation dans le sens le plus libéral. Elle fut secondée utilement dans cette tâche par les forces navales importantes que l'Angleterre entretenait en permanence dans les eaux chinoises. Leur concours était précieux aux consuls pour maintenir les mandarins et les populations dans le droit chemin et les agents consulaires britanniques en acquerraient un surcroît d'autorité et un relèvement de prestige dû à la Force qui toujours appuyait leur Droit. C'est la seule considération à laquelle les Chinois soient sensibles et qui puisse leur inspirer le respect des idées de justice et de loyauté qu'il est d'usage de voir cultiver dans les rapports internationaux.

Section III. — Relations avec les Etats-Unis.

Après la conclusion du traité de Tien-Tsin, les Américains virent leur commerce en Chine prospérer rapidement. De nombreuses maisons de commerce s'étaient installées dans les concessions obtenues dans les ports ouverts, les postes consulaires s'étaient multipliés et les rapports commerciaux en-

tre la jeune République américaine et le vieil Empire asiatique ne cessèrent de se resserrer au cours de la période que nous étudions. Celle-ci fut marquée, en ce qui concerne les relations diplomatiques entre les deux Etats, par deux faits importants, la mission *Burlingame* et l'expédition de Corée.

A. *Mission Burlingame*. — Quoique cette mission ait intéressé les relations de la Chine avec la plupart des nations européennes, nous croyons devoir en placer l'étude à cette section, parce qu'elle n'a guère donné de résultats efficaces qu'aux Etats-Unis.

L'origine de la mission est des plus curieuses. *Burlingame*, qui était ambassadeur des Etats-Unis à Pékin, se démit de sa charge le 21 novembre 1867, « dans l'intérêt de son pays et de la civilisation », pour représenter l'Empire chinois auprès des Puissances à traités. Cet événement unique dans les annales de la diplomatie est ainsi présenté par son héros dans une lettre qu'il adressait, le 14 décembre 1867, au secrétaire d'Etat des Affaires étrangères à Washington. « J'étais sur le point de « partir pour les ports à traité de Chine pour m'assurer des « changements que nos concitoyens désiraient être faits dans « les traités, dans le cas où une révision aurait été décidée; « après quoi mon intention était de donner ma démission et « de rentrer. La connaissance de cette intention étant venue « aux Chinois, le *prince Koung* donna un dîner d'adieu au « cours duquel fut exprimé le grand regret de ma résolution « de quitter la Chine et me fut faite une urgente requête que « je veuille comme *Sir Frederick Bruce* (ancien ministre « d'Angleterre) expliquer les difficultés de la Chine et informer les pays à traités de son sincère désir d'être amicale et « progressive. Je promis gaïement de le faire. Pendant la « conversation *Wen Siang*, un homme dirigeant de l'Empire, « me dit : « Pourquoi ne voulez-vous pas nous représenter officiellement ? » Je repoussai cette insinuation en badinant et « la conversation passa à d'autres sujets. Je fus informé ensuite que les Chinois étaient très sérieux, et une demande « me fut faite par *M. Brown*, secrétaire chinois de la Légation « britannique, pour que je recule mon départ de quelques « jours, jusqu'à ce qu'une proposition me fût soumise. »

Cette façon de présenter les choses est quelque peu fantaisiste. Il paraît, au contraire, que le Gouvernement chinois

avait envisagé depuis assez longtemps, peut-être depuis 1865, l'opportunité d'envoyer un représentant en Europe, non pas avec les pouvoirs étendus dont *Burlingame* devait faire état par la suite, mais simplement comme le précisa plus tard *Wen-Siang*, « pour empêcher l'Occident de nous forcer à faire « des télégraphes et des chemins de fer que nous ne voulons « qu'autant qu'ils sont dus à notre initiative ». Le même *Wen Siang* a dit aussi que « M. Burlingame s'est offert et on a « tant insisté que nous avons dû céder ; tout a été décidé en huit « jours ». Par contre, le *prince Koung* s'exprimait ainsi dans une lettre qu'il adressait le 22 novembre 1867 au Dr *Williams*, chargé d'affaires des Etats-Unis, après la démission de *Burlingame*. « Voyant que S. E. *Anson Burlingame*, le dernier « ministre résidant ici de votre honorable contrée, a une telle « connaissance des relations intérieures et extérieures de ce « pays, et moi-même j'ai une confiance et une connaissance si « entière de lui, qu'il m'a semblé faisable pour ce gouverne- « ment d'adopter maintenant les coutumes de ces pays qui ont « envoyé des ministres résidents à celui-ci, et il me sera excès- « sivement agréable de le déléguer comme l'envoyé de S. M. « Impériale à toutes les Puissances qui ont des traités pour « s'occuper et arranger n'importe quelles affaires qui pour- « raient surgir entre elles. »

D'autre part, le décret de nomination était communiqué sous cette forme au ministre de France, le 21 novembre 1867 : « L'envoyé *Burlingame*, qui a montré son caractère conciliant « dans la conduite des affaires et qui connaît les grandes règles « d'après lesquelles se conduisent les rapports internationaux « de la Chine et des pays étrangers, est nommé notre envoyé « spécial auprès des Cours ayant des Conventions avec nous « pour y traiter des affaires ayant un caractère d'intérêt com- « mun entre les Puissances et la Chine. »

Le *Prince Koung*, en portant ce décret à la connaissance du Ministre de France, écrivait « qu'il serait désirable et satisfai- « sant que *Burlingame* représentât la Chine auprès des Pui- « sances qui ont traité avec nous d'après le principe de la « représentation réciproque ».

Cette idée de réciprocité se trouve encore exprimée dans les lettres de créance données à *Burlingame*. « Comme la Chine et « les Nations étrangères, dit ce document, *sont les membres*

« *d'une même famille*, nous désirons cordialement établir sur
« une large et ferme base les relations d'amitié et de bonne
« intelligence qui existent entre nous et les nations en paix
« avec la Chine ».

Il semblerait, d'après ces divers témoignages, que le Gouvernement chinois était enfin décidé à admettre les règles du droit international européen et à traiter avec les Puissances sur le pied d'égalité. Il n'en était rien cependant, et les espérances de ce genre qu'avait fait naître la mission *Burlingame* furent bientôt déçues par l'attitude sans cesse plus arrogante et rétrograde manifestée par le Gouvernement chinois.

La mission comprenant deux secrétaires européens et treize commissaires chinois s'embarqua à Chang-Haï le 25 février 1868. Elle débarqua aux États-Unis et fut reçue avec enthousiasme à San Francisco, au mois de mai. Au cours du banquet qui lui fut offert dans cette ville par le Gouverneur de Californie, *Burlingame* prononça un discours pompeux où il définît ce que devait être « la politique coopérative » qui devait régler les relations de la Chine avec les Puissances. Sa définition est à retenir : « Cette politique coopérative est ceci : un engagement de la part des Puissances à traités d'agir ensemble pour toutes les questions matérielles, de maintenir ensemble la défense des droits conférés par les traités, mais déterminées en même temps à donner à ces traités une interprétation généreuse, déterminées à maintenir le système étranger des douanes et à le soutenir comme une pure administration et sur une base cosmopolite ; un engagement de ne pas prendre de territoires dans les ports à traités et de ne jamais menacer l'intégrité territoriale de la Chine. Ces engagements sont le fondement de la politique coopérative. »

L'ambassade chinoise fut reçue officiellement à Washington par le Président des États-Unis et par le Président du Congrès. Le Gouverneur de l'État de New-York lui offrit un banquet auquel assista tout le corps diplomatique, à l'exception du représentant de la Turquie, qui déclina l'invitation. Cet accueil enthousiaste, ces égards, ces honneurs qui lui étaient prodigués avec tant de libéralité constituaient de précieux encouragements pour *Burlingame*, qui, ainsi pris au sérieux, ne douta plus, s'il en avait jamais douté, de la grandeur du rôle qui lui était dévolu. Son discours de San Francisco est très

suggestif à cet égard : « Je sens, disait-il, un poids de responsabilité, comme jamais auparavant il ne m'en a incombé. Je me trouve pour la première fois entre deux civilisations face à face par leurs représentants. Appartenant à l'une je suis appelé à répondre pour l'autre. C'est une noble situation et mon désir sincère est d'être capable de la traiter de telle façon que les grands intérêts qui m'ont été confiés ne soient pas laissés au hasard. »

Quoiqu'il en soit, Burlingame négocia avec les Etats-Unis huit articles additionnels au traité de Tien-Tsin de 1858 (28 juillet 1868). Par ce nouveau traité l'Empereur de Chine recevait « le droit de nommer des consuls dans les ports des États-Unis qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que ceux dont jouissent aux Etats-Unis les consuls de Grande Bretagne ou de Russie ou chacun d'eux par la loi publique ou traité (article 3) ». L'art. 4 stipulait que « les sujets chinois aux États-Unis jouiront d'une entière liberté de conscience et seront exempts de toute incapacité ou persécution en raison de leur foi ou culte » L'art. 5 prévoyait des mesures contre la traite des coolies et un diplomate a pu dire de ce texte avec quelque raison qu'il avait pour but « de jeter un blâme sur la politique suivie par les Gouvernements français et anglais dans la question de l'Emigration ». Les art. 6 et 7 avaient trait à la situation des Chinois aux États-Unis et les admettaient au traitement de la nation la plus favorisée. La réciprocité la plus absolue était naturellement stipulée en faveur des citoyens américains se rendant ou résidant en Chine. Aussi, quoiqu'il fut matériellement impossible aux États-Unis de tenir les engagements qu'ils contractaient, — témoin le traitement des Chinois à San-Francisco, — le Président *Johnson* s'empressa de ratifier le traité. Il n'en fut pas de même du côté chinois et la ratification ne fut obtenue que le 23 novembre 1869, après de laborieuses négociations. Le Tsoung-li-Yamen donnait pour raison à son refus que « nul pouvoir de négocier un traité n'avait été accordé à la mission *Burlingame* ; qu'une telle chose contraire aux principes de l'État chinois n'était jamais entrée dans ses pensées ». Ceci paraît assez juste ; — mais une grande pression exercée sur le Tsoung-li-Yamen vint finalement à bout de son obstination à rejeter la Convention *Burlingame*.

L'ambassade *Burlingame*s'embarqua à New-York le 9 septembre 1868, Elle se rendit successivement dans les principales capitales, à Londres, Paris, Stockholm, Copenhague, la Haye, Berlin et Pétrograde, où *Burlingame* fut reçu en audience par les souverains auxquels il remit directement ses lettres de créance. Cependant le ministre des Affaires étrangères de France lui écrivait avant l'audience que « c'est à raison de la « minorité du Souverain du Céleste Empire que le Cabinet « français n'a point insisté pour que les lettres du Souverain « de la France fussent remises aux propres mains de l'Empe- « reur de Chine et que S. M. *Napoléon III* recevra directement « vos lettres de créance, bien que la même étiquette n'ait pas « été suivie jusqu'ici pour les Envoyés français à Pékin. »

M. Henri Cordier écrit très justement « qu'il est certain « que *Burlingame* ne fut reçu en audience solennelle par les « Souverains d'Europe qu'en cachant les conditions dans les- « quelles il avait été nommé; on ne les connut que lorsque les « ministres accrédités à Pékin réclamèrent à leur tour l'hon- « neur d'être reçus par le Fils du Ciel ».

Le Prince *Koung* écrivait, en effet, à notre ministre, à la date du 19 septembre 1866, une lettre qui précisait la manière de voir du gouvernement chinois au sujet de l'audience impériale et jetait un jour nouveau sur le caractère de la mission confiée à *Burlingame*. Ce document est ainsi conçu :

« Avant le départ du M. *Burlingame* nous demandâmes « respectueusement à l'Empereur des instructions que nous « reçûmes ainsi conçues : « Lors de l'arrivée de M. *Burlin- « game* dans un pays, les lettres de créance dont il est porteur « devront être confiées à l'intermédiaire des ministres com- « pétents sans qu'il soit besoin de se mettre en instance pour « les remettre en mains propres. Si un souverain considérant « M. *Burlingame* comme un Occidental désiré le traiter con- « formément aux coutumes d'Occident, avec de plus grands « égards, M. *Burlingame* devra déclarer préalablement, afin « qu'il ne soit pas supposé dans la suite que la Chine ne sait « pas reconnaître de tels procédés, que le cérémonial chinois « n'est pas le même que celui d'Occident. »

Somme toute, c'était là un désaveu officiel de l'attitude et des démarches de *Burlingame*. Cette mission en Europe ne modifia donc en aucune façon la manière de voir du Gouver-

nement chinois sur les égards dus aux représentants des Puissances étrangères, au contraire, la situation de ces derniers ne fut jamais plus pénible que pendant le séjour de *Burlingame* en Europe. Les réceptions honorables qui lui étaient réservées par les Cours étrangères, les égards dont il était comblé accrurent l'orgueil et l'arrogance des dirigeants chinois qui interprétaient comme des témoignages de crainte ces marques de courtoisie. Telle était leur mentalité de l'époque et elle n'a guère changé depuis !

B. *L'expédition de Corée.* — Un navire américain, « Général Sherman », qui avait quitté Tien Tsin le 29 juillet 1866 pour se rendre en Corée par la voie de Tchéfou, disparut corps et biens après avoir abordé la côte coréenne. Le navire de guerre « Wachusset » envoyé à sa recherche le 21 janvier 1867 ne put obtenir aucun renseignement, mais, quatre mois plus tard, un autre vaisseau de guerre américain envoyé en Corée obtenait confirmation du massacre de l'équipage près de Ping-Yang. Cette affaire ainsi qu'un rapport du consul général américain à Chang-Haï du 14 octobre 1868 résolurent les Etats-Unis à essayer d'ouvrir la Corée au commerce américain. La France fut pressentie pour une action commune, mais elle s'y refusa, l'échec de l'expédition de 1865 et les déboires de la guerre avec la Prusse lui dictant une attitude prudente dans cette affaire. Les Etats-Unis agirent donc isolément, et le 30 mai 1871 une escadre américaine jetait l'ancre entre les îles Boisée et Guerrière. Aussitôt trois fonctionnaires coréens vinrent remettre au ministre américain qui accompagnait l'escadre une note ainsi conçue : « En l'an 1865, des gens appelés « Français débarquèrent ici et vous pouvez leur demander « comment ils furent reçus. Les habitants de ce pays et le « pays lui-même sont depuis 4000 ans satisfaits de la civilisation dont ils jouissent et n'en désirent pas d'autre. Nous « n'importunons aucune nation. Pourquoi voudraient-elles « nous importuner ? Notre pays est situé à l'Extrême Orient, « le vôtre aux confins de l'Occident. Pour quels motifs avez- « vous donc traversé tant de mers ? Est-ce pour vous enquérir « des faits concernant votre bâtiment détruit ? Son équipage « avait commis des actes de piraterie et des assassinats. Ils ont « été punis de mort. Voulez-vous notre sol ? C'est impossible. « Voulez-vous commercer avec nous ? C'est impossible. »

Le ministre américain répondit que la mission était pacifique et qu'elle n'avait d'autre but que d'entreprendre des travaux hydrographiques. Dans ce but, une partie de l'escadre remonta la rivière, mais elle fut accueillie à coups de canon et dut rebrousser chemin. Cette retraite fut considérée par les Coréens comme une marque de faiblesse, et, tout comme après l'expédition française de 1865, le prestige européen fut loin d'être accru dans les pays d'Extrême-Orient.

Section IV. — Relations avec la Russie.

Il y a peu de choses à dire de ces relations sinon que la Russie poursuivit avec persévérance son but de pénétration dans le vaste Empire Chinois. Dès 1852, son ministre à Pékin, *de Balliouzek*, signait une convention relative au commerce par terre qui confirmait et étendait les privilèges déjà concédés aux marchands russes. Cette convention fut complétée par trois accords signés en 1869 qui délimitaient les frontières des deux Empires et réglaient le transit des marchandises par la Mongolie.

**TITRE II. — Relations diverses et traités
avec les autres Puissances.**

Après la signature des Conventions de Pékin de 1860 la plupart des autres Puissances ambitionnèrent de se tailler à leur tour leur part dans le commerce avec la Chine et s'occupèrent d'obtenir pour leurs marchandises et leurs nationaux la même protection que celle accordée aux ressortissants des Puissances à traités. Successivement l'Allemagne, le Portugal, le Danemark, la Belgique, l'Italie et l'Autriche obtinrent des traités qui admettaient leur accession aux mêmes droits et privilèges que les quatre Puissances qui en bénéficiaient déjà.

Signalons enfin que le Japon, trois années à peine après sa Révolution, se mit à l'unisson des autres Puissances et signa, le 13 septembre 1871, un traité de commerce avec la Chine en vue de protéger ses intérêts dans le pays. •

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE CHINOISE DE 1871 A 1895

Cette période de vingt-quatre années est féconde en faits de la plus haute importance. Si nous voulions nous arrêter à l'examen attentif de chacun d'eux, le cadre restreint de cet ouvrage n'y suffirait pas. Nous nous contenterons donc d'énumérer brièvement dans des titres distincts les principaux événements marquants de cette période et propres à en donner la physionomie, tandis que nous nous attarderons davantage sur quatre épisodes qui consommèrent l'échec de la politique suivie jusque-là par la Chine à l'égard des étrangers et lui coûtèrent sinon la perte d'une partie de son territoire du moins l'abandon des droits de suzeraineté sur certaines régions qu'elle considérait comme parties intégrantes de l'Empire.

Nous diviserons ce chapitre en sept titres, à savoir :

TITRE I^{er}. — *Période de 1871 à 1874.*

TITRE II. — *L'affaire Margary.*

TITRE III. — *Période de 1874 à 1880.*

TITRE IV. — *L'affaire de Kouldja.*

TITRE V. — *L'affaire du Tonkin.*

TITRE VI. — *Période de 1880 à 1895.*

TITRE VII. — *La guerre sino-japonaise.*

TITRE I^{er}. — Période de 1871 à 1874.

Les principaux faits à noter pendant ces quatre années sont :

1^o Le Memorandum chinois ; 2^o l'audience impériale ; 3^o l'expédition japonaise à Formose ; 4^o la suppression de la traite des Jaunes.

Section I. — Le Memorandum Chinois.

Nous avons déjà dit au début du précédent chapitre que la mentalité du Gouvernement chinois n'avait guère changé à l'égard des Européens et que leur présence en Chine n'était tolérée qu'à contre-cœur et à cause de l'impossibilité où se trouvait le gouvernement chinois de l'éviter. Tous les princes, en effet, y compris le *Prince Koung* lui-même et les hauts fonctionnaires, étaient hostiles aux étrangers ; mais deux partis s'étaient formés à la Cour ; celui de la résistance ouverte et celui de la résistance sourde. Nous savons, que le premier résolut d'agir en 1870, et ses menées eurent comme épilogue les massacres de Tien-Tsin, pour lesquels nous n'obtinmes que des mesures de réparations incomplètes. Ce fut un tort que de s'en contenter. Cette modération de la part de la France, jointe aux difficultés que celle-ci rencontrait dans sa campagne contre la Prusse, inspirèrent au Gouvernement chinois l'idée de se faire rétrocéder par les Européens les avantages qu'ils avaient si péniblement acquis depuis la conclusion des traités de 1860. Comme les Missionnaires étaient plus vulnérables que les commerçants, et que, d'autre part, c'était la France qui en assumait la protection, ce fut d'abord contre les missionnaires et le traité français que la campagne fut ouverte. La révision des traités approchant, le Gouvernement chinois produisit en février 1871, le document fameux connu sous le nom de « Memorandum », qu'il chercha à substituer ou du moins à ajouter à l'article 13 du traité français relatif à la religion chrétienne.

Ce Memorandum, qui traduisait fidèlement l'état d'esprit des Chinois à l'époque, serait à citer en entier. On en trouvera le texte complet dans le volume de *M. Henri Cordier* déjà cité (1). Nous en donnerons ici une analyse succincte que nous empruntons au *P. Wieger*.

« Au commencement, quand la religion de Seigneur du Ciel parut d'abord en Chine, ceux qui la prêchaient s'appelaient Lettrés de l'Occident, ceux qui y entraient étaient tous d'honnêtes gens. Depuis que les traités ont été conclus, les choses ont bien changé. De là vient que cette religion qui se donne pour exhorter les hommes à la vertu est considérée avec dédain par les Chinois. Abusant de leur force, les chré-

(1) Tome I, page 416.

« tiens oppriment les non-chrétiens. De là des rancunes, des
« rixes entre les chrétiens, et les non chrétiens, un ferment de
« discorde d'où sortent des litiges sans nombre. Quand un
« mandarin local veut examiner quelque une de ces affaires,
« voilà qu'un missionnaire se présente et prend ses chrétiens
« sous sa protection. De là vient que les mandarins eux aussi
« sont hostiles aux chrétiens. Les missionnaires sont de na-
« tionalité diverse. Leur doctrine n'est pas la même. Les uns
« prêchent le Seigneur du Ciel (catholiques), les autres prê-
« chent Jésus (protestants). Le peuple n'y comprenant rien,
« se défie, les évite, se met avec eux sur le pied de l'hostilité.
« Cette aversion peut avoir des suites fâcheuses, même pour
« ceux qui n'auront rien fait de répréhensible. Le malheur
« arrivé à Tien-Tsin est un signe et un avertissement. »

« Plus les litiges entre les chrétiens et non-chrétiens se
« multiplieront, plus l'antipathie ira croissant, plus le malheur
« sera proche. Il faut pourvoir à temps à ce danger, contre
« lequel les mandarins locaux seraient impuissants. Pour le
« bien et de la Chine et des nations étrangères, pour la paix
« et la concorde, il conviendrait de régler l'action des
« missionnaires comme l'est celle des prêtres dans les États de
« l'Europe, où la loi ne leur permet pas d'outrepasser leurs
« droits. Suivent les postula pratiques suivants (8 articles) :
« Ne plus recevoir d'orphelins, ou seulement des orphelins
« chrétiens, dont la liste sera remise au mandarin qui con-
« naîtra ainsi des entrées, sorties et décès. Plus de femmes
« missionnaires. Les chrétiennes chinoises n'iront plus à l'é-
« glise. Que les missionnaires ne créent plus d'affaires et ne
« fassent plus d'opposition aux mandarins. Qu'ils observent
« les lois, n'offensent pas les personnes et ne médisent pas
« de l'enseignement du Sage de la Chine (Confucius). Pour
« les Chinois chrétiens, le droit commun. Ils ne seront dis-
« pensés que des contributions pour superstitions ou comé-
« dies. Pas d'ingérence du missionnaire dans les procès pour
« forcer la main au mandarin. Sans doute les non-chrétiens ne
« doivent pas vexer les chrétiens, mais que les chrétiens se
« gardent de vexer les non-chrétiens, et que les missionnaires
« se gardent d'encourager ou d'aider de pareilles vexations.
« Les missionnaires ne doivent faire aucun usage illégal de leur
« passeport. Ils doivent acquitter les taxes, droits et péages. »

« Avant d'admettre un catéchumène, le missionnaire doit
« examiner avec soin si cet individu n'a rien à son passif, et
« n'accepter que les sujets trouvés irréprochables après en-
« quête. Il doit aussi avertir le mandarin de toutes les admis-
« sions et lui fournir le rôle exact des chrétiens. Ainsi il n'en-
« trera certainement que des braves gens. Que si quelqu'un
« se pervertit dans la religion, le missionnaire devra l'expul-
« ser aussitôt. Ainsi les chrétiens étant irréprochables vivront
« en paix avec les non-chrétiens. Avant d'acheter ou de bâtir,
« le missionnaire doit avertir le mandarin pour que celui-ci
« fasse examiner si la chose n'aura pas d'effets fâcheux sur le
« « fong choei » (1) de la localité. De plus il faudra que le
« peuple du lieu affirme *uno ore* qu'il est consentant, que
« personne n'a rien contre. Il y en a huit feuillets doubles de
« ce discours du loup à l'agneau. A la fin, les rédacteurs ont
« soin de nous informer qu'ils n'ont dit que le principal de
« ce qu'ils auraient à dire, Que si, poussés à bout, tous les
« Chinois venaient à haïr les Européens comme le peuple de
« Tien-Tsin les haït, le Gouvernement n'arrivera plus à faire
« observer les traités et à préserver ses hôtes d'un malheur.
« Les bons apôtres continuent : si les missionnaires se sou-
« mettent aux prescriptions de ce Memorandum, ils couleront
« en paix des jours heureux, sinon, il ne nous reste qu'à leur
« conseiller d'aller prêcher dans leur pays. Le Gouvernement
« chinois aime autant ses sujets chrétiens que les non-chré-
« tiens. Ce Memorandum n'est pas pour gêner les missionnai-
« res, mais pour les aider, parce qu'ils ne s'en tirent pas à
« leur honneur, étant dupés par leurs canailles de chrétiens, ce
« qui les rend odieux à tous et finira par leur devenir fatal. »

Comme nous le disions plus haut, le Gouvernement chinois adressa son Memorandum à la France, parce qu'il la croyait moins capable que les autres Puissances de résister à ses exigences et aussi parce que notre pays était considéré comme jouissant d'un droit de protection sur les missionnaires appartenant à n'importe quelle nationalité. A vrai dire, ce droit n'était inscrit dans aucun texte positif. L'article 22 du

(1) Littéralement « Vent et pluie » c'est un mélange de superstitions grossières dont une étude incomplète des phénomènes de la nature est la source et des pratiques dénuées de sens commun sont les résultats. C'est le Fong-Choei qui guide le Chinois dans les actes de la vie : achat d'une maison, heure de départ du voyage, etc... (Henri Cordier, déjà cité, tome I, p. 427.)

traité de Wampoa du 24 oct. 1884 ne s'applique qu'aux missionnaires français. L'article 13 du traité de Tien-Tsin du 27 juin 1858 stipule bien « qu'une protection efficace sera donnée aux missionnaires qui se rendront pacifiquement dans l'intérieur du Pays, munis de passeports réguliers dont il est parlé dans l'article 8 ». Mais, d'une part, cet article dispose que les agents consulaires français ne pourront accorder des passeports qu'à leurs nationaux, et, d'autre part, les dispositions de l'article 13 se retrouvent presque textuellement dans les autres traités obtenus à la même époque par les Puissances (art. 8 du traité anglais ; art. 29 du traité américain ; art. 8 du traité russe ; art. 10 du traité prussien ; art. 8 du traité danois ; art. 4 du traité hollandais, art. 6 du traité espagnol ; art. 15 du traité belge ; art. 8 du traité italien).

Le seul texte de portée générale, pouvant, à la rigueur, justifier le droit de protection de la France, est l'art. 6 de la Convention de Pékin de 1860, ainsi conçu : « Conformément à l'édit impérial rendu le 20 mars 1846, par l'Auguste Empereur « *Tao-Kiang*, les établissements religieux et de bienfaisance « qui ont été confisqués aux chrétiens, pendant les persécutions « dont ils ont été les victimes, seront rendus à leurs propriétaires par l'entremise de S. E. le ministre de France en Chine, « auquel le Gouvernement Impérial les fera délivrer avec les ci- « metières et les autres édifices qui en dépendaient. » Ce texte pourrait être considéré comme le fondement juridique de notre droit de protection, puisque le Gouvernement chinois reconnaissait officiellement que le ministre de France à Pékin était l'intermédiaire entre lui et les missions sans spécification de nationalité. Quoi qu'il en soit, le Memorandum fut remis directement à notre ministre à Pékin, qui y répondit le 14 novembre 1871. La réponse examine successivement les projets des huit articles du Memorandum et les réfute victorieusement. Mais cette controverse est précédée d'un préambule qui paraît démontrer que notre ministre à Pékin, *M. de Rochechouart*, avait percé à jour le secret état d'âme des hautes sphères gouvernementales. Il y est dit, en effet : « L'émotion que le « projet de Vos Excellences a fait naître en France se justifie « d'elle-même. Si la pensée qui l'a dicté prévalait, nos rapports « avec le Céleste Empire seraient profondément troublés, peut- « être rompus. Il accuse d'ailleurs un état de choses qui appelle

« notre plus sérieux examen, et nous met en demeure de nous
« tracer une ligne de conduite nette et raisonnée. C'est pour-
« quoi, il ne suffit pas d'apprécier le projet chinois, de l'admet-
« tre ou de le repousser; il faut se rendre compte de ses causes
« et se demander quelle situation leur constatation nous révèle...
« Les accusations du Gouvernement chinois contre les missions
« catholiques sont fort anciennes; elles ont été bien des fois
« examinées et réfutées. Elles se résument à l'heure actuelle
« dans les propositions soumises à la France par les 8 articles... »

Enfin, comme conclusion à sa réponse, *M. de Rochechouart*
écrit : « Cet examen des 8 articles conduit le Gouvernement
« français à cette conclusion qu'aucun n'est acceptable, qu'au-
« cun même ne lui paraît sérieusement proposé. La circulaire
« est une escarmouche destinée à éclairer le terrain, à le sonder.
« Le Gouvernement français croit que les chrétiens causent des
« soucis au gouvernement chinois : il croit encore plus fort qu'on
« se sert d'eux comme d'un prétexte. Les adversaires systéma-
« tiques des étrangers font grand bruit des dangers que fait cou-
« rir la secte occidentale; les habiles créent par là une agitation
« dont ils profitent. Au fond, néanmoins, le danger existe, il
« s'est accru, depuis quelques années, il pourrait devenir irrémé-
« diable, à moins d'une entente entre les deux gouvernements. »

Cette réponse fut qualifiée par la *China Mail* « de meil-
leur document diplomatique traité de main de maître qui ait
jamais été adressé à nos astucieux amis de Pékin ».

Le ministre américain et le ministre anglais avaient soutenu
leur collègue français dans cette affaire, en adressant tous
deux au *Prince Koung* un commentaire de son projet repro-
duisant l'esprit de la réponse de *M. de Rochechouart*. Aussi
le Gouvernement chinois retira son projet et le *Prince*
Koung put même dire à notre ministre « Vous savez bien que
« ce Memorandum n'avait rien de comminatoire; c'est une sim-
« ple étude de la question à notre point de vue, et dont la dis-
« cussion trouvera sa place à l'époque de la révision des traités.

Comme l'écrivit *M. Henri Cordier* : « Le Memorandum fut
« donc un coup d'épée dans l'eau, mais il est important en ce
« qu'il nous montre l'état d'esprit des Chinois; il était un
« moyen de revenir sur les avantages obtenus précédemment
« par les étrangers et pas autre chose. »

Section II — L'audience impériale.

Le Gouvernement chinois prétextant la minorité de l'Empereur s'était toujours refusé à accorder une audience impériale aux ministres étrangers pour la remise de leurs lettres de créances. En réalité, ce n'était qu'un prétexte pour se soustraire à une cérémonie que la Cour considérait comme humiliante. Pourtant, devant la volonté unanime — obtenue à grand'peine — et ferme des membres du Corps diplomatique, le *Prince Koung* ne put différer plus longtemps cette solennité, lorsque l'Empereur atteignit sa majorité. Cet événement fut notifié aux ministres étrangers le 21 octobre 1872. Ceux-ci en profitèrent pour réclamer instamment une audience impériale, pour féliciter l'Empereur et en même temps remettre leurs lettres de créance. Après de laborieuses négociations ils eurent gain de cause. L'audience eut lieu, sans incidents, le 29 juin 1873, mais, comme on l'apprit par la suite, la salle où la cérémonie s'était passée était la même que celle qui servait à recevoir les princes tributaires. Ainsi les ministres étrangers, qui pensaient avoir fait accomplir un grand pas à l'accession de la Chine au droit international européen par la reconnaissance du principe d'égalité entre Etats souverains, s'aperçurent qu'ils avaient été joués une fois de plus. Leur prestige ne s'en trouva pas accru et les Chinois ne se firent pas faute de les ridiculiser dans des pamphlets et des caricatures. Voici, du reste, à titre documentaire, la version officielle chinoise de l'audience qui n'avait été accordée, disait un décret impérial du 15 juin 1873, que parce que les ministres étrangers l'avaient « implorée ».

« Les Ambassadeurs de nations étrangères ayant sollicité une
« audience impériale voulaient entrer au palais portés en pa-
« lanquin et demandaient que l'Empereur descendit de son
« trône pour recevoir leurs lettres de créance en mains pro-
« pres. Le commissaire *Wensiang* fut si indigné de leur audace
« qu'il brisa sa tasse à thé contre terre et les rabroua sévère-
« ment. On convint enfin que le 5 de la sixième lune ils ver-
« raient l'Empereur dans la salle des tributaires.

« La veille, au Tsoung-li-Yamen, on leur fit faire une répétition des cérémonies. A cette occasion, les ministres montrèrent un dédain hautain, rirent, badinèrent et ne se donnèrent aucun mal. Le lendemain ils furent introduits par les

« hauts dignitaires du Tsoung-li-Yamen. Ils portaient leur
« épée. Quand ils furent entrés on ferma la porte. Ils saluèrent
« l'Empereur, non en se prosternant, mais en inclinant seule-
« ment la tête. A côté du Trône était une table devant laquelle
« chacun à son tour devait lire sa lettre de créance. Le ministre
« d'Angleterre commença. A peine eut-il lu quelques mots qu'il
« fut pris d'un tremblement qui l'empêcha de continuer. Vainement l'Empereur le questionna avec bonté ; pas de réponse.
« — Les autres vinrent à leur tour. Ils furent tous saisis d'une
« telle terreur qu'ils laissèrent tomber leurs lettres et ne purent lire, ni parler. Le *Prince Koung* ordonna alors aux gens
« du palais de les prendre sous les bras pour les aider à descendre les marches. Leur effroi était tel que, incapables de se tenir debout, ils s'assirent par terre, couverts de sueur, pour
« reprendre haleine. Ils n'osèrent pas accepter le festin qu'on leur avait préparé et s'enfuirent au plus vite dans leurs logis.
« Le *Prince Koung* leur dit : « Ne vous avais-je pas avertis
« que voir l'Empereur n'est pas une petite chose ? Vous ne
« vouliez pas me croire, maintenant vous savez ce qu'il en est. »
« Et pourtant la réception s'était faite avec le plus petit appareil. Les ministres ont avoué que c'est une vertu transcendante émanée de l'Empereur qui les a terrifiés. Les voilà bien
« ces hommes, vains fanfarons de loin, poltrons de près ! »

Comme on le voit, la tactique du Gouvernement chinois n'avait guère changé. Elle peut se résumer dans ces traits : n'accorder des concessions aux étrangers qu'à la limite extrême, mais présenter ces mesures au peuple de telle sorte qu'elle lui parussent comme un succès de ses gouvernants. Politique de mauvaise foi insigne s'il en fut, peu propre à favoriser les progrès de la civilisation et à désarmer l'hostilité des masses contre les « Barbares » !..

Section III. — L'expédition japonaise à Formose.

Au mois de décembre 1871, trois mois après la conclusion du traité de commerce sino-japonais, une grande barque de pêche montée par des pêcheurs des îles Liéou-Kieou fit naufrage sur la côte Orientale de l'île de Formose. Les quarante-quatre matelots de l'équipage furent massacrés par les tribus sauvages qui occupaient cette partie de l'île. Quoiqu'il en soit,

de souveraineté du Japon sur les îles Lieou-Kieou fussent problématiques et contestés par la Chine, le Japon réclama des réparations à Pékin pour les massacres de ses prétendus protégés. La Chine répondit que le Japon n'avait pas besoin de se mettre en peine pour ce massacre, car c'était à elle qu'incombait le devoir de protéger les habitants de ces îles. Le Gouvernement japonais remettait alors une note comminatoire à Pékin (19 mai 1874), suivie de près par le débarquement des troupes japonaises dans la baie de Liang-Kiao au sud-ouest de Formose. Le Gouvernement chinois, de son côté, expédia immédiatement des troupes dans le Nord et à l'ouest de l'île, cependant que les négociations continuaient à Pékin. Elle finirent par amener un arrangement grâce aux bons offices de M. *Wade*, ministre de Grande-Bretagne. La guerre fut ainsi évitée entre les deux pays, mais ce n'était là que partie remise. La Convention du 31 octobre 1874, qui mit fin à cet incident, donnait entière satisfaction au Japon qui obtenait des indemnités pour les familles des victimes du massacre de 1871 et se voyait rembourser ses dépenses pour la construction de routes et de bâtiments pendant son occupation de la partie sud-ouest de Formose.

Section IV — La traite des Jaunes.

L'émigration chinoise, qui depuis 1848 se produisait sur une vaste échelle, reçut pour la première fois une consécration légale de la part des autorités chinoises du Kouang-Toung, en 1859, grâce aux démarches des Anglais et des Français qui occupaient alors la ville de Canton, capitale de cette province. En 1866, les ministres anglais et français signèrent avec le gouvernement de Pékin une convention en 22 articles pour régler l'émigration des coolies. Il est juste de reconnaître que les gouvernements de Londres et de Paris ne suivirent pas leurs ministres à Pékin et que cette Convention ne reçut pas leur ratification. Malgré cela l'exportation de coolies, vrai bétail humain, n'en continua pas moins dans des conditions telles que les excès auxquels donnait lieu, dans le passé, la traite des Noirs, se trouvèrent dépassés par ce nouveau trafic de la chair humaine. Les engagements des coolies étaient la plupart du temps loin d'être volontaires. Enlèvement brutal, promesses

fallacieuses, violence morale, tout était mis en jeu. A peine embarqués, exaspérés par les traitements barbares, les coolies se révoltaient parfois. Il se passa sur le Pacifique des tragédies qui rappellent celles des négriers de l'Atlantique. De 1845 à 1872 on ne compte pas moins de 34 navires sur lesquels éclatèrent des révoltes de coolies. En 1873, le Gouvernement chinois, tant pour attiser la haine du peuple contre les étrangers que pour remédier à la terrible situation de ses nationaux, objet de la traite, envoya une Commission à Cuba, pour se rendre compte de la condition des coolies. A son retour en Chine, la Commission publia, le 20 octobre 1874, un rapport dont nous citerons les principaux passages. « Il « ressort des dépositions et pétitions que les 8/10 du nombre « total des travailleurs chinois ont déclaré qu'ils avaient été « enlevés de vive force ou amenés par la ruse, que pendant « la traversée la mortalité provenant soit de blessures causées « par des coups, soit de maladie ou de suicide, a atteint plus de « 10 0/0, qu'à l'arrivée à la Havane on les vendait comme esclaves, une petite proportion étant vendue aux familles ou « dans les boutiques où ils sont maltraités, pendant que la « très grande majorité devenaient la propriété des planteurs « de canne à sucre et avaient à endurer les plus grandes « cruautés, que le travail est par trop pénible et la nourriture trop insuffisante, que les heures de travail sont trop prolongées et que les verges, le fouet, les chaînes, les stocks et « autres châtimens occasionnent toutes sortes de souffrances « et de blessures. — Pendant les années passées, quantité de « Chinois ont été tués sous les coups ou sont morts des blessures qu'ils avaient reçues, ou bien se sont pendus, se sont coupé la gorge, se sont empoisonnés avec de l'opium ou se sont jetés dans les chaudrons remplis de sucre bouillant. « Nous avons pu voir nous-mêmes un assez grand nombre de « Chinois avec les bras ou les jambes cassés, les yeux aveuglés, « la tête couverte de plaies et d'autres à qui on avait cassé « les dents, mutilé les oreilles, lacéré la peau et la chair, preuves évidentes de la cruauté que tous pouvaient voir.

« A l'expiration des contrats, les maîtres, dans la plupart des « cas, refusent de donner les certificats de libération et insistent « pour qu'on signe de nouveaux engagements de plusieurs « années, quelquefois de plus de dix ans, pendant lesquels

« les gens sont maltraités comme auparavant. S'ils ne veulent
« pas accepter ces nouveaux contrats, on les envoie au dépôt
« où ils sont employés à réparer les routes, enchaînés et sur-
« veillés et sans aucun salaire, traitement qui ne diffère en
« rien de celui des criminels dans les prisons. Ensuite on les
« force à entrer de nouveau au service d'un maître et à signer
« un nouveau contrat, à l'expiration duquel ils sont encore
« conduits au dépôt. C'est ainsi que l'on procède à leur égard
« chaque fois qu'ils ont terminé leur contrat, de sorte que
« non seulement ils ne peuvent jamais retourner en Chine, mais
« ils ne peuvent même pas gagner leur vie en liberté.

« En outre, depuis la 2^e lune de la 11^e année (mars, avril
« 1861) de *Hien-Foung*, on a cessé tout à fait de délivrer des
« lettres de domicile et des cédules, de sorte que tous les Chi-
« nois sont sujets à être arrêtés. Ceux qui étaient déjà posses-
« seurs de ces documents ont constamment à les exhiber, tant
« dans les rues ou routes que dans leur propre maison, aux
« agents de police qui demandent à les examiner, et il arrive
« fréquemment qu'on les en dépouille et qu'on les déchire et
« qu'on les amène au dépôt où ils ont à endurer toutes sortes
« de mauvais traitements. »

Un autre rapport de la même Commission établissait que
de 1852 à 1873 142.422 coolies furent importés à Cuba. Sur
ce nombre 68.825 restaient en vie, 2.179 étaient revenus en
Chine, 53.096 étaient morts ou avaient été supprimés, 18.322
étaient morts pendant la traversée.

Ces rapports furent réunis en un recueil sous le titre « Aper-
çu de l'enfer illustré », qui fut répandu à profusion dans
tout l'Empire. On devine que l'effet n'en fut pas favorable aux
étrangers et que la haine que le peuple nourrissait contre eux
s'en trouva encore accrue.

Des efforts avaient été faits cependant pour mettre un ter-
me à ce honteux trafic. Les Japonais mirent les premiers la
main à l'œuvre, saisirent les navires des traitants et ren-
voyèrent les coolies en Chine. L'Angleterre ferma le port de
Hong-Kong aux navires faisant la traite. Le Portugal, enfin,
devant l'indignation générale, ne put faire moins que d'entrer
dans cette voie, et il se décida, le 27 décembre 1873, à inter-
dire la traite à Macao, dont c'était la principale source de
prospérité.

Depuis, l'exportation des coolies a continué. Le Pérou, le Brésil, le Transvaal en ont même prévu la réglementation dans les traités qu'ils ont signés par la suite avec la Chine, mais on peut dire que, depuis 1873, l'émigration des coolies fut plutôt volontaire et que leur sort fut amélioré dans une grande mesure.

TITRE II. — L'affaire Margary.

L'affaire Margary est un épisode de la politique anglaise de pénétration en Chine par la voie de la Birmanie. Avant de l'examiner en détail nous donnerons un exposé succinct de cette politique.

Section I. — Historique de l'expansion anglaise en Birmanie.

Le conquérant birman *Alompra* avait réuni sous son sceptre, en 1753, toute la partie occidentale de la péninsule indochinoise. Ses conquêtes furent élargies par ses successeurs, qui, en 1793, à la suite d'une guerre victorieuse contre le Siam, se firent céder par ce royaume toute la côte de Tenasserim, avec les ports de Mergui et Tavoy. Auparavant, les Birmans s'étaient emparés de l'Arakan (1783) et avaient même pénétré dans le Chittagong où les Anglais s'étaient établis depuis 1760. Cette incursion en territoire anglais motiva l'envoi d'une mission britannique spéciale en Birmanie, qui obtint du roi d'Ava en septembre 1765 un traité assurant certains avantages commerciaux à la C^{ie} anglaise des Indes. A la suite de ce traité les Anglais établirent l'année suivante un résident à Rangoon. Celui-ci ne put obtenir aucun nouvel avantage de la part du gouvernement birman, qui, sachant l'Angleterre fort occupée en Europe, apportait la plus grande mauvaise volonté dans le règlement des difficultés et des incidents qui surgirent nombreux dans les dernières années du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e entre lui et le Gouvernement anglais des Indes ; en particulier, le représentant anglais à Rangoon dut, une première fois, en 1802, quitter son poste, six mois à peine après son arrivée ; six années plus tard, en 1808, il fut reçu à Amarapoura avec des marques de politesse, mais, au moment de son départ, on le chargea de deux lettres fort impertinentes pour le Gouvernement général des Indes.

Mais, en 1824, l'Angleterre, débarrassée de ses soucis européens, résolut de reprendre vigoureusement sa politique indienne. Profitant d'une incursion armée du gouvernement birman d'Arakan sur la frontière sud-est du Bengale, elle déclara la guerre à la Birmanie. Elle fut une suite de succès pour les troupes anglaises. La guerre, déclarée le 5 mai 1824, prit fin le 24 février 1826 par le traité de Yandadou. Par ce traité l'Angleterre obtenait la cession de l'Assam, de l'Arakan, de Yeh, Tavoy, Mergui, Tenasserim avec les îles qui en dépendent. Les Birmans devaient s'abstenir de toute ingérence dans le Manipour, le Kuchâr, le Jyntia et ils devaient payer enfin une indemnité de guerre. La Birmanie se trouvait par ce traité fortement amoindrie et complètement isolée du nord-est de l'Inde et de l'embouchure de la Salouen. Elle se trouvait réduite aux territoires bordant les deux rives de l'Iraouadi et au littoral de l'ancien royaume de Pégou, avec la ville importante de Rangoon.

Le traité de Yandabou, qui stipulait en outre des mesures de protection pour les commerçants anglais, ne fut pas observé par les autorités birmanes sur ce point particulier. De plus, de nombreux incidents de frontières dus aux empiètements des Birmans sur les territoires cédés à l'Angleterre amenèrent une nouvelle expédition armée qui eut pour résultat l'annexion du royaume de Pegou aux autres possessions anglaises (20 décembre 1852). Aucun traité ne sanctionna cette nouvelle conquête. Comme l'écrivit *M. Henri Cordier*, « l'occupation du Pégou et sa prise de possession *ipso facto* est « un des précédents en Asie qu'on aurait pu faire valoir « dans des circonstances plus récentes, lorsqu'on montrait une « trop grande hâte pour signer des traités. Il ne faut pas oublier « qu'en Asie les Occidentaux n'y sont que par la force du « canon. Il faut prendre d'abord, traiter ensuite; si c'est impossible, ne pas traiter, mais continuer l'occupation. Je ne « défends pas la théorie, mais la pratique. On ne fait pas un « empire colonial comme celui de l'Angleterre avec de la « théorie, mais avec beaucoup de pratique. »

L'occupation du royaume de Pégou et l'embouchure d'un grand fleuve comme l'Iraouadi devait nécessairement amener les Anglais à chercher des débouchés commerciaux vers les provinces sud-ouest de la Chine, le Yunnan en particulier. —

Dès 1858, on lança plusieurs projets de lignes de chemins de fer qui se rendraient de Rangoon au Yunnan avec des embranchements sur le Siam, le Cambodge, le Tonkin et l'Annam. L'opinion publique anglaise s'intéressa vivement à la question. — Aussi, lorsque l'exploration du Mekong par les Français (1866) put laisser croire que ceux-ci devanceraient les projets anglais de pénétration au Yunnan, le zèle de l'Angleterre se trouva stimulé, et, en 1868, une mission anglaise fut organisée dans le but de « découvrir la cause de l'arrêt du commerce existant jadis par les trois routes, qui, partant de Bhamo, se réunissent à Nan-Tien pour former la grande voie à Momein et à Tali ».

La mission fut de retour à Mandalay le 20 septembre 1868. Elle n'eut aucun résultat pratique immédiat, par suite de la grande révolte musulmane du Yunnan qui rendait impossible tout commerce avec cette province. Mais, la révolte ayant été vaincue et le Yunnan pacifié dans le courant de l'année 1873, l'Angleterre reprit immédiatement ses projets de route vers le Yunnan. C'est alors qu'eut surgit l'incident avec la Chine, connu sous le nom d'affaire *Margary* et qui mit les deux pays à deux doigts de la guerre.

Section II. — L'incident anglo-chinois de 1874.
Convention de Tché-Fou.

Le représentant de l'Angleterre en Birmanie ouvrit, dans le courant de l'année 1873, des négociations avec les Gouvernements siamois et birman pour favoriser l'expansion de l'Angleterre vers le Yunnan. Dans le courant de l'année suivante, une exploration fut décidée pour reconnaître la route de Chine par le Yunnan. Elle fut confiée au colonel *Browne*, qui devait aller de Birmanie en Chine, pendant qu'un agent anglais, le consul *Margary*, irait à sa rencontre en traversant le Yunnan. Les passeports nécessaires furent accordés par le Gouvernement chinois, qui donna en même temps des instructions aux gouverneurs des provinces que *Margary* devait traverser pour qu'il reçoive toute assistance de la part des autorités locales. — *Margary* quitta Chang-Haï le 22 août 1874, et, après un voyage remarquable, arriva à Manwyne dans le courant de février 1875. C'est là qu'il fut lâchement assassiné par des gens de Momein, le 21 février 1875. Les

mêmes gens attaquèrent aussi la mission *Browne*, qui ne dut son salut qu'à une prudente retraite sur Bhamo. Comme l'écrivit *M. Henri Cordier*, « l'attaque de la mission du colonel « *Browne* et l'assassinat de *Margary* furent incontestablement le résultat d'un complot local, dont les gens de Momein « étaient entièrement responsables. Il n'y avait pas connivence « des autorités provinciales du Yunnan, encore moins du pouvoir central. Dès lors, il semblerait que les choses auraient « dû s'arranger facilement entre le Tsoung-li-Yamen et la « légation d'Angleterre à Pékin. Pourtant, cette affaire qui « aboutit à la signature de la Convention de Tché-Fou fut par « ses négociations la plus épineuse du début du règne de « l'Empereur *Kouang Siu* ; par ses résultats l'une des plus « importantes de l'histoire des relations de la Grande-Bretagne « ne avec l'Empire du Milieu ».

Sans vouloir entrer dans le détail des négociations, nous signalerons cependant que les difficultés que les tinrent en échec étaient dues surtout à ce que le Ministre anglais *Wade*, abandonnant la tradition suivie jusque là de l'action commune du Corps diplomatique auprès du Gouvernement chinois, agit en la circonstance « en cavalier seul » pour employer l'expression de *M. Maspero*. — L'action isolée d'un seul ministre étranger se heurtant aux susceptibilités de ses autres collègues — situation dont le Tsoung-li-Yamen sut tirer le plus grand profit — fit traîner les choses en longueur. — Enfin, le 13 septembre 1876, fut signée à Tché-Fou une convention qui mettait fin à l'incident. Cette Convention, divisée en trois sections, comprend : 1^o un arrangement au sujet de l'affaire *Margary* ; 2^o une nouvelle réglementation des relations officielles et de la procédure judiciaire ; 3^o des modifications des taxes intérieures d'octroi dites *Likin*.

La première partie de la Convention n'intéressait que l'Angleterre, mais les deux autres étaient communes au statut de tous les étrangers en Chine. Elles auraient donc dû être traitées après consultation et assentiment de tout le Corps diplomatique. Aussi, quand celui-ci, mis devant le fait accompli, fut prié par le *prince Koung* d'entrer en pourparlers à leur sujet avec le Tsoung-li-Yamen il lui fut répondu que « pour le moment.. ils (les ministres étrangers) n'entreraient pas en pourparlers avec le Yamen sur les trois points de la Convention de

« Tché-Fou » (Code d'étiquette, Procédure judiciaire, Likin).

Ainsi ces questions d'intérêt général demeuraient en suspens et le Gouvernement chinois conservait ses positions grâce au manque d'union qui s'était manifesté entre les Puissances étrangères du fait de l'Angleterre. Cette situation permettait au North China Herald, un des journaux les plus importants de l'Extrême-Orient, d'écrire avec quelque raison, dans un article du 6 juillet 1878, « qu'une expérience de près de deux ans, « depuis la publication de la Convention de Tché-Fou, n'a servi « à prouver ni la sagesse, ni l'utilité de ce document. Examiné « impartialement et mis à l'épreuve de la raison ordinaire, « il n'est, en fait, guère qu'un amas de verbiage sans but... »

Ces critiques très dures, justifiées en partie en ce que cette Convention eût pu être plus féconde en résultats, si elle avait été concertée par l'ensemble du Corps diplomatique, paraissent quelque peu exagérés en ce sens que quatre nouveaux ports étaient ouverts au commerce et que les Anglais, outre de de nouveaux avantages commerciaux, se voyaient concéder le droit de placer des fonctionnaires à Tchoung-King, point avancé du Haut-Yang-Tseu.

De plus, ce qui faisait le principal intérêt de la Convention de Tché Fou, c'était l'établissement d'agents diplomatiques chinois dans les pays étrangers (section II, § 1) grâce auquel la Chine se ralliait dans une plus grande mesure au droit international européen.

TITRE III. — Période de 1874 à 1880.

Le Gouvernement chinois eut, au début de cette période, son attention presque entièrement sollicitée par les négociations relatives au règlement de l'affaire Margary. Les dernières années de la même période furent remplies par les négociations ayant trait à l'affaire de Kouldja, dont l'examen fera l'objet du titre suivant. Cependant d'autres incidents importants survenus pendant la même période ne peuvent être passés sous silence. Nous examinerons les principaux aux cours des pages qui vont suivre. Mais auparavant, nous signalerons que la politique chinoise à l'égard des Européens ne subit aucune modification. L'année 1875, en particulier, vit se multiplier les preuves de l'hostilité latente chez le peuple chinois et ses

gouvernants contre les étrangers, Citons-en quelques-unes : difficultés avec le Danemark au sujet de la construction de la ligne télégraphique Fou-Tchéou-Amoy, attaque de cette ligne et interruption forcée des travaux ; attaque de l'établissement de la C^{ie} danoise Great Northern Telegraph, près de Houang-Kéou (4 septembre 1875) ; affaire de la goëlette allemande « Anna », qui fut pillée par son équipage indigène, lequel massacra les deux seuls Européens du bord (22 septembre 1875) ; capture par une canonnière chinoise du vapeur anglais « Carisbroke » (12 juin 1875), attentats divers et recrudescence d'attaques contre les étrangers. Toutefois, la même année vit se manifester certaines mesures officielles qui tendraient à faire croire que le gouvernement chinois s'était départi de ses préventions contre les missionnaires et qu'il les protégerait à l'avenir. Habituelle politique d'incohérence et de contradictions ! Le règlement avantageux avec la France de l'incident créé par le meurtre de l'Abbé Hue à Kien-Kiang deux années auparavant, les décrets qui en furent la conséquence, ainsi que la proclamation affichée au Fou-Kien, à la requête des Etats-Unis, seraient pour nous confirmer dans cette idée. Mais nous n'oublions pas qu'en 1875 la situation était très tendue entre la Chine et l'Angleterre et que ces mesures de bienveillance pouvaient trouver leur source dans le désir du Gouvernement chinois de ne pas s'aliéner les sympathies de la France et des Etats-Unis, dont, on se le rappelle, le concours n'avait pas été sollicité par l'Angleterre lors de la Convention de Tché-Fou. Notons aussi qu'en mars 1875 de nouvelles difficultés faillirent éclater entre la Chine et le Japon au sujet des îles Lieou Kieou, dont une ambassade se présenta à Pékin sans pouvoir être reçue, parce qu'elle s'était placée sous le contrôle du ministre du Japon. L'année suivante, ce dernier Etat, plus heureux que la France et les Etats-Unis, obtint de la Corée un traité de commerce ainsi que l'ouverture de deux ports coréens. Signalons aussi dans l'ordre chronologique l'affaire de Ning-Kouo, où la résidence de la mission avait été détruite et deux chrétiens indigènes massacrés (13 juillet 1876) ; la Convention du 24 octobre 1876 avec l'Angleterre par laquelle la Chine se faisait céder pour le rendre inutilisable le premier tronçon de chemin de fer construit en territoire chinois ; la Convention d'émigration avec l'Espagne

du 17 novembre 1877 ; le traité allemand du 31 mars 1880 conclu après des pourparlers très laborieux qui durèrent plusieurs années ; deux traités américains du 17 novembre 1880, le premier pour réglementer l'émigration aux Etats-Unis, le second, relatif aux relations commerciales et à la procédure judiciaire.

Cette revue rapide des principaux incidents de la période envisagée terminée, nous dirons quelques mots de l'incident de la pagode Ning-Pô et de la constitution du Corps diplomatique chinois à l'étranger.

Section I — La Pagode de Ning-Pô.

Emeute du 3 mai 1874.

Dans la concession française de Chang-Haï se trouvaient deux dépôts mortuaires des gens du Fou-Kien et du Ning-Pô. Sur l'emplacement du premier a été élevé l'hôtel actuel de la municipalité française, l'enlèvement du second dépôt devait être la cause d'une émeute populaire, le 3 mai 1874.

La municipalité française de Chang-Haï ayant formé le projet d'ouvrir une nouvelle rue, qui aurait traversé le cimetière attenant à la pagode de Ning-Pô, les administrateurs chinois de cet établissement adressèrent, en janvier et en mars 1874, deux suppliques au Consul général de France pour qu'il s'entremît auprès de la municipalité de Chang-Haï pour que celle-ci ne donnât pas suite à son projet. Les motifs invoqués étaient un droit de propriété des terrains sur lesquels étaient bâtis le cimetière et la pagode et enfin le désir de « s'épargner le désagrément de toutes ces exhumations » rendues inevitables par le percement d'une rue traversant le cimetière. La municipalité ne crut pas devoir accueillir la demande des Chinois, dont elle ne reconnaissait pas le droit de propriété sur des terrains situés dans la concession française. D'autre part, la délibération du Conseil Municipal du 7 avril 1874 déclarait « qu'en présence même des efforts que l'Administration a faits et des sacrifices qu'elle s'est imposés pour transférer hors des limites de la Concession les cimetières européens qui s'y trouvaient, le Conseil ne peut que souhaiter et demander qu'il en soit de même pour les cimetières chinois ».

A la suite de cette délibération, la populace, excitée par les administrateurs de la pagode de Ning-Pô, s'assembla près de

cet établissement le 3 mai 1874, et, après avoir attaqué la maison habitée par l'agent voyer, M. *Perceyron*, qui fut maltraité ainsi que sa famille, elle commit divers dégâts dans la concession française. Des marins rétablirent l'ordre dans la soirée.

L'attitude de notre Consul général au cours de l'émeute ne fut pas exempte de critiques. Pris de peur, il crut devoir annuler la délibération du Conseil Municipal, jusqu'à décision du ministre de France à Pékin. Celui-ci n'osa pas désavouer le Consul, de sorte que l'affaire de la pagode de Ning-Pô restait en suspens. Nous avions perdu une excellente occasion de la régler une fois pour toutes et notre faiblesse au cours de cet incident ne fut pas pour accroître notre prestige auprès des Chinois de Chang-Haï.

Section II — Constitution du Corps diplomatique chinois à l'étranger.

Lors des négociations de l'affaire *Margary*, le Ministre britannique avait remis au Tsoung-li-Yamen un Memorandum (11 août 1875), dont le sixième article réclamait l'envoi immédiat d'un ministre de haut rang « pour exprimer les regrets du Gouvernement chinois de ce qui s'était passé ». Faisant droit à cette requête la Cour de Pékin nomma le 28 août 1875 deux hauts dignitaires : *Kouo Soung Tao* et *Sui Kienchen* (remplacé par la suite par *Lieou-Sihoung*, pour s'acquitter de cette mission. Le départ des deux envoyés fut retardé par les négociations en cours. Celles-ci ayant abouti à la signature de la Convention de Tché-fou, le 13 septembre 1876, rien ne s'opposait plus à leur mise en route. Ils quittèrent donc Chang-Haï, le 2 décembre 1876 et arrivèrent à Londres, le 22 janvier 1877, où *Kouo* séjourna d'une manière permanente comme représentant du Fils du Ciel auprès de la Cour de Saint-James.

Le 11 décembre 1875 un décret impérial avait nommé des envoyés extraordinaires en mission dans les pays d'émigration : Etats-Unis, Espagne et Pérou.

Les premiers éléments d'un Corps diplomatique chinois étaient constitués. Ils devaient être complétés par la suite par l'envoi de représentants accrédités près les différentes cours. Ainsi donc l'établissement de ces missions permanentes dans

les pays étrangers marquait une étape sérieuse de l'évolution de la Chine dans la politique internationale. Pourtant, l'avenir devait montrer que cette adaptation à nos usages n'était que de façade, et que, malgré l'établissement d'une représentation diplomatique, le Gouvernement chinois devait continuer à considérer sous son jour traditionnel les relations d'État à État qui excluaient toute sincérité et toute bonne foi.

TITRE IV. — L'affaire de Kouldja.

L'expansion des Russes vers l'Orient commencée au xvi^e siècle sous le règne d'*Ivan le Terrible* se poursuivit sans répit au cours des siècles suivants. Nous avons vu que leurs efforts furent couronnés par un éclatant succès avec la conclusion du traité d'Aïgoun (16 mai 1858), grâce auquel la Russie se voyait concéder en toute propriété la rive gauche de l'Amour.

Parallèlement à leur pénétration du côté de l'Amour, les Russes, dès les premières années du xix^e siècle, avaient commencé leur marche envahissante à travers les régions du Turkestan. En 1853, ils obtenaient la soumission des Kirghiz, ce qui les aidait à étendre leur domination vers le sud. En 1864, ils s'emparèrent de Hazret, la ville sainte du Turkestan ; en 1865, Tachkent tomba entre leurs mains, et aussitôt ils formèrent la province du Turkestan russe avec cette ville comme capitale. La prise de Samarkand compléta leurs conquêtes, qui furent ratifiées en 1868 par un traité, complété en 1873, que le sultan de Khiva ne put refuser à ses puissants voisins. Dès lors, les Russes étaient maîtres de tous les territoires de l'Asie centrale qui s'étendent au nord de l'Amou-Daria et du Pamir. Ils se créèrent ainsi des intérêts considérables dans ces régions, où leur commerce suivait de près la progression militaire. Pour le protéger contre les incursions des tribus nomades qui peuplaient les territoires voisins appartenant à la Chine et révoltés contre son autorité, la Russie fut amenée, le 4 juillet 1871, à occuper l'Ili, c'est-à-dire le pays nord des Tien-Chan, dont la ville de Kouldja était le chef-lieu administratif. En notifiant cette occupation à la Cour de Pékin, la Russie l'assurait qu'elle ne serait que temporaire et que l'Ili serait rétrocédé à la Chine, dès qu'elle pourrait y maintenir son autorité. Ces faits sont rappelés dans un mémoire confidentiel

que le Tsoung-li-Yamen adressait, le 20 juillet 1880, aux ministres de France et de Grande-Bretagne à Pékin. Ce document, qui résume les différentes phases de la question, s'exprime ainsi : « Le 28 août 1871, alors que la Chine n'avait pas encore « recouvré ce qu'elle avait ainsi perdu, l'interprète russe *Lenzi* « nous adressa inopinément une note disant en quelques mots « que le Gouverneur de la Province des Sept Rivières s'était « emparé de la ville d'Ili (Kouldja), le 4 juillet. *M. Vlangaly*, « ministre de Russie, ajoutait que la Chine devait envoyer un « haut fonctionnaire à Ili pour se la faire remettre. D'une part, « notre Yamen remercia la Légation russe ; d'autre part, nous « informâmes la Cour. Celle-ci rendit un décret donnant l'ordre au maréchal *Jong* d'aller à Ili s'occuper de la récupération de ce territoire. Nous avons entretenu plusieurs fois de « ces faits *M. Vlangaly*. Celui-ci pensait, en résumé, que, vu « l'insuffisance des forces militaires chinoises, il était difficile « de répondre que la rétrocession de l'Ili ne serait pas suivie « de troubles sur la frontière. »

Telle était, dès 1871, la position respective des deux Puissances. D'un côté, la Russie ayant occupé un territoire chinois, l'Ili, pour protéger ses frontières et refusant de le restituer tant que la Chine, ne serait pas en état d'y maintenir l'ordre. De l'autre, la Chine, réclamant son bien, mais ne pouvant donner aucune preuve qu'elle serait capable de satisfaire à la condition préalable posée par la Russie. Mais, en 1877, la Chine, profitant de la mort de *Yakoub*, chef des pays en révolte, envoya contre son fils incapable une forte armée commandée par le général *Tso-Tsong t'ang*, qui enleva aux rebelles musulmans leurs centres principaux de résistance : Karkand, Akson, Kachgar et Khotan. Ainsi, maître de toute la région des Tien-Chann, le gouvernement chinois pensait, avec quelque raison, semble-t-il, que rien ne s'opposait plus à la récupération de l'Ili. Pour l'obtenir il dépêcha en mission à Pétrograde, au mois de décembre 1878, *Tchoung-Héou*, qui avait déjà été chargé d'une ambassade en France en 1871, après le massacre de Tien-Tsin. *Tchoung-Héou* devait négocier la rétrocession de l'Ili, ainsi que la remise du rebelle *Po-Yen-Jou*, réfugié en territoire russe. Des instructions lui furent données par la Cour lui recommandant d'user de la plus grande prudence, de ne rien faire sans consulter le Palais ou sans

prévenir le Tsoung-li-Yamen ». Par la suite, l'ambassadeur fut averti « qu'il ne devait pas revenir en Chine, sans en avoir demandé et obtenu la permission expresse de la Cour ». Ne tenant aucun compte de cette prescription *Tchoung-Héou* entra en Chine un an après l'avoir quittée, sans ordre de son Gouvernement, et après avoir signé un traité désastreux pour son pays dont les clauses étaient absolument contraires à l'esprit des instructions qu'il avait reçues. Ce traité, signé à Livadia, en octobre 1879, a pu faire écrire à M. *Henri Cordier* ces lignes suggestives : « Il faut que *Tchoung-Héou* ait été « frappé d'aliénation mentale pour avoir signé un traité pareil ; « même vaincue, après une lutte acharnée, la Chine n'aurait « jamais accordé à la Russie les avantages qu'elle obtenait par « le traité de Livadia. Non seulement le Pelou (une partie des « Tien-Chan) était abandonné à la Russie, mais aussi les passes, entre autres celle de Mouzarte, par laquelle traverse la « route militaire de Kien-Loung conduisant de Kouldja à Akson, « qui commandait le Nan-Lou. Mais ce qui était cependant « plus grave, aux yeux des Chinois, c'étaient les privilèges commerciaux et la liberté de circulation en Chine concédée aux « Russes. » Une autre cause d'irritation de Pékin contre ce traité était que le négociateur chinois n'avait pas su obtenir la remise du rebelle *Po-Yen-Hou*. On explique la hâte de *Tchoung-Héou* à traiter et à quitter l'Europe par ce fait, qu'une sorcière lui avait prédit, au moment où il quittait la Chine, qu'il mourrait s'il n'était pas revenu dans son pays avant un certain délai. Cela paraît invraisemblable, mais ne saurait étonner quiconque connaît l'esprit de superstition des Chinois à quelque classe qu'ils appartiennent.

Dès que le traité de Livadia fut connu à Pékin, ce fut un tollé général contre son négociateur. Le parti xénophobe surtout se distingua par la violence de ses attaques. A sa tête se trouvait un homme ultra-conservateur, *Tchang*, qui dressa contre le traité un réquisitoire d'une grande éloquence et parfaitement justifié au point de vue chinois. Dès son arrivée à Pékin, le 3 janvier 1880, *Tchoung-Héou* fut destitué de toutes ses charges et mis en jugement. Ces mesures furent interprétées par l'ensemble du Corps diplomatique comme un triomphe de la réaction anti-européenne. Une intervention auprès du Gouvernement chinois fut donc décidée en faveur

de l'ambassadeur. Elle se produisit sous la forme de notes émanées de chacun des ministres anglais, français, américain et allemand (6 février 1880). La réponse de Tsoung-li-Yamen, très conciliante, laissait espérer « que la solution qu'on attend sera à la satisfaction de tous, telle que les temps et les circonstances la comportent » (16 février 1880). Malgré cela, *Tchoung-Héou* était condamné à la décapitation avec sursis le 3 mars 1880. Cette condamnation pouvait être considérée comme un désaveu de la politique libérale du *prince Koung* et comme une victoire des éléments réfractaires à une entente avec les Européens. Il était à craindre qu'une rupture n'intervînt à bref délai entre la Russie et la Chine et que des manifestations hostiles aux étrangers ne se produisent à Pékin et dans les ports. Pour prévenir la réalisation de ces fâcheuses perspectives il fut décidé que deux canonnières resteraient en station à Tien-Tsin. De plus, les forces navales de France, d'Angleterre, d'Allemagne et des Etats-Unis furent concentrées à Chang-Haï « pour que leur présence mette la Cour de « Pékin en garde contre des insinuations funestes qui pourraient lui être suggérées par l'ignorance et la présomption « de quelques-uns de ses conseillers et, qu'en cas d'urgence, « les ministres étrangers puissent s'entendre avec les commandants des escadres pour une action commune ». En même temps les ministres de France et d'Angleterre intervenaient auprès du Tsoung li-Yamen pour obtenir la grâce de *Tchoung-Héou*. Ces deux pays étaient sérieusement en faveur de la paix. Le premier, dans la crainte que la Russie ayant son attention occupée en Orient n'eût pas les mains libres dans la Baltique, le cas échéant ; le second, pour que ne fût pas entravée son action en Egypte par suite de l'opposition éventuelle de la Russie. Seul le ministre Allemand *Von Brandt* était favorable à la guerre, « parce que, disait-il, nous pêcherons bien quelque chose dans l'eau trouble ». La Russie, qui désirait conserver sa liberté d'action dans la Baltique et qui, d'un autre côté, n'était pas prête pour une guerre asiatique, était disposée à ne pas relever la provocation résultant du refus de ratifier le traité de Livadia et de la condamnation de son négociateur. Elle était prête à faire des concessions et à entrer en pourparlers à ce sujet avec le *Marquis Tseng*, ambassadeur à Paris, mais spécialement détaché à Pétrograde pour la circonstance.

Pour l'y amener, le Gouvernement chinois, se rendant au désir exprimé par la France et l'Angleterre, fit grâce de la vie à *Tchoung-Héou* (26 juin 1880), mais décida qu'il serait maintenu en prison « jusqu'à ce qu'on sache, après l'arrivée de « *Tseng*, comment les choses aurent tourné ». Cela signifiait, à n'en point douter, que *Tchoung-Héou* serait exécuté si le cabinet russe refusait d'entrer en pourparlers avec le *Marquis Tseng* dans la voie préconisée par Pékin. Peu sensible à cette menace, la Russie concentra, dès juillet 1880, une véritable armée navale dans les mers d'Extrême-Orient. Dans les premiers jours du mois d'août, le Marquis *Tseng* avait télégraphié de Pétrograde : « Je m'occupe en ce moment de ce qui « est relatif aux négociations et je vous prie d'intercéder au « près de la Cour en faveur de *Tchoung-Héou*. » Dès lors, le parti du Gouvernement chinois fut vite pris et un décret en date du 12 août 1880 ordonnait de remettre *Tchoung-Héou* en liberté. La Russie ayant obtenu satisfaction sur ce point primordial, rien ne s'opposait plus à ce que les lettres de créance du *Marquis Tseng* — refusées jusque là — soient reçues par le tsar qui ordonna à son ministre des Affaires étrangères *Gortschakov*, d'ouvrir des négociations avec l'envoyé chinois au sujet de la mission dont il était chargé. Le marquis *Tseng* trouva tout d'abord les ministres russes, *de Jonini* et *de Giers*, avec lesquels il avait été mis en rapports, peu enclins à accepter que les points réglés par le traité de Livadia soient de nouveau mis en question. Cependant, et grâce sans doute à l'intervention de *M. de Freycinet*, alors Président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères français, les négociations entrèrent bientôt dans une voie plus heureuse et aboutirent, le 12 février 1881, à la signature du traité de Saint-Pétersbourg qui, sur beaucoup de points, atténuait la rigueur des clauses du traité de Livadia. Ce traité laissait à la Chine Kouldja et les passes de Mouzarte et modifiait les règlements commerciaux dans un sens moins favorable aux Russes que ne l'étaient ceux du traité précédent. Par contre, l'indemnité à payer par la Chine et destinée « à couvrir les frais d'occupation d'Ili par « les troupes russes et à satisfaire diverses réclamations pécuniaires des sujets russes » était portée de 5 à 9 millions de roubles. Somme toute, la Russie avait gain de cause sur tous les points et elle n'avait fait que restituer à la Chine certaines

portions de territoire qu'elle ne devait qu'à l'incapacité du négociateur du traité de Livadia. Mais telle est la mentalité chinoise que les dispositions accommodantes que la Russie avait manifestées dans la conclusion du traité de Saint Pétersbourg furent attribuées à la crainte. Un revirement se produisit à la Cour de Pékin, et de nouveau le ton arrogant y prit le pas. Citons en particulier ces propos que tenait au Tsoung-li-Yamen le général Tso, pacificateur des Tien-chann : « Si on voulait tenir compte de ses avis, disait-il, en substance, il serait aisé de débarrasser la Chine de ces intrus malfaisants, dont la présence constitue pour la Chine une difficulté capitale et un danger. Il ne s'agirait que de le vouloir et de s'affranchir de scrupules pusillanimes.... La Chine est un grand pays puissant et riche : il a des armes et des hommes plus qu'il ne lui en faut ; l'arrangement avec la Russie a été une lâcheté : il faut prendre sa revanche contre les étrangers, d'où qu'ils soient venus, et en finir une bonne fois avec eux. »

Ces rodomontades sont bien dans le caractère chinois et peignent fidèlement l'état d'esprit de la Cour de Pékin à la fin de l'année 1880 et au début de l'année suivante. Cet état d'esprit ne fut pas étranger à l'éclosion des difficultés qui surgirent à la même époque avec la France au sujet du Tonkin et qui devaient amener la guerre entre les deux pays.

TITRE V. — L'Affaire du Tonkin.

Le Gouvernement chinois, quand il put croire que tout danger de complication avec la Russie était écarté, se tourna du côté de la France pour liquider avec elle la question du Tonkin, que de précédents traités avec la Cour d'Annam n'avaient pas réglée d'une manière définitive. Remarquons que le Gouvernement chinois sut amener le règlement de cette question à son heure et quand il pensait que les circonstances étaient des plus favorables à son action.

On sait que, dès le *xvii^e* siècle, le commerce français avait tenté de se créer des débouchés dans la péninsule indochinoise. Ces efforts avaient été soutenus par le gouvernement chaque fois que les circonstances l'avaient permis. En particulier, en 1787, l'évêque d'Adran, au nom du roi de Cochinchine, signa

à Versailles avec le représentant de *Louis XVI* un traité qui, s'il avait été exécuté, nous aurait assuré la possession des îles et des ports de Tourane et de Poulo-Condore, ainsi que la prépondérance commerciale dans l'ensemble des territoires soumis à l'autorité du roi de Cochinchine. La Révolution et les guerres qui en furent la suite détournèrent l'attention de la France des affaires indochinoises. Le gouvernement de la Restauration essaya vainement de reprendre pied dans le pays. Un consulat général établi à Hué en 1820 n'eut qu'une durée éphémère et les relations d'amitié avec la Cour d'Annam ne tardèrent pas à être troublées par les incidents du même genre de ceux qui se produisaient en Chine depuis des siècles. Les massacres de missionnaires, les entraves apportées au commerce de nos nationaux amenèrent à différentes reprises l'intervention énergique de nos forces navales dans les mers de Chine. La principale de ces actions fut celle entreprise par le *commandant Lapierre* (1847), au cours de laquelle la flotte du roi d'Annam fut entièrement détruite : cela ne fit qu'exciter l'animosité des autorités du pays qui promulguèrent un édit, le 21 mars 1851, ordonnant de mettre à mort les prêtres européens et indigènes. De nouveaux massacres consécutifs à cet édit décidèrent le Gouvernement français, allié à l'Espagne pour la circonstance, à entreprendre une action militaire vigoureuse. Elle dura quatre années (1858-1862) et se termina par le traité de Saïgon du 5 juin 1862, qui valait à la France la cession des trois provinces méridionales de Saïgon, Mytho, et Bien Hoa ainsi que la possession des îles Poulo-Condore. L'Espagne obtenait divers avantages commerciaux et une part dans l'indemnité de guerre de 4 millions de dollars stipulée en faveur des Alliés. De nouvelles difficultés surgies avec la Cour de Hué nous valurent en 1867 l'annexion des trois provinces de Vinh-Long, Chaudoc et Hatien. Ainsi notre colonie de la Basse-Cochinchine était définitivement fondée. De plus, par un traité signé avec le Cambodge en 1862, nous nous assurons le protectorat de ce pays jusqu'alors tributaire de l'Annam et du Siam.

Dans le courant de l'année 1873, une mission d'exploration confiée à *Jean Dupuis* ayant rencontré des difficultés au Tonkin, une nouvelle expédition fut entreprise contre l'Annam. Elle fut féconde en épisodes héroïques, mais elle coûta la vie à

Francis Garnier, le vaillant explorateur du Mékong. — Les opérations militaires ayant tourné à notre avantage, la Cour de Hué se décida à conclure la paix par le traité de Saïgon du 16 mars 1874. « Ce traité, écrit *M. Henri Cordier*, portait « en lui les germes de toutes nos difficultés futures et il ne « fait guère honneur à la clairvoyance de notre ministre des « Affaires Etrangères... Il ne marquait pas notre suzerai-
« neté; il nous apportait toutes les difficultés d'un protectorat
« qui n'était pas clairement stipulé, sans nous en donner les
« avantages; nous acceptions les responsabilités, sans obtenir
« le bénéfice de la situation acquise. » Le 31 août de la même année était conclu à Saïgon un traité de commerce nous assurant d'importants avantages commerciaux.

Le traité du 15 mars 1874, pour lequel *M. Henri Cordier* se montre si justement sévère, établissait bien le protectorat de la France sur le royaume d'Annam. L'article 2 s'exprimait ainsi : « S. E. le Président de la République française reconnaissant la souveraineté du roi d'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute Puissance étrangère, quelle qu'elle soit, lui promet aide et assistance et s'engage à lui donner sur sa demande et gratuitement l'appui nécessaire pour maintenir dans ses Etats l'ordre et la tranquillité, pour le défendre contre toute attaque et pour détruire la piraterie qui désole une partie des côtes du royaume. » D'autre part, l'art. 3 était ainsi conçu : « En reconnaissance de cette protection, S. M. le roi de l'Annam s'engage à conformer sa politique extérieure à celle de la France et à ne rien changer à ses relations diplomatiques actuelles. Cet engagement politique ne s'étend pas aux traités de commerce. Mais dans aucun cas, S. M. le roi de l'Annam ne pourra faire avec une nation, quelle qu'elle soit, de traité de commerce en désaccord avec celui conclu entre la France et le royaume d'Annam et sans en avoir préalablement informé le Gouvernement français. » Enfin, l'art. 20 prévoyait l'établissement d'un Résident français ayant rang de ministre auprès de S. M. le roi de l'Annam « pour maintenir les relations amicales entre les Hautes Parties contractantes et veiller à la consciencieuse exécution des articles du traité ». Les clauses de ces trois articles sont caractéristiques d'un protectorat bien défini. Cependant elles étaient atténuées dans une large mesure par d'autres dispositions qui

amoindrissaient singulièrement la portée des liens de vassalité rattachant l'Annam à la France. Ainsi, l'article 11 limitait à trois le nombre des ports ouverts au commerce (Qui-nhon, Haï-phong, Hanoï). De même, si l'article 11 autorisait la navigation sur le Fleuve Rouge depuis la mer jusqu'au Yunnan l'article 12 spécifiait que cette navigation ne serait permise que « moyennant l'acquittement de droits fixes, et à la condition de s'interdire tout trafic sur les rives du fleuve entre la mer et Hanoï et la frontière de Chine ». D'autre part, l'article 13 limitait le nombre de nos consuls à celui des ports ouverts et fixait à cent hommes la garde militaire que nous pourrions entretenir en ces points. L'article 14 enfin reconnaissait au roi d'Annam le droit de « faire résider des agents dans les ports ou villes dont il fera choix » en France pour assurer la protection de ses nationaux.

En somme, le régime établi par le traité du 15 mars 1874 était un régime bâtarde, n'offrant aucune chance de durée. Il était évident que tôt ou tard l'Annam allait essayer de se dégager des obligations qui en découlaient, tandis que la France, au contraire, allait s'attacher à les renforcer pour mieux asseoir son protectorat. De là des frictions inévitables entre les deux Gouvernements, qui allaient amener l'intervention de la Chine, anciennement suzeraine de l'Annam, et occasionner ainsi la guerre entre la France et l'Empire du Milieu.

Notre chargé d'affaires à Pékin, *M. de Rochechouart*, communiquait ce traité à la Chine à la date du 24 mai 1875. A la copie du traité était jointe une lettre au *Prince Koung* dans laquelle notre chargé d'affaires s'exprimait ainsi : « Votre
« Altesse Impériale verra que dorénavant c'est à la France
« qu'il appartient de veiller à la sécurité et à l'indépendance de
« *S. M. Tu-Duc* et le Gouvernement chinois comprendra, je
« m'en doute pas, combien il est nécessaire pour le maintien
« des bonnes relations existant entre la France et la Chine de
« donner les ordres les plus sévères aux autorités du Yunnan
« pour les engager, non seulement à empêcher de nouvelles
« bandes chinoises d'entrer dans le royaume d'Annam, mais
« même à rappeler celles qui s'y livrent actuellement à toutes
« sortes de sévices. »

« Le Gouvernement français est décidé à remplir les engagements qu'il a contractés vis-à-vis du roi *Tu-Duc* et à assu-

« rer la tranquillité dans les Etats de ce souverain. Son premier soin sera donc de disperser et de détruire ces bandes qui entretiennent le trouble et la guerre civile, et il serait à désirer, je le répète, que votre Altesse Impériale prit les mesures nécessaires pour faciliter cette tâche dont la province du Yunnan, si troublée elle aussi, ne peut que profiter. »

De plus, notre chargé d'affaires réclamait l'ouverture d'un port du Yunnan où « nos habitants puissent atterrir et se livrer aux transactions commerciales régulières ».

Le *prince Koung* répondait le 15 juin 1875 que « la Chine a envoyé des troupes dans l'Annam sur la demande du gouvernement de ce pays et dans le but de détruire le brigandage. Les soldats chinois qui se trouvent sur la frontière du Yunnan sont là dans le but de protéger l'Annam contre les attaques des brigands et en même temps d'assurer la sécurité du Yunnan. Quant aux bandes qui passent la frontière, les autorités provinciales ne peuvent les laisser faire sans manquer à leur devoir : elles doivent les poursuivre et les punir ».

Pour la seconde demande de M. de Rochechouart relative à l'ouverture d'un port du Yunnan, le *Prince Koung* se contentait de répondre « que le Yunnan est fermé au commerce étranger, et que, dès lors, dans votre traité, ni dans celui d'aucune autre nation, il ne saurait y avoir de stipulation relative à l'ouverture d'un port de commerce dans le Yunnan ».

Quant au texte du traité lui-même le *Prince Koung* n'y faisait allusion qu'au début de sa lettre pour en accuser réception et n'élevait contre lui aucune protestation.

Deux mois ne s'étaient pas écoulés depuis la réception de cette réponse que, M. de Rochechouart réclamait de nouveau, par une note du 4 août 1875, l'ouverture du port de Manhao sur le Fleuve Rouge. Le *Prince Koung*, alors occupé à régler l'incident *Margary* avec l'Angleterre, se contenta de faire à cette note une réponse dilatoire : « S. E. Li, écrivait-il le 6 septembre 1875, ayant été envoyé par S. M. pour procéder à une enquête sur l'affaire *Margary* et la régler, il lui sera possible, dès que ce règlement aura eu lieu, de faire une enquête sur la situation des différents points de la province et des frontières, d'étudier et de régler cette question. J'écris à S. E. Li de faire, immédiatement après le règlement de l'affaire *Margary*, une enquête minutieuse sur la possibilité de don-

« ner suite à votre projet. Dès que j'aurai la réponse de ce « fonctionnaire je m'empresserai de vous la communiquer. »

Il était certain que le *Prince Koung* ne cherchait qu'à gagner du temps : il avait déjà l'affaire *Margary* sur les bras et il ne tenait pas à entrer en difficultés avec la France, tant que cet incident ne serait pas réglé. M. *Henri Cordier* porte à ce sujet ce jugement tout à l'éloge de la diplomatie chinoise : « On n'a pas remarqué et admiré avec quelle rare habileté « elle a joué les hommes d'Etat d'Occident ; elle a pris son temps « pour régler successivement ses différends avec l'Angleterre « (*Margary*), la Russie (*Kouldja*) et la France (*Tonkin*) et les « diplomates européens ont, sans s'en douter, attendu que la « Chine, malgré les menaces ou l'emploi des armes, ait choisi « son heure pour mettre fin à des difficultés qu'elle a fait du- « rer tout le temps qu'elle a désiré ».

Et pourtant, si nous avions été clairvoyants, les occasions ne nous auraient pas manqué, avant l'heure choisie par la Chine pour déchaîner le conflit, de mettre un terme à ces difficultés et d'asseoir solidement notre protectorat sur le royaume d'Annam. Celui-ci, en effet, cherchait par tous les moyens à échapper à la tutelle de la France et dans ce but il s'efforçait de nouer des relations avec le Siam et de nous créer des difficultés avec la Chine et les Puissances européennes. En 1879, le roi d'Annam *Tu-Duc* avait envoyé une ambassade à Bangkok, après avoir obtenu, il est vrai, l'autorisation du Résident français, mais l'attitude correcte du gouvernement siamois, qui prit notre avis à cette occasion, diminua la portée de la démarche annamite et pallia dans une certaine mesure la faute commise par le Résident en donnant son approbation à l'ambassade projetée. Les difficultés que nous eûmes au sujet de l'Annam avec les Puissances européennes, à la suite du traité de 1874, furent assez sérieuses. Nous en trouvons un exposé aussi exact que complet dans un rapport que M. *Raindre*, en mission auprès de notre Résident à Hué, adressait en novembre 1879 à notre ministre à Pékin. Citons les principaux passages de cet important document : « Dès 1875, écrit l'auteur, on « entra dans la voie des concessions. L'Angleterre réclamait : « 1^o contre la clause du traité qui a pour objet de consacrer la « juridiction de nos consuls sur tous les Européens en Annam ; « 2^o contre les droits différentiels prévus à l'avantage des pro-

« duits importés du port de Saïgon, dans les ports annamites. On a voulu donner satisfaction au Gouvernement britannique et on a cherché un terrain de conciliation... Quoi qu'il en soit, on a tenu ferme pour les droits différentiels et on a abandonné, par voie d'interprétation, ce droit exclusif de juridiction qui était la caractéristique du protectorat plus ou moins déguisé conféré à la France par le traité du 15 mars. Les Anglais, après avoir forcé la porte, n'ont rien fait pour y passer, mais d'autres ont aussitôt marqué leur désir de profiter de la brèche. Ce sont d'abord les Allemands, qui ont marqué leur intention d'établir des consuls au Tonkin, ensuite les Espagnols qui ont entendu conclure une convention consulaire et commerciale avec l'Annam. »

Mais nous devons rencontrer des difficultés plus sérieuses du côté de la Chine. La diplomatie devait être impuissante à les résoudre, grâce à la mauvaise foi invétérée de « nos bons amis de Pékin », et leur règlement allait être confié au sort des armes.

Les Annamites, dans leurs relations avec la Chine, agissaient comme si le traité de 1874 n'avait pas existé. La Chine se prévalait vis-à-vis de l'Annam de certains droits de suzeraineté, fort douteux au fond, et qui, dans tous les cas, n'impliquaient aucune vassalité effective de la part de la Cour de Hué. Celle-ci envoyait bien, tous les quatre ans, un tribut à la Cour de Pékin, mais c'était là une vieille coutume que les souverains de l'Annam avaient acceptée, non pas tant comme une reconnaissance de la suzeraineté de la Chine, mais plutôt comme une marque de respect propre à se concilier les bonnes grâces de leur puissante voisine. D'ailleurs, dans la première moitié du xix^e siècle, cette coutume était presque tombée en désuétude et les successeurs de *Gia-Long*, mort en 1820, ne s'y étaient plus soumis qu'à de rares intervalles. Si donc les Annamites faisant fi du traité de 1874 qui reconnaissait « leur pleine indépendance vis-à-vis de toute nation, quelle qu'elle soit », essayaient de faire revivre les anciens liens de subordination qui paraissaient les unir à la Chine, ce n'était pas par sympathie particulière pour ce pays et parce qu'ils existaient réellement, mais bien pour se dégager, autant que cela était en leur pouvoir, des obligations que le traité de 1874 leur avait créées à notre égard. M. *Raindre* avait très bien démêlé

les mobiles qui faisaient agir les Annamites et dans le rapport déjà cité, il écrivait : « Je ne saurais, d'ailleurs, nier qu'il « faut s'attendre à trouver le Gouvernement annamite peu disposé à nous donner des garanties de ce côté. On a fort bien « compris à Hué que le voisin du Sud est aujourd'hui le seul « vraiment redoutable, c'est de plus celui dont l'action est la « plus désastreuse au point de vue des Lettrés et des classes « dirigeantes, dont les prévarications et les abus seraient tout « au moins fort menacés par le triomphe de notre influence. « Aussi la Cour et les Mandarins s'attachent-ils à conserver « au dehors un point d'appui contre nous, et en l'état actuel « des choses ce n'est guère que sur la Chine qu'ils peuvent « tenter d'étayer quelque résistance. »

La Chine, de son côté, trop occupée par ailleurs pour protester ouvertement contre le traité de 1874, réservait l'avenir tout en secondant de son mieux les vues de la Cour de Hué. C'est ainsi qu'en 1877, le roi d'Annam ayant envoyé une mission porter le tribut ordinaire à Pékin, celle-ci, sans doute sur les conseils des mandarins chinois, ne rendit pas visite à notre ministre à Pékin. Le fait même d'accepter le tribut était symptomatique et révélait la ferme intention du Gouvernement chinois de ne pas reconnaître le traité de 1874. C'était là pour nous une occasion d'agir et de mettre un terme aux manœuvres de la Cour de Hué, mais le manque de cohésion de notre action à Pékin et en Indo-Chine, et aussi une méconnaissance profonde des sentiments réels du Gouvernement chinois firent que nous la laissâmes échapper. Pourtant, l'année suivante, en 1878, un nouvel incident plus sérieux nous aurait permis d'intervenir efficacement, si nous ne nous étions bercés de douces illusions. Un général chinois, *Li-Yan-Tsaï*, s'étant révolté contre la Cour de Pékin, avait levé des troupes et envahi l'Annam. La Cour de Hué sollicita l'intervention de la Chine, qui envoya des troupes régulières pour combattre le général rebelle. Celui-ci fut capturé et un décret impérial du 11 décembre 1879 parlant des troupes chinoises envoyées en Annam disait « qu'elles s'acquittèrent promptement et avec succès de la tâche qui leur était dévolue, elles « s'emparèrent du coupable vivant ; force reste donc ainsi « aux lois de la Chine ; de plus, le calme est du même coup « rétabli chez ceux que notre investiture rend nos vassaux ».

L'occasion était bonne pour dissiper l'équivoque, mais pas plus qu'en 1877 nous ne sûmes en profiter. La situation pourtant n'était guère propre à favoriser le développement de notre influence. *M. Raindre*, dans le document déjà cité, remarquait avec amertume « qu'un beau jour, quand des troubles ont éclaté au Tonkin, c'est une armée chinoise qui est « entrée dans la province pour battre les rebelles sous les « yeux de nos garnisons de Hanoï et de Haïphong pendant que « les canonnières chinoises faisaient la police des côtes et « brûlaient des villages et des jonques en vue des navires de « notre station du Tonkin ».

Il serait difficile de comprendre l'abstention de la France en cette circonstance, si une lettre, que notre ministre à Pékin, *M. Patenôtre*, écrivait au ministre des Affaires étrangères le 23 février 1880, ne nous en révélait les motifs : « J'ai déjà pris « la liberté de signaler, disait *M. Patenôtre*, à plusieurs reprises les sérieux inconvénients résultant de l'ignorance où l'on « est presque toujours à Pékin de la ligne politique suivie par « le Département des Colonies vis-à-vis de l'Annam. J'ai « montré les contradictions inévitables qui en sont la conséquence, l'envoi en Chine, par exemple, d'une ambassade « annamite considérée à Saïgon comme sans importance, « alors que la Légation le considérait comme un acte de vas- « salité parfaitement caractérisé; les troupes impériales laissées libres de faire la police du Tonkin, alors que *M. de Rochechouart* était invité par le Département à notifier au « Tsoung-li-Yamen notre ferme résolution de ne pas reconnaître à d'autres qu'à nous-mêmes le droit de rétablir l'ordre dans les Etats de *Tu-Duc*. J'ai rappelé à ce propos que « *M. Brenier de Montmorant*, tout en constatant l'opportunité « qu'il y aurait à demander des explications catégoriques au « Cabinet de Pékin pour la violation de la frontière annamite, « avait cru devoir s'abstenir de toute démarche de ce genre, « vu la presque certitude où il était de n'être point soutenu « dans ses réclamations par l'Administration des Colonies. J'ai « dû pour les mêmes raisons, ainsi que je l'ai écrit à Votre « Excellence, laisser passer sans protestation les différents « décrets insérés à la *Gazette de Pékin* et destinés à réveiller « le souvenir d'une suzeraineté dont le traité du 15 mars 1874 « avait précisément pour objet d'effacer les derniers vestiges. »

Après avoir ainsi dénoncé le manque d'unité de vues de notre politique comme la cause de notre passivité; M. *Patenôtre* poursuivait en ces termes : « J'ajoutais que notre inaction prolongée ne pouvait manquer d'encourager la Chine « dans une voie de revendication où elle ne rencontrait aucun « obstacle et qu'il était assez naturel qu'elle eut peine à croire « à la réalité d'un protectorat, qui, jusqu'ici ne s'était affirmé « que dans des protocoles. »

Et, en effet, la Chine, encouragée par notre inaction, commençait à mettre en avant ses droits de suzeraineté sur l'Annam en attendant l'heure propice pour les faire valoir efficacement. Ainsi, M. *Raindre* citait dans son rapport un incident qui « semblerait prouver que dans cet ordre d'idées les illusions « du Gouvernement impérial sont peut-être encore plus « grandes qu'on ne le suppose ». « Le 19 février 1880, écrivait « M. *Raindre*, le Corps diplomatique s'était rendu au Tsoung-li-Yamen pour présenter ses compliments au Prince Koung « à l'occasion du jour de l'an chinois. Au moment où nous « prenions congé de Son Altesse, un des membres du Yamen « s'approcha de M. *Dévéria* et le pria de différer son départ « de quelques instants, en ajoutant qu'on avait une communication à lui faire; la même prière fut adressée à M. *Arendt*, « premier interprète de la Légation d'Allemagne. M. *Arendt* et « M. *Dévéria* ayant été conduits à la salle ordinaire des conférences, un des secrétaires du Yamen (ils étaient alors au « nombre de quatre) remit à l'interprète allemand un pli sans « suscription en lui disant : « Voici la note verbale que vous avez « demandée. » M. *Arendt* semblait ignorer ce dont il s'agissait : « il prit la pièce qu'on lui tendait et se mit en devoir de la parcourir. Un des autres mandarins se tournant alors vers M. *Dévéria*, lui dit à haute voix : « Les journaux parlent de vos projets sur le Tonkin. Avez-vous lu l'article qui a paru récemment « dans le Chen-Pao ? » Il lui présentait en même temps un papier sur lequel étaient transcrites quelques lignes dont je « donne ci-après la traduction : « Le Chen-Pao du 2^e jour de la « 12^e lune (13 janvier 1880) publie les détails suivants extraits « d'un journal français : « La France désire l'ouverture du « Song-Koy (Fleuve Rouge) à la navigation. Ce fleuve est en communication avec le Yunnan. Le Gouvernement annamite n'y « a pas encore consenti, mais la France l'y contraindra certai-

« nement. Si la France n'obtenait pas ce qu'elle désire les deux
« États cesseraient d'être d'accord et la guerre ne manquerait
« pas de s'en suivre. »

« *M. Devéria*, assez surpris de voir la conversation s'engager
« sur ce terrain, en présence de l'interprète allemand, répondit
« qu'il ignorait ce qui avait pu motiver l'article mentionné par le
« Chen-Pao, que le rédacteur de cette note était vraisemblable-
« ment mal renseigné, puisqu'il paraissait ne pas savoir que la
« libre navigation du Song-Koy était spécifiée dans notre traité
« avec l'Annam, que l'acte de 1874 ayant été communiqué offi-
« ciellement au Gouvernement chinois, le Tsoung-li-Yamen de-
« vait, d'ailleurs, être depuis longtemps fixé à cet égard, et
« qu'il ne comprenait pas trop pourquoi une semblable ques-
« tion lui était posée.

« Le Secrétaire chinois répondit d'un ton assez embarrassé
« que cet article avait été signalé à l'attention du Yamen par
« le *Dr Martin*, Directeur du Collège de Pékin, et qu'en raison
« des liens de vassalité qui rattachaient l'Annam à la Chine,
« le Gouvernement impérial ne pouvait manquer de s'intéres-
« ser à ce qui concernait le Tonkin. »

« Le premier interprète de la Légation jugea prudent de
« couper court à une discussion qui s'ouvrait dans des condi-
« tions aussi délicates et se contenta de renvoyer encore une
« fois son interlocuteur au traité de 1874. L'entretien en resta
« là et *M. Devéria* partit avec *M. Arendt*, sans qu'un seul
« mot fût échangé entre eux au sujet de cet incident. »

Ainsi donc, au fur et à mesure que les négociations relatives à Kouldja progressaient avec la Russie, la Chine ouvrait de plus en plus la porte à la question d'Annam dans le but de faire échec à notre politique en Extrême-Orient et porter par là même un rude coup au prestige de tous les Européens. Aussi, lorsque le roi *Tu-Duc* écrivit au début de 1880, à la Cour de Pékin, pour s'informer à quelle époque de l'année suivante le tribut pourrait passer la frontière, le Gouvernement chinois s'empressa-t-il de lui répondre « d'observer ce qui
« s'est passé jusqu'ici quant à l'époque fixée pour le passage de
« la frontière ». Nos efforts, assez décousus, du reste, ne surent pas empêcher cette nouvelle ambassade annamite. Pendant que nous tentions de nous y opposer, le *Marquis Tseng*, ambassadeur à Paris, alors occupé à Pétrograde au règlement de

l'affaire de Kouldja, adressa à notre ministre des Affaires étrangères, à la date du 10 novembre 1880, une lettre qui ne laissait plus aucun doute sur les intentions du Gouvernement chinois. Le *Marquis Tseng* s'exprimait ainsi : « J'ai l'honneur
« d'informer Votre Excellence qu'à la suite des bruits qui
« avaient couru sur certaines clauses de nature à créer un
« conflit entre le Gouvernement français et le prince du Ton-
« kin, j'ai eu le 25 janvier une entrevue avec M. de *Freycinet*
« au ministère des Affaires Etrangères. Et après avoir fait con-
« naître à S. E. lors, de cet entretien, les liens de vassalité qui
« unissent le Tonkin à la Chine, je lui ai demandé s'il y avait
« réellement des clauses de cette nature. Son Excellence m'a
« répondu que de pareilles clauses n'existaient point, et cette
« assurance a pu calmer mes appréhensions sur ce sujet. Mais,
« d'après des informations plus récentes, il paraît que le Gou-
« vernement français aurait l'intention d'envoyer ou déjà ex-
« pédié des troupes au Tonkin, ce qui m'a fait renaître des
« appréhensions. — J'ai donc l'honneur de prier Votre Excel-
« lence de vouloir bien me faire connaître si ces informations
« sont authentiques et si, depuis l'entretien que j'ai eu avec
« M. de *Freycinet*, les intentions du Gouvernement français
« ont subi quelque changement. J'espère que V. E. voudra
« bien me faire connaître comme son prédécesseur les vues
« de votre Gouvernement relatives à la question du Tonkin,
« car je n'ai pas besoin de déclarer à Votre Excellence que
« le Gouvernement chinois ne saurait regarder avec indiffé-
« rence des opérations qui tendraient à changer la situation
« politique d'un pays limitrophe comme le royaume du Ton-
« kin, dont le prince a reçu jusqu'à présent son investiture
« de l'Empereur de Chine. »

M. *Barthélemy Saint Hilaire*, qui avait succédé le 23 septembre 1880 à M. de *Freycinet*, au quai d'Orsay, fit la réponse suivante au *Marquis Tseng*, le 27 décembre 1880 : « Nos rap-
« ports avec le Tonkin sont réglés par le traité conclu le
« 15 mars 1874 entre la République française et l'Empire d'An-
« nam dont le Tonkin, vous ne l'ignorez pas, est une dépendance.

« En vertu de l'article 2 de cet acte solennel, la France a
« reconnu l'entière indépendance du souverain de l'Annam,
« vis-à-vis de toute Puissance étrangère, quelle qu'elle soit, et
« lui a promis aide et assistance et s'est engagée à lui donner
« l'appui nécessaire pour maintenir dans ses Etats l'ordre et

« la tranquillité, enfin pour le défendre contre toute attaque.
« Je dois ajouter que le même traité a placé sous la protection
« de la France les intérêts européens en Annam.

« L'acte dont je viens d'indiquer les principales clauses a
« été communiqué en son temps aux divers gouvernements
« qu'il pouvait intéresser. La Cour de Chine, en particulier, en a
« reçu notification par l'entremise de la Légation de France à
« Pékin; les relations du Gouvernement de la République avec
« l'Annam et ses différentes provinces se trouvent depuis lors
« définies avec une précision suffisante et je ne doute pas que
« M. de Freycinet, à l'entretien amical de qui vous vous êtes
« référé, ne vous ait donné avant moi des explications parfait-
« tement concordantes avec le texte du traité qui détermine
« les droits et les obligations de la France. Je ne fais pas de
« difficulté de vous assurer à mon tour que le Gouvernement
« de la République a l'intention de se conformer aux stipu-
« lations du traité de 1874 et de remplir les obligations qui
« peuvent en découler pour lui.

« Il comprend sans peine l'intérêt que la Cour de Pékin
« attache, comme nous-mêmes, au maintien du bon ordre
« dans une contrée voisine de la frontière du Céleste Empire
« et il appliquera tous ses efforts à empêcher qu'aucune diffi-
« culté ou aucun malentendu ne s'élève de ce chef entre la
« France et le Gouvernement impérial chinois. »

Neuf mois après, le 24 septembre 1881 le *Marquis Tseng* faisait connaître à notre ministre des Affaires étrangères que le Gouvernement chinois ne reconnaissait pas le traité conclu en 1874, entre la République Française et le roi d'Annam. Entre temps, la Chambre des députés avait accordé les crédits nécessaires pour le renforcement de nos forces navales au Tonkin; aussi *Gambetta*, qui avait succédé à M. *Barthélemy Saint-Hilaire* au Quai d'Orsay, se sentant soutenu par le Parlement, adressa au *Marquis Tseng*, à la date du 1^{er} janvier 1882, une lettre où il déclarait que l'opposition actuelle de la Chine au traité de 1874 était peu compréhensible, attendu que le Gouvernement chinois n'avait élevé aucune protestation, en 1875, lorsque le traité lui avait été notifié. — Il ajoutait: « Vous comprendrez sans peine que, dans ces conditions, il nous soit malaisé d'admettre que le Gouvernement chinois vienne contester aujourd'hui un traité existant et déjà

« entré dans la période d'application depuis près de huit années ;
« nous ne saurions nous arrêter en tout cas à une réclamation
« aussi tardive, et le Gouvernement de la République hésite
« d'autant moins à revendiquer l'entière liberté de ses actes en
« ce qui concerne l'exécution de ses conventions avec l'Annam,
« qu'il ne nourrit, ainsi que *M. de Freycinet* et *M. Barthélemy*
« *Saint Hilaire* vous en ont successivement donné l'assurance,
« aucun dessein qui puisse porter ombrage à la Chine ou qui
« soit préjudiciable à ses intérêts. »

Cependant, comme des bandes irrégulières chinoises dites des « Pavillons Noirs » avaient envahi le Tonkin et molesté à différentes reprises nos nationaux, le Gouvernement français, sans plus s'occuper des protestations de la Chine, se décida à une action énergique dans le Tonkin. Pour préparer cette action autant que pour mettre à l'abri de toute surprise notre garnison à Hanoï, on décida, le 17 janvier 1882, que celle-ci serait doublée. Devant ces mesures préventives, les mandarins de Hanoï se mirent à accumuler soldats et munitions dans la citadelle de la ville, qu'ils mirent en état de défense. Pour garantir sa sécurité, le *Commandant Rivière*, chargé des opérations au Tonkin, adressa au Tong-Doc (gouverneur), le 25 avril 1882, un ultimatum lui demandant la remise de la citadelle. Cet ultimatum étant resté sans réponse, le *Commandant Rivière* donna l'assaut à la citadelle, qui fut emportée par nos troupes avec des pertes insignifiantes. Dès que cette nouvelle parvint au *Marquis Tseng*, ils s'empressa de protester auprès du ministre des Affaires étrangères et alla même jusqu'à réclamer le rappel de nos troupes du Tonkin. *M. de Freycinet*, alors chargé du Département, lui répondit (31 mai 1882) : « Que le Gouvernement de la République, soucieux de
« faire respecter un acte qu'il a signé, avait donné aux autorités
« coloniales en Cochinchine l'ordre d'assurer l'exécution du
« traité conclu entre la France et l'Empire annamite en 1874. » En même temps, le 9 mai, les mandarins du Tsoung-li-Yamen se rendaient à la Légation pour demander à notre ministre, *M. Bourée*, de « rappeler au Gouvernement français que
« l'Annam est placé sous la suzeraineté de la Chine et pour
« demander que le fait soit ainsi constaté ».

Notre ministre à Pékin, tenu dans l'ignorance de la situation exacte en Annam où l'attitude de la Cour, un moment amicale,

après l'affaire de la citadelle d'Hanoi, était de nouveau redevenue hostile quand elle se crut assurée de l'appui de la Chine, céda aux sollicitations du Tsoung-li-Yamen et se mit à négocier à Chang-Haï un arrangement connu sous le nom de « Mémo-randum » (20 décembre 1882) sur les bases suivantes : 1° les troupes chinoises évacueraient le Tonkin, à condition que *M. Bourée* écrirait au Tsoung-li-Yamen une lettre dans laquelle il déclarerait que la France ne poursuit aucun projet de conquête, aucune entreprise contre la souveraineté territoriale de l'Annam ; 2° la ville de Lao-Kay serait cédée à la Chine qui y établira un poste de douane, « de telle sorte que les produits étrangers ayant franchi cette barrière se trouveraient placés au-delà sous le régime ordinaire de tous les produits qui ont pénétré dans l'intérieur de la Chine par les ports ouverts » ; 3° le Tonkin serait divisé en deux zones placées sous la surveillance respective de la Chine et de la France, qui garantiraient le Tonkin ainsi organisé.

La première condition a été immédiatement exécutée ; quant aux deux autres, *M. Bourée* en référa à Paris pour obtenir l'approbation du Gouvernement. On lui répondit en mettant fin à sa mission et en le rappelant en France (5 mars 1883).

Le Gouvernement français désavouait donc l'action de son ministre à Pékin, qui avait fait fausse route en se laissant entraîner dans la voie des négociations entreprises par le Gouvernement chinois avec sa mauvaise foi habituelle, puisqu'au moment même où il entrait en pourparler avec *M. Bourée*, il envoyait des agents à Hué « pour demander la cause du différend qui séparait la France et l'Annam » et pour reprocher au roi d'Annam de ne pas avoir fait appel aux bons offices de la Chine. Cette démarche avait pour but non de provoquer la demande d'une intervention armée qui aurait fort embarrassé la Chine, mais d'obtenir, écrit *M. Henri Cordier*, « des déclarations de telle nature, qu'elles puissent suppléer aux titres que la Chine n'a pu produire, vu leur absence, à l'appui de ses prétentions de Puissance suzeraine ». Les agents chinois étaient en même temps chargés de protester contre le traité de 1874 et de demander l'envoi à Pékin d'un fonctionnaire annamite dont le Gouvernement chinois aurait tiré le plus grand profit pour nous nuire dans l'esprit des autres Puissances. A cette époque, du reste, la Cour de Pékin était favo-

rable à la guerre et son plan, ainsi que le montre une conversation de *M. Bourée* avec un haut mandarin, était de nous tenir en échec par des négociations jusqu'à ce que l'Allemagne nous déclare la guerre. La Chine l'aurait suivie et nous aurait facilement battus.

Pendant que l'on négociait, les Pavillons Noirs, aidés de troupes régulières annamites, ravageaient le Tonkin et menaçaient nos communications avec Hanoï. Le *Commandant Rivière* avait été tué au cours d'une sortie faite pour les repousser (19 mai 1883). Aussitôt le Parlement vota les crédits nécessaires au maintien et au renforcement de nos troupes au Tonkin, dont la direction fut confiée au *général Bouet*. Après divers combats à Haï-Phong, Nam-Dinh; Vong, etc., nos troupes s'emparèrent des forts de Thuan-An qui protégeaient la ville de Hué (20 août 1883). Cinq jours après, le 25 août, M. Harmand, précédemment nommé Commissaire général civil, signait avec les plénipotentiaires annamites le traité de Hué, qui établissait en bonne et due forme le protectorat de la France sur le royaume d'Annam. « L'Annam, stipulait l'art. 1^{er}, reconnaît et accepte le protectorat de la France avec toutes les conséquences de ce mode de rapports au point de vue du droit diplomatique européen, c'est-à-dire que la France présidera aux relations de toutes les Puissances étrangères, y compris la Chine, avec le Gouvernement annamite, qui ne pourra communiquer diplomatiquement avec les dites Puissances que par l'intermédiaire de la France seulement. » D'autre part, l'article 23 disposait « que la France s'engage à garantir désormais l'intégrité complète des Etats de S. M. le Roi d'Annam, à défendre ce souverain contre toutes les agressions du dehors et contre toutes les rébellions du dedans, et à soutenir ses justes revendications contre les étrangers. La France se charge à elle seule de chasser du Tonkin les bandes connues sous le nom de Pavillons Noirs et d'assurer par ses moyens la sécurité et la liberté du commerce du fleuve Rouge ». L'article 11 prévoyait l'établissement d'un Résident général à Hué, « qui sera le représentant du protectorat français, sous le contrôle du Commissaire général du Gouvernement de la République française. L'article 13 prévoyait spécialement pour le Tonkin, « un résident à Hanoï, un à Haïphong, un dans les villes maritimes qui pourraient ultérieurement se fonder, un au chef-lieu de chaque grande province ».

En somme, le traité de Hué constituait un réel et « efficient » traité de protectorat au profit de la France, qui, ainsi que le stipule l'article 25, pourra à l'avenir considérer « en tous lieux, au dedans comme au dehors, tous les Annamites comme ses vrais protégés ». De plus, aux termes de l'article 2, la province de Binh-Thuan était annexée à nos possessions de la Basse Cochinchine.

Pendant que les événements suivaient ce cours en Annam, la situation demeurait très tendue avec la Chine. Celle-ci, selon que ses gouvernants penchaient du côté du *Marquis Tseng*, qui, sous l'influence de son conseiller anglais, poussait à la guerre, ou du côté de *Li-Houng-Tchang*, vice-roi du Tchéli, favorable à la paix, se montrait tantôt arrogante ou tantôt conciliante à notre égard. Mais le parti de la guerre parut l'emporter lorsque le Japon, qui paraissait d'abord disposé à s'unir à nous pour une action commune, eut manifesté sa volonté de rester neutre. Dès lors, la volonté de la Chine d'en venir aux armes ne fut plus douteuse. Pourtant elle se sentait en état d'infériorité et elle essaya avant de donner la parole au canon de solliciter successivement la médiation de Londres, de Berlin et de Washington pour trancher son différend avec la France. Les choses en étaient là lorsque, le 20 août 1883, notre ministre, *M. Tricou*, averti de plusieurs points de la Chine du départ de navires chargés d'armes et de munitions à destination de l'Annam, décrétait le blocus des ports du Tonkin et de l'Annam. Selon sa chère habitude, le *prince Koung* répondit en termes dilatoires à la note qui lui annonçait cette mesure. Il faisait savoir qu'il allait ordonner une enquête pour s'assurer que les faits allégués par notre ministre, pour justifier la mise en état de blocus des ports du Tonkin et de l'Annam étaient bien exacts. Mais, dès que fut connue la conclusion du traité du 25 août, le parti de la guerre se montra de plus en plus belliqueux, tandis qu'au contraire, *Li-Houng-Tchang*, « trop intelligent pour ne pas comprendre que la soumission de la cour de Hué doit à la longue frapper d'impuissance toutes les manœuvres de la cour de Pékin », déclara se désintéresser des affaires de l'Annam. Il allait même jusqu'à dire à notre ministre que le Tsoung-li-Yamen « vivait dans la Lune » et il s'essayait à convaincre *M. Tricou* que si un choc avait lieu entre les troupes françaises et les troupes chi-

noises qui grossissaient les rangs des Pavillons noirs que cela n'entraînerait pas forcément la guerre car... « ces soldats n'appartiennent pas à proprement parler à l'armée régulière, « mais relèvent directement des gouverneurs généraux administrant les provinces du Sud ».

Sur ces entrefaites, M. *Tricou* retourna au Japon près du souverain, duquel il était accrédité, et il fut remplacé par M. *de Semallé*, qui reçut pour mission d'amener une entente sur la base du Mémorandum du 15 septembre 1883 ainsi modifié : 1^o le Gouvernement français s'engagerait à n'occuper aucun point et à n'exercer aucune action dans la région délimitée au nord par la frontière de Chine et au sud par une ligne à déterminer, partant d'un point de la côte entre le 21 et 22^o degré de latitude pour aboutir au Fleuve Rouge en amont de Lao-Kay. Le gouvernement chinois s'engagerait, de son côté, à n'occuper aucun point et à n'exercer aucune action dans la même région.

L'administration continuerait à être exercée dans cette zone par les fonctionnaires annamites. Il ne pourrait pas y être élevé de fortifications.

Si des bandes armées y venaient chercher un refuge ou s'il s'y produisait des désordres incompatibles avec la sécurité des territoires voisins, les gouvernements français et chinois pourraient soit ensemble, soit séparément, y faire pénétrer des forces militaires, après s'être mis d'accord sur l'objet et sur l'étendue de l'opération. Ces forces devraient être retirées, dès qu'elles auraient atteint le but pour lequel elles auraient été envoyées.

2^o La Ville de Menhao sur le fleuve Rouge, dans la province du Yunnan, serait ouverte au commerce étranger dans les mêmes conditions que les autres villes de l'Empire chinois où ce commerce est déjà permis.

En proposant la discussion de ce Mémorandum, le Gouvernement français faisait preuve de son esprit de conciliation. En échange de la création d'une zone neutre il ne réclamait que l'ouverture du port de Menhao au commerce étranger. Pourtant, lorsque M. *de Semallé* fit part au Prince *Koung* des instructions qu'il avait reçues, il en obtint la réponse suivante, sous la date du 16 novembre 1883. « L'An-

« nam est un pays vassal de la Chine..... Aussi la Chine a-t-elle envoyé à différentes époques des soldats hors des défilés de la frontière et détruit au Tonkin les bandes de brigands... Elle a dépensé des sommes considérables pour l'entretien de ces troupes, pendant plus de dix ans, pour la raison que l'Annam étant rangé parmi les pays feudataires qui servent de barrière à l'Empire, la Chine, devait s'employer à le protéger..... Or, sans aucun motif, votre Gouvernement a rassemblé des troupes qui se sont emparées de vive force des villes de Hanoï, de Nam-Dimb et autres, situées dans l'Annam et le Tonkin. La Chine n'a pas voulu, soucieuse des graves intérêts qui se rattachent au commerce international, rompre à la légère ses relations pacifiques avec la France. Mais qui eût pu prévoir que votre Gouvernement poursuivait sans fin ses conquêtes et que profitant d'un deuil immense dont fut frappé tout l'Annam et de l'occasion que lui offrait l'avènement d'un nouveau souverain il contraindrait celui-ci à conclure un traité qui porte que la Chine ne pourra se mêler au gouvernement du royaume d'Annam ?

« Si un Etat qui, depuis plus de deux cents ans, reçoit l'investiture de la Chine et lui paie tribut, et qui a été sans cesse protégé par elle, n'est pas reconnu par vous comme un pays vassal de la Chine, le tort et l'injustice d'une telle conduite éclatent aux yeux de tous..... Si vous envahissez le territoire occupé par nos soldats cantonnés dans le Tonkin, c'est que l'intention de la France est de rompre la paix qui nous unit. Nos troupes du Tonkin ne pourront vous regarder impassiblement et on en arrivera infailliblement à se battre. »

Le 27 novembre, *M. de Sémallé* remettait la réponse du Gouvernement français à ce manifeste et le 6 décembre il rappelait au Tsoung-li-Yamen que le Marquis *Tseng* « avait déclaré officiellement qu'il n'y avait pas de troupes chinoises au Tonkin près des villes qui sont notre objectif. La responsabilité d'un conflit, s'il y a lieu, ne nous sera donc pas imputable, les troupes chinoises n'ayant qu'à reprendre leurs positions antérieures ». Le Tsoung-li-Yamen répondait le 9 décembre que le Marquis *Tseng* avait eu tort de produire pareille affirmation, vu que l'Annam étant un vassal de la Chine, il était naturel que celle-ci y entretînt des troupes et

que par conséquent, « puisque votre pays n'a pas retiré ses
« troupes de Hanoï, Nam-Dimb et autres lieux, et qu'il veut, en
« outre, aller attaquer des places où sont cantonnées des trou-
« pes chinoises, c'est à lui qu'incombera la responsabilité d'un
« conflit, si nos armées se rencontrent dans quelque endroit
« que ce soit du Tonkin ».

La guerre était décidée dans l'esprit du Gouvernement chinois, qui prenait toutes ses mesures en conséquence et désignait les chefs éventuels des troupes qui marcheraient vers le sud. Sur ces entrefaites, un incident causé par de mauvais traitements infligés à un missionnaire allemand, le *P. Auger*, permit au Tsoung-li-Yamen de manifester ouvertement ses sentiments d'hostilité non seulement à l'égard du ministre français, mais aussi à l'égard des autres membres du Corps diplomatique, qui furent en butte aux rebuffades d'un membre du Tsoung-li-Yamen, nommé *Tchang*, connu pour sa xénophobie. Enfin, pour ne plus laisser aucun doute sur ses intentions, la Cour obtint la disgrâce du *Prince Koung* et de ses collaborateurs, plutôt hostiles à la guerre, tandis qu'on appelait au Grand Conseil le *Prince Tchouen*, partisan de la guerre et de toute notoriété ennemi des étrangers. Ces mesures furent l'objet de décrets du 8 avril 1884, suivis par deux autres du 12 avril ordonnant la mise en accusation des gouverneurs du Yunnan et du Kouang-Si, qui n'avaient pas fait leur devoir en laissant les Français s'emparer de Son-Tay (16 décembre 1883) et de Bac-Ninh (12 mars 1884). De plus, les officiers, qui n'avaient pas su empêcher la prise de cette dernière ville, étaient condamnés à mort. « Il était impossible
« au Gouvernement impérial, écrit *M. Maspéro*, de manifester
« plus ouvertement le caractère officiel des troupes chinoises
« qui nous combattaient au Tonkin. »

Malgré l'attitude hostile du Gouvernement chinois, la France, cependant, tout en continuant ses opérations au Tonkin contre les Pavillons Noirs, répugnait à s'engager dans une aventure militaire contre la Chine. Elle éproua, pour l'éviter, tous les moyens de conciliation ; toutefois, notre action diplomatique était quelque peu déconsuée. Ainsi, pendant que *M. de Sémallé*, chargé de l'intérim de la Légation à Pékin, négociait avec le Yamen, *M. Patenôtre*, titulaire de l'ambassade de Pékin, était à Hué pour négocier la révision du traité du

25 août 1883, et le *Commandant Fournier* entra en pourparlers à Tien-Tsin avec le vice-roi *Li-Houng Tchang*, dans le but d'arriver à un arrangement au sujet des affaires du Tonkin. Telle était la situation à la fin d'avril 1884. La mission de M. *Patenôtre* aboutit à la conclusion du traité du 6 juin 1884 remplaçant la Convention Harmand. Ce traité confirmait notre protectorat sur l'Annam mais restituait à ce pays la province de Binh-Huan, précédemment annexée à nos possessions de la Basse Cochinchine. Les négociations entreprises par le *Commandant Fournier* aboutirent, le 11 mai 1884, à la signature à Tien-Tsin d'une Convention préliminaire en 5 articles, dont voici le texte : *Art. 1^{er}.* — La France s'engage à respecter et à protéger contre toute agression d'une nature quelconque et en toutes circonstances les frontières méridionales de la Chine limitrophes du Tonkin. — *Art. 2.* — Le Céleste Empire, rassuré par les garanties formelles de bon voisinage qui lui sont données par la France, quant à l'intégrité et à la sécurité des frontières méridionales de la Chine, s'engage : 1^o à retirer *immédiatement* sur ses frontières les garnisons chinoises du Tonkin ; 2^o à respecter dans le présent et dans l'avenir les traités directement intervenus ou à intervenir entre la France et la Cour de Hué. — *Art. 3.* — En reconnaissance de l'attitude conciliante du Gouvernement du Céleste Empire et pour rendre hommage à la sagesse patriotique de *Lioung Tchang*, négociateur de la Convention, la France renonce à demander une indemnité à la Chine. En retour, la Chine s'engage à admettre, sur toute l'étendue de ses frontières méridionales limitrophes du Tonkin, le libre trafic des marchandises entre l'Annam et la France, d'une part, et la Chine de l'autre, réglé par un traité de commerce et de tarif à intervenir, dans l'esprit le plus conciliant de la part des négociateurs chinois, et dans des conditions aussi avantageuses que possible pour le commerce français. — *Article 4.* — Le Gouvernement français s'engage à n'employer aucune expression de nature à porter atteinte au prestige du Céleste Empire dans la rédaction du Traité définitif qu'il va contracter avec l'Annam et qui abrogera les traités antérieurs relatifs au Tonkin. — *Article 5.* — Dès que la présente Convention aura été signée, les deux Gouvernements nommeront leurs Plénipotentiaires, qui se réuniront, dans un délai de trois mois, pour

élaborer un *Traité définitif* sur les bases fixées par les articles précédents.

Le 17 mai, après un long entretien avec *Li*, le *Commandant Fournier* adressait au *Général Millot* à Hanoï la dépêche suivante : « J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les « mesures suivantes arrêtées par les plénipotentiaires de la « Convention entre France et Chine.

« Après un délai de vingt jours, c'est-à-dire le 6 juin, vous « pourrez occuper Langson, Kao-Bang, That-Ke et toutes les « places du territoire tonkinois adossées aux frontières du « Kouang-Toung et du Kouang-Si.

« Vous pourrez en même temps établir des stations navales « sur tous les points de la côte du Tonkin où vous voudrez. « Avez l'*Amiral Courbet*.

« Après un délai de quarante jours, c'est-à-dire le 26 juin, « vous pourrez occuper Laokay et toutes les places du terri- « toire tonkinois adossées à la frontière du Yunnan. J'ai notifié « à *Li Houng Tchang* que ces délais expirés vous procéderiez « sommairement à l'expulsion de toutes les garnisons chinoi- « ses attardées sur le territoire tonkinois.

Conformément à cette dépêche, consécutive à la Convention du 11 mai, le *Général Millot* décida de faire occuper Langson, qui devait être évacué le 6 juin. Dans ce but, une colonne de 900 hommes commandés par le *Lieutenant-Colonel Dugenne* quittait Phu Lang Thuong, le 19 juin 1884, se dirigeant vers le Nord. Elle prit contact, le 23 juin, avec les troupes chinoises régulières du Kouang-Si près de Bac-Lé, qui refusèrent de se retirer tant qu'elles n'en auraient pas reçu l'ordre du Tsoung-li-Yamen. Un engagement s'en suivit qui nous valut la mise hors de combat d'une centaine d'hommes.

Il paraît certain que l'affaire de Bac-Lé ne fut pas un guet-apens, le Tsoung-li-Yamen ignorant les arrangements intervenus à Tien-Tsin entre *Li* et le *Commandant Fournier*. Quoi qu'il en soit, notre chargé d'affaires reçut l'ordre de protester énergiquement contre cette violation de la Convention du 11 mai et de demander les réparations nécessaires, tandis que *M. Patenôtre* était avisé télégraphiquement d'avoir à se rendre immédiatement à Pékin pour assurer la stricte observation du traité et exiger une réparation. Il devait s'entendre avec l'*Ami-*

ral Courbet qui avait reçu l'ordre de prendre le commandement des deux divisions de l'escadre et de l'assister dans cette mission.

Le Gouvernement chinois prétendait que le mot *immédiatement* de l'art. 2 de la Convention du 11 mai ne signifiait pas l'exécution sans délai de la Convention, mais l'exécution après la conclusion du traité définitif prévue dans un laps de trois mois. Notre attitude énergique sut cependant l'amener à admettre notre point de vue et un décret paru le 16 juillet 1884 dans la *Gazette de Pékin* ordonnait aux troupes chinoises en garnison au Tonkin de se replier immédiatement au delà des frontières. Restait à régler la question de l'indemnité. Le Gouvernement chinois se montrant intraitable à ce sujet, notre chargé d'affaires dut demander ses passeports et *M. de Sémallé* quittait Pékin le 22 août 1884 pour Chang-Haï, en emportant les archives de la Légation et après avoir confié la protection de nos nationaux au ministre de Russie.

Cette fois-ci c'était la guerre ! La Chine, qui n'avait jamais cessé d'envoyer des troupes au Tonkin, augmenta et activa l'envoi des renforts, tandis que la *Gazette de Pékin* publiait un décret le 27 août 1884 attribuant à la France la responsabilité du conflit. Les opérations avaient commencé sans tarder, et dès le 23 août, l'*Amiral Courbet* bombardait Fou-Tchéou et détruisait une flotte chinoise sur la rivière Min. Mais il fut obligé de suspendre ses opérations victorieuses sur les côtes chinoises pour aller mettre le blocus devant Formose, où il s'emparait des deux places de Ki-Loung et de Tam-Souï. Ces opérations nous faisaient perdre notre temps et n'avaient aucune chance d'amener le Gouvernement chinois à composition. Aussi, se décida-t-on à rendre moins rigoureux le blocus de Formose pour se mettre à la poursuite de la flotte chinoise, que l'*Amiral Courbet* rencontra et détruisit dans la baie de Chepou, le 15 février 1885, au moment même où nos troupes pénétraient dans Langson. Malheureusement l'événement connu sous le nom de « panique de Langson » faillit tout compromettre, six semaines plus tard. Le 28 mars 1885 nos troupes qui s'étaient avancées au delà de Langson durent se replier en deçà de ce point, après avoir abandonné le Trésor évalué à 585.000 fr. et des canons. Le général *de Négrier* avait été blessé au cours du combat. Il n'en fallut pas plus pour amener

la démission de *Jules Ferry*, ministre des Affaires Etrangères (30 mars 1885), alors que le représentant de la Chine à Paris, *M. Campbell*, faisait connaître que le Gouvernement chinois était disposé à traiter sur la base de nos propositions de paix. Un protocole fut signé à Paris, le 4 avril 1885, qui suspendait les hostilités et par lequel la Chine s'engageait à ratifier la Convention de Tien-Tsin du 11 mai 1884. Le traité définitif fut signé à Tien-Tsin, le 9 juin 1885, par *M. Patenôtre* et *Li-Houng Tchang*. Aux termes de l'article 1^{er} de ce traité, le droit exclusif de pacifier le Tonkin était reconnu à la France ; l'article 2 reproduisait presque textuellement le dernier alinéa de l'art. 2 de la Convention du 11 mai 1884 aux termes duquel la Chine s'engageait à respecter les traités intervenus ou à intervenir entre la France et l'Annam ; les articles 3 et 4 stipulaient : « l'un, une délimitation de la frontière entre la Chine et le Tonkin, l'autre, certaines formalités à imposer aux personnes qui voudront franchir cette frontière » ; les articles 5 et 6 s'occupaient « des rapports commerciaux entre l'Annam Kouang-Toung » ; et les provinces chinoises du Yunnan, du Kouang-Si et où l'article 7 prévoyait « la création de voies de communication au Tonkin et en Chine, pour rendre plus fréquentes et plus suivies les relations commerciales » ; les trois derniers articles du traité (8, 9 et 10) stipulaient « des délais pour la revision éventuelle de certaines clauses, la suspension des opérations militaires de la flotte française, l'évacuation des points encore occupés par nous sur le territoire chinois, la remise en vigueur des anciennes conventions et la ratification du présent traité ».

Paul Bert, alors résident général au Tonkin, prétendit avec quelque raison que ce traité ruinait le Tonkin « économiquement par l'opium, le sel, les droits de sortie et politiquement par les Consuls au Tonkin et le traitement de la nation la plus favorisée ». Quelques-unes de ces erreurs furent réparées par les Conventions *Constans*, qui stipulaient l'ouverture au commerce franco-annamite des villes de Loung-Tchéou, Mong-Tsen et de Manhao ; de plus, des améliorations de tarifs nous étaient consenties ; le commerce de l'opium interdit par le traité *Cogordan* était autorisé et enfin, ce qui constituait un avantage appréciable, la communication entre Langson et Cao-bang était permise à travers le territoire chinois.

Signalons, pour terminer, que lorsque, se prévalant de l'article 2 du traité *Cogordan*, le Gouvernement chinois voulut installer des Consuls au Tonkin, nous fûmes obligés de lui en refuser la permission. C'eût été créer des centres d'agitation funestes pour notre influence et dangereux pour l'avenir de notre colonisation. Pareille erreur avait été commise par l'Angleterre, à propos de Hong-Kong en 1869, mais elle ne toléra pas non plus l'établissement de consuls chinois dans ce port, où, comme au Tonkin, la réalisation de cette mesure eût été la source de maux sérieux.

La Chine, après de longues négociations et une guerre malheureuse, avait été contrainte de se soumettre une fois de plus aux Européens. Elle n'en conservait pas moins l'ardent désir de se débarrasser d'eux et de se soustraire à leur influence. Au cours des années suivantes, de nombreux incidents, devaient encore surgir ; mais, jusqu'en 1900, la paix ne fut plus rompue avec les Puissances occidentales.

Ce traité, qui réglait d'une manière définitive notre différend avec la Chine, établissait d'une manière indiscutable notre protectorat sur l'Annam et complétait heureusement le traité du 6 juin 1884.

Quoique battue, la Chine voulut selon son habitude « sauver la face » et se donner les apparences de la victoire. Ainsi *Li-Houng-Tchang* en adressant au Trône le texte du traité l'accompagna d'un mémoire où éclate l'insolente vantardise coutumière aux fonctionnaires chinois et que fait ressortir le passage suivant : « Après la grande victoire de Langson, les « succès des troupes impériales inspirèrent la crainte et la ter-
« reur ; dans le monde entier retentissent des félicitations
« unanimes. Voyant la France sincère dans son repentir, la
« Chine peut déposer les armes. C'est grâce à l'inflexible dé-
« termination de Leurs Majestés Impériales que les perfides
« projets que la France avait formés d'extorquer de l'argent à
« la Chine ont été abandonnés, et la générosité de la Chine à son
« égard s'est montrée d'une façon éclatante. » Le même souci de sauver les apparences se manifestait dans le décret du 4 août 1885, qui annonçait au peuple la conclusion de la paix :
« La France, disait ce document, vient de retirer toutes ses
« troupes de Ki-Loung et des Iles Pescadores. Nous avons aussi
« fait rentrer en dedans des défilés nos armées du Yunnan et

des Kouang. Les prisonniers faits de part et d'autre ont été rendus intégralement. »

Le traité du 9 juin 1885 fut complété par le traité de commerce dit « traité *Cogordan* » du 25 avril 1886 et par les conventions *Constans* du 26 juin 1887 relatives à la délimitation des frontières entre la Chine et le Tonkin, qui redressaient en notre faveur certaines clauses du traité *Cogordan*.

TITRE VI. — Période de 1880 à 1895.

Cette tranche de l'histoire des relations diplomatiques de la Chine fournirait à elle seule matière à un fort volume. Nous n'émettrons donc pas la prétention d'en donner, au cours des quelques pages que nous lui consacrerons, une analyse minutieuse. Nous nous contenterons d'indiquer les directives politiques de la Cour de Pékin et nous nous arrêterons plus longuement sur les principaux faits qui ont sollicité l'attention des diplomates au cours de cette période.

La Cour, malgré les avatars qu'avait rencontrés sa politique de défiance envers les étrangers, avait peine à se départir des principes qui, jusque-là, avait guidé sa politique envers eux, caractérisée par une haine tenace au fond du cœur, contre tout ce qui, de près ou de loin, rappelait les Barbares maudits. Pourtant, cette haine, si elle se manifestait chaque fois que l'occasion s'en offrait, était tempérée dans une certaine mesure non par la crainte des étrangers pour lesquels les Chinois n'avaient que mépris, mais plutôt par le sentiment, qu'à la longue, ils commençaient à acquérir de leur propre faiblesse. Ils étouffaient de rage impuissante et ils rongeaient leur frein en attendant l'occasion propice pour retirer aux étrangers les concessions que des années de patience, de diplomatie, de luttes même leur avaient si péniblement acquises. Ceux qui présidaient aux destinées de l'Empire faisaient donc contre mauvaise fortune bon cœur, tout en ayant soin de ne pas laisser s'implanter trop profondément dans le pays les racines de la civilisation occidentale, qu'il serait ainsi plus facile d'extirper lorsque le moment serait venu. A l'affût de la moindre divergence de vues pouvant survenir entre les nations d'Occident, prompt à en profiter et à s'en servir comme d'une arme à deux tranchants, la diplomatie chinoise, impuissante à triompher contre

la volonté unanime du Corps diplomatique étranger, sut toujours tirer le plus grand parti du moindre désaccord survenu dans son sein. C'est ainsi que l'orgueil du Fils du Ciel put trouver de grandes satisfactions dans le fait de retarder pendant dix-huit ans l'audience impériale aux ministres étrangers et de la leur accorder dans des conditions telles, que, comme en 1873, ils en sortirent humiliés. Ceci ne fut encore une fois possible que grâce au défaut d'entente des représentants étrangers. Les Chinois sont trop soucieux des questions d'étiquette, leur orgueil y attache un si grand prix que nous croyons devoir rappeler les incidents auxquels donna lieu, en 1891 et les années suivantes, la réception des ministres étrangers par l'Empereur. La question de l'audience impériale s'était posée de nouveau dans les premiers mois de 1891, alors que l'Empereur, à l'occasion de sa prise de possession de pouvoir, qui avait eu lieu en 1889, décida de recevoir les ministres étrangers accrédités à sa Cour. L'audience eut lieu le 5 mars 1891, et, comme en 1873, les ministres furent reçus dans le « Pavillon des tributaires ». Donc, cette fois encore, le Gouvernement chinois avait réussi à faire admettre la suprématie du Fils du Ciel sur tous les autres souverains. C'était là une véritable reculade qui n'avait été possible que grâce à l'attitude du ministre d'Allemagne, doyen du Corps diplomatique, qui avait sacrifié les intérêts généraux à ceux de son pays. Il faut cependant reconnaître que les ministres étrangers n'avaient consenti à être reçus dans le Pavillon des Tributaires qu'à la condition d'être reçus l'année suivante, dans l'intérieur même du palais impérial, dans cette ville interdite que les Chinois préservaient jalousement de la profanation étrangère pour bien marquer, qu'à leurs yeux, l'Empereur était le Prince des Princes, maître de l'Univers, suzerain de toutes les nations du monde. Mais, malgré l'unanimité qui avait présidé à l'adoption de cette décision, les ministres d'Autriche-Hongrie (27 octobre 1891), de Grande-Bretagne (13 décembre 1892), d'Allemagne (22 juillet 1893), de Belgique (8 décembre 1893), acceptèrent successivement d'être reçus dans ce même Pavillon des Tributaires. A cette dernière audience, l'Impératrice et l'Impératrice douairière, la fière *Tseu-Hi*, « assistaient, derrière un rideau, à l'abaissement « d'un souverain d'Occident, se reconnaissant humble tributaire du tout-puissant Fils du Ciel. La Chine était vengée

« des traités honteux qui lui étaient imposés et dont elle pro-
« clamait ainsi à ses yeux la dénonciation officielle ».

La France, heureusement, pas plus que la Russie n'avait consenti à cette humiliation.

Pourtant, en 1894, grâce à l'attitude énergique et à l'habile diplomatie des représentants de la France et de la Russie, le Gouvernement chinois, sous l'empire de la panique causée par les premiers revers de la guerre avec le Japon, dut enfin conformer sa conduite aux règles de la courtoisie pratiquée entre souverains égaux et l'adapter aux principes du droit des gens européen. Le 12 novembre 1894 tous les ministres étrangers furent reçus pour la première fois dans l'enceinte de la ville sacrée, dans la salle du Trône, de laquelle le *P. Favier* disait « c'est la salle d'audience, la première salle de réception ;
« c'est là que sont reçus les ambassadeurs ; l'Empereur s'y
« rend le jour de sa naissance et le jour de l'an pour s'offrir aux
« prostrations et aux vœux des princes et des grands. Aucune
« salle du palais n'approche de celle-ci pour la magnificence. »

Ainsi était effacée l'humiliation infligée les années précédentes aux souverains étrangers dans la personne de leurs ministres. Comme l'écrit *M. Henri Cordier*, « l'audience du 12
« novembre 1894 marque une date importante dans l'histoire
« de l'Occident avec la Chine. Pour la première fois a été fran-
« chie par les représentants des Puissances étrangères la
« porte de la ville interdite, c'est-à-dire du temple où réside
« l'idole impériale. Les audiences précédentes, soit en 1873,
« soit en 1891, s'étaient arrêtées sur le seuil. Il fut reconnu avec
« plus ou moins de bonne grâce que ce résultat était dû à l'atti-
« tude des Gouvernements et des Légations de France et de
« Russie, qui, en maintenant patiemment le principe de l'éga-
« lité et de la réciprocité entre les Cours, ont ménagé et préparé
« l'établissement entre la Cour de Pékin et le Corps diploma-
« tique de rapports conformes à la dignité des Gouvernements
« étrangers ».

Si l'attitude de la Cour, avant l'année 1894, avait continué à déceler les sentiments d'orgueil et de haine que nous avons dépeints, celle du peuple, d'un autre côté, avait été en tous points conforme à celle de ses dirigeants. Toujours excité par des pamphlets et des placards anonymes d'une extrême violence, souvent encouragé en sous-main par les autorités lo-

cales, le peuple ne cessa de renouveler ses attaques et ses attentats contre les Européens, les missionnaires, en particulier. Pour la confection de ces placards incendiaires, l'imagination chinoise se donnait libre cours pour ridiculiser les Européens, leur religion, leur science et mettre en relief leurs travers, afin d'attiser contre eux la colère populaire. Ainsi, l'une de ces affiches représentait une croix sur laquelle était attaché un cochon du nom de Ye-Sou (Jésus), qu'une foule à genoux adorait pendant que des couples d'Européens et de Chinoises s'enlaçaient amoureusement; une autre représentait un brasier alimenté par des livres européens, tandis que les spectateurs se bouchaient les narines pour ne pas respirer les vapeurs impures.

D'autre part, les mandarins locaux fermaient les yeux ou sévissaient avec mollesse; parfois même leur complicité était évidente. Il a été prouvé, par exemple, que dans la nuit du 8 au 9 juin 1891, le Sous-Préfet fit placarder à Wou-Si une proclamation contre les étrangers; le 11 juin 1891, la mission catholique ayant été détruite, ce même fonctionnaire fit avec ostentation une promenade à cheval autour des ruines. Rien d'étonnant donc à ce qu'une haine si savamment entretenue n'exploât fréquemment. Les années 1891 et 1892 surtout, et principalement dans la vallée du Yang-Tseu, virent se multiplier les attentats. Du mois de juin 1891 au mois de septembre 1892, le Gouvernement chinois nous a payé plus de deux millions de francs à titre d'indemnité pour des attentats commis contre les missions à Tanyang, Kiang-Yin, Wou-Si, King-Kouei, Yang Hou, You-Kao, Non-Hou, I-Tchang, Tatsou. — Cette liste est édifiante et montre combien précaire était encore la situation des étrangers dans l'Empire du Milieu, à la fin du XIX^e siècle.

Ceci dit, nous passerons à l'examen des faits marquants de la période envisagée. Nous en excluons la guerre sino-japonaise, qui fera l'objet du titre suivant. Nous passerons rapidement en revue dans une première section les différents traités conclus entre la Chine et les Puissances étrangères et nous signalerons à ce sujet, quoique cela n'ait qu'un intérêt accessoire dans notre étude, les incidents survenus entre la France et le Siam et le traité qui y mit fin; nous consacrerons une seconde section à la question importante du protectorat des

missions et enfin nous parlerons dans une dernière section des conventions conclues entre la Chine, la France et l'Angleterre au sujet de la délimitation de la frontière Sud du Céleste Empire.

Section I. — Traités divers avec les puissances étrangères.

A) — *Traité Brésilien* (3 octobre 1881). — Le Brésil, qui n'avait pas encore de traité avec la Chine, envoya à Hong-Kong M. *Eduardo Callado*, qui conclut avec *Li-Houng-Tchang*, le 5 septembre 1880, un traité d'amitié, de commerce et de navigation en 15 articles, qui ne fut pas ratifié par le Gouvernement brésilien. Le négociateur, en effet, très inexpérimenté des choses de Chine, très infatué de lui-même et ne voulant accepter aucun conseil de ses collègues, s'était laissé rouler par le subtil *Li-Houng-Tchang*, qui avait fait prévoir pour les agents consulaires brésiliens un statut qui les mettait dans un état d'infériorité marqué. De plus, il était stipulé dans ce traité que, contrairement à ce qui se passait pour les sujets des autres pays, dont les passeports établis par les Consuls étaient simplement soumis au visa des autorités chinoises, que les sujets brésiliens ne pourraient voyager en Chine que munis d'un passeport chinois. D'autres articles enfin étaient contraires aux précédents créés par les traités signés antérieurement avec les autres nations. Le Gouvernement brésilien ne pouvait raisonnablement accorder sa ratification à ce traité, qui fut remplacé par un autre en 17 articles signé à Tien-Tsin, le 3 octobre 1881. — Ce nouveau traité réparait les erreurs commises lors de la conclusion du précédent, mais, ainsi que l'écrit M. *Henri Cordier*, « le traité « brésilien est, malgré tout, même avec ses atténuations, le « plus mauvais qu'on eut signé jusqu'alors avec la Chine; « l'expérience de ses prédécesseurs n'avait nullement servi à « M. *Callado* ».

Cependant, en échange des améliorations obtenues par le Brésil, celui-ci, suivant l'exemple donné par les Etats-Unis quelques mois auparavant, consentit à l'insertion d'un article prohibant d'une manière absolue le transport et le commerce de l'opium par les sujets de l'un des deux pays sur tout le territoire de l'autre (art. 14).

B) — *Convention avec l'Angleterre relative à la Birmanie et au Thibet* — (24 juillet 1886) — En novembre 1885, les autorités anglaises des Indes ayant eu à se plaindre du roi de Birmanie *Thibau*, on envoya contre lui un corps expéditionnaire qui, après une campagne de quelques semaines, s'empara de Mandalay et captura le roi *Thibau*, qui fut déporté à Calcutta. Le 1^{er} janvier 1886, *Lord Dufferin*, vice-roi des Indes, annexait ce qui restait de la Birmanie indépendante malgré les protestations platoniques de la Chine.

Le 24 juillet 1886, l'Angleterre signait avec la Chine une Convention, qui, tout en donnant une satisfaction morale à la Chine, dont les prétendus droits de suzeraineté étaient consacrés d'une manière théorique et indirecte, reconnaissait l'annexion de la Birmanie aux possessions anglaises des Indes. Cette situation unique, mais qui est bien compréhensible en Extrême-Orient, où la notion de souveraineté n'a pas la même valeur qu'en Occident, ressort des deux premiers articles de la Convention dont voici le texte :

Art. 1^{er}. — Attendu qu'il est d'usage de la part de la Birmanie d'envoyer des missions décennales pour présenter des articles de la production locale (1), l'Angleterre convient que la plus haute autorité de Birmanie enverra les missions décennales habituelles; les membres des missions seront de race birmane. — *Art. 2.* — La Chine convient que dans toutes les questions, quelles qu'elles soient, se rattachant à l'autorité et au Gouvernement que l'Angleterre exerce actuellement en Birmanie, l'Angleterre sera libre de faire tout ce qu'elle jugera bon et convenable.

Un autre exemple de cette situation paradoxale nous fut offert par le Népal, qui, conquis par l'Angleterre en 1816, envoya une ambassade porter le tribut à Pékin, en signe de vassalité, en 1887.

Cette politique était très habile de la part de l'Angleterre, qui, tout en ménageant les susceptibilités de la Chine avec laquelle elle évitait ainsi des difficultés, avait néanmoins pour résultat d'établir sa domination de fait sur les territoires convoités. Il n'est pas douteux que si la France s'était montrée moins soucieuse des principes et avait suivi la même méthode

(1) Il s'agissait en réalité d'un tribut décadaire payé à la Chine par la Birmanie en signe de vassalité.

quant à la question d'Annam, que la guerre eût été évitée avec la Chine et que le protectorat de l'Annam eût été néanmoins assuré à notre pays.

La Convention du 24 juillet 1886 contenait aussi un arrangement relatif au Thibet, dont le commerce avec l'Inde serait facilité dans l'avenir.

C) — *Traité portugais* (1^{er} décembre 1887). — A la suite des expéditions franco-anglaises de 1858 et de 1860, les Portugais avaient signé avec la Chine un traité de commerce, le 13 août 1862 ; mais, par suite d'une divergence de vues dans l'interprétation de l'article 2 relatif à Macao, le Gouvernement chinois avait refusé la ratification du traité. De sorte qu'en 1887 les Portugais étaient encore sans traité. Ils en conclurent un, cette année, le 1^{er} décembre, à Pékin. Ce document en 54 articles rappelle en beaucoup d'endroits le traité non ratifié de 1862, cependant la situation de Macao était définitivement réglée et la Chine en reconnaissait la possession au Portugal.

D.) — *Convention anglo-chinoise du Sikkim* (17 mars 1890). — Par cette convention signée à Calcutta, la Chine reconnaissait le protectorat de l'Angleterre sur le Sikkim et délimitait la frontière entre ce pays et le Thibet. Cette convention fut complétée par des règlements signés à Darjeeling le 5 décembre 1893.

E.) — *Traité franco-siamois* (3 octobre 1893) — A la suite d'empiétements du Siam sur le territoire annamite et de divers incidents, tels que l'assassinat de l'inspecteur de la milice indigène *Groscurin*, l'attaque de navires de guerre français à Pak-Nam, etc., la France fut amenée, le 20 juillet 1893, à adresser un ultimatum au Gouvernement siamois. Celui-ci l'ayant accepté, la guerre fut évitée et un traité fut conclu à Bangkok, le 3 octobre 1893.

M. François Deloncle, dans son rapport à la Chambre des députés, faisait ainsi ressortir l'importance de ses clauses : « L'Annam et le Tonkin sont remis en possession de la rive gauche du Mékong jusqu'à la frontière de Chine, la navigation « du fleuve est placée sous notre police unique. Seuls nous « avons le droit d'y entretenir des bâtiments armés ; les eaux « du fleuve et du Grand Lac deviennent exclusivement françaises, le Siam rasera les fortifications et n'installera plus de

« poste ni établissement militaire dans les provinces de Battam-
« bang et de Siemreap et dans une zone de 25 kilomètres
« sur la rive droite du Mékong ; cette zone et les provinces de
« Battambang et de Siemreap seront affranchies de tout droit
« de douane jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité de com-
« merce ; les assassins de nos agents et de nos soldats seront
« châtiés ; enfin le Gouvernement français continuera à oc-
« cuper Chantaboum jusqu'à l'exécution pleine et entière de tous
« les engagements contractés par le Siam vis-à-vis de nous. »

Ce traité complétait heureusement ceux précédemment con-
clus avec la Chine et l'Annam et consolidait le protectorat
que nous exerçons sur ce dernier pays.

Signalons qu'au cours des affaires du Siam l'attitude de
l'Angleterre fut loin d'être amicale à notre égard. Inquiète de
la tournure que prenaient les événements et craignant que
nous n'établissions notre hégémonie au Siam, l'Angleterre
manifesta fermement sa volonté de ne pas nous le permettre
et fut même sur le point de nous déclarer la guerre. Cette
attitude hostile de l'Angleterre a peut-être été cause de faire
réduire notre action au Siam au strict minimum et de faire
limiter notre zone d'influence du côté du Mékong aux terri-
toires exclusivement annamites que le Siam tentait de s'ap-
roprier.

Section II. — Le protectorat des missions en Chine.

Le protectorat que la France exerçait sur les Missions en
Chine était pour elle une source de responsabilités et de grands
tracas, mais avant la création de notre empire colonial en
Indo-Chine, elle lui devait l'influence qu'elle occupait dans la
politique chinoise. D'autre part le règlement des incidents
causés par la présence des missionnaires et des chrétiens
en Chine servait de prétexte pour réclamer à la Chine des
concessions de toute nature et des avantages dont nos natio-
naux tiraient le plus grand profit. Il était à prévoir que
les autres nations européennes, se rendant compte de la
place privilégiée que ce protectorat nous valait, chercheraient à
nous le disputer et à assurer par elles-mêmes la protection de
leurs propres missionnaires. Il était à craindre même que le
Vatican ne favorisât leurs desseins ou n'émit la prétention

d'établir une nonciature en Chine dans le but de sauvegarder l'intérêt de la religion et de veiller aux intérêts des chrétiens.

La question se posa en 1885, lorsque, cédant aux sollicitations du Tsoung-li-Yanem, le Pape, sous prétexte de ne laisser résulter aucun dommage pour la religion catholique de l'état de guerre qui existait entre la Chine et la France, envoya à Pékin un légat, porteur d'une lettre pour l'Empereur de Chine. Cette lettre fut remise directement par le Légat au Tsoung-li-Yamen. Celui-ci, encouragé par la suite donnée par le Vatican à ses ouvertures, fit mener une vive campagne en vue d'obtenir l'envoi d'un ministre près le Saint-Siège, qui aurait accrédité à son tour un nonce près la Cour du Céleste Empire. La Chine aurait ainsi porté un coup mortel à notre influence, soustrayant les missions à notre protectorat. Pourtant, les protestations du Gouvernement français et le peu d'empressement témoigné par les missionnaires à applaudir au nouveau régime projeté firent ajourner *sine die* l'envoi du représentant de Rome (septembre 1886).

Mais, à la même époque, certaines puissances : l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique manœuvraient à la Cour de Pékin pour l'amener à nous contester les droits spéciaux déroulant du protectorat des missions. Une campagne semblable était menée au Vatican sous les auspices du cardinal anglais *Manning*, qui s'était fait l'auxiliaire de la diplomatie chinoise et l'avocat zélé des adversaires de notre protectorat.

Un incident survenu au mois d'août 1887 dans le Chantoug, où un missionnaire allemand, le *P. Anzer*, avait été maltraité, offrit au ministre d'Allemagne l'occasion qu'il attendait pour intervenir. Après de laborieuses négociations menées parallèlement à Pékin et à Rome, l'Allemagne finit par obtenir que les missionnaires allemands seraient désormais placés sous la protection du représentant de l'Empire d'Allemagne en Chine (janvier 1891). L'Italie, qui avait soutenu l'Allemagne dans ses négociations, nous annonça à son tour que les fonctionnaires chinois avaient été invités par leur Gouvernement à accepter les passeports délivrés par la Légation d'Italie.

Ainsi, notre protectorat se trouvait ébranlé, mais nous conservions le droit exclusif de délivrer des passeports aux missionnaires de tous les pays, y compris l'Allemagne et

l'Italie, alors que ces deux Puissances ne pouvaient en délivrer qu'à leurs propres missionnaires.

Section III. — Délimitation de la frontière sud de la Chine.

Des pourparlers, entamés en 1889 entre la France et l'Angleterre, au sujet de l'attribution des territoires situés au Sud de la frontière chinoise, entre la Salaouën et le Mékong d'un côté et le Mékong et la Nan-Hou de l'autre, aboutirent à la conclusion d'un accord le 25 novembre 1893, aux termes duquel les deux Puissances admettaient le principe de la création d'une zone neutre entre leurs possessions de Birmanie et du Tonkin. Des commissions d'études envoyées sur les lieux établirent l'impossibilité de donner suite à ce projet, qui aurait créé « à nos dépens et à nos portes un foyer d'intrigues et de conflits ». L'idée en fut donc abandonnée et la France et l'Angleterre se mirent en devoir de rechercher une occasion propice pour leur permettre d'annexer purement et simplement les territoires litigieux voisins de leurs possessions. La France, la première, signa avec la Chine un accord, le 20 juin 1895, qui lui cédait les territoires compris entre le Mékong et la Nan-Hou avec le point important de Luang-Prabang. L'Angleterre ne tarda pas à suivre cet exemple, et, le 4 février 1897, elle signait à son tour avec la Chine un accord qui lui valait la possession des territoires voisins de la frontière birmane compris entre la Sabuën et le Mékong.

TITRE VIII. — La guerre sino-japonaise.

En 1868, le Japon, secouant la léthargie dans laquelle il était plongé, répudia d'un seul coup les principes de civilisation qu'il avait empruntés à la Chine pour se tourner résolument du côté de la civilisation occidentale. Le Japon, qui, jusque-là, avait regardé d'un oeil indifférent les progrès des nations européennes en Chine, se mit, dès 1871, à leur unisson et signa avec le Céleste Empire un premier traité de commerce. Puis il se mit en devoir de créer une flotte et une armée puissantes, et sentant croître ses appétits avec sa force, il ne tarda pas à jeter des regards de convoitise sur les territoires voisins où il lui semblait que son activité débordante

trouverait un vaste champ de ressources et de développement. C'est ainsi que n'ignorant rien de la faiblesse de la Chine et ne s'illusionnant pas sur la force du colosse aux pieds d'argile, il jeta bientôt son dévolu sur la Corée, pays indépendant, mais lié en fait à la Chine par des liens assez étroits. Dès 1876, réussissant là où les Français et les Américains avaient successivement échoué, les Japonais signaient avec la Corée un traité qui reconnaissait que « la Corée étant un Etat indépendant jouit des mêmes droits souverains que le Japon » (art. 1^{er}). A partir de ce moment, il y eut lutte d'influence à Séoul entre le Japon et la Chine, la vieille suzeraine vers laquelle le roi de Corée ne cessait de tourner ses regards pour demander conseil. Des troubles, survenus à Séoul au mois de juillet 1882, amenèrent les Chinois et les Japonais à s'entendre pour entretenir des troupes à la capitale coréenne dans le but d'empêcher le retour des désordres. Mais le voisinage de soldats des deux nations rivales ne devait pas tarder à dégénérer en rixes. Celles-ci se produisirent, en effet, en 1884 et la Chine, alors occupée à liquider la question du Tonkin avec la France, dut s'incliner et permettre au Japon de signer avec la Corée un traité du 9 janvier 1885, qui accordait toutes les satisfactions réclamées par le Japon pour les préjudices que ses nationaux avaient subis au cours des émeutes de l'année précédente. A la suite de ces événements, les deux Cours de Pékin et de Tokio conclurent un accord (avril 1885) qui précisait les rapports qu'à l'avenir les deux pays entretiendraient avec la Corée. Cette convention en trois articles stipulait : 1^o que la Chine et le Japon retireraient les troupes qu'ils entretenaient en Corée : 2^o que les deux pays s'abstiendraient, à l'avenir, d'envoyer des instructeurs pour l'armée coréenne ; 3^o que si des troubles graves se produisaient en Corée et si la Chine et le Japon à la fois, ou l'une des deux Puissances voulaient y envoyer des troupes, il y aurait lieu à avis officiel, préalable et réciproque. Les affaires, une fois réglées, le retrait des troupes devrait suivre immédiatement, sans qu'une nouvelle occupation du pays soit loisible.

Aucun nouvel incident sérieux ne se produisit jusqu'à 1894, lorsque, à la suite d'une rébellion éclatée dans le pays, le roi de Corée fit appel à l'aide de la Chine et du Japon, pour

l'écraser. Les Chinois, débarqués avant les Japonais, contribuèrent au rétablissement de l'ordre. Les Japonais, arrivés quand tout était terminé, jugèrent cependant la situation tellement sérieuse, qu'au mépris des traités ils envoyèrent leurs troupes à Séoul sous prétexte de protéger leur Légation. Dès que la capitale coréenne se trouva ainsi occupée par les forces du Japon, le ministre de ce pays remit, le 28 juin 1894, un ultimatum au roi demandant que désormais la Corée agisse comme un Etat indépendant et non vassal de la Chine et promettant dans ce cas l'appui moral et matériel de l'Empire du Soleil Levant. Comme la réponse se faisait attendre, les Japonais attaquèrent le palais royal, déposèrent le roi qu'ils retinrent prisonnier avec sa famille à la Légation du Japon (23 juillet 1894), puis le forcèrent à déclarer la guerre à la Chine et à confier aux Japonais le soin d'expulser du pays les troupes chinoises (27 juillet 1894). Celles-ci, concentrées dans le Sud, à A-San, furent attaquées le 29 juillet, battues et obligées de se retirer en désordre vers le Nord. L'état de guerre existait en fait entre la Chine et le Japon, malgré l'intervention de notre ministre qui avait fait savoir aux Japonais le prix que le Gouvernement français attachait à ce que le conflit fût évité. La Russie, de son côté, avait fait une démarche semblable à Tokio, mais le Japon était résolu à ne pas écouter ces recommandations et à faire la guerre à la Chine pour mettre sa force à l'épreuve et acquérir la considération des grandes Puissances. Le 1^{er} août 1894 une déclaration simultanée de guerre des deux Gouvernements chinois et japonais se produisit et ouvrait officiellement les hostilités. Dès le début, la supériorité des Japonais se montra écrasante, contrairement aux prévisions de l'Europe entière, qui estimait que le colosse chinois ne ferait qu'une bouchée du pygmée nippon. Après une suite de succès éclatants, l'armée chinoise se trouvait, le 8 mars 1895, en pleine déroute et la route de Pékin était ouverte. Les Japonais, en l'espace de 7 mois avaient conquis la Corée, la presqu'île de Leao-Toung, Weï-Haï-Weï et une partie de la Mandchourie avec Port-Arthur.

Dès novembre 1894, il était clair que la partie était perdue pour la Chine. Aussi, celle-ci s'était-elle empressée, dès ce moment, de faire tâter le terrain au Japon par un agent allemand. Au mois de janvier 1895, elle envoya des parlemen-

taires à Tokio avec des propositions de paix. Mais les pouvoirs des envoyés chinois n'ayant pas été trouvés suffisants, ils durent se rembarquer le 4 février. Quelques jours après, le 17 février, le gouvernement japonais faisait connaître télégraphiquement au Gouvernement chinois que l'envoi d'une nouvelle mission de paix était inutile si ses membres n'étaient pas munis de pleins pouvoirs pour accorder une indemnité de guerre et une cession territoriale. — Le 19 mars 1895, *Li-Houng-Tchang*, chargé des pourparlers sur ces bases, arrivait à Shimonoseki où il signait le 30 mars une convention d'armistice avec le délégué japonais. Après des pourparlers rendus difficiles par l'attitude intransigeante du Japon, le traité de paix fut conclu dans cette même ville le 17 avril 1895. L'article 1^{er} stipulait que « la Chine reconnaît d'une façon irrévocable l'indépendance de la Corée et supprime désormais tout tribut et toute cérémonie de vassalité de la part de la Corée. De plus, le Japon obtenait une indemnité de 200 millions de taëls, la cession de la presqu'île de Leao-Toung, de Formose et des Pescadores, l'ouverture au commerce de plusieurs ports, la liberté de navigation sur le Yang-Tseu, de I-Tchang à Tchoung-King et sur la rivière de Wou-Soung et le canal de Chang-Haï à Hang-Tchéou, sans parler d'avantages moindres.

Mais la France, la Russie et l'Allemagne, estimant que la possession de la presqu'île de Leao-Toung par le Japon constituait une menace permanente pour la capitale de la Chine et rendait illusoire l'indépendance de la Corée, le Japon, sur les instances pressantes de ces trois pays, et malgré la réserve favorable de l'Angleterre, dut se résigner à rétrocéder le Leao-Toung à la Chine, moyennant le paiement d'une indemnité supplémentaire de 30 millions de taëls.

Quelques mois après, le 21 juillet 1896, le traité de Shimonoseki fut complété par un traité de commerce qui mettait le commerce japonais sur le pied d'égalité avec celui des Puissances européennes et lui ouvrait ainsi la voie vers un large développement.

La guerre sino-japonaise avait eu pour autres résultats d'ouvrir les yeux à la Chine sur sa propre faiblesse, de détruire les dernières illusions que les Puissances conservaient à ce sujet et de poser enfin le Japon d'une manière définitive comme un rival dangereux avec lequel il faudrait compter à l'avenir dans l'évolution de la question chinoise.

CHÂPITRE V

LA POLITIQUE CHINOISE DE 1895 A 1911

Les dernières années de l'Empire consécutives à la guerre avec le Japon furent marquées par des événements importants qui ébranlèrent jusque dans ses fondements l'ensemble du monde asiatique et posèrent de nouveaux facteurs d'importance capitale sur l'échiquier diplomatique.

Les ultimes convulsions de la dynastie mandchoue pour se cramponner au pouvoir aboutirent d'abord à un vaste mouvement anti-européen en 1900, puis à une politique plus sage de réformes intérieures et de conciliation à l'égard des étrangers. Mais ces concessions tardives à l'esprit nouveau et aux Puissances occidentales ne devaient pas réussir à sauver la dynastie du désastre. Elle s'écroula lamentablement entraînant dans sa chute au moins d'une manière théorique les principes qui, jusque-là, avaient prévalu dans la direction des affaires du pays.

La période de seize années que nous allons examiner au cours de ce chapitre mériterait d'être étudiée d'une manière plus attentive que ne nous le permet le cadre de cet ouvrage. Nous essayerons cependant par un choix judicieux des faits principaux de mettre en lumière les directives politiques de la Chine et des Puissances au cours de cette période historique.

Nous diviserons ce chapitre en quatre titres.

1^o La Curée ;

2^o Les Boxeurs ;

3^o La guerre russo-japonaise ;

4^o Le mouvement révolutionnaire.

TITRE I — La Curée.

Section I. — Progrès des Européens après la guerre sino-japonaise.

Après la défaite infligée par le Japon à la Chine, celle-ci apparut aux yeux des Puissances comme mûre pour le dépècement. C'est alors que les projets de partage se firent jour dans les chancelleries. Seul l'antagonisme des diverses ambitions déchaînées empêcha la création de « zones d'influence », qui, dévolues à chacune des Puissances européennes, auraient valu à la Chine le sort du continent noir. Nous pouvons, sans crainte d'exagérer, mentionner en passant ce que ces projets de partage avaient de chimérique et d'irréalisable. Les peuples de race blanche se trouvaient là en présence non pas de peuples primitifs et incultes, comme les races africaines, mais de populations civilisées, qui, quoique d'une civilisation différente de l'occidentale, n'en présentait pas moins de sérieux mérites dont le moindre était celui de sa longue durée. Ce n'aurait donc pas été une petite affaire pour l'Europe que d'absorber de si vastes territoires peuplés par 400 millions d'habitants, solidaires dans la haine de l'étranger et aussi jaloux de leur indépendance que du respect de leurs traditions.

On pourrait objecter que la conquête de l'Inde accomplie par une seule puissance pouvait autoriser les mêmes espérances vis-à-vis de la Chine. Mais il nous suffira de remarquer que cette conquête a eu lieu au XVIII^e siècle et qu'elle a présenté plutôt le caractère d'une lente assimilation, encore inachevée du reste, des populations allogènes menée avec méthode et énergie par la race étrangère. De plus les populations indoues étaient, à beaucoup d'égards, primitives et la différenciation des castes a été pour les conquérants un adjuvant précieux.

Ces éléments favorables à l'introduction d'une domination étrangère faisaient entièrement défaut en Chine, où l'asservissement aux Mandchoux, quoique vieux de trois siècles, était encore mal supporté par l'élément chinois.

Seule l'anarchie du pays eût été un auxiliaire utile pour les visées impérialistes des Puissances ; mais nous doutons qu'elle eût suffi à leur assurer le succès.

Cependant, si les grands projets d'impérialisme politique furent abandonnés pour l'instant, l'Europe, « travaillée par ce que l'on a appelé l'impérialisme économique, se précipita avec une sorte de fureur à l'exploitation du marché chinois (1) ».

Et, dans cette course aux débouchés on aurait dit que, devant la révélation subite de la force du Japon, les Puissances voulaient se hâter d'acquérir des droits, des points d'appui, avant que le nouveau rival ne fût en mesure de pouvoir s'y opposer.

Elles ne se contentèrent plus de réclamer des avantages généraux, tels que l'ouverture de nouveaux ports, des facilités au commerce, la protection des chrétiens, etc... ou de légères faveurs particulières ne créant pas au profit d'un seul Etat une situation privilégiée dans l'Empire agonisant. Chacune des Puissances, au contraire, devait chercher à prendre des positions invulnérables sur la côte chinoise, comme dans le temps, les Portugais à Macao, où, fortifiées et absolument souveraines, elles pourraient préparer la voie à d'autres conquêtes et tout au moins à une large expansion économique dans un vaste rayon environnant. Ce fut l'ère des ports à bail aussitôt entourés d'une ceinture de forts et ce fut aussi l'ère de tous les appétits étalés sans pudeur.

Et la Chine, qui, naïvement, avait cru à l'amitié de l'Europe lorsqu'elle l'avait vu intervenir pour imposer plus de modération au Japon dans ses exigences, tomba de son haut lorsqu'elle comprit que l'attitude des Puissances, lors de la conclusion de la paix, avait été dictée non par l'amitié, mais simplement par de secrets espoirs de récompense et par le souci de limiter les ambitions d'un rival dangereux.

Nous avons vu que la France, la Russie et l'Allemagne avaient employé leurs bons offices pour que le Japon se montrât moins rapace. Mais cette intervention aurait perdu sa valeur si l'on n'avait donné à la Chine les moyens d'exécuter les clauses financières du traité de paix et de s'acquitter rapidement envers le vainqueur. Là encore, la Russie prêta à la Chine un concours précieux. Un Syndicat de banquiers russes et français avança 400 millions de francs au Gouvernement

(1, E. Driault. — La question d'Extrême-Orient, p. 375

chinois après un contrat intervenu entre ce Syndicat et le Gouvernement russe (24 juin 1895).

Après ce grand service, la Russie, profitant des bonnes dispositions du Gouvernement et de la nation chinoise à son égard, pensa que le moment était venu de développer d'une manière prépondérante son commerce en Chine. Dans ce but, le Gouvernement moscovite encouragea la création d'une Banque Russo-Chinoise, qui ouvrit sa première succursale à Chang-Haï, en février 1896. Sa prospérité fut très rapide ; le nombre de ses succursales en Russie, Sibérie, Chine, Japon atteignit bientôt la quarantaine. Elle exerça, par l'argent, une influence considérable en Chine et fut un auxiliaire précieux pour la Russie dans la conquête du marché chinois.

Mais ce ne fut pas là le seul avantage obtenu par la Russie. D'autres, d'importance tout aussi capitale, lui furent concédés par la Convention dite *Cassini*.

Li-Houng-Echang, qui avait représenté la Chine au couronnement du tsar *Nicolas II*, profita de son séjour à Petrograde pour signer avec le *Prince Lohanov*, ministre russe des Affaires Etrangères, un traité qui avait été négocié à Pékin par le *Comte Cassini*, ministre de Russie à la Cour chinoise. Le texte de cette convention (1), publié dès le 30 octobre 1896 par le *North-China-Herald*, quoiqu'il fût destiné à demeurer secret, révéla aux yeux du monde étonné la hâte qu'avait la Russie de se faire payer ses services et la politique habile autant que profitable amorcée par le Gouvernement moscovite. Par cet accord la Russie obtenait de prolonger le Transsibérien jusqu'à Vladivostok et de construire des embranchements sur Moukden, Port-Arthur et Pékin. Ainsi le Transsibérien devenait, comme l'écrivit *M. E. Driault*, « non seulement la « grande voie du Pacifique, mais un instrument puissant de « pénétration en Chine ; dans la capitale même, un moyen de « pression qui put paraître décisif sur la dynastie mandchoue ». De plus, la Russie obtenait le droit d'ouvrir et d'exploiter des mines dans les trois provinces orientales (Feng-Tien, Kirin et He-Loung-Kiang) ; la réorganisation éventuelle de l'armée de ces trois provinces lui serait confiée et enfin la convention laissait entrevoir sa mainmise prochaine sur les trois

(1) Voir le texte complet dans H. Cordier, t. III, p. 343.

ports importants de Kiao-Tchéou, Port-Arthur et Ta-Lien-Wan.

La Chine avait donc grassement « payé les bénéfices variés résultant de l'appui loyal de Sa Majesté Impériale l'Empereur de Russie, lors de la fin de la dernière guerre entre la Chine et le Japon ».

Ce fut alors au tour de la France de réclamer le prix de ses bons et loyaux services. Nous savons que le 20 juin 1895, la Chine, après de longues négociations, accordait à notre pays une rectification avantageuse de frontière du côté du Mékong. Nous avons vu que l'Angleterre devait s'en prévaloir pour obtenir le traité du 4 février 1897, qui lui accordait des avantages similaires de l'autre côté du fleuve. Mais alors, ce fut la France qui s'estima lésée et qui réclama une déclaration au sujet de l'île de Haï-Nan. Le Gouvernement chinois, pris dans l'engrenage, tiraillé de toutes parts par des ambitions qui ne prenaient même plus la peine de se déguiser, ne put faire moins que de se soumettre et il proclama donc officiellement, le 15 mars 1897, que l'île de Haï-Nan ne serait jamais cédée à aucune Puissance étrangère. La France obtenait aussi, le 11 octobre 1896, que la reconstruction et la direction de l'arsenal de Fou-Tchéou seraient confiées à un personnel français. A la même époque, et sous l'empire des circonstances, aboutirent enfin les négociations relatives au relèvement de l'église de Tien-Tsin, détruite le 21 juin 1870. Vingt-sept ans plus tard, jour pour jour, relevée de ses ruines, elle fut solennellement inaugurée en présence de *M. Gérard*, ambassadeur de France à Pékin.

Quant au troisième larron, l'Allemagne, en la circonstance, il fut, au début, moins heureux que la France et la Russie. Ce pays, nouvellement installé en Chine avec un plan de développement économique à large envergure, n'y avait encore que de faibles intérêts. En 1895 et 1896, il avait bien obtenu pour l'établissement de ses nationaux quelques nouvelles concessions de terrains dans les ports ouverts, mais ce n'étaient là que des broutilles. Il rêvait de recueillir d'une manière plus efficace les fruits de la reconnaissance chinoise. Il y a de fortes présomptions pour que la canonnière « l'Iltis », qui avait quitté Tché-Fou le 23 juillet 1896 avec des ordres secrets, avait pour mission d'occuper Kiao-Tchéou. Mais elle fut prise

dans un typhon, le même jour, dans la baie de Shangkao où elle sombra corps et biens.

Section II. — La Corée.

Dès ce moment l'Allemagne fut à l'affût d'une occasion pour agir. Elle avait jeté son dévolu sur Kiao-Tchéou et elle était résolue à l'occuper, quoique la Russie ait pu faire valoir sur ce port les droits acquis par la convention *Cassini*. Comme, depuis 1890, l'Allemagne assurait elle-même la protection de ses missionnaires, perpétuelles sources d'incident, il était à prévoir que l'occasion d'intervenir lui serait bientôt offerte. De fait, elle lui fut procurée en novembre 1897. Le jour de la Toussaint de cette année, deux missionnaires allemands, les PP. *Nies* et *Stenz*, furent assassinés dans leur sommeil par une bande de brigands. Dès que la nouvelle de cet attentat parvint en Allemagne, *Guillaume II* désigna son frère *Henri de Prusse* pour se rendre en Chine régler l'incident. Dans le discours que l'ex-*kaiser* prononça au banquet d'adieu offert, à Kiel, le 15 décembre 1897, on put entendre tomber de la bouche impériale des paroles pompeuses et belliqueuses où il était question de « poing ganté de fer, de droits à revendiquer », etc... C'était faire beaucoup de bruit pour pas grand'chose. Mais cette savante mise en scène avait pour but de passionner le public allemand et de faire prendre au meurtre des deux missionnaires — chose courante en Chine, à l'époque, — une importance qu'il n'avait pas. Quoiqu'il en soit, le 14 novembre 1897, des vaisseaux de guerre allemands mouillaient dans la baie de Kiao-Tchéou et mettaient à terre des compagnies de débarquement qui occupèrent la ville et les forts. La brutalité de cette occupation a été, d'après *M. Henri Cordier*, la cause principale du mouvement des Boxeurs et de l'appui que la Cour lui a donné. Cette brutalité était d'autant plus déplacée que l'Allemagne aurait certainement obtenu satisfaction sans y avoir recours, l'appui de la France et de la Russie lui étant assuré pour l'obtention d'un port sur les côtes chinoises. Mais le *furor teutonicus* avait trouvé l'occasion de se manifester, et selon son habitude, il ne l'avait pas ratée.

Après des négociations menées à la prussienne, ce qui exaspéra la Cour et le peuple, une Convention sino-allemande fut signée, le 6 mars 1898, par laquelle l'Allemagne obtenait à bail

pour quatre-vingt-dix-neuf ans la baie de Kiao-Tchéou et le territoire avoisinant dans un rayon de cinquante kilomètres.

Ce fut le signal de la curée.

La Russie jugea le moment opportun de faire valoir les droits réservés par le traité secret de 1896 et la Chine, malgré l'opposition de l'Angleterre, lui louait pour vingt-cinq ans les deux ports de Port-Arthur et de Talien-Wan (15 mars 1898).

L'Angleterre, inquiète de l'expansion russe, se fit céder à bail pour vingt-cinq ans le port de Wei-Haï-Wei, que les Japonais se hâtèrent d'évacuer pour complaire à leurs amis des mauvais jours (25 mai 1898). En même temps elle faisait proclamer officiellement par la Cour de Pékin la promesse de non-aliénation de la vallée du Yang-Tseu (11 février 1898). Quelques mois après (9 juin 1898), l'Angleterre obtenait l'assurance « qu'aucun privilège exclusif n'était accordé à la France pour les chemins de fer et les mines ; que Nan-Ning sera ouvert au commerce ; qu'aucun territoire dans les deux provinces du Kouang-Toung et du Yunnan ne sera aliéné en faveur d'aucune Puissance étrangère ; qu'une concession sera garantie à un Syndicat britannique pour la construction d'un chemin de fer de Chang-Haï à Nanking et que les limites de la Colonie de Hong-Kong seront étendues ». Comme on le voit, l'Angleterre avait su se ménager une bonne part dans le gâteau chinois.

Le Japon, qui venait de recevoir Formose et les Pescadores, aurait eu mauvaise grâce à montrer un appétit exagéré. Les chauvins de ce pays menaient cependant une campagne très vive pour que le Japon imitât l'exemple des autres Puissances et occupât un port sur la côte chinoise. Mais le Gouvernement plus sage se contenta de réclamer une déclaration promettant la non-aliénation du Fou-Kien.

Quant à la France, elle avait suivi attentivement les progrès réalisés par les autres Puissances. Le 10 avril 1898 elle obtenait à bail pour 99 ans la baie de Kouang-tchéou wan, sans préjudice d'autres avantages tels que la promesse du maintien de l'intégrité des trois provinces limitrophes du Tonkin, la concession du chemin de fer du Tonkin à Yunnan-fou ainsi que des privilèges dans le service des Postes.

Section III. — Les Cent Jours.

Devant cette ruée aux concessions, aux bénéfices de toutes sortes, le parti réformateur de la Cour comprit que l'heure était venue de réagir avec vigueur contre l'esprit conservateur de la Cour, si l'on voulait arrêter le pays dans cette course à l'abîme. Ce parti, composé de Chinois du Sud, dont les idées politiques étaient empreintes d'un certain modernisme, était vivement combattu par le parti du Nord, composé de Manchoux et de Chinois ralliés à leur cause, aux idées étroites et attardés dans la contemplation du passé. L'antagonisme avait toujours existé à la Cour entre les deux partis, mais il s'affirma plus violent dès 1887, lorsque l'impératrice douairière *Tseu-Hi* abandonna le pouvoir à l'Empereur *Kouang-Siu*. Ce monarque, ayant une vue nette des dangers que courait son pays, se laissa gagner par les réformateurs et fit de leur chef, *Kang-Yeou-Wei*, son conseiller le plus écouté (10 juin 1898). Ce fut le début de la période des Cent Jours. Presqu'aucun d'eux ne s'écoula sans que fût promulgué un édit tendant à la réforme de toutes les institutions de l'Empire. Mais le règne des réformateurs ne devait pas être de longue durée. En butte à l'inertie du peuple, aux jérémiades et à la haine des mandarins, des Lettrés et des Manchoux, ainsi qu'à l'hostilité plus ou moins déguisée de la Russie qui redoutait le réveil de la Chine, le parti réformateur, trahi par *Yuan Che Kai*, fut précipité des sommets. Un coup d'Etat de l'impératrice *Tseu-Hi* (20 septembre 1898) restaura les hommes du Nord dans la plénitude des droits qui leur avaient été retirés, abolit tous les décrets de réformes et valut à l'Empereur une retraite forcée dans un de ses palais, tandis que la plupart de ses conseillers étaient condamnés à mort.

Ce coup d'Etat était le prologue de la crise de 1900, et il fut considéré non seulement comme une victoire du parti manchou, mais aussi comme un succès des éléments anti-européens.

Section IV. — Expansion économique européenne.

Car quoique la supériorité des méthodes occidentales eût été démontrée une fois de plus de manière irréfutable par la vic-

toire du Japon, les adversaires des Barbares, comme à la fois frappés d'aveuglement et de surdité, ne semblaient pas plus apercevoir les lendemains qu'ils préparaient à leur malheureux pays, qu'ils n'entendaient la rumeur de l'idée en marche, menaçant d'emporter non seulement les vieilles institutions sociales, mais même le Trône dans ses progrès quotidiens.

Les Lettrés et les Mandchoux, jaloux de leurs privilèges menacés, la Russie entretenant habilement le chaos, avaient fait le jeu des conservateurs. Mais ce qui causa surtout l'irritation des masses réfractaires à tout changement fut l'expansion croissante de l'activité européenne, qui s'était aussi largement produite dans le domaine économique que dans le domaine politique.

Ainsi, les trois années qui ont suivi la guerre avec le Japon ont vu accorder un grand nombre de concessions aux Européens pour le développement du réseau ferré chinois. Citons les principales :

1^o) ligne de Wou-Sang à Kao-Tchang-Mao, construite par des ingénieurs allemands pour le compte d'une société chinoise ;

2^o) Grand Central Pékin-Hankéou, concédé à un groupe de financiers franco-belges ;

3^o) Chemin de fer du Chan-Si, concédé à la banque russo-chinoise et construit par des compagnies françaises ;

4^o) Chemin de fer du Chen-Si concédé à l'Italie ;

5^o) Chemin de fer de Tsing-Tao à Tsin-nan-fou concédé aux Allemands ;

6^o) Ligne de Tien-tsin à Tchen-kiang concédée à un syndicat anglo-allemand ;

7^o) Ligne de Dong-dong à Loung-tchéou concédée à la France ainsi qu'un prolongement de cette ligne sur Nan-ning et Pe-se ;

8^o) Ligne de Lao-kaï à Yunnan-fou concédée à la France ;

9^o) Ligne de Chang-Haï à Nanking confiée à un syndicat anglais ;

10^o) Ligne de Hankéou à Canton concédée aux Etats-Unis.

Comme on le voit par cette énumération il se trouvait pas mal d'intérêts en présence. Des conflits étaient à craindre. Pour les éviter la Russie et l'Angleterre s'engagèrent respec-

tivement, le 28 avril 1899, à ne pas réclamer de concessions de voies ferrées, l'une dans le bassin du Yang-tsé-kiang, l'autre au nord de la Grande Muraille.

En plus de la construction de voies ferrées, les Puissances obtinrent, au mois de juillet 1898, l'ouverture des eaux intérieures de la Chine au commerce étranger. Le régime douanier du Yang-tsé-kiang, cette grande voie naturelle, fut assimilé à celui des ports ouverts (20 mars 1899). Ces derniers eux-mêmes se multiplièrent : Yo-tchéou, San-tou ngao et Tsin-wang-tao le devinrent en mars 1898 et Nanning, en février 1899, sur les démarches pressantes de l'Angleterre et malgré l'opposition de la France. A la veille des événements de 1900, il y avait au total 34 ports ouverts, où les maisons de commerce européennes ne cessaient de s'accroître en nombre et de prospérer.

Signalons enfin comme un succès diplomatique l'extension de la concession française et de la concession internationale de Chang-Haï au mois de janvier 1900. Ce nouvel avantage ne fut obtenu qu'après de laborieuses négociations qui durèrent plus de deux ans ; elles avaient risqué plusieurs fois de s'envenimer à cause de l'Angleterre qui prétendait que les concessions de Chang-Haï ne pouvaient être élargies, la vallée du Yang-tseu ayant été déclarée inaliénable. Un accord intervint finalement entre la France et l'Angleterre, aux termes duquel l'extension de la concession française fut admise, mais compensée par une extension correspondante de la concession internationale.

Nous avons vu que les grandes Puissances avaient obtenu presque tout ce qu'elles avaient demandé au cours des premières années qui suivirent le traité de Shimonoseki. L'Italie, à son tour, quoique ayant dans le pays des intérêts de médiocre importance, voulut aussi recueillir quelques bribes du gâteau chinois qui paraissait en train de s'émietter. Le 28 février 1899, elle adressait au Tsoung-li-Yamen une demande tendant à obtenir la cession à bail de la baie de San-men et l'autorisation de construire un chemin de fer dans le Kiang-si. Malgré l'appui de l'Angleterre, l'Italie n'aboutit pas dans ses démarches dont l'échec ne fut pas étranger à l'éclosion du vaste mouvement qui se préparait en Chine contre les étrangers.

Seuls les Etats-Unis n'avaient rien demandé, mais ils ne se

désintéressaient pas des progrès accomplis par les autres Puissances. Leur commerce s'était fort développé en Chine, exigeant ainsi toute leur vigilance pour qu'il ne souffre pas des privilèges obtenus par les autres pays. Aussi, le gouvernement des Etats-Unis, dans une lettre du 6 septembre 1899, restée célèbre, préconisa-t-il, la « politique de la porte ouverte », c'est-à-dire « d'assurer en même temps au commerce de toutes les nations en Chine les bénéfices incontestables qui s'accroîtraient par une reconnaissance formelle des diverses Puissances réclamant des « sphères d'intérêt », qu'elles jouiraient d'une parfaite égalité de traitement pour leur commerce et leur navigation dans ces dites sphères ».

La France, officieusement, et, d'une manière officielle, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, le Japon et la Russie adhèrent à ces principes.

La création de « sphères d'intérêts » était nettement admise par le bloc des Puissances et ouvrait ainsi la voie à la mise en valeur, sur une vaste échelle, de tout le territoire chinois.

Cependant, la Cour mandchoue, comprenant que, par suite de cette entente, elle ne pourrait plus chercher d'appui dans les rivalités des Puissances, allait étudier d'autres moyens pour soustraire le pays à la mainmise, chaque jour plus profonde, de la civilisation étrangère.

Section V. — Les Missions catholiques.

Mais, en attendant que sonne l'heure fixée pour l'affranchissement projeté, il était de bonne politique, pour ne pas donner l'éveil aux Barbares, de dissimuler les vrais sentiments de la Cour à leur égard. Or, ceux-ci avaient pour thermomètre le statut des chrétiens et des missionnaires. Pour donner le change, l'Impératrice promulgua donc, le 15 mars 1899, un important édit à leur sujet, favorable en apparence, mais destiné, au fond, à accroître le mécontentement populaire et à hâter le jour de la vengeance.

Cet édit, impolitique et dangereux au premier chef, était dû à l'initiative de l'ambitieux évêque de Pékin, *Monseigneur Favier*, auquel n'avait pas su résister le nouveau ministre de France, *M. S. Pichon*, encore peu au courant des affaires de Chine. Il établissait l'assimilation entre les divers grades

de la hiérarchie catholique et les fonctionnaires impériaux : un évêque avait le rang de vice-roi, tandis qu'un prêtre était assimilé à un tao-taï. Ce fut là une très grande faute. *M. H. Cordier* écrit très justement à ce sujet : « Une assimilation
« quelconque de missionnaires catholiques ne leur donnait
« qu'une apparence d'honneurs et leur enlevait en réalité la
« plus grande partie de leur influence, celle qui dérivait de
« leur haute situation morale et de l'appui de la France ; ce
« décret, s'il avait été appliqué à la lettre, aurait mis nos con-
« suls dans l'impossibilité de venir en aide aux évêques ; on
« le vit peu de temps après au Se-tchouen, quand l'évêque
« s'adressa directement et en vain au vice-roi de la province.
« La situation était ridicule. Que pouvait faire un simple con-
« sul, assimilé à un tao-taï, pour un évêque, gros personnage
« assimilé à un tsoung-tou ? Un peu de vague servait bien
« plus utilement les intérêts des missionnaires traités en
« hommes distingués, qu'un vide apparat. Le décret avait en
« même temps un caractère froissant pour les fonctionnaires
« chinois, et il n'a certainement pas été un facteur insignifiant
« dans les causes multiples qui ont amené le mouvement de
« révolte contre l'étranger de 1900. »

TITRE II. — Les Boxeurs.

L'occupation brutale de Kiao-tchéou par les Allemands, les avantages similaires obtenus par les autres Puissances, l'échec de la démarche de l'Italie relative à la baie de Sanmen, le décret du 15 mars 1899 portèrent à son comble la surexcitation des esprits contre les étrangers. Celle-ci, savamment entretenue par des sociétés secrètes, ne pouvait manquer de se résoudre en incidents violents. L'une de ces sociétés surtout, connue sous le nom désormais illustre de Boxeurs, appellation locale du Tao-Houei (société du grand couteau), datant de plusieurs siècles, mena la plus active propagande avec cette devise : « Soutenir la dynastie, égorger les étrangers », inscrite sur ses bannières.

Ce programme devait rallier le parti conservateur de la Cour, ayant à sa tête le *Prince Touan*, père de l'héritier présomptif du Trône, qui vit dans les Boxeurs un instrument précieux pour consolider le prestige de la dynastie et raf-

fermir par là-même ses propres privilèges. L'Impératrice douairière, qui gouvernait l'Empire depuis le coup d'État de 1898, d'abord hésitante, par crainte d'un échec du soulèvement projeté, se laissa gagner à la cause des Boxeurs par les intrigues du parti mandchou et leur accorda bientôt toute sa sympathie. Il est hors de doute que sa responsabilité dans les événements de 1900 est des plus sérieuse (1).

Le peuple, d'autre part, se laissant prendre aux récits des faits merveilleux prêtés aux Boxeurs et aux vertus miraculeuses telles que l'invulnérabilité, la résurrection, etc.... dont ils se prétendaient doués, leur accorda, dans plusieurs provinces, l'appui le plus large et une confiance illimitée.

Le mouvement commença dans le Chan-toung et dans le Tché-li, en 1898, par des placards et des proclamations appelant le peuple aux armes contre les chrétiens et les étrangers. Mais il revêtit bientôt un caractère insurrectionnel et fut accompagné de scènes de massacres, de pillages et de dévastation, à tel point que les troupes impériales — l'heure fixée par la Cour pour le mouvement n'étant pas encore venue — furent envoyées pour les combattre. La propagande incendiaire ne cessa pas pour cela et rallia chaque jour de nouveaux adhérents; de sorte que le mouvement boxeur faisait tache d'huile et que l'on se trouva bientôt à la capitale même en présence d'un état d'esprit d'une incontestable gravité.

Les Ministres étrangers, qui d'abord avaient cru à la sincérité de la Cour, n'avaient pas prêté grande importance à l'effervescence populaire. Ils durent pourtant se rendre à l'évidence, et, dès le 24 janvier 1900, ils adressaient au Tsoung li-yamen une note collective, restée sans réponse, pour demander la dispersion des sociétés secrètes hostiles aux Européens. La menace persistant, le Corps diplomatique renouvela sa démarche le 2 mars. Il lui fut répondu que ces sociétés étaient animées de sentiments patriotiques et qu'il ne paraissait pas opportun de les dissoudre. Quoique la plupart des ministres ne crussent pas à l'imminence de la catastrophe, ils préconisèrent cependant une démonstration navale devant Takou, pour en imposer aux Chinois. Celle-ci eut lieu et eut

(1) H. CORDIER, déjà cité, t. III, chap. XXVII; M. MONNIER, *Le drame chinois* p. 16 et 17; J.-O. BLAND et E. BACKHOUSE, Tseu-hi, *Impératrice douairière*, p. 165 et chap. XVI, XVII et XVIII.

pour effet d'amener le Gouvernement chinois à promulguer des édits prononçant la dissolution des Boxeurs. Mais les troubles et la campagne xénophobe n'en continuèrent pas moins. Le 20 mai 1900, la Capitale se trouvait inondée de placards, annonçant le massacre de tous les étrangers pour le premier jour de la cinquième lune (28 mai). Les ministres étrangers se réunissaient le même jour pour demander à la Cour des mesures énergiques. *M. Stephen Pichon*, ministre de France, proposa même, mais en vain, le renforcement de la garde des Légations. Hypocritement, la Cour donna toutes les assurances demandées, en même temps qu'elle prenait les dernières dispositions pour l'attentat projeté. Le 26 mai, des bandes de rebelles détruisaient la gare et le chemin de fer de Pao-ting-fou, aux abords immédiats de Pékin, où ils se préparaient à entrer en force. Il n'y avait plus de temps à perdre. Il fut donc décidé que toutes les gardes des Légations seraient renforcées. Trois cents hommes furent amenés en toute hâte de Tien-tsin sur Pékin, où ils arrivèrent le 31 mai. Le 10 juin, le *Prince Touan*, chef avoué des Boxeurs, fut nommé Président du Tsoung-li-yamen; dès lors, les événements allaient se précipiter. Dans la nuit du 13 juin, le massacre des chrétiens commença à Pékin. Les ministres étrangers, coupés de toute communication avec l'extérieur, étaient enfermés dans les Légations.

Le 20 juin, *M. de Ketteler*, ministre d'Allemagne, ayant voulu en sortir pour se rendre au Tsoung-li-yamen, fut assassiné dans la rue. Ce fut le signal de l'attaque des Légations. Leur siège commença et devait durer plus de six semaines. Dès lors, la Cour ne dissimula plus ses sentiments. Le 26 juin, un édit enrôlait les Boxeurs comme troupes régulières pour la guerre contre les étrangers; le 2 juillet un autre édit les exhortait à lutter pour la défense du pays.

Entre temps, une expédition de secours était organisée à Takou. Le 14 juillet Tien-tsin fut enlevée de haute lutte aux Boxeurs. Alors, *Tseu-Hi*, inquiète de la tournure des événements, et redoutant l'influence du *Prince Touan*, voulut entrer en pourparlers et fit même tenir des vivres aux ministres assiégés. Après une marche vigoureuse sur Pékin, l'armée internationale se trouva aux portes de la ville, cependant que la Cour, effrayée, prenait la fuite (13 août). Le lendemain, les

Légations étaient délivrées après des combats furieux. La ville entière fut aux mains des Européens, qui s'y livrèrent au pillage et à des excès de toute sorte.

L'ordre rétabli, les négociations commencèrent aussitôt. Le 13 février 1901, *Tseu-Hi* promulgua le premier décret expiatoire qui faisait le procès de chacun des chefs du mouvement boxeur et fixait la peine de chacun d'eux. Elle éprouva le plus vif chagrin à abandonner ses fidèles féaux, mais les Puissances se montrèrent, avec juste raison, inexorables. Le *Prince Tchouang*, qui avait dirigé l'attaque des Légations, reçut la permission de se suicider ; le *Prince Touan* et le *duc Lan*, membres de la famille impériale, étaient exilés à perpétuité dans le Turkestan ; *Yu-Hien*, gouverneur du Chan-si, était condamné à la décapitation ; suivaient plusieurs autres condamnations sévères contre de hauts dignitaires de l'Empire. Le décret se terminait ainsi : « Les ministres des Puissances « amies ne manqueront pas de reconnaître que la révolte des « Boxeurs a été exclusivement l'œuvre de ces fonctionnaires « et que l'action ou la volonté du Trône n'y ont été pour rien. « Nous avons châtié les coupables sans faiblesse et nos « sujets comprendront ainsi la gravité de la crise récente. »

Pourtant les Puissances ne se tinrent pas pour satisfaites et *Tseu-Hi* dut, une semaine plus tard, aggraver la plupart des condamnations qu'elle avait prononcées, en même temps qu'un décret rendait leurs rangs et leurs honneurs aux cinq dignitaires qui avaient été exécutés pour avoir tenté de détourner la Cour de ses desseins hostiles aux Européens.

Les négociations se poursuivirent à Pékin avec *Li Houng Tchang*, vice-roi du Tché-li. Elles aboutirent, le 7 septembre 1901, à la signature d'un traité, souvent qualifié de « monument d'impuissance collective » (1) et qui ne devait pas mettre fin aux difficultés passées.

Le traité en douze articles prend acte, en premier lieu, des pénalités prononcées contre les auteurs responsables du mouvement et fixe diverses réparations d'ordre moral, telles que l'érection de monuments commémoratifs, des missions d'ambassadeurs à Berlin et à Tokio pour porter les excuses du Gouvernement chinois, etc....

L'article 2 (b) suspend les examens officiels pour cinq ans

(1) J.-O. BLAND et E. BACKHOUSE, déjà cité, p. 252.

dans les villes où les étrangers ont été molestés. L'article 5 interdit l'importation des armes en Chine pendant deux ans ; cette interdiction était renouvelable au gré des Puissances de deux en deux ans.

Par l'article 6 la Chine s'engage à payer 450 millions de taëls (1,687 millions 500.000 francs comme indemnité). Le même article règle le mode de paiement de cette indemnité garantie par les revenus des douanes maritimes, des douanes indigènes des ports ouverts et de la gabelle.

Les articles suivants établissent le droit exclusif des Puissances de garder le quartier des Légations ; stipulent le démantèlement des forts du Takou et l'occupation des principaux points stratégiques sur la route de Pékin à la mer ; conviennent que la plus grande publicité sera donnée dans tout l'Empire aux édits dus à la pression des ministres étrangers comme épilogue aux derniers événements. Le Gouvernement chinois (art. 11) s'engageait, en outre, à négocier la révision des traités de commerce et convenait, dès à présent, de participer par moitié aux dépenses qui seraient faites pour l'amélioration du cours des rivières Peï-Ho et Houang-Pou.

L'art. 12 et final marquait une révolution radicale dans les mœurs diplomatiques chinoises. Le Tsoung-li-yamen était érigé en ministère des Affaires Etrangères conformément au plan indiqué par les Puissances et le Cérémonial de Cour était modifié à l'instar de celui en usage dans les Cours européennes.

Ainsi prenait fin la dernière tentative de la Chine pour se soustraire à l'emprise de la civilisation occidentale. Elle se trouvait désormais entièrement livrée à l'expansion européenne, dont les résultats allaient devenir de plus en plus sensibles et allaient renverser les dernières murailles derrière lesquelles la Chine s'était endormie dans la contemplation du passé !

TITRE III. — La guerre russo-japonaise.

La guerre des Boxeurs avait eu ainsi pour conséquence d'ouvrir complètement le marché chinois au trafic européen. Les marchands furent admis à parcourir la Chine dans toute son étendue. Des centaines d'ingénieurs, de commerçants, d'agents d'affaires de toutes catégories et de toutes nationalités

s'abattirent sur la riche proie qu'était la Chine et se mirent en devoir d'en tirer le plus grand profit sous couleur d'ouvrir définitivement le pays à la civilisation occidentale. Les Gouvernements étrangers se mirent à caresser les projets les plus vastes d'expansion territoriale. La Mandchourie, la Mongolie, le Yunnan, le Chantoung, d'autres parties de l'Empire encore, se révélaient comme des pièces de choix tentantes pour les ambitions des Puissances. La faiblesse de la Chine vaincue et déliquescence favorisait tous les desseins. La race blanche civilisatrice et colonisatrice à souhait était toute désignée pour mettre de l'ordre dans le gâchis chinois et faire bénéficier les Célestes des avantages de la civilisation. Le jour paraissait prochain où le continent asiatique, tout comme le continent africain, ne constituerait plus qu'une vaste colonie répartie entre les grandes Puissances. Mais on avait compté sans le Japon, qui, fier de sa race, allait se poser en défenseur, en champion des Jaunes et imposer à l'Europe plus de réserve et de modération.

Contre tant d'adversaires, mus par des ambitions identiques, la partie était dure à jouer pour un petit pays comme le Japon. Il comprit que sa politique devait tendre à s'assurer des concours parmi eux en profitant des rivalités qui les séparaient. L'Angleterre, qui, depuis 1895, n'avait cessé de se rapprocher du Japon, accueillit volontiers ses avances. Les menées russes l'inquiétaient visiblement et elle ne voyait pas sans dépit la pieuvre moscovite étendre ses tentacules sur la Mandchourie et la Mongolie. Prêtant l'oreille aux suggestions du Japon, elle conclut avec lui, le 30 janvier 1902, un accord, ou plutôt un traité d'alliance, aux termes duquel les deux pays convenaient de se prêter assistance par neutralité ou concours effectif pour « maintenir le *statu quo* et la paix générale en Extrême-Orient ». Ils se reconnaissaient, de plus, leurs intérêts spéciaux, en Chine pour l'Angleterre, en Corée pour le Japon et s'assuraient un concours réciproque pour les protéger.

C'était surtout contre la Russie qu'était dirigée la manœuvre. La Russie, en effet, profitant des circonstances, tendait à se rendre maîtresse de la Mandchourie, à laquelle, du reste, elle ne limitait pas ses ambitions.

Nous avons déjà dit qu'à la suite du prêt qu'elle avait consenti à la Chine, en 1895, pour l'aider à payer l'indemnité de

guerre due au Japon, la Russie avait créé la banque russo-chinoise qui devait être le principal auxiliaire des menées impérialistes russes dans l'Empire du Milieu. Dès 1896, cette banque obtenait la construction d'un chemin de fer mandchourien relié aux lignes russes de la Transbaïkalie et de l'Oussouri. En 1898, la Russie se faisait céder à bail Port-Arthur, que le Japon n'avait pu conserver en 1895 et Ta-lien wan. Elle obtenait, en même temps, le droit de prolonger son chemin de fer jusqu'à Port-Arthur. L'année suivante, elle déclarait Dalny port ouvert et réalisait ainsi la première partie de son programme d'expansion en obtenant à l'extrémité du Transsibérien un port en mer libre.

Les inquiétudes du Japon croissaient avec les progrès de cette marche envahissante. Elles s'accrurent lorsque, en 1900, devant la menace des Boxeurs, la Russie occupa militairement son chemin de fer pour le préserver des attentats des insurgés. De plus, en même temps que la Russie affirmait aux Puissances son intention d'évacuer les territoires occupés dès que l'ordre serait rétabli, elle occupait le port de Nieou-tchouang où elle installait un résident politique. L'occupation militaire de toute la Manchourie fut bientôt un fait accompli.

C'est alors qu'intervint l'accord anglo-japonais de 1902, auquel la Russie et la France répondirent par la Convention du 19 mars 1902. Ce dernier accord affirmait la résolution des deux Puissances de maintenir l'indépendance et l'intégrité de la Chine et stipulait qu'au cas où leurs intérêts seraient menacés « les deux Gouvernements alliés se réservent d'aviser éventuellement aux moyens d'en assurer la sauvegarde ».

Ainsi, deux groupes rivaux se trouvaient constitués. Les deux principaux partenaires, la Russie et le Japon, cherchaient des points d'appui, avant de s'affronter. La Russie venait, par le récent accord conclu avec la France, de mettre une fois de plus la fidélité de son alliée à l'épreuve. Quant au Japon, il s'assurait le concours éventuel de l'Angleterre, qui ne pouvait laisser s'échapper l'occasion de reprendre le rôle, — diminué depuis le traité de Shimonoseki, — qu'elle tenait dans le règlement des affaires d'Extrême-Orient.

Les Etats-Unis, d'un autre côté, ne pouvaient voir qu'avec satisfaction l'activité du Japon se tourner du côté du continent asiatique. Il leur laissait ainsi le champ libre dans le

Pacifique et pouvait dès lors être assuré des sympathies américaines. L'Allemagne, enfin, aurait volontiers encouragé la Russie dans ses visées asiatiques pour diminuer le danger qu'elle courait en Europe du fait de l'alliance franco-russe ; mais, rendue prudente par l'attitude de l'Angleterre, elle gardait une stricte neutralité, en suivant toutefois d'un œil attentif les événements d'Extrême-Orient, qui, on s'en rend compte, intéressaient toute la politique mondiale.

Telle était la situation au printemps de 1902. C'est alors qu'aboutirent les négociations au sujet de la Mandchourie pendantes depuis plusieurs mois entre la Chine et la Russie. Un accord fut conclu, le 8 août 1902, aux termes duquel la Russie « consentait à l'établissement de l'autorité chinoise en Mandchourie qui demeure portion intégrale de l'Empire chinois, « et rendait à la Chine le droit d'y exercer les pouvoirs administratifs et souverains comme avant l'occupation du pays « par les troupes russes ». La Chine s'engageait « à observer « strictement les stipulations du traité conclu le 8 septembre « 1896 avec la banque russo-chinoise,.... à protéger de toutes « les façons le chemin de fer et son personnel et à veiller aussi « à la protection de tous les sujets russes vivant en Mandchourie et des entreprises créées par eux ». La Russie s'engageait à évacuer la Mandchourie en trois périodes successives de six mois, à compter du jour de la signature de la convention.

Dès le 8 octobre 1902, en exécution des clauses de cette convention, les troupes russes furent retirées de la partie sud-ouest de la province de Moukden ; mais quand il s'agit de procéder à la seconde évacuation et d'abandonner le reste de la Mandchourie, la Russie émit la prétention de se faire concéder des privilèges exclusifs dans cette province. Le Japon, l'Angleterre et les Etats-Unis s'empressèrent de protester de telle sorte que la Russie fut obligée de déclarer, en avril 1903, que tel n'était pas son but et qu'elle tiendrait « ses engagements relatifs à la Mandchourie dont l'évacuation avait été momentanément retardée ».

Mais on apprenait en même temps, qu'en vertu d'une concession faite à son pays, en 1896, un Russe, le baron *Ginsburg*, créait au Yalou une entreprise forestière dont le principal centre était à Yong-Ampho, en territoire coréen. L'opinion japonaise, déjà très montée contre la Russie, à cause de

ses agissements en Mandchourie, fut encore surexcitée par cet incident interprété comme un signe de l'intention de la Russie de disputer au Japon la prépondérance dans le royaume coréen. Cette hypothèse était d'autant plus vraisemblable qu'au mois de janvier précédent, le chef du parti russe à Séoul, *Li-Yong-Yi*, exilé en 1900, revenu en Corée sur un navire russe, avait entrepris dans le pays une agitation anti-japonaise telle que le Gouvernement de Tokyo dut intervenir. Les intentions russes ainsi percées à jour ne pouvaient laisser indifférente une opinion qui se passionnait pour les questions de politique étrangère. De nombreuses sociétés populaires se fondèrent à travers le Japon tout entier pour réclamer une attitude énergique à l'égard de la Russie. Le Gouvernement, auquel ses ennemis reprochaient de n'avoir pas su, en 1905, faire rendre tous ses fruits à la victoire sur la Chine, se voyait contraint d'agir s'il ne voulait pas risquer de voir amoindrir son autorité et le prestige du Souverain. Ainsi poussé par l'opinion publique, le Gouvernement du Mikado fit remettre à la Russie une note verbale le 28 juin 1903, par laquelle le Japon exprimait le désir « d'entamer des négociations sur les relations des deux pays en Extrême-Orient ». Le Gouvernement du tzar accepta ; mais pour montrer dans quel esprit il comptait mener les négociations, il créa, le 30 juillet 1903, la lieutenance générale de l'Amour et du Kouang-Toung confiée à l'*amiral Alexieff*, que le *Journal Officiel de l'Empire* appelait communément vice-roi de l'Extrême-Orient. C'était témoigner peu de sagacité et sous-estimer un adversaire qui, quelques années auparavant, venait de donner des preuves d'énergie et de vitalité remarquables. Ce fut l'erreur initiale des Russes de s'imaginer que le peuple japonais était peu redoutable et pareil à ceux qu'ils avaient rencontrés jusque-là dans leur progression à travers l'Asie. Chez ceux-là, l'instinct guerrier, s'il subsistait encore, ne pouvait vigoureusement se manifester à cause de la désorganisation du pays et de l'absence de tout sentiment national. Au Japon, au contraire, le peuple tout entier brûlait du désir de montrer aux Occidentaux qu'il était leur égal et que ses vertus guerrières le mettaient à même de rivaliser avec eux dans tous les domaines.

Le principe des négociations ayant été admis, le Japon, dans les premiers jours du mois d'août 1903, fit connaître ses pro-

positions qui peuvent se résumer en quatre points : 1^o Maintien absolu de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Chine et de la Corée ; 2^o Reconnaissance réciproque des intérêts prépondérants du Japon en Corée et des intérêts spéciaux de la Russie dans les chemins de fer mandchoux ; 3^o Reconnaissance du droit du Japon de relier le chemin de fer coréen aux lignes de l'Est chinois ; 4^o Reconnaissance du droit exclusif du Japon de donner avis et assistance, même militaire, au Gouvernement coréen dans l'intérêt de l'ordre et du progrès. En somme, le Japon demandait à la Russie de reconnaître sa situation prépondérante en Corée et d'abandonner tout projet analogue en Mandchourie.

Les négociations commencées à Pétrograde furent menées par la Russie avec le désir évident de les faire traîner en longueur. Mais le Japon avait l'idée bien arrêtée de les faire aboutir à bref délai : et pour ne pas perdre de temps, il accepta leur transfert à Tokyo, quoique cela lui fût pénible.

Un mois après, le 3 octobre 1903, *M. de Rosen*, ambassadeur de Russie à Tokyo, faisait connaître les contre-propositions de son Gouvernement. *M. E. Driault* en fixe ainsi les principaux points : 1^o Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Corée, 2^o Reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée et du droit pour le Japon de donner avis et assistance à la Corée pour améliorer l'administration civile de cet Empire ; 3^o Engagement de la Russie de ne pas gêner les entreprises commerciales et industrielles du Japon en Corée ; 4^o Droit pour le Japon d'envoyer des troupes en Corée, en cas de besoin, pour assurer la protection de ces entreprises ; 5^o Engagement mutuel de ne pas se servir du territoire coréen pour un but stratégique et de ne faire sur les côtes aucuns travaux militaires capables d'entraver la liberté de la navigation dans le détroit de Corée ; 6^o Engagement mutuel de considérer la partie septentrionale de la Corée, entre Pin-hyang et le Yalou, au nord du 39^o, comme une zone neutre dans laquelle aucune des deux Puissances contractantes ne pourra introduire des troupes ; 7^o Reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral comme étant à tous égards en dehors de sa sphère d'influence. En résumé, la Russie reconnaissait la prépondérance du Japon en Corée et demandait en échange qu'il lui fût laissée carte blanche en Mandchourie.

Et pour mettre le Japon devant le fait accompli, en même temps qu'elle négociait à Tokyo, la Russie menait des négociations parallèles à Pékin pour régler directement avec le Gouvernement chinois la question de Mandchourie. Les demandes de la Russie tendaient à obtenir l'autorisation de maintenir des postes militaires le long de la Soungari ; l'engagement de respecter les privilèges par elle acquis, en matière de banque et d'industrie ; la promesse de ne pas élever des droits de douane sur les produits venant de Sibérie et enfin l'engagement de n'aliéner aucune partie de la Mandchourie. La Russie s'engageait, en revanche, à évacuer la Mandchourie un an après les dates fixées par la convention de 1902. Ces demandes, remises au Gouvernement chinois le 6 septembre 1903, suscitèrent les protestations de l'Angleterre, du Japon et des Etats-Unis. Le Gouvernement chinois, encouragé par l'attitude de ces trois Puissances, opposa une fin de non-recevoir catégorique aux propositions russes (4 octobre 1903) et signa en même temps avec le Japon et les Etats-Unis des traités de commerce spécifiant l'ouverture immédiate (8 octobre) au commerce international de Moukden, Ta-t'ong et Ngan tong. Cette date du 8 octobre, choisie à dessein, était celle où expirait le délai de dix-huit mois, prévu par la convention du 8 avril 1903, pour l'évacuation totale de la Mandchourie. En dépit de l'échec qu'ils venaient de subir à Pékin, les Russes, au lieu d'évacuer le pays, se concentrèrent dans la Mandchourie méridionale et firent ostensiblement des préparatifs d'hivernage ; — puis, sous un prétexte futile, ils réoccupèrent Moukden (29 octobre 1903).

La surexcitation des esprits fut alors portée à son comble au Japon, avec lequel les négociations n'avançaient que péniblement. Le lendemain même de l'occupation de Moukden, *M. de Rosen* faisait connaître à *M. Kurino*, ministre japonais des Affaires Etrangères, qu'il ne pourrait poursuivre les négociations relatives à la Mandchourie sans des instructions complémentaires de son Gouvernement. Le différend qui séparait les deux pays eût pu, avec quelque bonne volonté, être réglé à l'amiable. Le Japon avait demandé à la Russie de reconnaître la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie et de n'y pas contrarier le commerce japonais. Il lui reconnaissait, en compensation, des intérêts

spéciaux dans cette province et le droit de prendre toutes mesures opportunes pour les protéger.

Mais la Russie ne voulait rien entendre, et prétextant que la Mandchourie appartenait à la Chine, c'est avec ce seul pays qu'elle voulait régler la question. Le Japon objectait avec raison qu'il avait en Mandchourie des droits reconnus par les traités et qu'il fallait que la Russie promît de les respecter. Et pour faire preuve de conciliation, il proposait de reconnaître qu'il n'avait pas d'intérêts spéciaux en Mandchourie, à la condition que la Russie fît la même déclaration pour la Corée et s'engageât à respecter les droits qu'il tenait de ses arrangements commerciaux avec la Chine. C'est après ces propositions que *M. de Rosen* déclara qu'il allait en référer au tsar.

Plusieurs démarches du plénipotentiaire japonais pour obtenir une réponse ferme restèrent sans résultat. Le Japon se convainquit que la Russie cherchait à gagner du temps et qu'elle voulait profiter de l'hiver pour s'armer, et, le printemps venu, lorsque le port de Vladivostok ne serait plus bloqué par les glaces, ayant ainsi toute liberté d'action, opposer un refus aux réclamations japonaises. La situation s'aggravait et un conflit paraissait inévitable. Le 11 décembre, enfin, *M. de Rosen* fit connaître le point de vue de son Gouvernement, qui maintenait, sans aucun changement, ses contre-propositions du mois d'octobre. Le Japon insista pour obtenir une déclaration nette au sujet de l'indépendance de la Mandchourie. L'opinion publique japonaise était exaspérée et poussait à la guerre contre la Russie.

Le tsar, se rendant compte qu'il était à deux doigts de la guerre, déclarait solennellement au Corps diplomatique, le 1^{er} janvier 1904, qu'il mettrait tout en œuvre pour assurer le maintien de la paix. Quelques jours après, en effet, le 6 janvier, le Gouvernement russe fit une importante concession. A la condition que le Japon renonçât à ses intérêts spéciaux en Mandchourie, la Russie s'engageait « à ne pas mettre obstacle pour le Japon et les autres Etats, à la jouissance des droits à eux conférés par leurs traités avec la Chine, à l'exception toutefois de la création de settlements ». Le Japon se rendait bien compte que, s'il acquiesçait à cette formule, il reconnaissait par là même la prépondérance exclusive de la Russie en

Mandchourie; aussi demanda-t-il avec insistance que la Russie s'engageât à respecter l'indépendance de cette province (13 janvier 1904). La Russie répondit le 1^{er} février, en ne prenant aucun engagement ferme à ce sujet; mais elle déclarait qu'elle autoriserait l'installation des commerçants étrangers en Mandchourie, à la condition que le Japon ne fortifiât pas les villes maritimes coréennes. Cette réponse fut trouvée satisfaisante à Londres et à Paris et tous pensèrent en Europe que la guerre était évitée. Mais le Japon ne s'en contenta pas, et, le 5 février 1904, il rompait les relations diplomatiques avec la Russie. Celle-ci, pourtant, ne croyait pas à la guerre et pensait que le rappel de l'ambassade japonaise avait simplement pour but de faire pression sur le Gouvernement du tsar. Aussi sa surprise fut-elle grande, comme celle du monde entier, du reste, lorsqu'arriva la nouvelle du désastre de Port-Arthur. L'escadre russe était mouillée dans ce port, et, le 8 février 1904, à onze heures et demie du soir, trois de ses meilleurs bâtiments : le *Ceserawitch*, le *Retirsan* et le *Pallada*, furent coulés sans avertissement. Le même jour, deux autres navires russes, le *Varyag* et le *Koreetz*, mouillés dans la baie de Tchemulpo, sommés par la flotte japonaise de sortir du port pour combattre, acceptèrent le défi et se firent couler bravement par un ennemi plus nombreux.

La guerre russo-japonaise avait commencé. Aucune déclaration de guerre ne s'était produite de la part du Japon et l'opinion publique, dans le monde entier, lui fut généralement sévère. On lui reprochait de n'avoir pas prévenu la Russie que la rupture des relations diplomatiques ouvrait l'état de guerre. La question fut discutée, à la Conférence de la Haye, en 1907, et l'impression qui reste de ces controverses est que si le Japon fut sincère, il mit, tout de même, quelque brutalité dans l'action.

Quoi qu'il en soit, les hostilités étaient engagées. Elles débutaient favorablement pour le Japon, qui demeurait maître de la mer après avoir porté les premiers coups à la flotte russe de Port-Arthur. Profitant de cette situation, une armée japonaise fut débarquée en Corée, dont l'Empereur dut reconnaître le protectorat du Japon (23 février 1904). La Chine laissa faire et assista avec indifférence à la grande lutte pour la possession d'une de ses plus belles provinces, dont le sort

allait se jouer entre deux nations étrangères sur son propre territoire.

Nous n'entreprendrons pas de faire l'historique détaillé des opérations. Rappelons-en simplement les principales étapes marquées par la première victoire du Japon, le 1^{er} mai 1904, à Kialientzé ; le débarquement des Japonais dans la presqu'île du Leao-toung, le 5 mai ; l'investissement de Port-Arthur, du 6 au 7 mai ; la victoire de Kia-tchéou, le 26 mai ; l'occupation de Dalny, le 30 ; la grande bataille indécise de Liao-yang, du 27 août au 3 septembre ; la capitulation de Port-Arthur, le 1^{er} janvier 1905 ; la bataille et la prise de Moukden, le 14 mars ; la destruction à Tsou shima, les 27 et 28 mai, de la flotte russe de la Baltique ; l'occupation de Sakhaline, en juillet.

Les avantages remportés par le Japon étaient évidents : la Corée était sous sa domination ainsi que la plus grande partie de la Mandchourie. Il n'avait donc plus aucun intérêt à continuer la guerre, d'autant plus que ses forces militaires et financières commençaient à être épuisées. La Russie, d'autre part, en proie à des troubles intérieurs, aspirait à la paix. La France et l'Angleterre, alliées respectives des deux belligérants, venaient d'inaugurer l'entente cordiale par les accords du mois d'avril 1904. L'une et l'autre ne pouvaient donc que souhaiter que la lutte prit fin entre leurs deux alliés. Les Etats-Unis, enfin, avaient intérêt à ne pas laisser le Japon acquérir une trop grande prépondérance dans le Pacifique et étaient disposés à offrir leur médiation aux belligérants. Des ouvertures dans ce sens leur avaient été faites, l'hiver précédent, mais elles avaient été rejetées. Renouvelées le 8 juin 1905 par l'ambassadeur américain à Pétrograde, elles furent acceptées par le tsar deux jours après. Les plénipotentiaires russes et japonais, désignés le 2 juillet, se réunirent pour la première fois, le 5 août, à Oyster-Bay, à bord du yacht du président *Roosevelt*. Un mois après, jour pour jour, fut signé à Portsmouth le traité mettant fin aux hostilités. La Russie reconnaissait que « le Japon possédait en Corée des intérêts prépondérants politiques, militaires, économiques » et « elle s'engageait à s'abstenir de toute opposition ou intention au sujet des mesures de bon conseil, de protection et de bon contrôle que le Gouvernement impérial du Japon pourrait juger

nécessaire de prendre en Corée ». Elle transférait au Japon, avec le consentement de la Chine, le bail de Port-Arthur et de Chang-Choun. Elle cédait enfin au Japon sans aucune indemnité la partie méridionale de l'île de Sakhaline avec les îles adjacentes. Les deux Puissances s'engageaient mutuellement à évacuer complètement et simultanément la Mandchourie, à la rendre tout entière à l'administration de la Chine et à ne pas mettre obstacle aux mesures générales communes à toutes les Puissances que la Chine pourrait prendre pour le développement du commerce et de l'industrie dans cette province. Pour compléter ces dispositions, la Russie déclarait n'avoir en Mandchourie aucun avantage territorial, ni aucune concession exclusive ou préférentielle au détriment de la souveraineté chinoise et des intérêts généraux des autres Puissances.

Aucun des deux belligérants n'était astreint au paiement d'une indemnité de guerre. Le Japon, qui, tout d'abord, avait manifesté le désir d'en obtenir une, y renonça pour ne pas retarder la conclusion de la paix.

Des promesses furent échangées pour la conclusion d'un traité de commerce et d'un accord au sujet du régime des pêcheries dans la mer d'Okhotsk.

La Russie n'avait perdu ni un pouce de son territoire, ni ni un rouble d'indemnité. Elle se félicita de n'avoir pas été obligée à de plus graves concessions et le négociateur du traité, *M. Witte*, fut élevé à la dignité de comte par le tsar. La guerre russo-japonaise fut considérée, en Russie, comme une entreprise coloniale que le succès n'avait pas couronné et l'opinion publique ne s'en émut pas autrement. Au Japon, au contraire, l'opinion avait suivi fiévreusement le développement des opérations de guerre et des négociations de paix. Malgré les avantages obtenus, malgré la prépondérance du Japon admise en Corée, le peuple ne fut que médiocrement satisfait et des manifestations violentes se produisirent à Tokyo contre le traité qualifié de « paix humiliante ». Mais l'agitation ne dura pas et l'opinion publique se rendit bientôt compte de ce que ses réclamations avaient d'injustifié en considérant la place que son pays avait prise dans le concert des Puissances.

La France, qui avait éprouvé quelques inquiétudes au sujet

de l'Indo-Chine, et dont la situation vis-à-vis du Japon manquait de netteté, signa avec lui l'accord du 10 juin 1907, aux termes duquel les deux pays se garantissaient leurs possessions en Extrême-Orient, promettaient de maintenir le *statu quo* en Chine et s'engageaient à s'appuyer mutuellement dans les régions de l'Empire chinois voisines de leurs possessions pour y assurer la paix en cas de troubles.

La Russie, docile aux suggestions de la France, et jugeant que le meilleur moyen d'avancer son expansion en Chine était de s'entendre avec le Japon, sans l'assentiment duquel il était impossible de mener à terme un projet de développement dans l'Empire chinois, changea d'attitude à son égard et résolut de collaborer désormais avec son adversaire de la veille pour tirer le plus de bénéfices possible de la situation précaire de la Chine. Un premier accord intervint entre les deux pays, le 13 juin 1907, pour l'exploitation des chemins de fer de l'Est chinois et du Sud mandchourien. Il fut suivi, le 28 juillet 1907, d'un traité de commerce et de navigation sur la base de la parfaite égalité et d'un règlement de la question des pêcheries. Ces conventions furent complétées par l'accord du 30 juillet 1907, par lequel les deux pays affirment leur volonté « de fortifier les relations pacifiques amicales et de bon voisinage rétablies entre eux, et d'écarter la possibilité de malentendus futurs entre les deux Empires ». Ils s'engageaient de plus à respecter tous les droits résultant pour l'un ou pour l'autre des traités en vigueur, accords ou conventions appliqués à présent entre eux et la Chine.

La situation en Extrême-Orient devenait ainsi plus claire. Les deux rivaux de la veille s'entendaient sur le dos de la Chine. Les accords russo-japonais furent complétés, le 31 août 1907, par des accords anglo-russes au sujet de la Perse, l'Afghanistan et le Thibet, mettant fin aux rivalités des deux Puissances contractantes dans ces régions.

Ainsi, les quatre principales puissances intéressées dans la question de Chine, la France, l'Angleterre, la Russie et le Japon venaient par une série d'accords d'écarter les causes de mésentente entre elles et de se garantir leurs possessions réciproques en Extrême-Orient.

Les Etats-Unis complétèrent ces accords en concluant avec le Japon une convention similaire, l'année suivante, aux termes

de laquelle les deux pays se garantissaient leurs intérêts mutuels en Chine et se promettaient de prendre toutes mesures éventuelles pour faire respecter le maintien du *statu quo*.

Enfin, le 4 juillet 1910, le Japon et la Russie s'entendirent définitivement pour se partager à l'amiable la prépondérance en Mandchourie.

Ces différents accords étaient intervenus sans que la Chine ait été consultée à aucun moment. C'était pourtant la principale intéressée, mais on la considérait comme hors de cause et on réglait le sort de ses provinces sans lui donner voix au chapitre. Sa situation intérieure la mettait à la merci de toutes les ambitions et son sort eût été tout autre si elle n'avait trouvé dans le Japon un défenseur intéressé, certes, mais qui, se posant en champion de ses frères jaunes, devait empêcher que la Chine ne fût dépecée comme un gâteau, à la manière du continent noir.

Il nous reste, pour terminer notre étude, à dire quelques mots de la crise intérieure que traversait la Chine et de la Révolution qui aboutit à la chute de la dynastie mandchoue et à l'avènement de la République.

TITRE IV. — Le mouvement révolutionnaire.

Après les premiers revers de la guerre sino-japonaise, il s'était formé en Chine un parti politique, « le Keming », à caractère nettement révolutionnaire. A sa tête se trouvait un jeune homme d'une trentaine d'années, *Sun-Yat-Sen*, qui venait de terminer ses études de médecine aux écoles anglaises de Hong-Kong. Grâce à l'activité de son chef, le nouveau parti recruta des adeptes chaque jour plus nombreux, dont la plupart étaient des Chinois établis à l'étranger. Les ressources du « Keming » provenaient des cotisations de ses membres et surtout des larges subventions qui lui étaient accordées par les riches marchands chinois installés hors du Céleste Empire. Le nombre relativement considérable de ses membres, — plusieurs centaines de mille, — et l'importance relative de ses ressources, — une douzaine de millions en 1904, — permit au parti révolutionnaire d'embrasser dès le début de son existence un programme très vaste. Celui-ci tenait en trois propo-

sitions : le renversement des Mandchoux, l'établissement d'une République démocratique et la socialisation du sol. Seul le premier de ces buts devait être atteint.

Dès le mois d'octobre 1895, les révolutionnaires, ayant leur chef à leur tête, tentèrent un coup de main contre Canton, la capitale du sud. Ils ne réussirent pas à s'en emparer et leur tentative malheureuse fut vigoureusement réprimée. De nombreux partisans furent décapités et *Sun-Yat-Sen* réussit à grand'peine à échapper au même châtiment.

Rendu prudent, mais non découragé, après ce premier échec, *Sun-Yat-Sen*, tout en tenant son parti en haleine, par des discours virulents, des proclamations enflammées, resta cinq ans sans tenter de nouveau la chance. La crise des Boxeurs lui parut favorable pour déclencher un nouveau soulèvement dans la région cantonnaire. Après quelques succès, les rebelles furent battus et dispersés, mais *Sun-Yat-Sen* réussit encore à se sauver et à passer au Japon.

Depuis ce moment, on trouve les Révolutionnaires mêlés à toutes les émeutes, à toutes les rébellions qui éclatèrent un peu partout en Chine, provoquées par la famine ou les exactions des mandarins. Ainsi on les voit, en 1906, apporter leur concours aux ouvriers des mines de Ping-Chang, qui s'étaient révoltés contre les mandarins ; on les voit participer en juin 1907, aux troubles de Swatow et de Pakkoï causés par l'abus des taxes imposées par les mandarins.

Au printemps de l'année suivante, les révolutionnaires tentèrent sans succès de soulever toute la province du Yunnan.

Ce dernier échec diminua la confiance que l'on accordait à *Sun-Yat-Sen*. Plusieurs de ses partisans l'abandonnèrent pour se rallier au parti réformateur de la Cour. Pourtant, les Révolutionnaires ne se découragèrent point, et, en avril 1911, ils tentèrent un nouveau coup de main sur Canton, qui avorta complètement. Quelques mois plus tard, cependant, en octobre, le succès devait enfin couronner de si persistants efforts et la Révolution victorieuse allait réaliser son premier but : le renversement de la dynastie.

Telles sont brièvement résumées les principales étapes parcourues par le parti révolutionnaire. Signalons que la plupart des pays étrangers lui avaient accordé leurs sympathies plus ou moins déclarées. Ainsi la France prêta le concours de plu-

sieurs officiers à *Sun-Yat-Sen*, en 1908, lors des affaires du Yunnan, et c'est à Paris que, quatre années auparavant, le chef des révolutionnaires avait trouvé à emprunter une douzaine de millions. L'Angleterre et le Japon recueillaient, l'une à Hong-Kong, l'autre sur son propre territoire, les militants du parti « Kéming » et leur permettaient de s'armer et de préparer leurs coups de main.

Mais ces sympathies se refroidirent à mesure que les échecs des révolutionnaires se renouvelaient. Leurs efforts désordonnés et stériles atténuaient la confiance qu'on avait en eux, d'autant plus que l'on voyait la Cour entrer résolument dans la voie des réformes.

Nous avons déjà indiqué dans la première partie de ce travail les efforts faits par les Mandchoux pour instaurer en Chine un régime constitutionnel. Nous savons qu'ils échouèrent et que la Révolution victorieuse aboutissait, le 3 décembre 1911, à la proclamation de la République chinoise.

CONCLUSION

La République chinoise s'est trouvée, dès le début de son existence, en proie aux pires difficultés. A l'intérieur du pays l'anarchie était complète, tandis qu'à l'extérieur la menace planait sur toutes ses frontières. La Mongolie, le Thibet, le Turkestan, le Yunnan, le Mandchourie et de nombreux ports des côtes chinoises étaient convoités par les Puissances étrangères. Mais ces ambitions devaient se faire plus discrètes à mesure que le Japon se développait et s'imposait dans le concert des Puissances. C'est ce pays qui est devenu le facteur dominant de la politique internationale en Chine.

La question qui se pose à l'avènement de la République est de savoir si elle saura pacifier le pays et fortifier le sentiment national. La tâche est immense ; mais si elle y réussit, nul doute que les influences étrangères ne perdent de leur valeur et que le Japon lui-même ne conserve pas longtemps sa situation prépondérante.

Pourtant, les événements de 1911 ne paraissent pas justifier les espoirs de ce genre. Le régime politique seul semble avoir changé en Chine.

L'anarchie y demeure et un temps assez long paraît devoir s'écouler avant que la République chinoise occupe dans la politique mondiale la situation et le rang auxquels lui donnent droit de prétendre sa nombreuse population et l'étendue de son territoire.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

POUR LE VICE-RECTEUR :

L'Inspecteur de l'Académie,

D. ROUSTAN

VU : *Le Doyen,*
F. LARNAUDE.

VU : *Le Président de la thèse,*
ANDRÉ WEISS.

BIBLIOGRAPHIE

- HENRI CORDIER. — Histoire des relations de la Chine avec les Puissances occidentales (3 volumes).
- L'expédition de Chine de 1857-1858. Histoire diplomatique.
- L'expédition de Chine de 1860. Histoire diplomatique.
- P. WIEGER, S. J. — Textes historiques (3 volumes).
- JEAN RODES. — La Chine nouvelle.
- La Chine et le mouvement constitutionnel (1910-1911).
- Le Céleste Empire avant la Révolution.
- La fin des Mandchoux.
- Scènes de la vie révolutionnaire en Chine (1911-1914).
- La Transformation de la Chine dans les questions actuelles de politique étrangère en Asie.
- FERNAND FARJENEL. — Le peuple chinois, ses mœurs, ses institutions.
- A travers la Révolution chinoise.
- J. AJALBERT. — Nuages sur l'Indo-Chine.
- M. MONNIER. — Le drame chinois.
- BARD. — Les Chinois chez eux.
- Dr MATIGNON. — Superstition, crime et misère en Chine.
- MASPERO. — La Chine.
- MAYBON. — La politique chinoise.
- TSIN-TAI. — Le pouvoir législatif en Chine.
- E. DRIAULT. — La question d'Extrême-Orient.
- PROSPER GIGUEL. — L'arsenal de Fou-Tchéou, ses résultats.
- J.-O. BLAND et E. BACKHOUSE. — Tseu-Hi, impératrice douairière.
- HOO-CHE-TSAI. — Les bases conventionnelles des relations modernes entre la Chine et la Russie.

PUBLICATIONS

La Revue des Deux Mondes.
L'Echo de Chine.
L'Information.
Le Temps.
Le Progrès de Lyon.
La Revue Jaune de Bruxelles.
Le Journal asiatique.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	I
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

MŒURS ET INSTITUTIONS DU PEUPLE CHINOIS.....	3
--	---

CHAPITRE I. — HISTORIQUE ET GÉNÉRALITÉS.....	4
--	---

<i>Titre I. — Origine du peuple chinois.....</i>	4
--	---

<i>Titre II. — De la famille.....</i>	6
---------------------------------------	---

<i>Titre III. — Des personnes.....</i>	13
--	----

Section 1. — Les lang.....	14
----------------------------	----

Section 2. — Les tsien.....	17
-----------------------------	----

CHAPITRE II. — ORGANISATION DE L'EMPIRE.....	19
--	----

CHAPITRE III. — ORGANISATION DE LA RÉPUBLIQUE.....	24
--	----

<i>Titre I. — Historique.....</i>	24
-----------------------------------	----

<i>Titre II. — La République d'après la Constitution de 1912.....</i>	28
---	----

Section 1. — Les citoyens.....	28
--------------------------------	----

Section 2. — Le Parlement.....	28
--------------------------------	----

Section 3. — L'Exécutif.....	31
------------------------------	----

DEUXIÈME PARTIE

RELATIONS INTERNATIONALES DE L'EMPIRE CHINOIS....	33
---	----

CHAPITRE I. — RELATIONS INTERNATIONALES DE L'EMPIRE CHINOIS ANTÉRIEUREMENT A 1858.....	35
---	----

<i>Titre I. — Pénétration européenne par le christianisme..</i>	35
---	----

<i>Titre II. — Pénétration européenne par le commerce.....</i>	39
--	----

Section 1. — Relations avec les Portugais.....	41
Section 2. — Relations avec les Hollandais.....	46
Section 3. — Relations avec les Anglais.....	48
Section 4. — Relations avec les Français.....	52
Section 5. — Relations avec les Russes.....	53
Section 6. — Relations diverses.....	58
CHAPITRE II. — LES EXPÉDITIONS DE CHINE EN 1858 ET DE 1860.....	60
<i>Titre I. — L'expédition de Chine de 1858.....</i>	60
Section 1. — Traité russe du 13 juin 1858.....	63
Section 2. — Traité américain du 18 juin 1858.....	65
Section 3. — Traité anglais du 26 juin 1858.....	65
Section 4. — Traité français du 27 juin 1858.....	65
<i>Titre II. — L'expédition de Chine en 1860.....</i>	75
CHAPITRE III. — LA POLITIQUE CHINOISE DE 1860 A 1871.....	80
<i>Titre I. — Situation de l'Empire chinois, directives politiques.....</i>	80
<i>Titre II. — Relations avec les Puissances signataires des traités de Tien-Tsin.....</i>	86
Section 1. — Relations avec la France.....	88
Section 2. — Relations avec l'Angleterre.....	96
Section 3. — Relations avec les Etats-Unis.....	100
Section 4. — Relations avec la Russie.....	107
<i>Titre III. — Relations diverses et traités avec les autres Puissances.....</i>	107
CHAPITRE IV. — LA POLITIQUE CHINOISE DE 1871 A 1895.....	108
<i>Titre I. — Période de 1871 à 1874.....</i>	108
Section 1. — Le Memorandum chinois.....	109
Section 2. — L'audience impériale.....	114
Section 3. — L'expédition japonaise à Formose.....	115
Section 4. — La traite des Jaunes.....	116
<i>Titre II. — L'affaire Margary.....</i>	119
Section I. — Historique de l'extension anglaise en Birmanie.....	119
Section 2. — L'incident anglo-chinois de 1874. Convention de Tché-Fou.....	121
<i>Titre III. — Période de 1874 à 1880.....</i>	123
Section 1. — La Pagode de Ning-Pô. Emeute du 3 mai 1874.....	125
Section 2. — Constitution du Corps diplomatique chinois à l'étranger.....	126

<i>Titre IV. — L'affaire de Kouldja</i>	127
<i>Titre V. — L'affaire du Tonkin</i>	132
<i>Titre VI. — Période de 1880 à 1895</i>	157
Section 1. — Traités divers avec les Puissances étrangères.	161
Section 2. — Le Protectorat des Missions en Chine.....	164
Section 3. — Délimitation de la frontière sud de la Chine.	166
<i>Titre VII. — La guerre sino-japonaise</i>	166
CHAPITRE V. — LA POLITIQUE CHINOISE DE 1895 A 1911.....	170
<i>Titre I. — La Curée</i>	171
Section 1. — Progrès des Européens après la guerre sino-japonaise.....	171
Section 2. — La Curée.....	175
Section 3. — Les Cent Jours.....	177
Section 4. — Expansion économique européenne.....	177
Section 5. — Les Missions catholiques.....	180
<i>Titre II. — Les Boxeurs</i>	181
<i>Titre III. — La guerre russo-japonaise</i>	185
<i>Titre IV. — Le mouvement révolutionnaire</i>	197
CONCLUSION.....	200
BIBLIOGRAPHIE.....	201

